



DONG-DANG 14 K_m
LONG-TCHEOU 71 K_m
THAT-KHE 67 K_m
CAO-BANG 136 K_m

IVAN CADEAU
CAO BANG
1950

PREMIER DÉSASTRE FRANÇAIS
EN INDOCHINE

PERRIN
Ministère des Armées

Ivan Cadeau

CAO BANG 1950

Premier désastre français
en Indochine

PERRIN
Ministère des Armées

DU MÊME AUTEUR

Dictionnaire de la guerre d'Indochine (en collaboration avec François Cochet et Rémy Porte), Perrin, 2021.

De Lattre, Perrin, 2017.

La Guerre d'Indochine. De l'Indochine française aux adieux à Saïgon, 1940-1956, Tallandier, 2015 (coll. « Texto », 2019).

La Guerre de Corée, Perrin, 2013 (coll. « Tempus », 2016).

Diên Biên Phu, Tallandier, 2013 (coll. « Texto », 2016).

Le Génie au combat. Indochine 1945-1956, Service historique de la Défense, 2013.

Les Enseignements de la guerre d'Indochine, présentation de l'édition, Service historique de la Défense, t. 1, 2010 ; t. 2, 2013.

Le Bataillon français de l'ONU en Corée. 1950-1953. Le combat méconnu des volontaires français (dir.), Service historique de la Défense, Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense, Éditions du Coteau, 2010.

Cet ouvrage est coédité avec le ministère des Armées,
secrétariat général pour l'administration,
Direction de la mémoire, de la culture et des archives.

La Direction de la mémoire, de la culture et des archives (DMCA) est une direction du ministère des Armées, placée sous l'autorité de la secrétaire générale de ce ministère. La DMCA a notamment en charge la politique culturelle du ministère au travers des collections de ses musées, de ses services d'archives et de ses bibliothèques. Elle détermine et finance les actions nécessaires à la gestion et à la valorisation de ce riche patrimoine. C'est dans cette perspective que la DMCA développe également une politique de publication et de soutien aux productions audiovisuelles permettant à un large public de découvrir l'histoire et le patrimoine du ministère des Armées.

Couverture : Occupation de Langson par le 8^e groupement de commandos parachutistes
au cours de l'opération *Hirondelle*.
© Paul Corcuff-ECPAD

© Ministère des Armées / Perrin, un département de Place des Éditeurs, 2022

92, avenue de France
75013 Paris
Tél. : 01 44 16 08 00

ISBN : 978-2-262-07970-3

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Ce document numérique a été réalisé par [PCA](#)

*À tous les combattants qui ont trouvé la mort, là-bas,
de part et d'autre de la RC 4*

Sommaire

Couverture

Titre

Copyright

Du même auteur

Sigles et abréviations

Introduction

Première partie

1 - Vie et mort du 2^e territoire militaire

2 - *Léa*

3 - 323 kilomètres

4 - La palanche vietnamienne

5 - Repli(s)

6 - Un « incident local » : la première chute de Dong Khe

7 - L'ordre particulier n° 46

Seconde partie

8 - Le parti rouge

9 - *Le Hong Phong II*

10 - *Déception*

11 - *Tiznit*

12 - *Thérèse*

13 - *Orage*

14 - *La fin de la RC 4-nord*

15 - *Épilogue*

Conclusion

Sources et bibliographie sélective

Notes

Remerciements

Index

SIGLES ET ABRÉVIATIONS

A

ACA	Antenne chirurgicale avancée
ACM	Antenne chirurgicale mobile
ACP	Antenne chirurgicale parachutiste
AFN	Afrique du Nord
AI	Affaires indigènes
ANVN	Armée nationale vietnamienne
APL	Armée populaire de libération
APVN	Armée populaire vietnamienne

B

BAPN	Base aéroportée Nord
BCCP	Bataillon colonial de commandos parachutistes
BEP	Bataillon étranger de parachutistes
BG	Bataillon du génie
BM	Bataillon de marche
BMTS	Bataillon de marche de tirailleurs sénégalais
BNAG	Bataillon nord-africain du génie
BT	Bataillon thaï
BTA	Bataillon de tirailleurs algériens

C

CAS	<i>Close Air Support</i> (appui aérien rapproché)
CAS	Compagnie de circulation routière
CCR	Conseil de défense de l'Indochine
CDI	Corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient
CEFEO	Corps expéditionnaire français en Italie
CEFI	Comité français de libération nationale
CFLN	Compagnie indochinoise de parachutistes
CIP	Compagnie légère de partisans

CLP	Compagnie légère de supplétifs militaires
CLSM	Compagnie muletière
CM	Compagnie de supplétifs militaires
CSM	
D	
DCA	Défense contre les aéronefs
DGED	Direction générale des études et de la documentation
DLO	Détachement de liaison et d'observation
DMH	<i>Dong Minh Hoï</i>
DPA	Détachement de propagande armé
DZ	<i>Drop Zone</i>
E	
ELA	Escadrille de liaison aérienne
F	
FAEO	Forces armées d'Extrême-Orient
FAVN	Forces armées vietnamiennes
FI	Formation indochinoise
FM	Fusil-mitrailleur
FTEO	Forces terrestres d'Extrême-Orient
FTNV	Forces terrestres du Nord-Vietnam
FTSV	Forces terrestres du Sud-Vietnam
FTVN	Forces terrestres du Vietnam Nord
G	
GAOA	Groupe aérien d'observation d'artillerie
GATAC	Groupement aérien tactique
GC	Goum de commandement et d'accompagnement
GCA	Goum de commandement et d'engins
GCE	Groupe de conseillers militaires chinois
GCMC	Groupe mobile
GM	<i>General Motors Truck Compagny</i>
GMC	Groupe mobile nord-africain
GMNA	Gouvernement provisoire de la République française
GPRF	Gouvernement provisoire d'union nationale
GPUN	Gouvernement révolutionnaire annamite
GRA	Groupe de spahis marocains portés
GSMP	Groupe de transport
GT	Groupement de tabors marocains
GTM	Groupement de tabors marocains d'Extrême-Orient

GTMEO

I

IPS Instruction personnelle et secrète

J

JMO Journal des marches et opérations

L

LCM *Landing Craft Mechanized*

LST *Landing Ship Tank*

M

MRP Mouvement républicain populaire

O

OAP Opération aéroportée

ORA Organisation de résistance de l'armée

P

PEG Peloton d'élèves gradés

PK Point kilométrique

PM Pistolet-mitrailleur

R

RAA Régiment d'artillerie d'Afrique

RAC Régiment d'artillerie coloniale

RACM Régiment d'artillerie coloniale du Maroc

RC Route coloniale

RCP Régiment de chasseurs parachutistes

RDVN République démocratique du Vietnam

REI Régiment étranger d'infanterie

RIC Régiment d'infanterie coloniale

RL Route locale

RP Route provinciale

RPC République populaire de Chine

RTA Régiment de tirailleurs algériens

RTM Régiments de tirailleurs marocains

RTT Régiment de tirailleurs tonkinois

S

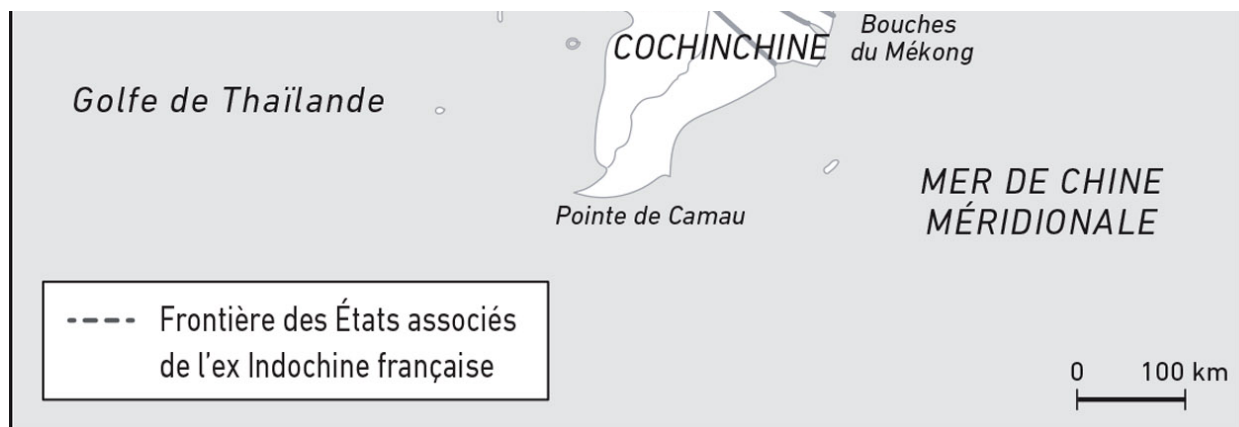
Service de documentation extérieure et de contre-espionnage

SDECE *Sung Khong Giât* (canon sans recul)

SKZ Situation de prise d'armes

SPA	Service de santé des armées
SSA	Service technique du génie
STG	
T	
TAPI	Troupes aéroportées d'Indochine
TD	<i>Trung Doan</i> (régiment)
TED	Tableau des effectifs et des dotations
TFIN	Troupes françaises d'Indochine du Nord
TFIS	Troupes françaises d'Indochine du Sud
TM	Territoire militaire
TO	Télégramme officiel
U	
UTZN	Unité de transport de la zone nord
V	
VM	<i>Viet Nam Doc Lap Dong Minh</i>
VNQDD	<i>Vietnam Quoc Dan Dang</i>
Z	
ZFNE	Zone frontière du nord-est
ZOT	Zone opérationnelle du Tonkin





L'INDOCHINE FRANÇAISE

INTRODUCTION

« Il y avait une fois, de l'autre côté du monde, une guerre d'Indochine. Très loin dans l'espace, même lorsque les avions mirent Saïgon à un jour et demi de Paris [...]. Très loin dans le temps, car des hommes s'y battaient encore pour l'honneur français, pour que la France reste un grand Pays. D'autres parce qu'ils croyaient que le communisme était le communisme. D'autres encore parce qu'ils avaient une vocation de Soldat inconnu. Car cette guerre fut pendant des années la guerre du Soldat inconnu. »

Jean-Pierre Dannaud, *Guerre morte*¹.

Défaite glorieuse vs défaite honteuse ?

Deux défaites françaises majeures marquent la guerre d'Indochine : celle de Diên Biên Phu et celle dite de Cao Bang. Le souvenir de ces deux défaites a, sans doute plus que tout autre événement, contribué à sortir le conflit de l'oubli dans lequel il est aujourd'hui tombé. La première fut l'objet d'un traitement médiatique international, et le déroulement des combats qui se livrent de mars à mai 1954 fut suivi avec attention en France, bien sûr, mais également en Afrique du Nord et dans le reste du monde ; au « Verdun indochinois » célébrant l'héroïsme des défenseurs du corps

expéditionnaire répondait le « Valmy asiatique des peuples colonisés », comme le qualifie Ferhat Abbas au début des années 1960². De fait, si les répercussions politiques de la victoire du Viêt-Minh furent importantes, puisqu'elles accélérèrent la conclusion du cessez-le-feu en Indochine, la nature de la bataille donnait aux aspects militaires des combats qui se déroulèrent dans la vallée de Diên Biên Phu une physionomie particulière.

Le siège de la garnison franco-vietnamienne qui résiste pendant cinquante-six jours et nuits, l'impossible évacuation des blessés, la chute progressive des centres de résistance, le rétrécissement continu du camp retranché, la pluie, la boue et l'épuisement des hommes, représentent autant d'éléments qui contribuent à faire de Diên Biên Phu un drame dont l'issue finale provoque un choc psychologique dans l'opinion française, comme dans l'appareil gouvernemental. Cet échec fut toutefois très tôt compensé par la mise en place d'un discours valorisant l'héroïsme et le sacrifice dont avaient fait preuve les défenseurs, même s'il convient de distinguer ceux des combattants qui, sur leurs points d'appui, repoussaient les assauts des *bo doi* (soldats réguliers du Viêt-Minh) de ceux qui avaient vécu la bataille depuis le sous-secteur centre, globalement moins exposés aux effets de la bataille. Erwan Bergot, parmi d'autres, évoque ainsi dans ses écrits la figure de ces deux catégories de combattants reconnaissables aux lendemains immédiats des combats, aux uniformes défraîchis des uns, encore convenables des autres³. Les représentations de la défaite de Diên Biên Phu, forgées dès le printemps 1954 et renforcées au cours des décennies suivantes par les témoignages et les ouvrages proches de « l'histoire-bataille », ont progressivement construit l'image d'une « défaite glorieuse ». Cette vision, que ne partagent certes pas l'ensemble des vétérans de la bataille, est même symbolisée par le nom donné, en forme d'hommage, à la promotion 1953-1955

de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr : « Ceux de Diên Biên Phu ». Ainsi, comme l'écrit plus tard le colonel Langlais⁴, « on “affublait” du nom d'une défaite de nos armes une promotion de Saint-Cyr. Certains s'en étonnèrent, s'en indignèrent même⁵ ».

Pour les nations « occidentales », Diên Biên Phu apparaît également comme une victoire du communisme et participe en ce sens à l'accroissement de la menace que son idéologie fait peser sur le monde libre. Cette analyse réductrice éclipse cependant une autre réalité de la guerre d'Indochine, principalement au Vietnam : celle d'une guerre de libération que mène une partie de la population sous l'égide du Viêt-Minh, un parti certes d'obédience marxiste-léniniste, mais qui rassemble encore autour de lui nombre de nationalistes qui souhaitent obtenir l'indépendance de leur pays et le départ des Français. En effet, pour les Vietnamiens, la victoire de Diên Biên Phu, rendue possible par la mobilisation de la quasi-totalité du corps de bataille de l'armée populaire vietnamienne (APVN) et de dizaines de milliers de civils (volontairement ou par la contrainte), est avant tout celle du « peuple » et constitue dans cette perspective l'un des actes fondateurs de la république démocratique du Vietnam (RDVN). Les pertes importantes enregistrées par l'armée et les sacrifices consentis par les populations⁶ sont légitimés par le succès militaire, puis politique, remporté.

La seconde défaite qui se déroule quatre années plus tôt reste beaucoup moins connue hors du cercle des passionnés de la guerre d'Indochine. Diên Biên Phu et ses conséquences l'ont occultée, et plusieurs facteurs expliquent son plus faible écho dans la mémoire. Tout d'abord, le caractère secret des opérations qui se déroulent au nord-est du Vietnam au mois d'octobre 1950 explique l'absence de « couverture médiatique » de la bataille, les Français ne prenant connaissance de l'événement qu'une fois la défaite consommée. Son

caractère « fractionné » et inattendu empêche également l'opinion publique d'appréhender ses enjeux et de se « passionner » pour les combats. Par ailleurs, le contexte de l'automne 1950 dans lequel intervient la défaite diffère de celui du printemps 1954. Au point de vue international, la guerre de Corée inquiète davantage et, en France, les problèmes de l'après-guerre dominent encore largement le quotidien de Français qui s'intéressent peu à l'Indochine. Pour le gouvernement Pleven, alors au pouvoir, la défaite que subit le corps expéditionnaire à la frontière sino-tonkinoise paraît pouvoir être jugulée moyennant quelques changements dans la conduite de la guerre. Elle provoque, en tout cas, le sursaut d'une partie de la classe politique qui n'est pas encore prête à « lâcher » l'Indochine, une volonté qui a disparu quatre ans plus tard.

Alors que leurs camarades de Diên Biên Phu sont célébrés après guerre, les survivants de la bataille de Cao Bang ont le sentiment d'être exclus de la mémoire du conflit. L'héroïsme des combattants du camp retranché est ainsi largement récompensé par l'institution militaire. Sur les quelque 15 090 combattants « français » qui prennent part à la bataille⁷, l'examen des dossiers génère un total de 10 879 citations tous grades confondus⁸ (certains faisant toutefois l'objet de plusieurs citations). Le cumul de ces récompenses représente plus de 70 % des soldats présents à Diên Biên Phu, ce qui, en termes de sanctions positives pour une même bataille, représente un taux élevé – et exceptionnel. Par ailleurs, les combats ont donné lieu à la promotion de 55 officiers dans l'ordre de la Légion d'honneur, 137 nominations au grade de chevalier et 716 concessions de médailles militaires⁹. En outre, le 16 avril 1954, le gouvernement français entérine une vague de promotions inaccoutumées en faveur des défenseurs, notamment pour le corps des officiers¹⁰. Les hommes ayant participé aux combats de la route coloniale n° 4 (RC 4), comme

la bataille de Cao Bang est également appelée de manière peut-être plus exacte, n'ont pas bénéficié d'une telle générosité. Morts ou rescapés ne firent pas l'objet de récompenses ni de promotions si nombreuses et, si des régularisations ont bien été opérées par les chancelleries¹¹ grâce aux témoignages rédigés par les survivants au lendemain de la bataille ou à leur libération des camps viêt-minh, elles n'eurent aucunement l'ampleur de celles dont bénéficièrent les combattants de Diên Biên Phu¹².

D'un point de vue sémantique, la notion de sacrifice ne prend pas le même sens qu'il s'agisse des combattants du camp retranché ou de ceux de la RC 4. Autant les premiers « se seraient » sacrifiés volontairement pour la liberté comme le scanda la propagande française, pour le drapeau et leurs frères d'armes comme le disent les survivants, autant les seconds « auraient été » sacrifiés par un commandement incompetent, envoyés à la mort dans une lutte sans espoir. Il apparaît en effet que si la planification puis la conduite de la bataille de Diên Biên Phu ont pu souffrir d'erreurs, celles-ci peuvent se voir opposer des justifications et des explications recevables « militairement ». En revanche, la conception de l'opération d'évacuation de Cao Bang et les combats qui se sont déroulés de part et d'autre de la RC 4, témoignent de tant de fautes et d'atermolements que ces derniers semblent avoir rejailli sur les combattants eux-mêmes. Dans cette perspective, l'action des généraux Carpentier et Alessandri, celle du colonel Constans et des lieutenants-colonels Le Page¹³ et Charton, chacun responsable à son niveau, auraient jeté l'opprobre sur l'ensemble des combattants, français, légionnaires, nord-africains et autochtones, qui ont pris part au combat. La réunion de ces facteurs a contribué à forger l'image d'une « défaite honteuse » – un « désastre » que le gouvernement souhaite rapidement faire oublier, malgré la mise en place, pour des

raisons de politique intérieure, d'une commission d'enquête militaire. La relève des principaux responsables et la nomination du général de Lattre de Tassigny au poste de haut-commissaire de France et commandant en chef en Indochine ouvrent une nouvelle phase du conflit. Les victoires que de Lattre remporte au début de l'année 1951 et le redressement de la situation militaire concourent également à jeter le « voile de l'oubli » sur la défaite de Cao Bang. En 2014, un documentaire intitulé *Cao Bang, les soldats sacrifiés d'Indochine* participe de cette représentation, puisque le film, qui donne la parole à des survivants, affiche l'ambition de présenter « un épisode de la guerre d'Indochine passé sous silence par les états-majors, le gouvernement et les médias¹⁴ ».

La différence de traitement entre « ceux de Diên Biên Phu » et « ceux de Cao Bang » est, enfin, perçue très tôt parmi les combattants. Après plus de trois années d'une très dure captivité dans les camps du Viêt-minh, les survivants de la RC 4 « accueillent » leurs camarades faits prisonniers à Diên Biên Phu. Louis Stien, officier-enseignement du 1^{er} bataillon étranger de parachutistes (1^{er} BEP) en octobre 1950, en témoigne dans son livre – justement – nommé *Les Soldats oubliés* : « Mes camarades sont tous capitaines et archidécourés [sic], et c'est normal [...]. J'ai un petit pincement d'envie, mais pas de jalousie : nous n'avons eu droit, nous, qu'à une minute de silence à l'Assemblée nationale, les communistes restant assis. Et ensuite, on nous a oubliés et laissés pourrir dans la jungle¹⁵. » Dans son livre écrit vingt-cinq ans après les événements, le lieutenant-colonel Charton laisse transparaître des sentiments proches¹⁶. Le lieutenant-colonel Le Page, quant à lui, évoque une autre différence, facteur d'incompréhension supplémentaire, qui sépare les prisonniers de la RC 4 des « nouveaux venus » : « Ils n'ont pas connu les heures noires de notre détention, écrit-il, et les conseils que nous leur donnons sur

l'attitude à tenir à l'égard de nos geôliers leur apparaissent d'un pusillanime outrancier [...]. Ils nous font le récit des combats auxquels ils ont participé. Certes, nous les écoutons, intéressés, mais affligés par l'étendue du désastre, dont insensiblement nous leur tenons, malgré nous, rigueur, nous souffrons de leur résignation¹⁷. »

La bataille de la frontière

De « l'autre côté de la colline », pour reprendre la citation attribuée au duc de Wellington¹⁸, les événements qui aboutissent à l'évacuation des postes de la RC 4 et de Langson sont connus sous le nom de « campagne de la frontière¹⁹ » (*Chiến dịch Biên giới*), campagne de Cao Bac Lang (Cao Bang-Bac Kan-Langson²⁰) ou, plus simplement, de Cao Lang (Cao Bang-Langson). Le terme de « campagne » est privilégié, car les opérations de l'APVN au nord-est du Tonkin entrent dans le cadre plus large du plan *Le Hong Phong II*²¹ dont les objectifs sont définitivement arrêtés au mois d'août 1950. Pour cette raison, l'historiographie vietnamienne retient davantage la séquence chronologique qui court du 16 septembre, date de la seconde attaque de Dong Khe, au 18 octobre 1950 qui voit l'entrée dans Langson des premiers éléments de l'armée populaire. La littérature française, de son côté, a tendance à dissocier les événements, nombre d'ouvrages se focalisant sur l'évacuation de Cao Bang du 1^{er} au 7 (voire 8) octobre 1950, et l'anéantissement des colonnes Le Page et Charton. Ce choix a le défaut de passer sous silence ou de traiter succinctement, parfois, la dernière phase de la bataille qui s'ouvre avec l'abandon de That Khe, le 10 octobre, et s'achève avec le départ précipité des Français de Langson.

La campagne *Le Hong Phong II* revêt l'aspect d'un test pour l'APVN : elle doit s'achever nécessairement par un succès ; dans cette

perspective, elle mobilise l'essentiel de ses forces régulières pour lesquelles un effort logistique jusqu'alors inédit est déployé. Après des années de montée en puissance et notamment la transformation radicale qui intervient au printemps et à l'été 1950 grâce à l'aide chinoise, le Viêt-Minh acquiert le « sens de l'espace » qui donne à sa stratégie opérationnelle une autre dimension. Les attaques de postes et les embuscades que l'armée populaire pratique depuis 1945 gardent somme toute un caractère localisé et produisent des résultats limités : son corps de bataille et l'amélioration de sa logistique lui permettent désormais de *manœuvrer* et d'aller porter le fer de plus en plus loin de ses bases. *Le Hong Phong II* mobilise pour la première fois une trentaine de bataillons et affiche des objectifs ambitieux : s'emparer des places fortes de Dong Khe et de That Khe, d'une série de postes secondaires sur la RC 4 et, dans un dernier temps, faire tomber si possible la « forteresse Cao Bang ». Le but de la campagne est en définitive de détruire le dispositif français le long de la RC 4 et de réaliser une frontière commune avec la république populaire de Chine (RPC). Le déclenchement des opérations *Tiznit*, *Thérèse* et *Orage* par le commandement français bouscule la planification élaborée par l'état-major de l'APVN avec l'aide de ses conseillers chinois, et l'oblige à adapter ses plans, comme il l'a d'ailleurs anticipé. En sortant de ses fortifications et en faisant évoluer ses bataillons dans un milieu physique très contraint, le corps expéditionnaire offre à son « nouvel » adversaire, disposant d'une importante supériorité numérique, l'occasion de remporter une victoire éclatante. En sus des bénéfices militaires immédiats que le Viêt-Minh espère en retirer, les conséquences politiques d'un succès apparaissent très importantes : il permettrait de rallier à sa cause un certain nombre de populations jusque-là hésitantes, et de prouver sur la scène internationale qu'en

lieu et place d'être un « simple » mouvement insurrectionnel, la RDVN incarne un véritable État doté d'une armée digne de ce nom.

Écrire la bataille de la RC 4

Si l'historiographie de Diên Biên Phu semble abondante – une cinquantaine de titres en langue française ou étrangère traitant directement de la bataille –, celle se rapportant aux combats de la RC 4 l'est moins, seule une quinzaine d'ouvrages environ traite du sujet, dont un certain nombre sont des témoignages de vétérans (officiers, médecins), parmi lesquels ceux des chefs tactiques ayant commandé les deux malheureuses colonnes anéanties en Haute Région tonkinoise. Un certain nombre d'essais, notamment ceux publiés par Indo éditions au début des années 2000²², ont également contribué à une meilleure connaissance de la bataille. Parmi ces derniers, *Les Combats de la RC 4. Face au Vietminh et à la Chine*, riche d'une iconographie et d'une cartographie conséquentes, offre une intéressante évocation des opérations militaires dans la zone frontière entre 1947 et 1950²³. Dans ces écrits, la place réservée à l'action du 1^{er} BEP est importante, le rôle de cette unité, véritable « ossature » de la colonne Le Page, l'ampleur de ses pertes ainsi que l'attrait des lecteurs pour la Légion étrangère, expliquent cette surreprésentation dans la littérature. Celle-ci est heureusement compensée par le récit d'anciens officiers de tabors marocains²⁴. Le livre de Daniel Sornat, *Les Goumiers marocains dans la bataille*²⁵, rédigé à partir de sources primaires, apporte par ailleurs un éclairage bienvenu sur le rôle de ces troupes spécialistes du combat en montagne, souvent abordées – lorsqu'elles le sont – de façon caricaturale. Dans la première annexe de son ouvrage, Daniel Sornat critique d'ailleurs, et avec raison, l'œuvre de Lucien Bodard qui « ne semble pas [...] se préoccuper de

recueillir les informations aux meilleures sources, ni de les recouper et vérifier. Il écrit trop souvent par ouï-dire [...]. Que d'erreurs, de jugements tranchants, voire diffamatoires, sur les goumiers et sur leur chef ! [...] La recherche de la vérité ne l'intéresse manifestement pas²⁶ ».

De fait, Lucien Bodard est sans doute le premier auteur à avoir raconté les « événements » de la zone frontière du nord-est dans la trilogie qu'il consacre à la guerre d'Indochine, dans les années 1960²⁷. Si les talents de conteur de l'écrivain-journaliste marquent durablement les représentations de la première phase de la guerre et notamment de la bataille de la RC 4, ses prises de position tranchées, la description sans concession de certaines figures et le parti pris littéraire qu'il adopte, contribuent à tronquer la narration des combats. Or, si Lucien Bodard réussit peut-être plus que tout autre à reproduire l'*ambiance* de la guerre – le « Far West indochinois » –, son œuvre est davantage le fait d'un mémorialiste et d'un romancier – parfois engagé, comme en témoigne son admiration pour le « Roi Jean » – que celle d'un historien. Il en résulte une analyse déformée et partielle des événements et, au final, une influence considérable, des décennies après la fin de la guerre, sur la façon dont ils sont perçus et interprétés. Il paraît toujours étonnant, et malgré le renouvellement historiographique qui intéresse la guerre d'Indochine, que les récits de Lucien Bodard ne soient pas davantage passés au crible de la critique.

L'ensemble de cette littérature ne suffit pourtant pas à appréhender de manière correcte les combats de la RC 4, et il convient nécessairement d'avoir recours aux sources primaires pour éviter les approximations ou les interprétations erronées. La plus grande partie du « corpus » relatif aux événements de la frontière du nord-est est consultable au Service historique de la Défense, à

Vincennes, où sont conservés les documents officiels et les archives privées qui offrent d'utiles éléments de compréhension, les uns comme les autres étant soumis à la loi sur la communicabilité des archives. Si les papiers intéressant la conception et la planification du repli de la garnison de Cao Bang paraissent suffisants pour aborder cette phase de la bataille, l'*effet de sources* que crée la phase des combats est à l'origine d'un inévitable déséquilibre : des pans entiers de l'opération restent sous silence et le resteront sans doute à jamais. Une grande partie des archives des garnisons de Cao Bang, Dong Khe, That Khe et Langson ont été brûlées ou, pour certaines, jetées dans l'eau des fleuves avoisinants. Quant aux archives postérieures à la défaite, elles s'avèrent, somme toute, frustrantes, notamment en ce qui concerne les données relatives aux effectifs. Quantifier les pertes françaises entre le 1^{er} et le 18 octobre 1950 se révèle donc être un exercice difficile et toujours imparfait.

Les archives françaises permettent également de disposer d'une connaissance satisfaisante de l'adversaire, de ses intentions et de ses possibilités grâce aux travaux produits à l'époque par les différents organismes civils et militaires chargés du renseignement. Ainsi, la documentation établie par les 2^e bureaux, la Direction générale des études et de la documentation (DGED) – l'organe de renseignement du haut-commissaire – ou encore le Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) – les « services secrets » – s'avère d'une qualité suffisante pour évaluer, avec une marge d'imprécision et d'erreur acceptable, l'ordre de bataille des unités de l'armée populaire, leur implantation, la nature de leur armement ou encore leurs problèmes logistiques. Si ces documents méritent évidemment d'être critiqués, car reposant souvent sur des estimations, des recoupements et des hypothèses, ils ont le mérite de pallier la rareté des sources primaires vietnamiennes.

En effet, la communicabilité des archives de l'État du Vietnam ne répondant pas, pour l'heure et malgré des avancées certaines, à une politique de large ouverture des documents au public, l'accès à la documentation officielle sur l'APVN ou le Viêt-Minh reste encore restreint. Certaines sources imprimées, s'appuyant sur une documentation de l'époque, permettent cependant d'éclairer la stratégie du Viêt-Minh et d'offrir d'utiles informations d'ordre technique ou tactique – beaucoup sont toutefois rédigées en vietnamien et nécessitent une traduction. C'est le cas, par exemple, de *l'Histoire de l'état-major dans la guerre de résistance contre la France*²⁸ ou de *la Victorieuse campagne de la zone frontière en 1950*²⁹. Dans ces volumes, la compréhension de certains patronymes français traduits en vietnamien n'est parfois pas chose aisée ; si les lieutenants-colonels *Lơ-pa-giơ* (Le Page) et *Sác-Tông* (Charton) sont relativement faciles à identifier, il n'en est pas de même pour d'autres officiers. La toponymie constitue un problème supplémentaire, non seulement parce que Français et Viêt-Minh n'utilisent pas toujours des noms identiques pour évoquer tel village, tel massif ou tel point coté, mais encore parce que ce dernier emploie des codes qui lui sont propres : dans les messages interceptés par les services de renseignement français, That Khe est, par exemple, parfois désigné comme « V3 ».

D'autres ouvrages, qui bénéficient d'une traduction anglaise, proposent également d'intéressantes perspectives, comme *The History of the Cryptographic Branch of the People's Army of Viet Nam, 1945-1975*³⁰ qui relate la création de la section de cryptographie de l'APVN ainsi que le développement des écoutes des transmissions du corps expéditionnaire français et le décryptement de certains de ses messages. Ce livre représente un apport bienvenu pour l'historiographie de la guerre d'Indochine qui confirme – si besoin

était – que si les Français parvenaient en de nombreuses occasions à pénétrer les intentions de l’adversaire grâce à leur technologie, le Viêt-Minh opérait d’une façon similaire, certes avec des moyens moindres. La campagne de la zone frontière est en ce sens une réussite puisqu’elle donne aux opérateurs viêt-minh l’opportunité de déchiffrer les communications des colonnes Le Page et Charton, écoutant même « en clair » les émissions radio échangées entre les bataillons français pendant les combats.

Souvenirs ou autobiographies rédigés par des figures du Viêt-Minh ou des officiers aux fonctions moins importantes contribuent enfin à appréhender la bataille de la RC 4 du côté vietnamien. Le second tome des *Mémoires* [31](#) du général Giap, notamment, relate la montée en puissance de l’APVN, la conception et la planification de la campagne *Le Hong Phong II*, précisant le rôle des conseillers chinois. À l’échelon subordonné, certains « grands capitaines » ont également livré leur témoignage ; ainsi, le colonel Dang Van Viet offre dans *Souvenirs d’un colonel Vietminh*[32](#) le point de vue d’un chef de corps, l’auteur ayant alors commandé l’une des unités les plus aguerries de l’armée populaire, le régiment 174. Dans les deux cas, toutefois, les souvenirs personnels et la réécriture des événements des décennies après les faits, l’emprunt aux ouvrages français (et principalement à celui du général Gras[33](#)) mais surtout la phraséologie et l’idéologie communistes omniprésentes, rendent la lecture parfois pénible, souvent confuse quant à la chronologie des événements.

L’ouvrage de Ngo Van Chieu, *Journal d’un combattant Viêt-minh*[34](#), l’un des vétérans de la révolution d’août 1945, peut être lu avec intérêt ; son témoignage, celui d’un capitaine commandant d’unité (une compagnie de la division 308), reste cependant succinct sur la bataille, l’auteur étant blessé lors de la première phase des combats, dans la nuit du 2 au 3 octobre 1950. Contrairement aux autres

acteurs à la parole moins libre, Van Chieu, dont le livre est traduit par un vétéran du corps expéditionnaire³⁵, ne cache pas la peur ressentie ni la mort de ses camarades. D'autres livres, enfin, offrent des passages dignes d'intérêt même s'ils sont alourdis par un discours d'un militantisme naïf, rendant parfois leur lecture involontairement cocasse. Les combattants français sont ainsi régulièrement présentés comme des craintifs et des lâches, critiquant assez rapidement la guerre, leurs officiers et le système capitaliste, une fois capturés ; de même, il apparaît que le soldat français serait prompt à louer les bienfaits du marxisme-léninisme et la bonté d'Hô Chi Minh. Il en est ainsi de *La Campagne de Cao Lang* de Nguyen Huy Tuong³⁶. Si ce dernier fait apparaître des éléments très intéressants relatifs aux difficultés d'approvisionnement en riz des troupes ou à l'utilisation d'un très grand nombre d'animaux de bât pour le transport du ravitaillement et des munitions, ses chapitres sont parsemés de propagande et de propos reconstitués où se retrouve le « panthéon » viêt-minh : le compréhensif commissaire politique, le sympathique camarade-officier, la porteuse – forcément joyeuse malgré la difficulté de sa tâche –, l'infirmière dévouée et héroïque, jusqu'à une espèce d'évocation anthropomorphe et poétique des ânes qui participent eux aussi, on le comprend bien, à l'effort de guerre révolutionnaire. L'ensemble de ce « corpus », certes limité, permet toutefois d'éviter dans la mesure du possible une narration à « sens unique » de la bataille ; il empêche un déséquilibre trop marqué dans l'écriture de l'histoire et une approche centrée exclusivement sur les sources françaises et le témoignage d'anciens combattants du corps expéditionnaire.

Cet ouvrage n'a d'autre ambition que d'apporter sa contribution à la connaissance des combats oubliés dans ce qui fut la zone frontière du nord-est. Afin de les replacer dans un plus vaste ensemble, le

choix a été fait de commencer la narration dès l'époque de la conquête coloniale, à la fin du XIX^e siècle, qui voit les troupes françaises s'implanter dans la région. Pour des raisons géographiques (un milieu physique difficile d'accès, la proximité de la Chine), cette région constitue très tôt un foyer de résistance à l'occupation française, avant de devenir le sanctuaire révolutionnaire à partir duquel le Viêt-Minh se lance à la conquête du pouvoir au mois d'août 1945. Le retour de la France au Tonkin, en mars 1946, et le déclenchement de la guerre, quelques mois plus tard, obligent le commandement français, contraint par la pénurie des effectifs du corps expéditionnaire, à tenter de reprendre pied dans ces zones où les infrastructures routières restent faibles, mais qui leur permettent toutefois de bénéficier d'une certaine mobilité. Dans cette perspective, la RC 4 représente bien une artère vitale pour « garder » la frontière et garantir la souveraineté française ; comme pour l'ensemble des axes importants en Indochine, un chapelet de postes est implanté pour assurer la sécurisation des points sensibles le long de l'itinéraire. Dès lors, attaques de postes et embuscades sur les routes deviennent des objectifs « évidents » pour l'adversaire, qui profite de ces actions limitées pour aguerrir ses troupes, en attendant l'occasion de remporter une grande victoire. Cette occasion, le commandement français la lui fournit au mois d'octobre 1950 en décidant d'évacuer la garnison de Cao Bang. Le Viêt-Minh n'entend pas la laisser passer.

PREMIÈRE PARTIE

Vie et mort du 2^e territoire militaire

« Les pirates actuels ne sont plus les pirates d'autrefois. Leur nombre est beaucoup plus considérable et surtout ils ont maintenant des armes comme “les [nôtres] et des cartouches à discrétion”. Les bandes possédaient, en effet, de nombreux fusils à tir rapide et à répétition et elles ont certainement tiré deux ou trois fois plus de cartouches que nous, soit au minimum 180 à 200 000 pendant la durée de la colonne. Dès le début, la situation était ainsi réellement grave et exigeait un effort sérieux. La première colonne partie le 17 octobre [1894] de Cao Bang était bien faible pour de tels adversaires, et c'est ce qui peut expliquer nos premiers insuccès, malgré la valeur déployée par tous. »

Commandant Famin,
*Au Tonkin et sur la frontière du Kwang-Si*¹.

La conquête de la zone frontière

Au début des années 1880, les troupes françaises, présentes dans la péninsule indochinoise depuis un peu plus de deux décennies,

entreprennent une série d'opérations dans le but de « pacifier », selon la terminologie de l'époque, le delta du Tonkin. Il s'agit, pour Paris, de se débarrasser définitivement des troupes impériales et de leurs auxiliaires, les Pavillons noirs, qui défendent les intérêts de la Chine dans la région. En effet, même si le discours de la Troisième République tend à occulter le fait, la France mène là-bas, en Extrême-Orient, une guerre contre le Céleste Empire. Malgré l'intervention française en Indochine au milieu du siècle, Pékin entend toujours faire valoir ses droits sur le Tonkin, un territoire qui, comme l'Annam, permet notamment l'écoulement par voie maritime de la production de riz de ses provinces du Yunnan et du Sichuan. En dépit d'un lien de subordination plutôt « lâche », l'empereur de Chine se contentant de recevoir le tribut que lui envoie tous les quatre ans son sujet, l'empereur d'Annam, l'intrusion des Français dans le « pré carré » de l'empire du Milieu constitue un affront : « La Chine ne peut laisser s'effondrer cette vassalité sans réagir². »

Cette velléité de résistance à toute pénétration étrangère – et par-delà à tout changement – se heurte, en France, à la politique défendue avec passion par le « parti colonial », au sein duquel Jules Ferry, par deux fois président du Conseil entre 1880 et 1885, exerce une influence déterminante. Celui-ci entend bien achever la conquête de l'Indochine en imposant aux « races inférieures », et si nécessaire par la force, la « mission civilisatrice de la France » dont la position a été progressivement consolidée les années précédentes, au Cambodge, en Cochinchine et en Annam, par la diplomatie parfois, mais le plus souvent dans le sang. La mainmise sur le Laos et le Tonkin, derniers objectifs territoriaux des Français, mettrait un terme à ce cycle, marqué par la violence, et ouvrirait une nouvelle période : celle de la « mise en valeur et du développement » que revendique et que veut justifier toute entreprise coloniale. De fait, Jules Ferry

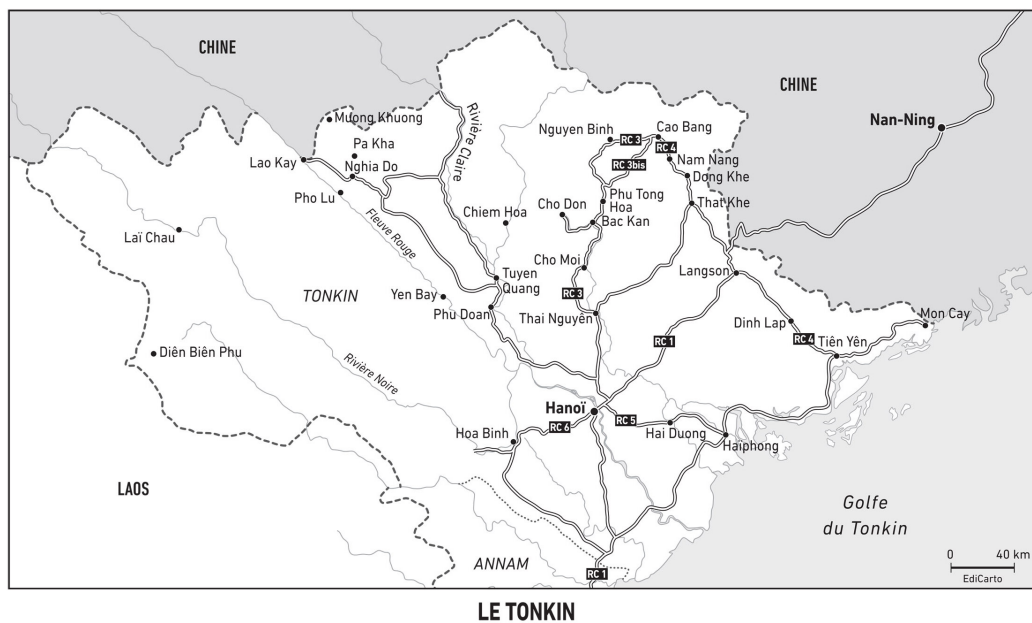
affirme que sa politique obéit au droit naturel qu'auraient les « races supérieures » sur les peuples que les critères de l'époque jugent moins évolués. Pour les promoteurs de la colonisation, la France a donc le devoir de « répandre [son] influence sur le monde, et [de] porter partout où elle le peut sa langue, ses mœurs, son drapeau, ses armes, son génie³ ». Dans cette perspective, les partis ou les gouvernements qui, à l'étranger, s'opposent à ce mouvement représentent un courant réactionnaire et obscurantiste, leurs protomoteurs ne pouvant être que des « pirates », comme sont alors qualifiés les Pavillons noirs. Or, s'il existe véritablement, au nord du Tonkin à cette date, des bandes de brigands ou de pillards qui peuvent troubler la vie des populations locales, mais également des patriotes vietnamiens hostiles aux Français, les Pavillons noirs interviennent bien au nom d'un pays, la Chine, que la France entend supplanter.

Aussi, de 1883 à 1885, les colonnes formées de légionnaires, de « coloniaux⁴ », de zouaves, de tirailleurs algériens ou tonkinois⁵, que suivent des milliers de porteurs, sillonnent le delta du fleuve Rouge afin d'asseoir la domination française. Alors que la sécurité n'y est pas encore totalement assurée⁶, le « corps du Tonkin⁷ » – c'est son nom officiel – entreprend la conquête des régions montagneuses du pays, que les Français nomment bientôt la « Haute Région ». Le « coup d'arrêt » de Langson, au mois de mars 1885⁸, s'il déclenche en France une vive émotion, n'interrompt pas les opérations. « L'affaire de Langson », largement instrumentalisée par les adversaires politiques de Jules Ferry, provoque certes la chute de son gouvernement, mais ne remet pas en cause l'action qu'il a entreprise outre-mer. Au Tonkin, cependant, cette expansion n'est pas réalisée de manière continue, notamment en raison des difficultés logistiques et de la nécessité de mettre les forces au repos – le climat s'avérant particulièrement éprouvant pour les organismes européens. Les colonnes empruntant

les principales voies de communication qui rayonnent vers les zones frontières à partir du delta progressent par étapes, la saison des pluies, de mai à octobre, imposant souvent l'arrêt des opérations pendant plusieurs mois. Ainsi, si Langson est finalement réoccupée le 18 décembre 1885, suivi de Dong Dang, le 20, et de That Khe trois jours plus tard, il faut attendre près d'un an, le 30 octobre 1886, pour que les Français prennent possession de Cao Bang⁹. La localité est alors la plus importante de la région ; « elle avait une citadelle [et] ses abords étaient couverts de sérieux retranchements¹⁰ », rapporte un officier. Considérant l'importance des forces françaises engagées, les « pirates » chinois choisissent toutefois d'éviter la confrontation et se réfugient en Chine ou dans des zones reculées à proximité de la frontière.

Au printemps 1889, embuscades et soulèvements se multiplient à tel point qu'au mois de juillet, la situation est jugée alarmante par les autorités militaires françaises. Cao Bang est même, un temps, encerclé par les troupes chinoises, qui prennent position sur les collines situées autour de la cité. Les renforts français, leur supériorité en puissance de feu, mais également, il convient de le noter, le soutien de plus en plus actif des populations de la région lassées des pillages et de l'insécurité, parviennent à juguler la menace. Au mois d'août 1891, la création de quatre territoires militaires (TM) et de leurs subdivisions administratives – dont le cercle de Cao Bang¹¹ – aux frontières du Tonkin, ne signifie pas pour autant le retour au calme, et la région reste pendant de longues années encore le foyer de troubles dont il est difficile de connaître l'origine : bandes criminelles, soldats réguliers chinois, ou partisans vietnamiens du mouvement patriote et nationaliste du *Can Vuong*, favorables à la restauration de l'empereur d'Annam sur son trône¹² ? La zone frontière connaît ainsi un regain de violences au début du

xx^e siècle, époque à laquelle des attaques de postes et de détachements isolés sont encore signalées. Pour cette raison, en 1900, Cao Bang devient le chef-lieu du 2^e territoire militaire, supplantant la place de Langson. Les années 1905-1906 sont marquées par une nouvelle organisation qui consacre le transfert aux autorités civiles d'un certain nombre de régions (la garde tonkinoise¹³ assurant désormais seule leur défense) et supprime la moitié des territoires militaires existants, ne laissant que ceux d'Ha Giang (3^e TM), à l'extrême nord du Vietnam, et de Cao Bang. Les deux TM supprimés sont finalement recréés quelques années plus tard : le 1^{er} TM en 1912, en raison des troubles qui secouent la Chine¹⁴, et le 4^e TM au mois de janvier 1915. Celui-ci est toutefois amputé d'une partie de son ancienne superficie, située au Laos, et qui donne naissance au 5^e territoire militaire.



La création de la route coloniale n° 4

Au lendemain de la Convention du 20 juin 1895 qui délimite les frontières nord de l'Indochine¹⁵ et afin de relier les nouvelles conquêtes territoriales au delta, l'administration coloniale entreprend la construction d'un réseau routier permettant aux véhicules à moteur de circuler. Pour financer son projet, le gouvernorat de l'Indochine obtient par une loi du 10 février 1896 de lancer un emprunt de 80 millions de francs¹⁶, dont 37 millions destinés à financer les grands travaux d'infrastructure. La priorité des gouverneurs de l'Indochine française, notamment de Paul Doumer, est donnée au développement des voies de chemin de fer, dont le Transindochinois¹⁷ puis son extension au Yunnan restent le symbole, mais la création d'un réseau spécial de routes à vocation militaire n'est pas oubliée. Entrepris à partir de 1911, ce projet va souffrir d'un grand retard. Le coût des routes – « constamment à refaire¹⁸ » du fait du climat et de la nature des sols –, le déclenchement de la Première Guerre mondiale puis les conséquences de la crise de 1929 expliquent le ralentissement considérable que va subir le programme des travaux. Lorsque débute la Seconde Guerre mondiale, le réseau routier du Tonkin est loin d'être achevé, même s'il compte peut-être parmi les meilleurs en Asie¹⁹.

En 1918, la réorganisation des infrastructures terrestres donne naissance à trois types différents de chaussées : les routes locales (RL) et les routes provinciales (RP), dont la construction et l'entretien sont financés par les provinces²⁰, et les routes coloniales (RC), qui forment seules un ensemble à peu près cohérent, à la charge du budget de l'Union indochinoise²¹. Au début des années 1920, le réseau des routes coloniales atteint sa configuration quasi définitive, en tout cas dans sa conception. En ce qui concerne le Tonkin, cinq

axes majeurs rayonnent à partir de Hanoï (voir tableau). De cet ensemble, la route coloniale n° 4 constitue le projet le plus ambitieux. Conçue à l'origine comme une immense rocade « internationale », elle doit, de Moncay, ville frontière du golfe du Tonkin, gagner Vientiane au Laos, après avoir traversé Langson, Cao Bang, Lao Kay, Lai Chau et Luang Prabang. Les difficultés techniques et financières rencontrées dès le milieu des années 1930²² puis le déclenchement du second conflit mondial suspendent définitivement le projet. La route coloniale 4 représente une longueur totale de 333 kilomètres qui, toutefois, ne sont pas continus. En effet, la RC 4 a une particularité qui peine à apparaître clairement sur la plupart des cartes : elle est scindée en deux tronçons inégaux. Le premier, le plus long, commence à Moncay et s'achève à Cao Bang, il totalise 323 kilomètres. À partir de Cao Bang, et contrairement au projet initial, la route qui part en direction de l'ouest n'est plus la RC 4, mais la RC 3. Arrivée à Nguyen Binh (à une quarantaine de kilomètres de Cao Bang), celle-ci oblique alors vers le sud en direction de Bac Kan et de Thai Nguyen. C'est à Nguyen Binh, en direction du nord qu'est réalisé le second tronçon de la RC 4 ; il est modeste puisqu'il ne représente qu'une dizaine de kilomètres de route aménagée jusqu'à Tinh Tuc, un hameau qui accueille des mines d'étain et de wolfram²³. Les contraintes budgétaires ont ainsi empêché de mener à son terme l'ambitieux programme de cette « transindochinoise »²⁴.

Réseau principal du Tonkin

RC 2	Hanoï – Ha Giang
RC 3	Hanoï – Cao Bang <i>par</i> Thai Nguyen
RC 4	Moncay – Cao Bang <i>puis</i> Nguyen Binh – Tinh Tuc
RC 5	Hanoï – Moncay <i>par</i> Haiphong

RC 6	Hanoï – Son La <i>par</i> Hoa Binh
------	------------------------------------

La lecture d'une carte de la région permet d'apprécier l'importance stratégique de Cao Bang et de la RC 4. La ville, située à l'extrême nord-est du Vietnam, fait face à la Chine ; elle constitue un nœud de communication vital au point de départ d'un couloir de pénétration naturel en direction de Hanoï. En effet, la capitale du Tonkin peut être atteinte, soit directement par la RC 3, soit par la RC 4 jusqu'à Langson, puis en empruntant la route coloniale 1 (RC 1), la distance des deux trajets restant sensiblement égale : 280 kilomètres. La RC 4 « barre » ou « couvre », à partir de la Haute Région, le delta du fleuve Rouge, et les postes qui y sont implantés ont pour mission de maintenir la *Pax Gallica* en protégeant comme en surveillant les populations autochtones : ils doivent également interdire toute intrusion d'un adversaire venu de Chine depuis les zones montagneuses. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, vingt-sept postes jalonnent la frontière sino-tonkinoise sur la RC 4 même ou sur les principales voies de pénétration arrivant de Chine ; ceux qui sont installés face à leur vis-à-vis chinois sont alors appelés postes « doubles » ou « conjugués »²⁵. En 1940, le 2^e territoire est calme, sinon en paix, commandé comme au siècle précédent par un officier supérieur assurant les fonctions civiles et militaires, et qui relève toujours directement du résident supérieur du Tonkin – l'autorité administrative la plus élevée du protectorat. La politique expansionniste japonaise, rendue possible par l'effondrement de la France au printemps 1940, remet brutalement en cause cet équilibre et, dix ans avant la bataille qui verra disparaître les colonnes Le Page et Charton, la route coloniale 4 et son chapelet de postes connaissent leurs premiers combats « modernes ». Bien que nul n'en ait conscience à l'époque, l'entrée de l'armée japonaise au Tonkin, à la

fin du mois de septembre 1940²⁶, marque le début d'un cycle qui s'achèvera au printemps 1956, quand les dernières troupes du corps expéditionnaire, quittant le Vietnam, acteront la fin de l'Indochine française.

La perte de la zone frontière

Pour l'heure, en 1940, le souhait de l'armée impériale japonaise est d'utiliser les pays de la péninsule indochinoise, et principalement le Vietnam qui dispose des meilleures infrastructures, comme un tremplin pour ses futures opérations en direction de l'Asie du Sud-Est insulaire – ou Insulinde. Là est en effet la priorité de Tokyo qui n'entend pas se laisser entraîner dans des combats d'usure qui freineraient la politique impérialiste que conduit depuis la fin du mois de juillet 1940 le Premier ministre Fumimaro Konoe. Dans la soirée du 22 septembre, lorsque commence la « démonstration de force » des unités japonaises stationnées en Chine qui franchissent la frontière au mépris des accords signés avec le général Catroux, gouverneur général de l'Indochine, la plupart des postes de la RC 4 sont « masqués²⁷ » ou encerclés. Quelques-uns, qui se trouvent directement sur l'axe de marche des bataillons japonais, sont attaqués, tel le poste de Chima ou encore celui de Na Cham, le 24 septembre – ce dernier résistant vaillamment grâce à l'action de ses défenseurs et des sections mobiles agissant depuis l'extérieur. Le 25, une fois le cessez-le-feu signé entre les deux parties à l'issue de combats qui se sont déroulés sur un front d'environ 70 kilomètres de long, de That Khe à Loc Binh (localité située à une vingtaine de kilomètres au sud de Langson), la division du Tonkin déplore une quarantaine de tués, certaines sources faisant état d'une centaine.

Ces pertes restent toutefois faibles en comparaison de celles que subissent les troupes françaises, près de cinq ans plus tard, lorsque prend fin l'occupation japonaise de l'Indochine. Le 9 mars 1945, les Japonais déclenchent l'opération *Meigo Sakusen*²⁸, préparée depuis des mois. Dans la plupart des territoires de l'Indochine, la surprise est totale pour les autorités françaises et permet aux Japonais d'éradiquer tout organisme de commandement et d'administration sans rencontrer de réelle opposition, à quelques exceptions notables. Au Tonkin, en revanche, la résistance de l'armée d'Indochine se solde par des milliers de tués au cours de brefs mais violents engagements, ou lors des massacres de masse qui s'ensuivent commis sur les prisonniers européens et autochtones²⁹. C'est le cas à Langson, à Na Cham mais aussi à Dong Dang³⁰. Des centaines d'hommes sont massacrés ou abattus après s'être vu parfois présenter les armes sur l'ordre des officiers japonais – en reconnaissance de leur belle résistance...

À Cao Bang, le fort Huntziger³¹ capitule sans combat, le 14 mars 1945 dans l'après-midi. Le chef de bataillon Fargues, qui commande les coloniaux du 3^e bataillon du 9^e régiment d'infanterie coloniale (9^e RIC) et les artilleurs de la batterie du 4^e régiment d'artillerie coloniale (4^e RAC), obtempère aux sommations des Japonais après trois ultimatums. Ces derniers, menaçant de tuer tous les combattants s'ils poursuivaient la lutte, ont dépêché comme émissaire le lieutenant Hénaff, appartenant au 3^e régiment de tirailleurs tonkinois (3^e RTT) et rescapé des massacres de Langson. Contrairement aux trois autres territoires militaires du Tonkin qui connaissent au lendemain du coup de force de longues semaines de combats menés par les groupements français qui tentent d'échapper aux troupes japonaises lancées à leur poursuite, la proximité de nombreux postes du 2^e TM avec la Chine permet à leurs occupants de franchir la

frontière et de s'y faire interner malgré leur qualité d'« alliés ». Dans certains endroits, les unités sont cependant attaquées par des éléments qui n'appartiennent pas à l'armée impériale, mais à un mouvement nationaliste vietnamien : le Viêt-Minh. Pour la première fois à grande échelle³², celui-ci sort ouvertement et en nombre de la clandestinité et profite de l'occasion pour montrer à la population son implication dans le mouvement de « libération » du pays. C'est le cas dans la région de Bao Lac, à Dong Mu, situé à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Cao Bang. Rapidement chassés par les Japonais, les miliciens du Viêt-Minh quittent bientôt les quelques postes abandonnés par les Français, récupérant leur armement.

Le territoire du Viêt-Minh

L'intervention armée du Viêt-Minh à cette date et dans cette partie du Tonkin ne doit rien au hasard : c'est sur le 2^e territoire militaire, et plus précisément à proximité du petit village de Pac Bo, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Cao Bang, que le futur adversaire des Français a vu le jour quatre ans plus tôt. Au mois de février 1941, après une trentaine d'années passées loin de son pays natal, c'est dans cette région que le vieux dirigeant communiste Hô Chi Minh, accompagné d'une poignée d'hommes, a choisi de revenir. Avec ses compagnons, il s'installe dans la grotte de Coc Bo, séparée de la frontière chinoise par quelques centaines de mètres. L'endroit est considéré comme relativement sécurisé car la zone constitue un foyer d'agitation communiste depuis plusieurs années et échappe depuis longtemps à l'autorité coloniale. C'est dans cette grotte qu'est officiellement fondé, le 19 mai 1941³³, le *Viet Nam Doc Lap Dong Minh* ou « Ligue pour l'indépendance du Vietnam »³⁴ – par contraction « Viêt-Minh ». À compter de cette date, le mouvement se

développe et, en 1943, trois des neuf districts que compte la province de Cao Bang sont « entièrement sous contrôle des communistes³⁵ ». Le développement du mouvement est toutefois surveillé et contenu par les autorités françaises, la sûreté générale³⁶ appuyée par des éléments de l'armée d'Indochine menant plusieurs opérations de répression efficaces entre 1942 et 1944. Les Japonais, davantage préoccupés par la stabilité intérieure de l'Indochine que par la réalisation effective de leur slogan « L'Asie aux Asiatiques », restent passifs.

Au lendemain du 9 mars 1945, à l'exception des attaques de postes mentionnées *supra* et qui relèvent plus de la propagande que de l'action armée, le Viêt-Minh observe une attitude plutôt attentiste. Hô Chi Minh, qui pressent la défaite japonaise, refrène l'ardeur de ses militants (sympathisants et miliciens des groupes d'autodéfense représentent alors plusieurs milliers d'individus) qui considèrent, eux, que le « grand soir » est arrivé. Une action prématurée, alors que le Viêt-Minh n'est fort que dans quelques districts au Tonkin, risquerait de mettre un terme précoce à ses projets. Aussi le parti met-il à profit cette période pour consolider son pouvoir dans les régions qui lui sont acquises, endoctriner les populations – en menant notamment une active campagne antifranaise et antijaponaise, accusant les deux pays d'être responsables de tous les maux. En même temps, dans le cadre de la lutte contre les Japonais et de la récupération des pilotes américains abattus, des liens sont noués avec les représentants des États-Unis. Hô Chi Minh y voit l'occasion de faire connaître son action hors des frontières de l'Indochine et de montrer aux autres partis nationalistes vietnamiens – qu'il va bientôt falloir combattre – qu'il est le seul interlocuteur valable : le futur chef de l'État.

La prudence manifestée par Hô Chi Minh et son analyse politique s'avèrent finalement fondées, puisque la capitulation du Japon, le

15 août 1945, introduit de nouveaux acteurs sur la scène indochinoise. L'application des accords de Potsdam (17 juillet-2 août 1945), où les grandes puissances³⁷ décident de faire désarmer et interner les troupes japonaises d'Indochine par les Chinois au nord du 16^e parallèle, et celles stationnées au sud par les Britanniques, bouleverse l'équilibre des forces dans la région de Cao Bang et le long de la frontière sino-tonkinoise. À la fin du mois d'août 1945, l'armée chinoise – ou plutôt les armées chinoises tant l'autonomie de leurs chefs est grande à l'égard du pouvoir central – pénètre au Tonkin (ainsi qu'au Laos) par plusieurs voies d'accès. La zone d'action située au-delà du fleuve Rouge selon un axe Lao Kay-Hanoï et ses alentours échoit à la 93^e armée chinoise³⁸. Cette dernière arrive en différents échelons et, à la fin du mois de septembre 1945, son dispositif est achevé. Des milliers de nationalistes vietnamiens et leurs leaders, réfugiés en territoire chinois depuis de longues années pour certains, suivent ces troupes et parfois les précèdent. Ainsi, les hommes de la Ligue révolutionnaire du Vietnam ou *Dong Minh Hoï*³⁹, mouvement politique fondé en 1942 et largement inféodé aux Chinois, franchissent la frontière le 20 août et se répandent dans les provinces de Cao Bang et de Langson. Il en est de même, ailleurs, des milices armées du *Vietnam Quoc Dan Dang* (VNQDD), vieux parti nationaliste vietnamien créé à la fin des années 1920. Le Viêt-Minh, qui a profité du vide politique à Hanoï pour proclamer l'indépendance du Vietnam le 2 septembre 1945 et qui entend bien se maintenir au pouvoir, va devoir composer avec eux.

La guerre civile

Comme dans l'ensemble du Vietnam, c'est une période particulièrement troublée qui s'ouvre dans la zone frontière, une

période de guerre larvée pendant laquelle les différents partis vietnamiens alternent entre négociations et affrontements sous l'œil conciliant des Chinois (et au grand dam de leurs alliés nationalistes) qui jouent les arbitres et tentent de conserver une relative stabilité afin d'atteindre leur objectif principal : mettre l'Indochine en coupe réglée pour en tirer un profit maximum. Les combats entre factions vietnamiennes comme les accords qu'elles passent entre elles aboutissent progressivement à un « partage » du Tonkin en zones d'influence. Alors que dans certains endroits, les comités du VNQDD ont évincé ceux du Việt-Minh, notamment le long du fleuve Rouge, ce dernier réussit à maintenir son contrôle dans les provinces où il est implanté de longue date : Cao Bang, Tuyen Quang et Thái Nguyen⁴⁰ restent finalement sous son emprise après le départ des hommes du Dong Minh Hoï qui s'établissent, eux, autour de Langson et dans Hanoi.

Par d'habiles manœuvres politiques, par la violence, mais également grâce aux maladresses et aux divisions des partis nationalistes, le Việt-Minh s'impose progressivement. Le Dong Minh Hoï, notamment, du fait de ses accointances avec les forces d'occupation chinoises se trouve peu à peu déconsidéré aux yeux des populations ; quant au VNQDD, il ne survit pas au départ des Chinois, à l'été 1946. Une « guerre des stylos⁴¹ » l'oppose au Việt-Minh pendant le premier semestre : les deux partis s'affrontant à travers leurs organes de presse respectifs. Ces attaques au cours desquelles leurs dirigeants se traitent tour à tour de « bandits » et de « traîtres », tournent à l'avantage du Việt-Minh. Hô Chi Minh, qui composait jusque-là avec ses adversaires – acceptant même par calcul politique d'intégrer six membres (sur dix) du VNQDD et du Dong Minh Hoï au sein d'un gouvernement provisoire d'union nationale (GPUN)⁴² lors d'un remaniement ministériel, le 24 décembre 1945 – se sent

désormais assez fort pour se débarrasser de ses opposants. De fait, les négociations entreprises avec les Français dès leur arrivée en Cochinchine à l'automne 1945, puis leur retour au Tonkin en vertu des accords du 6 mars 1946⁴³, ont renforcé le crédit du Viêt-Minh auprès des populations. En l'espace de quelques mois, Hô Chi Minh s'est imposé comme le seul interlocuteur sur la scène internationale et, bien que sa position soit encore fragile, pour la majorité des Vietnamiens, il fait figure de chef. L'éradication de tous ses rivaux, qui jouent la carte de la surenchère nationaliste, lui permettra de s'expliquer seul face aux Français une fois les dernières troupes chinoises parties.

Au mois de juillet 1946, l'occasion lui est donnée d'en finir. Le VNQDD, dont les chefs profondément anticomunistes aspirent eux aussi à liquider leur adversaire, projette des attentats contre les Français (militaires comme civils) le 14 juillet, et compte profiter des troubles pour déclencher un coup d'État. Les nationalistes s'empareraient du pouvoir, après avoir chassé ou assassiné Hô Chi Minh et l'ensemble des membres communistes du gouvernement. En définitive, le plan échoue et marque le point de départ d'une période sanglante où les forces de police et « l'armée » du Viêt-Minh (évaluée entre 30 000 et 35 000 hommes), sous l'égide du général Giap, entament une intense répression des nationalistes vietnamiens qui touche l'ensemble du nord du Vietnam et fait des centaines de victimes. La lutte, trop inégale, tourne vite à l'avantage du Viêt-Minh ; François Guillemot, l'un des rares spécialistes français des partis nationalistes vietnamiens écrit ainsi que « les armes manquaient aux partisans [VNQDD] habillés de bric et de broc avec des uniformes dépareillés et la direction militaire n'était pas unifiée. Le Viêt-Minh disposait de l'artillerie française fournie par les Japonais, de troupes bien encadrées et, surtout, d'une légitimité

franco-vietnamienne incarnée par l'accord du 6 mars⁴⁴ ». L'issue des combats aboutit, au terme de l'année 1946, à la disparition de l'opposition au Viêt-Minh à Hanoï et dans les provinces du Nord⁴⁵. Par une certaine ironie de l'histoire, et le fait reste largement ignoré de l'historiographie, la destruction des troupes nationalistes et la fuite de leurs dirigeants en Chine sont obtenues avec le concours parfois actif des unités du corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient⁴⁶. Quand la guerre d'Indochine commence « officiellement », le 19 décembre 1946, la province de Cao Bang et la RC 4 sont entièrement aux mains du Viêt-Minh. Les marches du Tonkin sont désormais solidement occupées et défendues. C'est donc par les armes que les Français vont devoir prendre, une nouvelle fois, le contrôle de la zone frontière, berceau de l'insurrection.

2

Léa

« En somme nos succès ont été considérables mais non décisifs [...]. Des unités VM, réfugiées dans les forêts, ont pu subsister à l'intérieur de notre dispositif et harceler nos postes et nos colonnes, et même réoccuper le pays aussitôt après le départ de nos forces. L'emprise VM sur la population, solidement encadrée et étroitement surveillée, n'a pu être rompue dans la majorité des cas, et nous avons dû opérer dans un pays vide d'habitants, sans guides, sans coolies, sans intelligences locales, sur les seules bases de la connaissance du terrain fournie par la carte et de renseignements trop généraux ou trop fragmentaires pour être exploités tactiquement [...]. Nulle part [...] le pays n'a été totalement nettoyé. »

Colonel Beaufre, rapport sur l'opération *Léa*.

Le dégagement des centres urbains du Tonkin : une priorité

Au début de l'année 1947, au terme d'une année de négociations où la nature difficilement conciliable des projets français et viêt-minh est progressivement apparue, les discussions ont cédé la place à la

voix des armes. À la France qui proposait au Viêt-Minh un Vietnam autonome évoluant au sein d'une « Fédération indochinoise¹ », un organisme lui-même coiffé par un autre – l'Union française – dirigé depuis Paris, ce dernier répondait par deux mots : « indépendance » et « réunification »². Les contemporains des événements qui ont secoué la péninsule indochinoise à l'époque et, plus tard, les historiens qui ont cherché à identifier les responsables de l'ouverture des hostilités, ont pour certains pointé du doigt « l'intransigeance » et la « rouerie » d'Hô Chi Minh et les siens, tandis que d'autres mettaient en avant la duplicité des gouvernements français et de leurs représentants, bien décidés à faire fi d'accords à peine signés. Les thèses les plus extrêmes évoquent même un « piège » tendu au Viêt-Minh par les autorités françaises locales pour mieux renverser leur adversaire sous couvert d'une réaction légitime³. Dans cette perspective, l'attaque, le 19 décembre 1946, de l'ensemble des garnisons françaises du Tonkin aurait répondu aux attentes du clan des « faucons » et, au premier chef, de l'amiral d'Argenlieu⁴, haut-commissaire de France et commandant en chef en Indochine, et de son grand subordonné, le général Valluy, commandant supérieur des troupes⁵. Plus simplement, et sans entrer dans des querelles historiques ou idéologiques, on peut convenir avec l'historien norvégien Stein Tønnesson, même si ce dernier nuancera ultérieurement sa position⁶, qu'à la fin de l'année 1946 il est « extrêmement difficile de croire que la guerre pouvait être évitée [puisqu'au] Vietnam se trouvaient cristallisées les deux formes de guerre d'affrontement les plus importantes de l'après-guerre : la décolonisation et la guerre froide⁷ ». Dans ce contexte, l'antagonisme total des positions trouvait son dénouement dans la violence.

Pour les officiers français, comme à l'échelon de la troupe, lasse des vexations et entraves subies depuis des mois, la situation est

désormais claire : la période des atermoiements et des demi-mesures est terminée. Un rapport sur le moral émanant du commandement du génie d'Extrême-Orient en témoigne : « La cessation des palabres et conférences, les déclarations que maintenant la parole est aux armes correspondent à l'idée que chacun avait de la situation : on constate un renouveau d'énergie et un désir de donner sa mesure. » L'attaque du Viêt-Minh impose donc une réponse militaire immédiate : son appareil politique, son embryon d'armée régulière et les milices *Tu Ve*⁸ qui les protègent, doivent être détruits. Ce but, simple dans son énoncé, est fixé par le haut-commissaire dès le mois de janvier 1947. Un mémorandum militaire du 7 février précise même qu'il convient de « frapper à la tête très vite et dur par une action militaire au Tonkin » ; la date du 1^{er} mars est avancée. Cette volonté de « frapper vite et dur » si elle se conçoit aisément du point de vue du commandement, se heurte pourtant à deux contraintes majeures : la pénurie des effectifs du corps expéditionnaire et les nécessités opérationnelles auxquelles ses combattants doivent faire face au cours des premières semaines de guerre.

De fait, avant d'entreprendre toute action d'envergure hors du delta du fleuve Rouge, la priorité est de dégager les principaux centres urbains du Tonkin et de l'Annam (Hué, Tourane, Quang Tri) et de redonner aux unités motorisées françaises la liberté d'action sur les axes majeurs qui relient entre elles les garnisons – notamment la RC 5 qui assure le ravitaillement par route entre le port de Haïphong et la capitale du Nord⁹. Cet impératif prime toute autre considération car les communications terrestres et fluviales sont totalement coupées depuis le 19 décembre 1946. Les maigres ressources des Troupes françaises d'Indochine du Nord (TFIN) sont donc constamment sur la brèche en ce début d'année 1947 et, progressivement, les villes sont libérées : la bataille pour la libération d'Hanoï s'achève le 18 février

1947, le sanglant siège de la garnison française de Nam Dinh n'étant définitivement levé, lui, que le 10 mars suivant.

Au début du mois d'avril, le dégagement des grandes villes du Nord est considéré comme atteint, ce qui fait dire à Paul Coste-Floret, ministre de la Guerre, une phrase devenue fameuse par la suite : « J'estime qu'il n'y a plus désormais de problème militaire en Indochine. Le succès de nos armes est complet¹⁰. » Mais, si les garnisons françaises retrouvent une certaine mobilité, combats et escarmouches se poursuivent de manière sporadique. Ainsi, Hadong, à une dizaine de kilomètres de Hanoï, est attaquée par des centaines de miliciens du Viêt-Minh dans la nuit du 13 au 14 avril 1947, ces derniers se repliant finalement au prix de pertes élevées. L'affaiblissement du Viêt-Minh et la dispersion de ses forces régulières comme l'arrivée de la saison des pluies marquent cependant une pause dans cette première phase de la guerre. Si le gouvernement d'Hô Chi Minh et son « armée » se réfugient dans leur sanctuaire traditionnel de la Haute Région tonkinoise – les provinces de Cao Bang, Bac Kan et Tuyen Quang –, le commandement français réfléchit, lui, à la façon de les en déloger et de les anéantir. Il se prépare en conséquence à agir, une fois achevée la saison des pluies. En attendant, comme le souhaite le haut-commissaire, l'effort militaire principal est reporté sur l'Annam et la Cochinchine – une décision qui marque le début d'une politique de bascule des forces d'un territoire à l'autre – et c'est seulement à compter du mois de septembre 1947 que le centre de gravité des opérations est, de nouveau, transféré au nord du Vietnam.

La réoccupation de la RC 4

Il revient au général Salan de concevoir l'opération qui doit aboutir à la destruction physique de l'adversaire et à son effondrement moral. Par cette « bataille décisive », un « Graal » cher à tout chef de guerre¹¹, les Français espèrent mettre un terme au conflit. L'écrasement définitif de l'insurrection viêt-minh et la disparition des « rebelles », comme sont alors qualifiés les insurgés, permettraient à la France de trouver au Vietnam des interlocuteurs plus conciliants qui appliqueraient sa politique. Une victoire découragerait également les partisans du Viêt-Minh qui reviendraient, veut-on croire, dans le giron de la France. Salan joue un rôle important au cours des années 1945-1946¹² que ce soit dans les négociations avec les Chinois ou celles menées avec le Viêt-Minh, mais il est à Paris quand la guerre d'Indochine éclate. Le nouveau haut-commissaire de France, Émile Bollaert, que le gouvernement nomme le 5 mars 1947 en remplacement de l'amiral d'Argenlieu¹³, appuie la demande du général Valluy demandant son rappel¹⁴ : « Pour poursuivre le Viêt-Minh dans ses repaires où il commence à se replier, il faut du monde, [écrit Valluy] et, à Hanoï, un chef militaire connaissant bien le pays et la Haute Région¹⁵. Je demande que le général Salan me soit affecté pour remplir cette tâche¹⁶. » De retour au Tonkin au cours de la dernière dizaine du mois de mai 1947 et après avoir inspecté les troupes, Salan et son équipe s'attellent à la conception du plan qui doit « disloquer » ce que l'on appelle alors le « réduit viêt-minh », situé dans le triangle formé par les localités de Bac Kan, Chiem Hoa et Thái Nguyen.

L'opération a également pour objectif de couper la principale route de ravitaillement reliant l'adversaire à la Chine, car c'est par les points d'entrée de la zone frontière du nord-est que l'armée du viêt-minh reçoit armements et munitions. En effet, si les troupes de Giap

se procurent des armes – dont elles manquent désespérément à l'époque – grâce au trafic avec la Thaïlande, celui que le Viêt-Minh entretient dans le sud de la Chine (parfois avec des officiers de l'armée nationaliste) est bien plus important. Les stocks – américains ou japonais – de la Seconde Guerre mondiale abondent, et ils permettent au Viêt-Minh d'armer 30 000 combattants de ses troupes régulières sur les quelque 45 000 hommes dont il dispose au Tonkin¹⁷. Au début du mois de septembre 1947, le 2^e bureau des TFIN estime à une soixantaine le nombre de camions¹⁸ qui, à partir de Cao Bang, ravitaillent régulièrement Thai Nguyen, à 200 kilomètres plus au sud. L'opération *Léa*, c'est le nom de code que l'état-major lui a donné et qui vise à isoler et détruire l'appareil politico-militaire en le privant des moyens de combattre, impose donc la réoccupation de la RC 4.

Pour assurer le succès de *Léa*, le général Salan sollicite auprès de Paris des renforts conséquents. Il ne dispose en effet au Tonkin que d'un peu plus de trente mille combattants, dont seul un tiers est disponible pour constituer une masse de manœuvre, à savoir des forces relativement mobiles capables d'aller porter le fer en pays viêt-minh. Le reste est dépensé en missions statiques (garde de points sensibles, ponts, etc.) ou de contrôle du terrain et des populations, dans le cadre des missions dites de « pacification ». Une partie des renforts finalement consentis par le gouvernement français – une dizaine de milliers d'hommes – est toutefois dirigée sur Madagascar où, à la fin du mois de mars 1947, un soulèvement contre l'ordre colonial établi éclate dans le sang. Pour cette raison, les forces à disposition du commandement de l'opération *Léa* dépassent à peine les 12 000 combattants. Ces derniers sont répartis en trois ensembles : un groupement fluvial (groupement « C »¹⁹) aux ordres du chef de bataillon Communal qui doit fermer la façade ouest de la

« nasse » en remontant la rivière Claire jusqu'à Chiem Hoa, un groupement parachutiste commandé par le lieutenant-colonel Sauvagnac (groupement « S ») qui doit sauter sur Bac Kan où les renseignements croient avoir identifié la présence d'Hô Chi Minh et de son gouvernement, et un groupement motorisé (groupement « B ») à la tête duquel le colonel Beaufre est placé. Ce dernier est chargé de rétablir la circulation sur la RC 4, d'en prendre le contrôle et de couvrir l'opération sur son flanc est. Dans un second temps, une fois Cao Bang occupé, le groupement Beaufre doit « tendre la main » au groupement S, c'est-à-dire faire la liaison avec les parachutistes ; pour mener à bien sa mission, il dispose de 7 000 hommes, 700 véhicules et plus d'une soixantaine de blindés : automitrailleuses légères, half-tracks et camions GMC tractant pour certains des canons de 3,7 pouces ou de 105 mm HM3²⁰. Le binôme de ce type de pièces se retrouve fréquemment au début de la guerre d'Indochine, en opération ou dans les postes, leurs caractéristiques (portée, débattement, cadence de tir) en faisant des pièces complémentaires. Toutefois, celui-ci matérialise aussi la diversité des pièces d'artillerie – de position et de campagne – et les contraintes (pièces de rechange, approvisionnement en munitions) qu'elle représente.

Au soir du 7 octobre 1947, le groupement B se porte à Na Cham, à 30 kilomètres au nord de Langson. Il doit, le lendemain à l'aube, commencer sa progression et « courir sur Bac Kan sans s'attarder à Cao Bang²¹ » qu'il doit occuper. Les photographies aériennes des 110 kilomètres de RC 4 que la colonne motorisée doit emprunter entre Na Cham et Cao Bang ont révélé la présence de 106 coupures – soit quasiment une par kilomètre²². Pourtant grâce au travail des sapeurs qui adoptent la méthode de dépassements successifs, les coupures sont comblées ou *bypassées*²³, le fleuve Song Ky Cong traversé avec des moyens de fortune, et Cao Bang est atteint le

12 octobre dans l'après-midi en un temps record. La bourgade, relativement intacte, est déjà aux mains des hommes du premier bataillon du 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes (I/1^{er} RCP) qui s'en emparent le 9 au début de l'après-midi²⁴ ; ce sont eux qui vont, contrairement au plan initial, se porter à la rencontre du groupement « B ». Plus tard, le général Beaufre se rappellera cette « ville presque déserte d'habitants, les rues encombrées de meubles que les Viets [sic] avaient fait sortir parce qu'ils allaient détruire la ville au moment du parachutage ».

Léa et ses conséquences

Après la conquête de Cao Bang, *Léa* se poursuit plusieurs semaines durant et s'achève aux environs du 10 novembre 1947. De prime abord, l'opération semble avoir obtenu des résultats non négligeables. D'un point de vue politique, le commandement français avance que le prestige du gouvernement du Viêt-Minh se trouve fortement ébranlé et en veut pour preuve les ralliements massifs de population qui sont observés avec le retour des Français. Si, dans le cas de l'ethnie majoritaire Viêts²⁵, cette démarche de « soumission » est à prendre avec précaution et ne signifie en rien une adhésion politique et idéologique au projet français, l'afflux de minorités ethniques, notamment Thôs et Méos, jaloux de leur autonomie et de leurs coutumes, et proposant leur service aux officiers du corps expéditionnaire peut témoigner davantage, en revanche, de ce ralliement. À la fin du mois d'octobre, évoquant le retour des populations à Cao Bang, le général Salan peut ainsi écrire : la cité « compte maintenant 800 habitants et les Chinois [principalement des commerçants] regagnent peu à peu la ville malgré l'opposition VM ».

Par ailleurs, le poste de radio – la « Voix du Vietnam » – a été saboté par le Viêt-Minh dans son mouvement de repli, réduisant ainsi pour longtemps son influence par ce médium. Du point de vue militaire, l'industrie de guerre de l'APVN est sensiblement amoindrie, la quantité d'armes saisies lui porte un coup sévère. À la date du 5 novembre 1947, deux canons de 75 mm, un canon de 37 mm, 30 000 grenades, 600 tonnes de cartouches diverses, de l'équipement électrique, des ateliers, etc., sont détruits. Le parc automobile de l'adversaire est également brûlé et, rapporte fin octobre un officier de l'état-major, « chaque jour amène la découverte de stocks considérables de munitions ou de matériels de guerre ». Les pertes humaines subies par le Viêt-Minh, de l'ordre de quelques centaines, sont plus difficiles à évaluer avec certitude ; souvent des unités de couverture ont été « sacrifiées » pour permettre aux « gros²⁶ » de s'exfiltrer.

Si certains se réjouissent du bilan, qui paraît impressionnant au regard des chiffres et volumes que les rapports d'opération font apparaître, d'autres, aux échelons supérieurs, ne partagent pas cet enthousiasme. Le général Valluy estime notamment que les principaux objectifs n'ont pas été atteints. Ainsi, mis à part l'arrestation de quelques figures politiques de second plan, l'appareil politico-militaire du Viêt-Minh est intact. *Léa* l'a certes désorganisé, mais l'essentiel a pu échapper aux groupements français qui, pendant plus d'un mois, ont sillonné la région. Dans cette perspective, les témoignages relatant l'échec de la capture d'Hô Chi Minh sont à recevoir avec prudence et relèvent plus d'un genre littéraire romancé que de l'histoire²⁷. Insatisfait, le général Valluy décide d'exploiter les résultats de *Léa* en lançant une autre opération, baptisée *Ceinture* ; celle-ci s'achève à la fin du mois de décembre 1947 et contribue un peu plus à désorganiser l'appareil politico-militaire adverse. Ce

dernier a incontestablement subi un revers, mais loin d'être écrasé s'est dispersé dans des zones reculées de la frontière où les Français, manquant d'effectifs et de moyens, ne peuvent venir les déloger.

Le colonel Beaufre est sans doute l'auteur du rapport le plus pertinent sur les enseignements de cette campagne d'automne, puisqu'il analyse avec justesse la nature particulière de la guerre d'Indochine, son caractère politique, les méthodes du Viêt-Minh et les défis auxquels les troupes du corps expéditionnaire sont confrontées. « On ne peut [...] dire que tous nos espoirs se sont réalisés, écrit-il : on n'a capturé que des comparses du gouvernement VM, les forces VM ont été entamées sérieusement mais non détruites, et dans la zone renouvellement conquise de Bac Kan et de Cao Bang l'insécurité reste très grande. En somme nos succès ont été considérables mais non décisifs [...]. Des unités VM, réfugiées dans les forêts ont pu subsister à l'intérieur de notre dispositif et harceler nos postes et nos colonnes, et même réoccuper le pays aussitôt après le départ de nos forces. L'emprise VM sur la population, solidement encadrée et étroitement surveillée, n'a pu être rompue dans la majorité des cas, et nous avons dû opérer dans un pays vide d'habitants, sans guides, sans coolies, sans intelligences locales, sur les seules bases de la connaissance du terrain fournie par la carte et de renseignements trop généraux ou trop fragmentaires pour être exploités tactiquement [...]. Nulle part [...] le pays n'a été totalement nettoyé. »

C'est dans ce contexte plein d'incertitudes, où la tâche des Français paraît grande, que la RC 4 est déclarée rouverte aux convois routiers. Il faut maintenant l'équiper et recréer un dispositif de sécurité solide, car la fin du mois d'octobre 1947 est marquée par un regain d'activité du Viêt-Minh : à partir du 23, sur la rivière Claire, les bâtiments de la marine sont pris à partie et subissent des pertes

élevées en hommes et en matériels ; les axes routiers connaissent dans le même temps leur première attaque d'envergure. Le 30 octobre 1947 fait ainsi date dans l'histoire de la RC 4, puisque c'est ce jour-là qu'a lieu l'embuscade la plus sanglante jusqu'alors, au lieu-dit Pont-Bascou, à environ 7 kilomètres au nord de That Khe. En ce lieu, où la vallée est particulièrement encaissée, le tracé d'une petite rivière oblige la route à changer de versant. Un pont – un tablier en fer d'une dizaine de mètres – a été construit à la fin de la conquête du Tonkin, puis remplacé dans la période de l'entre-deux-guerres. Un petit poste assure sa surveillance. C'est à cet endroit qu'un convoi d'une vingtaine de véhicules est attaqué. Si les renforts venus de That Khe rétablissent rapidement la situation, 20 morts sont à déplorer côté français. Ils sont les premiers d'une longue série qui donne à la RC 4 un surnom que les journalistes adoptent bientôt : « la route sanglante ».

3

323 kilomètres

« La France, c'est d'abord le type qui les commande dans leur unité. »

David-Robert Briche,
*Au-delà de la jungle la liberté*¹.

RC 4-sud

Si la route coloniale n° 4 commence à Moncay, à la frontière de la Chine, la « RC 4 militaire » qui intéresse le corps expéditionnaire entre 1947 et 1950, ne débute véritablement qu'à Tien Yen, dont la rade permet l'arrivée du ravitaillement destiné à l'ensemble des troupes opérant dans la zone frontière. La base logistique que forme l'ensemble Tien Yen-Khe Tu apparaît relativement peu dans la littérature militaire de la zone frontière ; elle remplit pourtant un rôle essentiel. C'est à Tien Yen qu'arrivent armes, munitions, véhicules et denrées de toute nature en provenance de Haïphong et transportés par des navires de transport civils ou des *Landing Ship Tank*² (LST) de la Marine nationale. Les bâtiments s'arrêtent à Port-Wallut

(aujourd'hui Van Hoa), dans l'île de Ke Bao, où marchandises et matériels sont déchargés ; des navires d'un tonnage moins important du type *Landing Craft Mechanized*³ (LCM) ou des embarcations légères (jonques, chaloupes) louées à des entreprises privées vietnamiennes prennent ensuite le relais et traversent la dizaine de kilomètres qui séparent l'île du continent. L'emprunt d'un large arroyo permet enfin de gagner Tien Yen.

Un journaliste du *Monde* écrit au lendemain de la bataille des frontières que l'« encerclement de cette ville par les Vietminhs [sic] aurait sans doute suffi pour que s'écroulât d'un seul coup tout le système de défense frontalier jusqu'à Langson⁴ ». Il semble étonnant, en effet, au vu de l'importance de la place que l'adversaire n'ait pas considéré davantage Tien Yen comme un objectif d'intérêt ; les hauteurs recouvertes de forêt surplombant la base auraient pu constituer d'excellentes bases d'attaque pour les unités viêt-minh, et la neutralisation momentanée ou prolongée du trafic aurait été durement ressentie par l'ensemble des garnisons de la RC 4. La description qu'en fait le journaliste Paul Madeleine justifie pleinement cette inquiétude rétrospective : « De vastes dépôts contenant des milliers de litres d'essence succédaient aux stocks plus ou moins camouflés de munitions. Camions et "half-tracks", descendant à vide de Langson, venaient chaque jour remplacer dans les parcs ceux qui montaient sur la RC 4. Les ateliers en plein air de Tien Yen faisaient le bonheur des chauffeurs et des mécaniciens, qui y trouvaient toujours la pièce manquante. Les cimetières à véhicules permettaient de reconstituer camions et jeeps que la RC 4 allait consommer. Activité fébrile d'un camp où légionnaires, tabors, parachutistes, marsouins, commandos de marine et partisans vietnamiens se rencontraient entre deux missions, entre deux convois⁵. »

À partir de Tien Yen, la RC 4 oblique vers le nord, en traversant un certain nombre de localités dont celles de Dinh Lap et de Loc Binh, toutes deux reliées à la frontière chinoise par des routes secondaires, et jalonnées de blockhaus assurant la surveillance des points sensibles – bien souvent des ouvrages d’art. Si cette portion de la RC 4 est entourée par endroits de hautes collines recouvertes d’herbes à paillete⁶, pouvant dépasser la taille d’un homme, c’est à l’est de Loc Binh, là où débutent les contreforts de la chaîne montagneuse du Mau Son dont le point culminant atteint 1 600 mètres d’altitude, que le terrain change. À partir de cette zone, la route commence à être entourée de massifs de grès, mais plus souvent de calcaire, et de pitons isolés qui donnent au paysage un aspect tourmenté. Au terme d’un parcours d’une centaine de kilomètres, les convois atteignent Langson. La ville construite de part et d’autre du Song Ky Cong, le principal fleuve du nord-est du Vietnam, est atteinte par la rive nord, mais c’est dans sa partie sud, une fois traversé le pont, que se trouvent les services administratifs civils et les dépôts de l’armée. Le terminus de la route coloniale n° 1 et celui de la voie ferrée Hanoï-Langson⁷, désormais inutilisées, aboutit également dans cette partie de la cité.

Langson-la-Rouge. C’est ainsi que certains combattants de la zone frontière désignent la ville en raison de son sanglant passé, marqué par les opérations de la conquête du Tonkin en 1885, mais bien davantage par les exactions commises par l’armée du Mikado en mars 1945. Là, au pied de la citadelle, ainsi qu’à Dong Dang, 15 kilomètres plus au nord, « les Japonais se [livrent] à un véritable massacre des prisonniers. Plus de 400 d’entre eux, parmi les Européens et de nombreux Indochinois, [sont] sauvagement tués à la baïonnette, à la mitrailleuse et à coups de sabre⁸ ». Langson, qui abrite le PC de la zone frontière et qui constitue la base arrière de

beaucoup d'unités opérant dans la région, offre tous les aspects d'une ville en guerre, et la population militaire n'est pas loin d'être aussi nombreuse que celle des civils. S'il est difficile d'évaluer cette dernière, qui a considérablement baissé depuis les années 1930 où un recensement fait état de 6 500 habitants, Langson parvient peut-être à atteindre encore 3 000 habitants grâce à l'afflux des quelques centaines d'individus des bourgades avoisinantes qui sont venus y trouver refuge. Ainsi, elle retrouve un peu de la physionomie qu'elle avait au siècle précédent quand Langson, tout entière développée autour de sa citadelle, « était moins une ville qu'un camp retranché⁹ ».

Au début des années 1890, la vieille citadelle en brique, entourée sur plus d'un kilomètre par un mur de trois mètres de hauteur, est en partie détruite pour laisser place à une forteresse aux dimensions plus réduites – environ deux cents mètres de côté – qui abrite des casernements d'infanterie, un hôpital et divers bâtiments administratifs. Les souterrains sont réaménagés et accueillent désormais les réserves de munitions, de l'intendance ou du service de santé de la garnison. La partie délaissée de l'ancienne citadelle a permis le développement de la « ville nouvelle », mais également la construction de casernements supplémentaires ; sur les hauteurs ouest, les forts Négrier et Gallieni (le dernier construit) protègent la ville, tandis qu'au sud, elle est couverte par le fort Brière-de-l'Isle. La ville est également défendue par quelques blockhaus et casemates « modernes » de type STG (Service technique du génie) prévus dans le plan de défense de la frontière en 1938 et dont quelques-uns sont construits l'année suivante. Stoppé par la guerre, le programme est repris entre 1942 et 1945 sous l'impulsion du chef de bataillon du génie Bouveret¹⁰. Ces nouveaux ouvrages et la rénovation de fortifications plus anciennes s'inscrivent dans le cadre plus vaste de la

« ligne Mordant » – du nom du général alors commandant supérieur des troupes en Indochine – qui est censée protéger la frontière septentrionale du Tonkin. L'ensemble de ces constructions a beaucoup souffert des bombardements américains à partir de 1943, des combats contre les Japonais en mars 1945 puis des destructions opérées à l'été 1946 par les troupes chinoises avant leur départ. Il en est de même des habitations construites en brique et aux toits en tuile, qui sont pour la plupart très endommagées ; comme l'écrit le lieutenant-colonel Le Page lorsqu'il découvre la ville en janvier 1950, les maisons ne sont rendues « habitables qu'avec des moyens de fortune¹¹ ». Toutes ces ruines contribuent à donner à Langson l'aspect d'une ville austère.

RC 4-nord

C'est à partir de Langson que débute la RC 4-nord et que la menace qui pèse sur les convois de ravitaillement s'accroît sensiblement du fait de la végétation exubérante et des calcaires qui enserrent la route, deux éléments propices aux embuscades. L'emprise du Viêt-Minh s'avère également plus importante que dans la zone côtière, et les bataillons (puis régiments) régionaux (que les Français appellent « unités *Dia Phuong*¹² ») de Langson (régiment 28) ou de Cao Bang (régiment 74¹³) peuvent intervenir de manière plus efficace. À partir de Na Cham, notamment, à une trentaine de kilomètres plus au nord, les coupures opérées par le Viêt-Minh, désignées sous le terme générique de « touches de piano » et qui s'étendent parfois sur plusieurs centaines de mètres, nécessitent à chaque convoi de sommaires opérations de rétablissement d'itinéraires par les sapeurs. Le défilé de Lung Vãi, notamment, qui ne laisse aucune possibilité de manœuvres aux véhicules du corps

expéditionnaire est le théâtre de plusieurs embuscades, dont l'une, très sanglante, au début du mois d'octobre 1949. Avant de déboucher sur la petite plaine de That Khe, d'une superficie d'environ 4 kilomètres², la RC 4 doit franchir le pont sur le Song Ky Cong. La largeur relativement importante du fleuve à cet endroit en fait un point « stratégique » : la destruction de l'ouvrage d'art interdirait le déplacement de toute colonne motorisée venue de That Khe et faisant mouvement vers le sud.

That Khe, qu'un peu moins de 70 kilomètres séparent de Langson, n'est plus la place commerçante et animée de l'époque coloniale quand le village, d'une centaine de maisons, était encore connu sous son nom de Cao Phung. Le nom du poste militaire « That Khe », distant d'environ 500 mètres, l'a progressivement supplanté. À la fin des années 1940, la population du village a baissé de moitié et n'est plus qu'un « gros bourg de 1 200 habitants environ » défendu par la valeur de deux compagnies. L'arrivée des convois de ravitaillement est saluée tant par la troupe que par les populations civiles, puisque « l'événement » constitue désormais à peu près la seule animation du village – le lieutenant-colonel Le Page parle à cette occasion d'une « atmosphère de kermesse ». Au sortir de That Khe et du périmètre de sécurité qu'offre la protection de sa garnison, les convois routiers atteignent Pont-Bascou. C'est là que commence la montée vers le tristement célèbre col de Lung Phaï, en direction de Dong Khe.

Lung Phaï constitue, selon Le Page, « le point névralgique le plus dangereux de la RC 4 ». Ce passage, long de plusieurs kilomètres, devient rapidement la hantise de tous les chefs de convois et des escortes qui les accompagnent. « À gauche de la route, écrit Louis Stien, des collines à végétation dense, à droite un profond ravin, puis une muraille de calcaire broussailleuse dominant le terrain, base de feux idéale avec ses multiples grottes, à 300 ou 400 mètres de la

route. » Le Viêt-Minh l'a bien compris qui, à partir de 1948, multiplie les embuscades, les destructions de la chaussée et la pose de mines et pièges divers. Au cours de ces actions, les soldats du train, et particulièrement ceux du Groupe de transport 516 (GT 516) ou de la 71^e compagnie de circulation routière (71^e CCR), éprouvent des pertes élevées pour leur arme. Passé le col, dont l'altitude est de 600 mètres, la route redescend en direction de Dong Khe et traverse une zone également réputée pour sa dangerosité : « La RC 4 y est dominée de part et d'autre par des murailles calcaires. Un ravineau à gauche, un léger plat broussailleux à droite permettent aux assaillants un camouflage parfait. » Ce défilé est appelé, depuis l'opération *Léa*, « Boulevard de la 73/2¹⁴ » du nom de la compagnie du génie qui a rétabli l'itinéraire et permit le passage de la colonne Beaufre sur cette portion de la route. Pour rendre hommage au travail de réparation réalisé par les sapeurs, de nuit et à la lumière des phares des GMC, des combattants ont peint, en bleu sur fond blanc sur des couvercles de caisse de rations alimentaires, la mention « Boulevard de la 73/2 » avant de les disposer tous les cent mètres sur environ un kilomètre. « En escorte de convoi, on ne respirait vraiment qu'après avoir passé ce défilé oppressant », écrit encore Louis Stien, un jugement partagé par les légionnaires qui avaient plus simplement surnommé ce passage le « Boulevard de la mort ».

Passé le hameau de Na Pa, au pied du massif du Na Keo, c'est enfin l'arrivée dans la « cuvette de Dong Khe », une terminologie abusive pour désigner plus tard la vaste vallée de Diên Biên Phu mais qui sied davantage à cette petite plaine, longue de 2 kilomètres dans son axe nord-sud et d'environ 1 kilomètre dans son axe est-ouest. À la fin du XIX^e siècle, Dong Khe est décrit comme « un gros et riche village parfaitement défendu, au milieu d'une région très prospère, siège d'un marché important¹⁵ ». La colonisation et la redistribution des

lieux d'échanges économiques qu'elle a provoquée, mais surtout le théâtre de guerre qu'est devenue la région ont considérablement vidé le village de ses habitants ; si la localité comptait encore 500 habitants au milieu des années 1930, il ne subsiste plus que quelques paillotes, de part et d'autre de la RC 4, occupées principalement par les familles des partisans, regroupés à la fin de l'été 1949 en une 146^e compagnie légère de supplétifs militaires (146^e CLSM). Après la conquête et comme ils le font ailleurs au Tonkin dans les localités réoccupées, les Français modernisent les installations défensives et des travaux de fortification sont menés, notamment par les tirailleurs nord-africains, les goumiers puis les légionnaires du 2^e bataillon du 3^e régiment étranger d'infanterie (II/3^e REI). Centrée sur sa « citadelle », la protection de Dong Khe repose également sur un ensemble de défenses accessoires dont les plus importantes sont les positions avancées formées par les postes Nord (connu aussi comme le « piton Montmartre »), Est (appelé également « poste Nguyen »), Sud (dit « pagodon ») et Sud-Ouest qui contrôle le débouché de la RC 4 en direction de That Khe. Des points d'appui et ouvrages de campagne, composés le plus souvent d'éléments de tranchées, de rondins et de sacs de sable, complètent le dispositif – notamment sur la face ouest de la citadelle.

La position de Dong Khe est, pour le commandement français, importante à double titre. Elle constitue d'abord un relais entre That Khe, distant de 24 kilomètres, et Cao Bang, situé 45 kilomètres plus au nord, et la série de postes de moindre importance qui jalonnent le parcours entre les deux garnisons. Ensuite, Dong Khe est un point d'embranchement routier en direction de la frontière, puisqu'elle est reliée à Talung via la RP 37. Le petit village chinois de Shuikuoguan qui fait face à cette dernière localité est directement relié à Long-Tcheou¹⁶, faisant ainsi de Dong Khe le point d'aboutissement de l'un

des couloirs d'invasion naturels de toute intrusion en provenance de Chine. Comme l'écrit le colonel Constans en août 1950, « Dong Khe est donc essentiellement un “point” stratégique ; l'absence de toute population, celle de toute activité économique, même minime, la privent de tout rayonnement politique. » Entre Dong Khe et Cao Bang, une demi-douzaine de petits ouvrages sont progressivement construits et prennent le nom du point kilométrique (PK) au niveau duquel ils sont édifiés à partir de Cao Bang ; ainsi, à la sortie de Dong Khe est implanté le PK 40 tandis qu'à l'entrée de Cao Bang l'est celui du PK 12.

Cao Bang, enfin

Au terme d'un parcours de 323 kilomètres depuis Moncay¹⁷, la RC 4 atteint enfin Cao Bang. La petite ville occupe un emplacement particulier, située entre la boucle que fait le Song Bang Giang à cet endroit et le Song Hien (ou rivière de Cao Bang), l'isolant ainsi sur ses faces ouest, nord et est, laissant celle du sud seule accessible à toute pénétration terrestre. C'est évidemment là, pour fermer la « presque-île » ainsi formée, qu'est construite la citadelle. Par son emplacement, au carrefour de plusieurs routes (RC 4, RC 3 et RC 3 *bis*¹⁸ ainsi que diverses routes secondaires conduisant à la frontière chinoise), Cao Bang occupe un emplacement « stratégique ». Pour cette raison, avant la conquête française, les autorités chinoises y entretiennent une garnison militaire forte de 2 000 hommes, dont la moitié tient garnison dans la grande citadelle, déjà bien abîmée quand les Français entrent dans la ville en 1886. Comme en de nombreux endroits du Tonkin, une nouvelle citadelle est construite, aux dimensions plus modestes (200 mètres sur 175), une partie des briques de l'ancien ouvrage étant utilisée pour cette construction (et

celle des postes périphériques), ou récupérée par les populations locales.

Quant à la ville, sa physionomie a peu changé depuis la fin du XIX^e siècle ; comme de nombreuses localités le long de la RC 4, c'est un village-rue, « parallèle au cours du Song Bang Giang. D'un côté, on trouve le quartier vietnamien, de l'autre le quartier chinois. Le reste de la presqu'île est rempli d'habitations de cultivateurs formant plusieurs agglomérations [...]. On cultive, en dehors du riz, le maïs, la canne sucre, le mûrier, le bétel, etc. La population entière de Cao Bang, de la presqu'île et des hameaux alentour peut être évaluée à 6 000 habitants¹⁹ », un chiffre qui atteint 9 000 à la veille de la Seconde Guerre mondiale. En 1950, celui-ci a baissé plus que de moitié et, dans un document de l'état-major de la zone frontière, la population est évaluée au mois d'août à environ 3 000 autochtones, parmi lesquels plus des deux tiers sont des femmes et des enfants. De fait, en raison des réquisitions faites par le Viêt-Minh sur la population masculine, il existe un réel déséquilibre des sexes et des âges dans l'ensemble de la région, qui pénalise les Français dans leur propre politique de recrutement.

Au début des années 1920, alors que commence l'équipement aéronautique de l'Indochine française, un terrain d'aviation est construit à environ 1,5 kilomètre au nord-ouest de la ville. Sans doute afin d'assurer une meilleure protection des appareils, ce terrain remis en état à la fin de l'année 1947 par les sapeurs du 61^e bataillon du génie (61^e BG), est abandonné au cours de l'année 1949. Une nouvelle piste est aménagée au sud-est de la presqu'île par la 1^{re} section de la 3^e compagnie du 73^e bataillon nord-africain du génie (73^e BNAG)²⁰, mieux défendue par la ceinture de points d'appui autour de Cao Bang – il en existe une quinzaine au total. Les sapeurs sont chargés de rendre la zone « Dakotable », c'est-à-dire susceptible

d'accueillir des appareils de transport C-47 Dakota (mais également des Toucan), en toute saison. Les travaux de terrassement sont réalisés à la pelle et à la pioche, mais des wagonnets et des rails Decauville²¹ avaient été récupérés dans les mines d'étain et de wolfram de Tinh Tuc à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Cao Bang, à proximité de Nguyen Binh.

Entre 1947 et 1950, l'implantation des unités de la zone frontière est soumise à des changements réguliers dus au jeu des relèves, à l'arrivée de renforts ou aux réorganisations du commandement territorial, du fait du repli de certains postes, notamment. Ainsi, bataillons d'infanterie coloniale, de tirailleurs algériens, marocains ou de la Légion étrangère voient leur secteur de responsabilité évoluer au cours de cette période. Cao Bang accueille notamment, dans ce cadre chronologique, le PC du 3^e REI, le 21^e bataillon de tirailleurs algériens (21^e BTA), le 1^{er} bataillon du 3^e régiment étranger d'infanterie (I/3^e REI) ou encore le bataillon de marche du 8^e RTM (BM/8^e RTM) ; à partir du mois de juin 1950, c'est le III/3^e REI qui a la responsabilité de la place. En revanche – et là aussi comme ailleurs –, les unités autochtones à recrutement local qui ont été mises sur pied partout où la situation le rendait possible, ne sont pas sujettes au jeu des relèves ; seule leur dénomination change puisqu'à l'été 1949, les compagnies de partisans sont transformées en compagnies de supplétifs.

Le recours aux supplétifs

À la veille de la bataille de la zone frontière, la garnison de Cao Bang comprend, en sus de son bataillon de Légion étrangère, cinq compagnies légères de supplétifs militaires (CLSM) regroupées en un

bataillon dit « de formations indochinoises » (FI). Ces unités sont issues des compagnies légères de partisans (CLP) mises sur pied entre octobre 1947 et le printemps 1949. En effet, au lendemain de l'opération *Léa*, le commandement français lance une campagne de recrutement parmi les autochtones de la région ; il s'agit de soulager les forces régulières du corps expéditionnaire de certaines servitudes mais également de les aider à protéger le secteur en prenant à leur compte la défense des petits postes qui sont progressivement implantés en des points clés du terrain : ceux qui gardent la RC 4 et l'accès à Cao Bang, comme Nguyen Binh et Bac Kan, ou encore ceux qui surveillent la frontière chinoise et permettent de recueillir des renseignements sur l'activité qui y règne, tels les postes de Tra Linh ou de Quang Uyen. Au mois d'août 1949, lorsque le général Carpentier, alors commandant en chef, décide le remaniement du dispositif en raison de la menace que l'arrivée de troupes de l'Armée populaire de libération (APL) fait peser sur ces postes isolés, l'ensemble des compagnies légères de partisans est regroupé à Cao Bang pour venir renforcer la défense de la place. Le mois suivant, leur dénomination change et ces unités deviennent des « compagnies légères de supplétifs militaires ». Le qualificatif « léger » indique que ces compagnies ne disposent pas du même armement que les compagnies de supplétifs militaires (CSM) qui, bien qu'elles n'aient pas le même statut que les unités élémentaires régulières, sont destinées à des missions similaires et, à ce titre, participent aux opérations. Les CLSM sont, en revanche, des unités plutôt statiques dont les soldats opèrent aux alentours de leur lieu de recrutement – à proximité immédiate, donc, de leurs proches.

Le recrutement de soldats autochtones est aussi ancien que toute entreprise coloniale, qu'elle soit le fait des Occidentaux ou non. Cette dernière se caractérise, en effet, la plupart du temps par la conquête

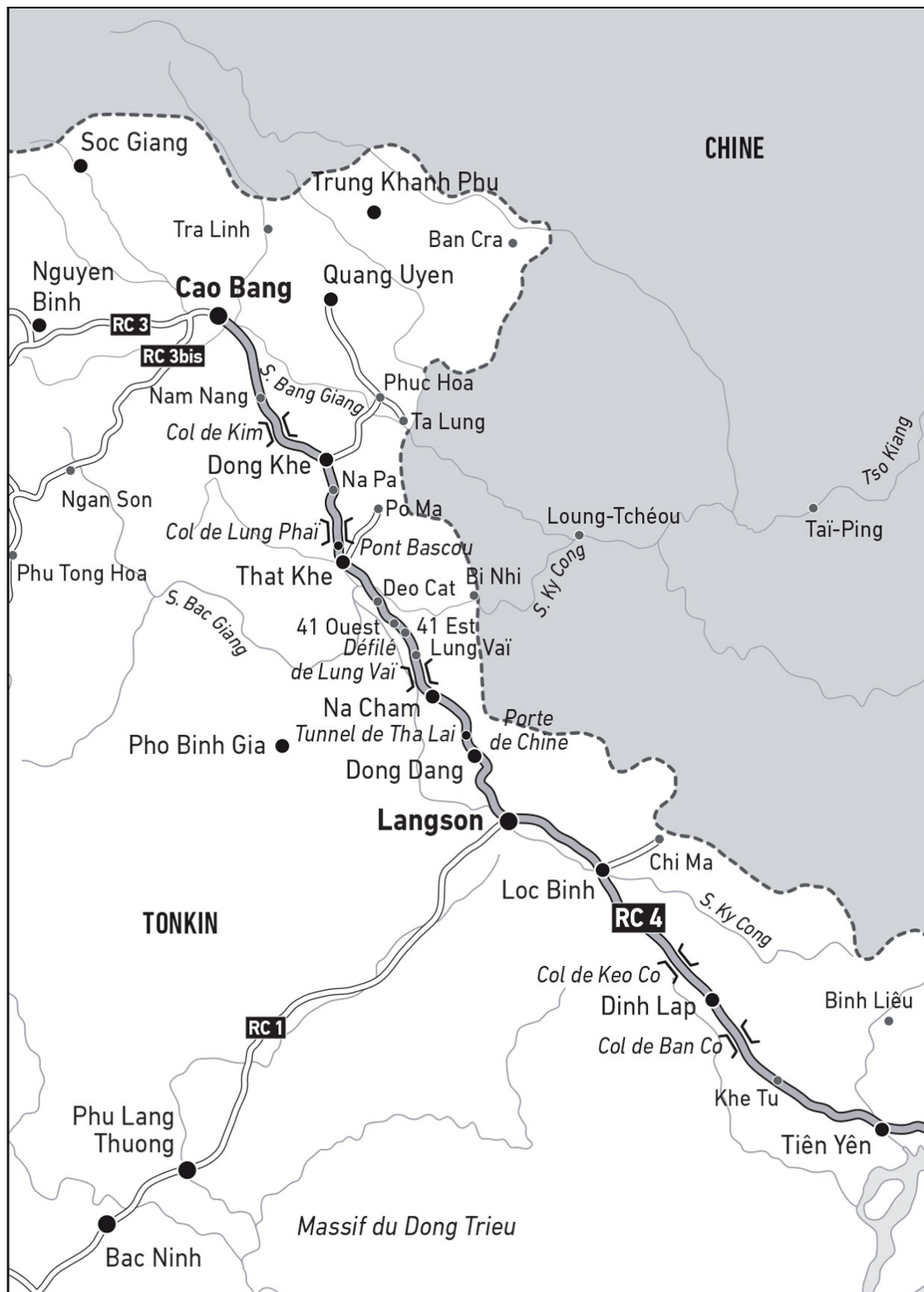
de vastes territoires par des troupes aux effectifs modestes mais bénéficiant d'un armement plus puissant et d'une instruction militaire plus poussée²². Le colonisateur, dans sa recherche de consolidation du pouvoir, s'est toujours appuyé sur des forces locales, dites supplétives, afin de renforcer les siennes propres, composées de soldats réguliers et professionnels. Aux effets purement militaires (un apport quantitatif) que ce type de recrutement provoque, s'ajoute un bénéfice politique, puisqu'il lie entre eux, dans un projet commun, le colonisateur et une partie de la population autochtone : les familles des supplétifs subsistant grâce à la solde gagnée par ces derniers. La dimension pécuniaire de l'engagement ne doit cependant pas constituer la seule grille d'analyse qui explique la raison du « ralliement » au colonisateur. L'histoire propre des territoires conquis, les rivalités des groupes ethniques qui y vivent sont également des facteurs endogènes d'explication à prendre en compte.

Dans le cas du Vietnam où cohabitent plus d'une cinquantaine d'ethnies différentes, les minorités montagnardes (originaires du centre ou du nord du pays) se sont souvent opposées à l'ethnie majoritaire Viêt, implantée principalement dans les deux deltas du pays : celui du Mékong et celui du fleuve Rouge. Jaloux de leur autonomie et désireux de préserver leur culture et leurs coutumes, certaines de ces minorités ont pu considérer les Français comme le « rempart » à toute velléité expansionniste des Vietnamiens. Les maladroites causées par la politique intransigente du Viêt-Minh à la fin des années 1940 contribuent dans un premier temps à développer la méfiance envers celui-ci²³. Il ne faudrait toutefois pas conclure, de manière manichéenne, que l'ensemble des « minorités ethniques » a été d'emblée hostile aux appels des dirigeants de la république démocratique du Vietnam ; preuve en est, l'armée populaire vietnamienne comprend dans ses rangs nombre de soldats issus des

minorités qui se sont enrôlés volontairement. De même, il faut se garder de vouloir expliquer l'engagement des supplétifs du seul point de vue idéologique, la conscience politique chez nombre de recrues restant largement à démontrer. Ainsi, l'avis du sous-lieutenant Briche, affecté au mois de février 1950 à la 136^e compagnie de supplétifs militaires (136^e CLSM), peut être suivi quand il écrit : « La France, c'est d'abord le type qui les commande dans leur unité. »

L'historique succinct – à défaut de leur véritable histoire – des compagnies de supplétifs thôs, mans, méos²⁴ ou nungs et de leur encadrement européen du bataillon FI peut être abordé grâce aux écrits du capitaine Morichère²⁵ qui, à l'époque des faits, commandait la 138^e CLSM. D'un point de vue organique, le bataillon FI est composé de cinq compagnies : 132^e, 136^e, 138^e, 140^e et 142^e CLSM ; ces unités comprennent un effectif théorique d'environ 200 hommes. Pourtant, comme souvent, ces chiffres, s'ils ne bénéficient pas de précisions supplémentaires, perdent de leur sens. Dans les faits, seules les 136^e et 138^e CLSM sont considérées comme « solides » par le commandement : les gradés européens sont de valeur et, surtout, la troupe est aguerrie par l'expérience du feu. Les opérations menées autour de Cao Bang ont en effet permis de se mesurer aux soldats de l'armée populaire – victorieusement la plupart du temps. Sans être totalement dénuée de valeur combative, les 140^e et 142^e compagnies sont jugées plus faibles car manquant d'instruction militaire ; enfin, la 132^e, considérée comme la « compagnie de commandement », est composée de gardes-magasins, de serveurs, de menuisiers, tailleurs, etc. Ses hommes n'ont reçu aucun entraînement au combat, ce que confirme le lieutenant-colonel Charton dans son ouvrage : « Deux cents partisans n'avaient jamais tenu un fusil. Très âgés dans l'ensemble, ils étaient employés comme maçons, boulangers, bouchers²⁶. » Pour cette raison, au moment du repli de la garnison de

Cao Bang, c'est à cette unité qu'est confiée la tâche (concurrentement avec la 142^e CLSM) d'encadrer et de protéger les quelques centaines de civils et de prisonniers viêt-minh qui quittent la ville derrière la colonne.





LA RC 4 ET SES POSTES ENTRE TIÊN YÊN ET CAO BANG

La palanche vietnamienne

« Le moral dans la troupe est en général excellent, le moral des états-majors et des cadres vivant dans les grandes villes est souvent moins bon. Une des causes de ce moral en équilibre instable est due en grande partie à ce que personne ne sait pourquoi on se bat. »

Rapport Revers¹.

À la recherche d'un interlocuteur acceptable

À la fin de l'année 1947, *Léa* et *Ceinture* permettent donc aux Français de reprendre le contrôle de zones importantes du nord-est du Vietnam quand d'autres opérations conduisent à leur retour au nord-ouest du pays – notamment en pays thaï –, menaçant directement l'emprise viêt-minh dans le *Viet Bac*, son sanctuaire. Le manque d'effectifs du corps expéditionnaire interdit toutefois d'exploiter les succès obtenus, même si ces derniers s'avèrent relatifs : les unités viêt-minh refusent la plupart du temps l'engagement face à la disproportion des forces et se dispersent sans être détruites. En

pleine construction, l'APVN mène alors une politique d'économie et ses opérations se limitent principalement aux embuscades et aux sabotages des voies de communication, des actions qui ont également pour but l'aguerrissement de la troupe et la familiarisation des hommes au combat. Ainsi, si le corps expéditionnaire peut accuser des pertes en hommes, se voir enlever quelques postes, détruire quelques ponts ou automitrailleuses, une défaite des armes françaises n'est pas envisageable à cette date. À Paris, le gouvernement français hésite sur sa politique indochinoise. Après avoir essayé – tièdement – de négocier avec le Viêt-Minh, c'est finalement la recherche d'un interlocuteur « acceptable », favorable aux intérêts de la France qui est privilégiée. La « solution Bao Daï », c'est-à-dire la réinstallation de l'ex-empereur d'Annam sur son trône, qui permettrait aux Français de conserver la direction de la guerre d'Indochine à moindre coût, est ainsi mise en place à l'été 1947. Elle va durer deux ans. Deux années pendant lesquelles le Viêt-Minh, poursuivant le triple but qu'il s'est fixé – indépendance, réunification et instauration d'un régime communiste –, se renforce.

Après la relève de l'amiral d'Argenlieu, au mois de mars 1947, son remplaçant, Émile Bollaert², s'attache à trouver conformément aux directives du socialiste Paul Ramadier, alors président du Conseil, une issue politique au conflit en traitant avec Hô Chi Minh. La tentative de discussions effectuée au début du mois de mai tourne court. Elle semblait en réalité vouée à l'échec tant les prétentions françaises à l'égard du Viêt-Minh lui sont inacceptables³. La « manœuvre » française réussit puisque la fin de non-recevoir qu'adresse l'adversaire en réponse permet de disqualifier Hô Chi Minh et les siens aux yeux d'une bonne partie de la classe politique française. Aux lendemains de cet échec, dans un nouveau contexte marqué par le départ des ministres communistes du gouvernement (4 mai) et l'accroissement

du poids des ministres « conservateurs » du Mouvement républicain populaire (MRP), Émile Bollaert est désormais chargé d'identifier des interlocuteurs nationalistes vietnamiens « acceptables ». Dans cette perspective, le haut-commissaire reprend officiellement les discussions entamées secrètement par son prédécesseur et qui visent à impliquer l'ex-empereur Bao Daï dans la lutte. Cette nouvelle politique, qui rejette résolument tous nouveaux pourparlers avec Hô Chi Minh est activement soutenue par le MRP qui, dans la mise en œuvre de la « solution Bao Daï », joue un rôle de premier plan. Cette dernière s'avère finalement longue à aboutir, à la fois victime de gouvernements français peu pressés d'accorder aux nationalistes vietnamiens l'indépendance et la réunification de leur pays, et d'un empereur refusant d'être l'instrument des Français – un « fantoche » pour reprendre la terminologie du Viêt-Minh. Bao Daï, loin d'être dupe, est parfaitement conscient de la volonté de Paris de vouloir mettre sur pied un État vietnamien, aux prérogatives rognées, qui satisferait les seuls intérêts français. Si certains de ses conseillers jouent la surenchère nationaliste, lui, estime que sans l'octroi des prérogatives régaliennes pleines et entières, il ne pourra bénéficier que d'un crédit fort limité auprès des populations vietnamiennes.

Le processus de rapprochement avec l'empereur initié par le discours d'Hadong le 10 septembre 1947 se poursuit les mois suivants ; à la fin de l'année 1948, pourtant, la « solution Bao Daï », malgré les quelques temps forts qui l'ont marquée⁴ – notamment la seconde entrevue en baie d'Along le 5 juin 1948⁵ –, peine à aboutir. Certes Bao Daï et ses atermoiements portent leur part de responsabilité, mais les imbroglios de la politique française sont également en cause : Émile Bollaert, peu soutenu par le gouvernement, doit faire face aux oppositions des ministres MRP parmi les plus radicaux, dont celle de Paul Coste-Floret, ministre

de la Guerre puis de la France d'outre-mer – son propre ministre de tutelle – qui, avec d'autres, entend bien que les concessions faites par la France au Vietnam soient le plus limitées possible. La question du rattachement de la Cochinchine – seul territoire de l'Indochine française à bénéficier juridiquement du statut de colonie – à l'Annam et au Tonkin sert notamment de prétexte pour ralentir l'accession à l'indépendance du Vietnam. Dans ce contexte, et au terme de longs mois passés à « batailler » contre ses adversaires politiques, Bollaert, qui avait plusieurs fois menacé de présenter sa démission, ne demande pas le renouvellement de son mandat. Son remplacement par Léon Pignon au poste de haut-commissaire de France en Indochine est effectif le 21 octobre 1948 et permet de mettre un terme à l'impasse dans laquelle la « solution Bao Daï » est tombée, un an après les débuts de sa mise en œuvre.

Léon Pignon est, de fait, l'homme clé la « solution Bao Daï⁶ ». Haut fonctionnaire brillant (il sort major de l'École coloniale en 1931), il connaît bien l'Indochine pour y avoir servi avant guerre⁷, mais surtout pour avoir joué un rôle important dans le retour de la France en Extrême-Orient. Après avoir rejoint le Comité français de libération nationale (CFLN) à sa création en 1943, il est chargé l'année suivante par le Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) de la direction de la section Indochine au ministère de la France d'outre-mer. À la fin du mois d'août 1945, il revient au Tonkin comme conseiller politique du commissaire de la République, Jean Sainteny, une position qui lui permet de participer à l'ensemble des négociations des années 1945-1946 avec le Viêt-Minh. Son importance s'accroît encore lorsqu'il est nommé commissaire fédéral politique de l'Indochine – c'est-à-dire conseiller politique du haut-commissaire – entre avril 1946 et mai 1947. Au cours de cette période, il acquiert la certitude que les dirigeants du Viêt-Minh « ont

conçu la résolution implacable d'éliminer la France de l'Indochine ». Dès lors, conscient de l'inéluctabilité de l'indépendance du Vietnam (comme de celle du Laos et du Cambodge), Léon Pignon « devient [...] l'un des artisans d'une alternative politique au Viêt-Minh et à son chef⁸ ». Ses divergences de vues avec Bollaert et son implication dans le déclenchement de la guerre, l'éloignent cependant pour un temps des responsabilités de la politique « indochinoise » de la France : il est nommé commissaire de la République au Cambodge de mai 1947 à septembre 1948, date à laquelle il retrouve un rôle de premier plan.

Léon Pignon reprend donc les négociations menées par son prédécesseur et s'applique notamment à rassurer Bao Daï sur le futur rattachement de la Cochinchine au Vietnam, l'une des principales pierres d'achoppement des discussions. Après de nouveaux mois de tractations, celles-ci aboutissent par la signature des accords du 8 mars 1949 qui donnent – enfin – naissance à un État du Vietnam indépendant et réunifié, officiellement proclamé le 2 juillet suivant. Bao Daï et les nationalistes vietnamiens n'ont obtenu qu'une partie de leurs revendications et, dans les faits, la France reste à tous les échelons présente dans l'administration et la direction des affaires du pays. Comme l'écrit Roger Pinto⁹ peu de temps après : « La restauration monarchique a usé trois hauts-commissaires en trois ans. Cette opération politique, extrêmement délicate, un haut-commissaire unique aurait pu, peut-être, la mener à bien. Avec trois hauts-commissaires, les risques d'échec s'aggravaient singulièrement. Les autorités françaises ont dû continuer à s'immiscer dans la vie du pays, surtout par des interventions économiques et financières, qui démentaient le transfert de l'autorité interne qu'elles entendaient réaliser¹⁰. »

Peu importe, en définitive, que le choix de Bao Daï soit le fruit de formules éculées, peu importe également que « le paysan

cochininois [l']ignorait complètement¹¹ » ou que l'intéressé soit un fervent passionné de chasse, de casinos et de boîtes de nuit – le quotidien *Libération* le qualifiant de « noceur international » –, l'empereur d'Annam, remis sur son trône au milieu de l'année 1949, représente à ce moment-là le choix de la France. Pour Léon Pignon, son arrivée au pouvoir constitue la pièce centrale de la politique qu'il compte mener. De fait, pendant que se met lentement en place la « solution Bao Dai », les autorités civiles et militaires d'Indochine hésitent quant à la stratégie à adopter : convient-il de faire effort au nord du Vietnam où la menace paraît la plus sérieuse ou, au contraire, faut-il privilégier la « pacification » de sa partie sud, un objectif qui semble plus réalisable, avant d'entreprendre toute autre entreprise ? Léon Pignon se montre résolument en faveur de cette seconde option, dont il pense qu'elle permettra d'asseoir le pouvoir de Bao Dai et, par là même, l'essor rapide de la jeune armée vietnamienne dont les bataillons pourraient progressivement relever les unités du CEFEO. En réalité, la période 1947-1949 est marquée par des désaccords sur des questions de fond comme par des querelles de personnes qui ralentissent le processus décisionnel et empêchent le bon fonctionnement de la direction de la guerre. À l'automne 1950, le désastre des opérations de repli de la garnison de Cao Bang est l'une des conséquences de ces dysfonctionnements.

Le balancier

Au début de l'année 1948, la pénurie d'effectifs que connaît le corps expéditionnaire se transforme en crise aiguë – « ses effectifs réels ne [dépassant] pas 87 000 hommes¹² » –, les décisions prises en métropole de réduire davantage le volume des troupes ne permettent pas d'envisager une amélioration de la situation. Le général Valluy, en

accord avec Bollaert, décide tant pour des raisons politiques et économiques que militaires, de faire effort sur la Cochinchine. Toute opération d'envergure au Tonkin est suspendue et, au mois de janvier 1948, le commandant des troupes d'Indochine du nord (le général Salan) se voit amputé de quatre bataillons d'infanterie et d'un groupe d'artillerie (environ douze pièces), qui sont envoyés dans le sud. À cette date, le commandement estime en effet à 10 bataillons d'infanterie les renforts nécessaires à la « pacification » totale de la Cochinchine. Comme il sait ne pas les avoir, le « balancement des moyens » du nord vers le sud constitue sa seule solution. Cette politique a toutefois pour conséquence de ruiner progressivement les bénéfices engrangés à l'automne précédent au Tonkin et de permettre au Viêt-Minh de reprendre l'initiative, en accentuant son action en Haute Région sur les routes coloniales 3 et 4. Dans le delta du fleuve Rouge, la RC 5 et la voie ferrée qui la double, artères vitales du corps expéditionnaire qui relie le port de Haïphong à Hanoï, sont le théâtre de nombreuses embuscades et destructions qui mobilisent les unités des TFIN et nécessitent d'incessantes et exténuantes opérations d'ouverture de route. Les postes isolés que les Français implantent progressivement deviennent également des objectifs « faciles » pour les combattants du Viêt-Minh et leur donnent l'occasion de s'entraîner, avant que la phase de contre-offensive générale ne modifie radicalement la physionomie de la lutte. En effet, à cette date, le but premier des attaques de postes, outre celui de neutraliser un nombre maximal d'adversaires et de s'emparer de leurs armes, est incontestablement d'améliorer la tactique et la capacité de coordination de troupes qui manquent d'expérience. L'embuscade sur la colonne de secours que ne manqueront pas d'envoyer les Français permet, par ailleurs, de combiner l'attaque d'une place fortifiée avec des opérations sur des éléments motorisés.

Au mois de février 1948, le général Valluy estimant ne pas bénéficier des moyens militaires nécessaires à sa mission, et qui ne s'entend pas avec Émile Bollaert auquel il s'est souvent – et durement – opposé, démissionne. L'intérim est assuré par le général Salan jusqu'au 22 avril, date à laquelle Roger Blaizot est nommé commandant en chef, faisant de celui-ci le premier officiel général à se voir officiellement attribuer ce titre – ses prédécesseurs n'ayant exercé jusque-là que les fonctions de commandant supérieur des troupes françaises d'Extrême-Orient. Ce changement de dénomination est voulu par Bollaert qui, absorbé par les questions politiques et la mise en œuvre de la « solution Bao Dai », a souhaité donner davantage de pouvoir au responsable des questions militaires, un domaine dont il est peu au fait. Le général Blaizot connaît déjà l'Indochine pour y avoir été en poste au milieu des années 1930, et c'est lui qui a été désigné en 1943 pour mettre sur pied, depuis Alger, le corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient, avant son remplacement par le général Leclerc au mois d'août 1945. Si le nouvel arrivant s'attache à mettre en œuvre les décisions prises en faveur de la « pacification » de la Cochinchine, à la satisfaction du général Boyer de Latour, commandant les Troupes françaises d'Indochine du sud (TFIS), il n'en considère pas moins que la « solution » au problème de la guerre d'Indochine se situe au Tonkin. Dans son esprit, seule la destruction de l'appareil politico-militaire du Viêt-Minh implanté dans les confins nord du Vietnam est à même de changer la donne et de le priver de son prestige auprès des populations. Il espère bien pouvoir disposer fin 1948-début 1949 de renforts lui permettant de reprendre les opérations sur ce territoire et prévoit un plan dans cette perspective. Celui-ci est ambitieux : il entend à la fois aboutir à la réoccupation de vastes zones dans la partie ouest du delta, afin de couper le « couloir » de communication

de l'adversaire entre le Tonkin et le Nord-Annam, avant de reprendre l'offensive dans les régions situées entre la RC 3 et la RC 4, bases politiques et militaires du Viêt-Minh. Dans un dernier temps, et si possible, le corps expéditionnaire ferait effort sur la partie sud du delta du fleuve Rouge, dans le Thanh Hoa où les Français sont absents depuis le coup de force japonais de mars 1945¹³.

« L'option Tonkin » trouve également un ardent défenseur en la personne du général Alessandri, nommé commandant supérieur des forces terrestres d'Extrême-Orient (FTEO) le 12 juin 1948. Le personnage est une figure de l'armée d'Indochine puisqu'il y sert sans discontinuité entre 1941 et 1947 et se rend célèbre au printemps 1945 en échappant aux troupes japonaises à la tête de la colonne qui prend son nom ; au terme d'un véritable périple de plusieurs centaines de kilomètres et tout en combattant, la colonne Alessandri parvient en Chine¹⁴. Après un court séjour en France¹⁵, ce bon connaisseur de l'Indochine y revient au printemps 1948. Dans la notice nécrologique rédigée à sa mort, en décembre 1968, *Le Monde* le décrit « comme l'un de ces généraux “fonceurs” qui cultivent la brusquerie militaire et l'obstination, profondément honnête, patriote et courageux ». Toutefois, si Alessandri est partisan de faire effort au nord, il s'oppose à la stratégie du général Blaizot de mener, dès qu'il en aura suffisamment les moyens, des opérations en Haute Région. La « pacification » du delta du Tonkin constitue à ses yeux un préalable indispensable à toute opération dans ce que les officiers du corps expéditionnaire nomment les « Grands Vides » : ces vastes espaces faiblement peuplés du Laos et du Tonkin où bataillons du corps expéditionnaire et unités de l'APVN s'affrontent. Le lancement d'une série d'opérations qui permettraient aux Français le contrôle du *delta utile*, c'est-à-dire le grenier à riz et le réservoir d'hommes du Nord-Vietnam, lui apparaît alors bien plus important.

Contrairement à ses homologues commandant les forces navales (amiral Battet) ou les forces aériennes (général Bodet) en Extrême-Orient, le général Alessandri, en raison de la place prééminente de l'armée de terre dans la lutte contre le Viêt-Minh, dispose de prérogatives plus étendues. Responsable des opérations dans les différents territoires de l'Indochine¹⁶, c'est à lui que revient de coordonner l'action des forces maritimes et aériennes mises à la disposition des commandements locaux ; à ce titre, il est le seul des grands subordonnés du commandant en chef à bénéficier de compétences interarmées. Son état-major « double » donc celui du général Blaizot et il est par ailleurs numériquement nettement plus important avec, au printemps 1949, 68 officiers contre 23 pour celui du commandant en chef. Enfin, le général Alessandri connaît Léon Pignon de longue date quand ce dernier accède au poste de haut-commissaire¹⁷ et les liens personnels qui l'unissent à celui-ci apparaissent de nature à compliquer la chaîne de commandement : le général Alessandri n'hésite pas à outrepasser ses fonctions et à s'adresser directement à Léon Pignon pour défendre son point de vue contre celui de son supérieur direct. Cette relation est à comparer avec celle qu'entretient le général Blaizot avec le haut-commissaire, qui est marquée d'un certain embarras ; en effet, lorsqu'il était aux Indes, préparant les unités françaises pour la libération de l'Indochine, le commandant en chef avait sous ses ordres... Léon Pignon. Le rapport hiérarchique désormais inversé s'avère délicat à ce niveau de responsabilité. Ainsi, les divergences entre Alessandri et le commandant en chef, loin de se borner à de simples désaccords, peuvent prendre l'aspect d'une véritable opposition ayant des conséquences sur le plan opérationnel. Il en sera de même après le remplacement du général Blaizot par le général Carpentier à partir de septembre 1949. En résumé : « Le système fonctionne mal. Le haut-

commissaire est gêné vis-à-vis du commandant en chef et celui-ci, dont l'autorité n'est pas très grande sur ses subordonnés, prend parfois seul des décisions d'ordre opérationnel qui mériteraient d'être au préalable discutées avec le haut-commissaire¹⁸. »

« Nordistes » et « sudistes »

Si la conduite de la guerre d'Indochine par le gouvernement français apparaît comme complexe et traversée de décisions contradictoires, sa direction depuis l'Indochine révèle également l'ampleur des antagonismes, sources de multiples tensions. Outre les courriers à caractère privé qui, au cours du conflit, ont la fâcheuse tendance à « doubler » toute correspondance officielle, les réunions du Conseil de défense de l'Indochine (CDI) sont le lieu où les oppositions s'expriment, parfois avec virulence. Cette instance, qui est un organe de délibération chargé d'assister le haut-commissaire dans ses fonctions, a été créée par l'amiral d'Argenlieu sous le nom de Comité militaire permanent pour l'Indochine¹⁹. Émile Bollaert change son nom et élargit sa composition. Ses missions restent cependant les mêmes et le Conseil de défense de l'Indochine délibère « sur toutes les questions d'ordre général concernant la préparation et l'équipement des territoires indochinois, dans le but d'en assurer la défense et la sécurité. En outre, il [examine] et [arrête] les plans de défense et de sécurité²⁰ ». Ces plans sont bien souvent des « plans du moment » élaborés en fonction des nécessités opérationnelles et dans un contexte de pénurie structurelle des effectifs. Ces deux facteurs interdisent, ou pour le moins limitent considérablement, la définition d'une stratégie opérationnelle claire et stable en Indochine. La réunion du Conseil de défense du 14 février 1949 illustre ces difficultés.

Comme à l'accoutumée, la séance rassemble autour du haut-commissaire, Léon Pignon, et du commandant en chef, le général Blaizot, les officiers généraux commandants des trois armées : Alessandri, Battet et Bodet. Sont également présents le conseiller politique du haut-commissaire, Charles-Henri Bonfils – un administrateur colonial influent à l'image de son chef –, et le commissaire de la République au Tonkin, Yves Digo. La réunion se déroule dans le contexte particulier de l'aggravation du « danger communiste chinois », un facteur nouveau qui tend à compliquer davantage la situation déjà complexe de la guerre d'Indochine. Depuis l'été 1948, en effet, la guerre civile qui secoue la Chine et, plus précisément les revers répétés subis par l'armée nationaliste de Tchang Kai-chek, est un sujet qui « s'invite » désormais dans les discussions des autorités locales. L'automne 1948 voit s'ouvrir la dernière phase de la guerre civile et s'écrouler progressivement l'ensemble du dispositif nationaliste – une agonie qui va durer une année²¹. La collusion entre des « bandes communistes chinoises » et le Viêt-Minh à la frontière du Tonkin est suivie attentivement par les services de renseignement français, et la menace d'une action commune contre l'Indochine est devenue une hypothèse sérieuse.

Dans cette perspective, le général Blaizot, qui a entrepris depuis la fin de la saison des pluies (septembre) l'exécution de son plan d'extension dans le delta du Tonkin (réoccupation de Sontay, Vietri, nettoyage de la région de Phu Ly), se prononce sans ambages pour un « effort offensif *unique* au Tonkin ». Il estime que l'emploi des bataillons de réserve générale dans le sud n'aboutirait qu'à des résultats lents et partiels. Par ailleurs, il se montre critique envers toute action dans le Thanh Hoa (Nord-Annam), qui n'aurait pour seul but que de satisfaire Bao Dai, ajoutant que l'engagement des troupes vietnamiennes, insuffisamment préparées, était prématuré. Ces

arguments, qui trouvent certes une justification militaire, ne peuvent qu'agacer le haut-commissaire : la satisfaction de Bao Daï et l'implication des troupes autochtones dans le conflit étant justement son credo. Plus consensuel, le général Alessandri est également d'avis de porter l'effort principal au Tonkin, mais accepte de « donner à la Cochinchine les moyens pour poursuivre son œuvre de pacification », une position de compromis qui évite une trop nette opposition aux thèses de Léon Pignon. L'amiral Battet, de son côté, exprime une opinion contraire, jugeant que la partie sud du Vietnam étant « coupée du cerveau de la rébellion », l'accentuation de la « pacification » y serait le plus payant. Si le général Bodet ne prend pas parti et se contente d'évoquer des problèmes matériels relatifs à l'aviation, Bonfils et Digo soutiennent activement les vues du haut-commissaire, Digo déclarant que seul le retour de Bao Daï et la constitution d'un gouvernement d'union nationale dans un Vietnam réunifié seraient à même de créer les conditions d'une évolution de la situation au Tonkin.

Après avoir rappelé « l'intérêt capital de la Cochinchine », Léon Pignon clôt cette réunion du Conseil de défense qui, une fois encore, révèle l'ampleur des divergences au sein de l'appareil politico-militaire français en Indochine. Cinq jours plus tard, le 19 février 1949, le haut-commissaire fait connaître ses décisions dans une lettre adressée au commandant en chef. Dans celle-ci, il lui ordonne de consacrer la totalité de ses moyens « pour assurer la sécurité des territoires que nous contrôlons et en particulier de la Cochinchine et du Centre-Annam qui constituent les bases territoriales de l'action engagée ». La mort dans l'âme, le général Blaizot est obligé de suspendre les opérations entamées dans le delta du Tonkin et voit s'évanouir celles qu'il avait prévu de mener en Haute Région. Une fois encore, il est obligé de transférer des bataillons au profit de la

Cochinchine. « Ainsi prit fin avant d'avoir commencé, écrit le général Gras, la grande offensive 1948-1949 au Tonkin, dont le général Blaizot avait fait la pièce maîtresse de sa stratégie²². »

La suspension des opérations au Nord-Vietnam correspond sensiblement à une reprise des offensives du Viêt-Minh en différents points du delta et à l'accentuation des attaques le long de la RC 4. À la mi-mars 1949, les postes de That Khe, de Pont-Bascou, de Ben Me, du Song Ky Kong et de Deo Cat font l'objet de violentes attaques, ces deux dernières garnisons succombant sous le nombre et les coups de l'artillerie que le Viêt-Minh utilise désormais systématiquement dans ses attaques. Les 10 et 25 avril, ce sont deux convois qui font l'objet d'embuscades meurtrières dans la région de Dong Khe occasionnant un total de 23 tués, 50 blessés et 6 disparus. Ainsi, depuis 1947, chaque semaine le long de la route coloniale n° 4, les hommes meurent et les camions brûlent. La situation déjà mauvaise des troupes françaises au Tonkin est amenée à s'aggraver puisque le Viêt-Minh, pendant que se mettait en place la « solution Bao Dai », s'est considérablement renforcé, développant notamment ses unités régulières (*Chu Luc*), et que l'arrivée à court terme des communistes chinois aux frontières de l'Indochine risque d'aggraver la situation. Si certains estiment que Blaizot exagère la menace afin d'obtenir la réorientation du centre de gravité des opérations au nord, la pénétration de l'Armée populaire de libération au Yunnan et au Guangxi – les deux provinces frontalières du Tonkin – signifie que les divisions chinoises s'apprêtent à border les quelque 1 300 kilomètres de frontières terrestres communes entre les deux pays. C'est dans ce contexte lourd d'incertitudes, marqué par l'arrivée de Bao Dai au pouvoir et de dissensions entre autorités civiles et militaires que le gouvernement décide l'envoi du général Revers, chef d'état-major général des forces armées-Guerre²³, une appellation équivalente à

celle, aujourd'hui, de chef d'état-major de l'armée de terre. Pour des commodités de lecture, cette dernière est utilisée ici.

Le rapport Revers... et ses conclusions

Comme l'écrit dans un article Danielle Domergue-Cloarec, « il est assez difficile de savoir qui a conçu la mission Revers²⁴ ». L'intéressée soulève avec raison que ni le président du Conseil, Henri Queuille, ni le président de la République, Vincent Auriol, ne l'apprécient – ce qui apparaît d'ailleurs dans le *Journal du septennat* qu'écrit ce dernier au cours de son mandat. Pour cette raison, elle pense que l'initiative en revient au ministre de la Défense, Paul Ramadier, peut-être avec le soutien de celui de la France d'outre-mer, Coste-Floret. Quoi qu'il en soit, le chef d'état-major de l'armée de terre est chargé d'une mission qui, bien qu'ayant un but militaire – il s'agit de dresser un bilan humain et matériel du corps expéditionnaire –, comporte bien un volet politique à caractère secret. Revers n'est pas particulièrement enthousiaste de la mission qui lui est confiée et argue « qu'il ne connaît rien à l'Indochine²⁵ ». L'historienne Georgette Elgey assure qu'il accepte finalement en contrepartie de sa « cinquième étoile²⁶ », celle de général d'armée. Si l'homme est peu aimé dans certains cercles – il a été successivement chef de cabinet de l'amiral Darlan puis chef d'état-major du maréchal Pétain, avant de rejoindre l'Organisation de résistance de l'armée (ORA) puis d'en prendre la tête en octobre 1943 –, ses qualités d'organisateur et son intelligence sont reconnues de tous. Ce sont elles qui lui permettent d'ailleurs de supplanter le général de Lattre au poste de chef d'état-major, au terme d'une lutte féroce²⁷.

Le général Revers s'envole de Paris le 13 mai 1949 et, après des escales à Rome, Le Caire, Bassorah et Karachi, pendant lesquelles il

s'entretient avec diverses autorités, notamment britanniques, il arrive à Saïgon le 16. Commence alors une longue tournée où alternent inspections, discussions et réunions à travers tous les territoires de l'Indochine. La lecture du calendrier de sa mission jusqu'au 17 juin, date à laquelle il quitte l'Extrême-Orient, témoigne du programme très dense auquel il est soumis. Au cours de la matinée du 3 juin, par exemple, il visite successivement plusieurs garnisons de la Haute Région, dont Bac Kan, sur la RC 3, Cao Bang et Langson, sur la RC 4. Au terme de son « périple asiatique », il rentre en France le 21 juin et livre à la fin du même mois ses « Conclusions de la mission exécutée en Indochine par le général d'armée Revers », qui entrent dans l'histoire sous le nom de « Rapport Revers ».

« Pour quelqu'un qui ne connaissait rien à l'Indochine, la pertinence des vues de Revers a été remarquable²⁸. » De fait, le volumineux document – près de 200 pages – dresse un constat juste et, par bien des côtés, accablant de la situation du corps expéditionnaire comme de la politique française relative à la conduite de la guerre. Il se compose du rapport proprement dit, deux parties d'une vingtaine de pages, que complètent des appendices et des annexes ; l'interpénétration des questions politiques et militaires, qui caractérise le conflit, fait qu'il n'existe pas de « volet politique » véritablement distinct. La mention de celui-ci qui, plus tard, aurait été porté à la connaissance du Viêt-Minh et donné naissance à « l'affaire des généraux²⁹ », n'a sans doute pour but que de minimiser l'ampleur du scandale, un scandale qui aura, entre autres conséquences, celle de décrédibiliser les conclusions, pourtant pertinentes, du document, et notamment celles intéressant Cao Bang et la zone frontière du nord-est. Le constat fait par le général Revers quant aux aspects militaires de la guerre est sans concession et la description qu'il fait de l'état des matériels du CEFEO, usagés et à

« bout de souffle », reflète la réalité vécue par les combattants sur le terrain. De même, les errements au sein de l'échelon de commandement et l'existence d'états-majors pléthoriques dans les bases arrière sont justement appréhendés. Sur la mise en place de la « solution Bao Dai » et la « vietnamisation » des opérations, les doutes du général Revers transparaissent nettement quant à l'avenir, soulignant le peu de crédit dont jouissent les nationalistes et le manque de « franchise » de la politique française. Ce qu'il craint et « ce qu'il faut éviter, c'est de donner l'impression que nous voulons retarder ou éviter la création [d'une] administration [vietnamienne] et que nous voulons retenir au profit de la France une administration directe qui serait en contradiction avec les termes de nos accords ».

La stratégie opérationnelle qu'il préconise est, enfin, en partie en contradiction avec celle défendue par le haut-commissaire en titre. Il l'a exposée lors d'une conférence le 14 juin 1949, à laquelle participaient les principales autorités militaires du corps expéditionnaire. À cette occasion, s'il reconnaît que les deux impératifs qui s'imposent sont « d'une part couvrir les frontières extérieures [et] d'autre part [de] participer à la pacification du pays en transférant progressivement cette activité aux forces du gouvernement vietnamien lui-même », il donne priorité à un renforcement des moyens au profit du nord du Vietnam. « Comme toujours en matière militaire, les moyens sont insuffisants pour faire tout ce que l'on désirerait. Il faut donc choisir. Ce programme a choisi : 1/ assurer au Tonkin la sécurité de nos possessions ; 2/ poursuivre la pacification en Cochinchine. » Ainsi, si Revers admet qu'en cas d'amélioration de la carte de guerre au Tonkin et de diminution de la menace chinoise, une bascule des forces vers le sud pourrait à nouveau être opérée, il estime que la priorité absolue doit

être donnée au nord : « Il faut se tenir à cette idée simple si l'on ne veut pas aboutir à la dispersion des forces. »

L'annexe 6 du rapport, relative aux opérations, expose concrètement les recommandations émises par le général Revers. Prenant en compte la force nouvelle du Viêt-Minh et la faiblesse des Français dans certains secteurs, il préconise la rétraction du dispositif dans la zone frontière. « En conséquence : Bac Kan et Nguyen Binh seront évacués dès que les circonstances le permettront. Cao Bang sera réduit à une occupation allégée étant entendu que ce poste serait replié devant une menace sérieuse. » Le général Alessandri s'élève sur ces replis *a priori* et ce qu'il désigne sous le terme de plan « défensif et du moment ». Sans minimiser le danger chinois, il préfère donner priorité à ce qu'il nomme « l'ennemi certain », c'est-à-dire le Viêt-Minh. Il propose donc, au cours de la période octobre 1949-octobre 1950, d'occuper progressivement la totalité du delta du Tonkin et de procéder à « l'encerclement du réduit montagneux » de l'adversaire, en consolidant les positions françaises au nord-ouest (Lao Kay) et au nord-est (axe Moncay-Cao Bang). Une fois cette phase réalisée, Alessandri entend, à partir de l'automne 1950, « porter la bataille dans le réduit de la Moyenne et de la Haute Région ». Il s'agit, là, on le voit, d'un plan offensif ambitieux. Léon Pignon, de son côté, admet que la menace chinoise change désormais la donne et, en contradiction de la position qu'il défendait jusqu'alors, qu'un effort doit désormais être entrepris sur... le Tonkin. Nonobstant, il est furieux des critiques rapportées par Revers sur sa « politique vietnamienne », mais également sur la proposition faite de réunir les pouvoirs politiques et militaires en Indochine dans les mains d'« un chef militaire ayant du prestige et une grande autorité personnelle ». Il menace même, le 15 juillet 1949, de remettre sa démission en cas de publication du document. Quoi qu'il en soit, la

stratégie de Revers adoptée fin juillet par le gouvernement est claire : la zone frontière doit, pour assurer sa sécurité, mettre fin à la dispersion de ses forces, et les postes trop exposés de la RC 4 être repliés.

Repli(s)

« C'est là que j'ai vu ceux que je n'avais pas voulu voir, auxquels je n'avais pas voulu penser. Les habitants des villages environnants, prévenus par la rumeur, accouraient pour partir avec nous. Ils avaient accepté notre protection. Certains avaient servi de relais. Ils savaient que, sans nous, la mort était promise. [...] Des hommes et des femmes qui m'avaient fait confiance et que les légionnaires repoussaient sur le sol. Les mains qui s'accrochaient aux ridelles recevaient des coups de crosse jusqu'à tomber dans la poussière. [...] Nos efforts avaient débouché sur la trahison, l'abandon, la parole bafouée. »

Hélie Denoix de Saint Marc, *Mémoires*¹.

Les replis de l'été 1949

Fort des recommandations du général Revers et avant même l'adoption officielle de son plan, le général Blaizot établit le 30 juin 1949 une directive définissant la stratégie opérationnelle qu'il entend mener dans les prochains mois au Tonkin. Conçue en deux volets,

cette stratégie répond au souhait qu'il défend depuis longtemps d'étendre dans un premier temps l'emprise française au nord du delta du fleuve Rouge (1^{er} juillet-10 septembre) avant, dans un second temps, de réoccuper Thaï Nguyen en liant si possible cette opération à l'évacuation des places de Dong Khe et de Cao Bang ; telle qu'elle est conçue, cette phase de repli doit avoir lieu au plus tard le 10 octobre 1949. Après examen du plan, le Comité de défense nationale, organisme restreint réunissant les ministres intéressés par les questions relatives à la défense de la France et de ses intérêts, l'approuve le 25 juillet, laissant cependant le soin au haut-commissaire toute liberté de fixer les dates exactes et les modalités de son exécution. Malgré les vives critiques émises par le général Alessandri, farouche opposant de l'évacuation de Cao Bang et de l'abandon de pans entiers de la zone frontière, ce dernier est chargé de mettre en œuvre la directive de son supérieur.

Pour la première fois depuis le début de la guerre et pour donner au général Blaizot les moyens de sa politique, le gouvernement français a consenti un effort important en acceptant l'envoi de 13 bataillons de renforts. Sur les quelque 11 000 hommes qui arrivent en Indochine par échelons successifs entre les mois de juillet et d'octobre 1949, plus de la moitié (sept bataillons) sont destinés au Tonkin, parmi lesquels le Groupe mobile nord-africain (GMNA)² dont l'organisation sert de modèle un an plus tard aux groupes mobiles (GM) créés par le général Boyer de Latour – et développés ensuite par le général de Lattre. Entre juillet et août 1949, l'opération *Bastille* permet de « donner de l'air » aux franges nord de la capitale tonkinoise en dégageant les axes principaux (les RC 1, 2 et 3), de reprendre le contrôle du canal des Rapides (aujourd'hui Song Duong) et de la zone autour de Bac Ninh (à une quarantaine de kilomètres au nord-est de Hanoï). Au mois de septembre suivant, l'opération

Canigou vise la réoccupation des provinces de Vinh Yen et de Phuc Yen, plus à l'ouest. Selon un schéma devenu classique, une fois achevée la mission de conquête du terrain par les forces mobiles (c'est-à-dire de réserve générale), les unités des secteurs nouvellement créées, comptant parmi elles de nombreuses formations des forces armées vietnamiennes (FAVN), commencent la mise en place de la « pacification » et de ses deux corollaires : l'édification de postes et le rétablissement des itinéraires et ouvrages d'art.

Dans le même cadre chronologique, le général Blaizot entame la réorganisation du dispositif français dans la zone frontière, conformément à la volonté émise par le chef d'état-major général de l'armée de terre. Le repli des garnisons de Bac Kan, de Nguyen Binh et des « antennes » de Cao Bang – comme sont appelés les postes périphériques de part et d'autre de la ville – est donc entrepris en juillet et septembre 1949 ; il s'effectue en cinq phases³ au terme desquelles plus d'une trentaine de postes sont repliés. Ces opérations permettent certes la densification d'une partie des garnisons des postes restants avec les effectifs récupérés, mais elles restent malgré tout des abandons, abandons de territoires et de populations, celles-là mêmes qui ont fait confiance aux Français et qui pour certaines se sont engagées à leurs côtés, c'est-à-dire, pour le Viêt-Minh, compromises. Parmi les officiers qui ont pendant des mois, voire des années, partagé la vie des hommes et des femmes ralliés de la zone frontière, la rétractation du dispositif ne va pas sans poser de cas de conscience. Ce malaise, qui l'a marqué à vie, Hélié Denoix de Saint Marc, alors jeune officier de Légion placé à la tête de la 7^e compagnie légère de partisans (7^e CLP), le rapporte dans ses *Mémoires* : « Un jour [de juillet 1949], relate-t-il, j'ai vu arriver un convoi à moitié vide accompagné d'une escorte. [...]. J'ai cru à une inspection. C'était une opération de repli. La victoire communiste en Chine avait

transformé la donne. Il fallait rapatrier toutes les forces éparpillées en Haute Région sur Cao Bang qui allait être assiégé par le Viêt-minh. En restant nous risquions d'être submergés par le nombre. Il fallait faire vite, très vite pour éviter une embuscade au retour. [...] Sonné, je me suis raccroché aux tâches immédiates. [...] Les partisans rassemblèrent leurs familles pour monter dans les camions. Je suis resté avec quelques légionnaires pour assurer l'arrière-garde en cas d'attaque viêt-minh, et puis nous avons embarqué. C'est là que j'ai vu ceux que je n'avais pas voulu voir, auxquels je n'avais pas voulu penser. Les habitants des villages environnants, prévenus par la rumeur, accouraient pour partir avec nous. Ils avaient accepté notre protection. Certains avaient servi de relais. Ils savaient que, sans nous, la mort était promise. [...] Des hommes et des femmes qui m'avaient fait confiance et que les légionnaires repoussaient sur le sol. Les mains qui s'accrochaient aux ridelles recevaient des coups de crosse jusqu'à tomber dans la poussière. [...] Nos efforts avaient débouché sur la trahison, l'abandon, la parole bafouée⁴. »

Cette réaction, qui semble légitime et humaine de la part de cadres qui se sont souvent, et au nom de la France, impliqués personnellement, se heurte pourtant à la réalité de la situation dans la zone frontière à l'été 1949 : la dispersion des forces est un risque que le commandement ne peut plus se permettre de prendre à cette date. À titre d'exemple, le quartier de Tra Linh⁵ au moment de sa dissolution représente une superficie d'environ 50 kilomètres carrés ; pour protéger les quelque 80 villages et les 3 700 habitants qui y vivent, il ne dispose que d'une dizaine de postes aux fortifications désuètes, défendus par une dizaine de Français métropolitains encadrant 300 supplétifs et 50 partisans d'autodéfense. Ces effectifs, peut-être jugés suffisants par le commandement au printemps 1948 pour faire le coup de feu contre les « bandes viêt-minh », constituent

une proie désormais bien trop facile pour les unités régulières de l'armée populaire, mais également pour les communistes chinois dont les autorités françaises en Indochine redoutent alors l'intrusion. Ceux-ci sont déjà intervenus à diverses reprises le long de la frontière et ont participé à des attaques de postes aux côtés du Viêt-Minh. La menace chinoise, bientôt baptisée des états-majors français du nom imagé d'« hypothèse *Damoclès* », va servir de justification, voire de prétexte, à tous les opposants à l'évacuation de Cao Bang et de Dong Khe. Ainsi, à la date du 10 octobre 1949, et contrairement aux directives du général Blaizot, ces deux garnisons n'ont toujours pas été évacuées.

Un nouveau commandant en chef

Souhaitée par le chef d'état-major de l'armée de terre, entérinée au mois d'août suivant par le gouvernement, la relève du général Blaizot est effective le 2 septembre 1949. Cette dernière ne constitue pas une surprise pour l'intéressé qui est mis très tôt au courant de la proposition faite en ce sens par le général Revers⁶. Celui-ci, tout en jugeant Blaizot « intelligent et d'une honnêteté totale », lui reproche notamment de ne pas avoir « su affirmer son autorité » dans sa fonction. À la grande déception de Léon Pignon, qui aurait aimé que le général Alessandri dont il partageait en partie les vues succédât à Blaizot, une nomination qu'il avait d'ailleurs officiellement sollicitée en juin 1949, le gouvernement Queuille désigne le général Marcel Carpentier. Cet officier, contrairement à son prédécesseur et au général Alessandri, ne connaît rien à l'Indochine mais est un proche du général Juin, lequel, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, occupe une place particulière dans l'armée française comme au sein de l'appareil gouvernemental. Dans la seconde partie des années

1940, le général Juin est une figure écoutée et consultée des autorités politiques du pays ; ses avis et conseils sont souvent pris en compte par les responsables de la IV^e République – quand bien même ces derniers se montrent dans le même temps particulièrement critiques vis-à-vis d'un officier général dont l'indépendance d'esprit et les oppositions agacent.

Les deux hommes se sont connus fin 1941 en Afrique du Nord lorsque le général Juin alors commandant en chef des troupes d'Afrique du Nord (AFN) conserve auprès de lui, comme chef de son 3^e bureau (opérations), le lieutenant-colonel Carpentier. De là, date une étroite collaboration qui atteint son point d'orgue en 1943-1944 lorsque celui-ci se voit confier le poste de chef d'état-major de Juin, devenu chef du corps expéditionnaire français en Italie (CEFI), un poste qui met en lumière ses grandes qualités d'organisateur. Sa proximité avec Juin est, sans doute, l'une des raisons de l'animosité que lui témoigne plus tard le général de Lattre qui, après avoir repris Carpentier dans les mêmes fonctions au moment où une partie de « l'équipe Juin » intègre la 1^{re} armée française (juillet 1944), le remplace rapidement pour « incompétence ». Le général Carpentier est alors nommé à la tête de la 2^e division d'infanterie marocaine (2^e DIM) à partir du mois d'octobre 1944 avant d'être brutalement relevé de son commandement au mois d'avril 1945⁷, quelques semaines avant la fin des hostilités en Europe. Après guerre, il est nommé commandant de la 15^e région militaire (Marseille)⁸, puis retrouve le général Juin en 1947 quand celui-ci est résident général de France au Maroc ; il occupe alors les fonctions de commandant supérieur des troupes. C'est là qu'il apprend sa désignation pour l'Indochine même si, selon des témoignages concordants, il ne se montre pas particulièrement « enthousiaste » à l'annonce de cette affectation.

Peu de temps après son arrivée et répondant en cela à une autre préconisation du rapport Revers, le général Carpentier met fin – par décret du 3 octobre 1949 – à ce qui était devenu une anomalie et une source de conflit entre le commandant en chef et son grand subordonné, le général commandant supérieur des forces terrestres : il réunit désormais entre ses mains les deux fonctions. Cette décision, qui enlève *de facto* au général Alessandri une grande partie du pouvoir qu'il détient, ne laisse plus à ce dernier que son commandement des Forces terrestres du Vietnam Nord (FTVN⁹) et celui d'un organisme de commandement nouvellement institué : la zone opérationnelle du Tonkin (ZOT) dont la création répond à la reprise des opérations dans cette partie du Vietnam, mais également à la menace communiste chinoise. Alessandri, qui accueille déjà mal la nomination de Carpentier au poste que lui-même briguit et qui s'estime, en « vieux colonial », fin connaisseur de l'Indochine, le mieux qualifié pour occuper la fonction, ne peut qu'être déçu par ce changement et en garde « quelque rancœur¹⁰ », selon la formule utilisée par Le Page, ce qui constitue sans doute un euphémisme. En autorisant cette modification dans l'attribution des responsabilités, le gouvernement français clarifie – enfin – l'organisation de la chaîne de commandement et relègue le général Alessandri à un rôle d'exécutant.

La candidature de ce dernier, malgré ses beaux titres de guerre, n'a pas été retenue en raison de « certaines réserves formulées à son égard », comme l'a écrit le général Revers, sans d'ailleurs préciser plus avant lesquelles. Peut-être peut-on avancer que sa conception « passéiste » de l'Indochine fausse son jugement sur la réalité de la guerre et sur celle de l'adversaire et que l'homme a du mal à apprécier l'ampleur des changements intervenus, telle la vigueur du sentiment national vietnamien. Comme l'écrit Le Page, « Alessandri

aime ce pays, où il sert depuis longtemps. Il l'aime un peu comme une mère aime son enfant, il ne l'a pas vu "grandir"¹¹ ». Le général Valluy se montre beaucoup plus sévère, estimant que le général Alessandri ne possède « ni la lucidité, ni l'ampleur de vues, ni le tempérament d'un très grand chef », quand le général Revers estime, de son côté, que le poste aurait été « trop gros » pour lui. Quels qu'aient été, en définitive, les qualités et défauts du général Alessandri, il paraît difficilement compréhensible que le gouvernement ne l'ait pas relevé de son commandement en même temps que le général Blaizot. Non seulement les relations qu'il entretient avec Léon Pignon sont de nature à compliquer la tâche du général Carpentier – comme cela a été le cas avec Blaizot –, mais, en ne relevant pas le général Alessandri, est laissé sur place, au Tonkin, l'adversaire le plus farouche à toute politique d'évacuation, et particulièrement à celle de Cao Bang.

Rétracter, encore

Les débuts du mandat du général Carpentier sont marqués par une aggravation de la situation dans la zone frontière et notamment le long de la RC 4 sur laquelle peuvent depuis l'été 1949 se concentrer les troupes de l'armée populaire. Seule la portion de la RC 4-sud, dans la région de Moncay, est considérée comme relativement sûre, notamment grâce au soutien de la minorité nung, fidèle alliée des Français. L'activité du Viêt-Minh y est réduite et se limite principalement à des actions de renseignement ou de propagande. Entre l'ensemble Khe Tu-Tien Yen et Langson, la nature du terrain comme le contrôle exercé par les troupes du corps expéditionnaire empêchent une trop grande implantation du Viêt-Minh, mais nullement le transit d'hommes et de matériels entre la

frontière de Chine et le delta. Les embuscades ont toutefois tendance à se multiplier. C'est évidemment sur la RC 4-nord où l'activité principale des Français se réduit désormais aux convois de ravitaillement sur les 136 kilomètres séparant Langson de Cao Bang que la situation est la plus mauvaise. Les quelque 25 postes qui appuient la route, de près ou de loin (dans le cadre de la sûreté éloignée), nécessitent environ 1 000 tonnes par mois dont 300 pour les seules garnisons de Dong Khe et de Cao Bang¹², et ce sont environ 110 camions des compagnies du train de la zone frontière qui sont dédiés à cette mission.

Si les attaques de postes continuent d'être régulières¹³, ce sont surtout les actions contre les convois qui se révèlent « payantes » d'un point de vue militaire en termes de destructions infligées à l'adversaire et d'armement récupéré. À ce titre, les embuscades du 3 septembre au col de Lung Phaï (entre That Khe et Dong Khe) et du 2 octobre au défilé de Lung Vaï (entre Langson et That Khe) comptent parmi les plus meurtrières que la RC 4 ait connues. La première, qui s'étend sur trois kilomètres (six, selon les sources viêt-minh) coûte plus d'une centaine de tués, prisonniers et disparus aux Français, tandis qu'une cinquantaine de véhicules – dont une trentaine de camions GMC appartenant pour la plupart au GT 516 – sont détruits sur la centaine que comptait le convoi. Dans son livre sur les combats de la RC 4, le colonel Dang Van Viet relate la mise en place soigneuse de cette embuscade et conclut : « Pour nous, ce fut une grande victoire, jamais auparavant nous n'avions détruit autant d'engins, capturant autant de prisonniers sur la route n° 4¹⁴. » Les carcasses des véhicules détruits le 3 septembre 1949 rejoignent celles des dizaines d'autres engins qui, depuis la réoccupation de la zone frontière à l'automne 1947, sont tombés sous les coups du Viêt-Minh. Lors de l'opération *Tiznit*, à l'automne 1950, nombreux sont les

combattants de la colonne Le Page à noter le caractère sinistre de la RC 4 en montant vers le col de Lung Phaï : « Des carcasses calcinées de camions civils et militaires la bordent sur des kilomètres », écrit ainsi le lieutenant Lepage¹⁵, officier d'état-major au 1^{er} BEP.

Un peu moins sanglante, la seconde embuscade – celle de Lung Vaï – aboutit à la disparition d'une vingtaine de tués et autant de disparus parmi les éléments de protection. En revanche, en raison du nouveau système de « convoi opérationnel¹⁶ » mis en place – sans doute trop tardivement – après la funeste affaire de Lung Phaï, les pertes matérielles se révèlent plus légères avec seulement la mise hors de combat de deux automitrailleuses et de six GMC. Comme le rapporte un officier français, ces deux actions « ont dépassé le cadre d'une simple embuscade » : « L'ennemi dirigeait sur les éléments de protection des convois une attaque caractérisée par une discipline de feu, une action rapide et menée en force, des mouvements coordonnés, un dispositif ne se dévoilant qu'au moment de l'action, de telle sorte que les éléments d'ouverture ne puissent se rendre compte de la force de l'embuscade. »

Dans ce contexte, et face à l'aggravation de la situation en Chine, l'évacuation de Cao Bang pourrait apparaître comme une priorité. Il n'en est rien : d'une part, le général Carpentier estime, encouragé par le général Alessandri, que la place peut tenir et que le Viêt-Minh ne dispose pas encore des moyens de s'en emparer, mais également que son évacuation porterait un coup important au prestige de la France qui constituerait sur le plan politique aux yeux des autochtones « une trahison de nos promesses ». Certes, à cette date, la population considérée comme ralliée ne représente que 30 000 âmes sur les 180 000 que compte la province de Cao Bang, mais une évacuation aurait des répercussions dans toute l'Indochine et, au-delà, écrit Carpentier, dans le monde entier, témoignant de l'incapacité de la

France à protéger ceux auxquels elle a promis d'assurer la sécurité. Cet avis est partagé par Léon Pignon et le général Alessandri, soucieux notamment de ne pas abandonner les minorités de la Haute Région aux mains du Viêt-Minh. Quant à Dong Khe, le commandant en chef justifie son maintien, d'une part, par la position clé que la garnison occupe, contrôlant le carrefour de la RP 37 menant à la frontière chinoise et, d'autre part, par l'éventualité d'une reprise des opérations sur cette partie de la RC 4-nord qui fait de la place un « relais opérationnel » toujours incontournable entre That Khe et Cao Bang.

Par ailleurs, l'arrivée annoncée – et redoutée – des communistes chinois aux frontières de l'Indochine à brève échéance, comme la volonté de contrôler l'afflux de réfugiés de l'armée nationaliste, expliquent la décision prise par le général Carpentier le 12 septembre 1949 de surseoir à l'évacuation des deux places, une décision pleinement partagée par le haut-commissaire. Il en rend compte au gouvernement le 22 septembre suivant, appuyé par Léon Pignon. Ce dernier tient un discours identique auprès de son ministre de tutelle, Paul Coste-Floret, puis de son remplaçant à compter du 28 octobre, Jean Letourneau. L'activité du Viêt-Minh conduit cependant le commandant en chef à opérer, aux mois d'octobre et de novembre 1949, un nouveau resserrement du dispositif français et à supprimer la dizaine de petits ouvrages implantés entre That Khe et Cao Bang¹⁷. C'est l'objet de l'opération *Archipel* du 18 novembre au 5 décembre et dont l'objectif officiel est « le report au sud de That Khe du centre de gravité des forces mobiles de la zone frontière nord-est ».

Au terme de l'opération, Cao Bang est désormais totalement isolé ; la compagnie de commandement du bataillon et deux compagnies d'infanterie du BM/8^e RTM, ainsi que les compagnies de

supplétifs du bataillon FI, protègent la garnison. Leur ravitaillement est assuré par des moyens aériens, et la constitution d'un « stock de précaution » d'un mois est mise en place. Il en est de même de Dong Khe, défendu par les deux dernières compagnies du BM/8^e RTM¹⁸, dont les réserves de trois mois, sont acheminées par convoi routier le 27 novembre 1949. La récupération des effectifs permet au commandant de la zone frontière la constitution de trois groupements dégagés de toute servitude et chargés « d'assurer la mise en garde de la zone frontière en face de l'hypothèse "Chine" ». Ce nouveau repli, ajouté à ceux effectués au printemps et à l'été, porte le total des postes évacués au cours de l'année 1949 à plus d'une cinquantaine ; au nord de Langson ne reste plus qu'une quinzaine de postes, dont Cao Bang et Dong Khe. Mis au courant du maintien de ces deux garnisons, le gouvernement – dont Georges Bidault a pris la tête à la fin du mois d'octobre – se contente de rappeler ses instructions du 25 juillet. Il compte sans doute qu'une fois « l'épisode chinois » réglé, le processus d'évacuation décidé sera repris.

Le désarmement des nationalistes chinois

Au début du mois de décembre 1949, la guerre civile chinoise approche de son dénouement. Le 1^{er} octobre, la république populaire de Chine a été proclamée, et seules quelques poches de résistance nationalistes empêchent encore la victoire totale de Mao et de l'APL. Pour les autorités françaises d'Indochine, également, le moment de vérité se précise avec, au soir du 11 décembre, l'arrivée à la frontière tonkinoise des débris d'armées venues du Hunan et du Guangxi, notamment face au petit poste de Chima à une dizaine de kilomètres à l'est de Loc Binh. Les troupes sont accompagnées de milliers de

civils, fonctionnaires de l'administration de Tchang Kaï-chek et de commerçants. Paris, devant la crainte d'une intervention des communistes chinois est bien décidé à observer la plus stricte neutralité et se déclare « État neutre » ; toutefois, par un artifice juridique, les Français revendiquent le droit d'accueillir au Tonkin des « amis ». Ces derniers, en lieu et place d'être convoyés à Haïphong afin d'être transférés à Formose comme ils le réclament¹⁹, sont désarmés à partir du 13 décembre. Un accord dont les Français entendent bien qu'il reste local – alors que les représentants chinois souhaitent le porter au plan gouvernemental, c'est-à-dire international –, autorise en effet l'entrée au Vietnam des réfugiés civils et celle des troupes moyennant leur désarmement, leur ravitaillement, leur sécurité et même le change de leurs devises en piastres.

Si Chima, avec près de 20 000 personnes qui franchissent la frontière à cet endroit, constitue le point de passage le plus important, il en existe d'autres le long de la RC 4, comme à Moncay (200) ou à Dong Dang (600). Par ailleurs, vers le 20 décembre 1949, Dong Khe voit arriver par la RP 37, en provenance de Talung, une colonne forte d'environ 7 000 hommes, femmes et enfants qui sont dirigés sur Langson, un événement qui justifie *a posteriori* le maintien de la place par le commandement. Exceptionnellement et en raison de l'insécurité que fait peser la présence du Viêt-Minh sur l'itinéraire, les armes sont laissées aux combattants jusqu'à Langson. Le 7 janvier 1950, le recueil de cette première vague estimée à environ 25 000 personnes est considéré comme achevé. Après avoir été rassemblés un temps dans la région de Campha (à une quarantaine de kilomètres au sud de Tien Yen) et gardés par le 2^e bataillon du 5^e régiment étranger d'infanterie (II/5^e REI), le régiment de tradition du Tonkin tout juste recréé²⁰, les réfugiés sont transférés à l'extrême

sud du Vietnam, sur l'île de Phu Quoc. Une seconde vague est enregistrée à la fin du mois de janvier 1950, qui voit le franchissement en pays thaï dans la région de Phong To, au nord de Laïchau, d'environ 6 000 militaires et civils, originaires du Yunnan, cette fois, région où se livrent les derniers combats contre l'APL. Ces derniers sont dirigés sur Cam Ranh, au centre du Vietnam, avant, pour une partie d'entre eux, de gagner eux aussi Phu Quoc²¹.

Contrairement aux estimations les plus pessimistes qui envisageaient la pénétration d'un minimum de 100 000 individus, ce sont environ 34 000 Chinois que les Français ont accueillis. Ils restent internés en Indochine jusqu'en 1953, une histoire qui reste largement à écrire, avant d'être transférés à Taïwan entre les mois de mai et juin de cette année-là (opération *Alger*)²² au terme de très longs mois de négociations. Plusieurs centaines de Chinois décident de rester au Vietnam, mais ce sont 29 728 internés chinois qui rejoignent leurs compatriotes. Les opérations de désarmement des nationalistes chinois auxquelles ont pris part l'essentiel des troupes de réserve générale du Tonkin sont placées sous le commandement du colonel Constans, qui a pris le commandement de la zone frontière du nord-est (ZFNE) et du 3^e régiment étranger d'infanterie le 1^{er} novembre 1949²³. Elles se déroulent sans incidents majeurs, à l'exception d'un fort groupement d'environ 2 000 hommes, Chinois mais aussi Vietnamiens nationalistes intégrés à la colonne des 7 000 individus interceptés à Dong Khe et dirigés sur Langson avec leurs armes. Emmenés par le vieux leader du VNQDD, Vu Hong Khanh²⁴, ils refusent de se faire désarmer et s'enfoncent vers l'ouest, harcelés par les troupes viêt-minh et poursuivis par les unités françaises. Après une dizaine de jours de combats (25 décembre 1949-5 janvier 1950), ces dernières encerclent totalement les survivants épuisés et, le

6 janvier 1950, Vu Hong Khanh fait sa soumission à An Chau, un bourg situé à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest de Dinh Lap.

Au mois de janvier 1950, la « parenthèse » chinoise se referme, et le danger d'une intrusion des forces de l'APL en territoire vietnamien semble momentanément écarté. Le dénouement « heureux » de l'accueil des nationalistes au Tonkin et leur internement en Indochine doivent maintenant permettre l'application des directives gouvernementales relatives au repli de Cao Bang. C'est d'ailleurs ce que rappelle le général Carpentier au général Alessandri et au colonel Constans lors d'une réunion qui se tient à Langson le 15 janvier 1950 : « L'ordre d'évacuation de Cao Bang reste valable dans son principe, et [il] faut s'y préparer intellectuellement. » À cette date, Cao Bang ne constitue plus qu'un centre de résistance isolé ; son rôle politique est désormais nul et son rôle militaire est devenu limité : il entrave seulement les communications et la logistique de l'adversaire entre la Chine et ses bases en Haute Région. Seule la voie aérienne relie la garnison au reste de la zone frontière. Toutefois, afin d'économiser les trains d'atterrissage des appareils et économiser du temps, le largage de denrées non fragiles (sacs de riz ou de farine, par exemple) est toujours employé. Il en est de même de Dong Khe, qui ne joue plus aucun rôle, pas même celui de « relais » entre That Khe et Cao Bang, et qui est principalement ravitaillé par parachutage, sa piste ne pouvant recevoir d'avions de transport. À cette date, les garnisons pourraient être évacuées sans difficultés majeures. Pourtant, dix mois supplémentaires vont être perdus, dix mois au cours desquels le corps de bataille de l'APVN s'équipe et s'instruit en Chine, à l'abri de toute intervention française, dans ce qui est devenu son sanctuaire. Cette période est également mise à profit par le Viêt-Minh pour concevoir et planifier sa propre campagne, *Le Hong*

Phong II dont l'objectif principal est justement la libération de la zone frontière entre Langson et Cao Bang.

6

Un « incident local » : la première chute de Dong Khe

« D'une façon générale, on ne peut conclure de la perte de Dong Khe que Cao Bang soit susceptible de subir le même sort. Cependant, le problème de l'acheminement des réserves demeure le même. Dans ces postes forts vivant d'un pont aérien, il semble qu'on soit dans l'obligation de consentir un renfort parachuté dès que la situation menace de s'aggraver et de l'envoyer sans délai : à vouloir trop attendre on s'expose à devoir payer une facture plus chère. »

Capitaine Fournier, chef du 3^e bureau de la ZOT,
29 mai 1950.

Effort sur le delta utile

Malgré le recueil des éléments nationalistes chinois et l'absence de toute velléité d'intervention massive de l'APL au Tonkin, les craintes du général Carpentier ne semblent pas dissipées. Le 27 mars 1950,

dans une lettre manuscrite au ton pessimiste envoyée au général Alessandri – et pour laquelle le colonel Constans est mis en copie –, le commandant en chef informe son subordonné que « les derniers renseignements concernant la Chine paraissent indiquer une aggravation sensible de la menace que font peser depuis plusieurs semaines les communistes chinois sur l'Indochine. Il n'est pas défendu, maintenant, ajoute-t-il, d'envisager dans un avenir plus ou moins lointain une attaque de leur part sur le Tonkin ». Aussi, envisageant la « question de Cao Bang et de Dong Khe », il lui ordonne « *dès maintenant*¹ » de préparer l'évacuation, « c'est-à-dire le retrait de nos troupes et de nos partisans ainsi que du matériel mobile et transportable ». De même, doivent être élaborées les mesures de destructions des approvisionnements et de tout ce qui ne pourra être emporté. Visiblement inquiet, le général Carpentier termine son courrier en déclarant se rendre prochainement au Tonkin afin de mettre au point, avec le commandant de la ZOT, « les modalités de cette évacuation ». Celle-ci doit pouvoir être exécutée après un court préavis.

La lecture de cette missive laisse penser que – cette fois – les décisions arrêtées par le Comité de défense nationale du 25 juillet et rappelées par celui du 25 novembre 1949 sont en passe d'être exécutées. Il n'en est rien. De retour de la tournée d'inspection qu'il effectue au Nord-Vietnam au cours de la première semaine d'avril 1950, le général Carpentier adopte un tout autre langage lorsqu'il rédige, le 7 avril, son compte rendu à l'attention du président du Conseil, Georges Bidault depuis le 28 octobre 1949. « La situation à la frontière est très satisfaisante, écrit-il. Les communistes chinois n'ont pas renforcé leurs effectifs et n'y entretiennent que des avant-postes relativement légers. Il ne semble pas qu'une attaque de grand style soit à craindre dans l'immédiat. En ce qui concerne le Viêt-Minh,

la situation continue à évoluer favorablement : un convoi vient de passer sans incident de Langson à That Khe. » Le tableau encourageant qu'il dresse est tempéré par un avertissement : Cao Bang et Dong Khe constitueraient « des points délicats » en cas de « collusion toujours plus affirmée sino-vietminh (*sic*) » – une phrase qui paraît de pure forme tant elle tranche avec l'optimisme affiché dans le reste du message. Le changement d'état d'esprit du commandant en chef reste difficile à apprécier. Peut-être le général Alessandri s'est-il montré particulièrement rassurant ? Peut-être, aussi, les succès obtenus par le corps expéditionnaire dans le delta du Tonkin ont-ils contribué à fausser son appréciation de la situation ? « J'ai été impressionné par l'évolution de la situation, continue-t-il : paysans travaillant activement dans les rizières ou se rendant aux marchés très bien achalandés, atmosphère de travail et de paix, belle récompense à l'effort fourni par tous ces jeunes officiers et sous-officiers pleins de foi et d'enthousiasme. » Cette représentation aux accents « idylliques » de la situation au Nord-Vietnam lui fait conclure, de manière quelque peu définitive : « Nous avons, en tout cas, dès maintenant, pris l'ascendant sur le Viêt-Minh au Tonkin. »

De fait, à compter de l'automne 1949 et conformément au programme qu'il a proposé au mois de juin 1949, le général Alessandri a déclenché une série d'opérations qui a pour but l'extension de l'emprise française dans le delta du fleuve Rouge. Trois ans après le déclenchement de la guerre d'Indochine, il faut bien convenir que la superficie réellement contrôlée par les Français reste singulièrement faible et se limite à une « gaine » autour d'un axe Vietri-Phu Lang Tuong-Haïphong. La plupart des grands centres urbains sont toujours aux mains du Viêt-Minh ; certains, tel Nam Dinh, pourtant défendu avec âpreté au début du conflit, avaient été abandonnés dès le printemps 1947, faute d'effectifs suffisants. Entre

octobre et novembre 1949, est donc lancée l'opération *Anthracite* qui vise à la réoccupation de la « région des évêchés » – Phat Diem, Bui Chu et Nam Dinh, justement – dont on espère qu'elle provoquera le ralliement massif des populations de confession catholique. Ce calcul se révèle en définitive décevant en raison de la délicate politique de neutralité que pratiquent les évêques vietnamiens et de leur nationalisme intransigeant – le général de Lattre s'en plaindra auprès du pape en 1951. Du 22 décembre 1949 au 10 janvier 1950, le général Alessandri poursuit son action en direction, cette fois, des provinces situées au sud-est de la capitale tonkinoise (Hung Yen et Ninh Giang), ce qui permet aux troupes françaises, mais aussi vietnamiennes qui interviennent souvent en deuxième échelon, de récupérer des zones densément peuplées. À l'issue de cette opération, baptisée *Diabolo*, les Franco-Vietnamiens s'assurent le contrôle du fleuve Rouge de Hanoï jusqu'à la mer de Chine. En février, c'est l'importante agglomération de Thai Binh qui est réoccupée (opération *Tonneau*) avant que l'effort ne soit porté dans la région de Phu Ly. *David*, *Gallia* ou encore *Parpaing* élargissent encore la superficie contrôlée par les troupes franco-vietnamiennes. Le 21 mai, enfin, à la veille de l'arrivée de la saison des pluies, l'opération *Foudre*² doit parachever le processus de conquête du delta par le contrôle de sa limite ouest, le long du fleuve Day – Phu Ly, la capitale provinciale est réoccupée le jour même.

Au cours de ces opérations, les troupes du corps expéditionnaire affrontent des formations de qualité (tel le *Trung Doan* 42 – le régiment 42 – qui opère dans la région de Phu Ly), même si, le plus souvent, il s'agit d'unités régionales qui ont tendance à se dérober pour échapper à leur destruction. Il est vrai que les populations laborieuses du delta ne se sont pas enfuies – où seraient-elles allées ? – et ont repris leur travail dans les rizières. Contrairement à

la représentation qu'a pu en avoir le général Carpentier, le retour à l'activité ne signifie pas pour autant un ralliement politique aux Français ou au gouvernement Bao Dai, même s'il apparaît bien que le retour de la « paix » peut être accueilli avec satisfaction chez nombre de paysans. L'administration politico-militaire de l'adversaire est désorganisée, et ses ressources – notamment ses approvisionnements en riz – ont souffert pendant ce semestre, les pertes étant toutefois compensées à cette date par l'afflux de l'aide chinoise. « Quelques années plus tôt, écrit le général Gras, le contrôle du delta par les Français eût été pour le Viêt-Minh une catastrophe [...]. En 1950, le succès du général Alessandri devait certes créer une grande pénurie en zone viêt-minh, provoquer une inflation considérable et perturber le système économique mais il survenait trop tard pour réduire à merci la [RDVN] désormais adossée à la République populaire de Chine. »

Fort des résultats obtenus, le général commandant la ZOT se propose de passer à la seconde phase de son plan, qu'il nomme de manière générique « l'opération du Réduit ». Grâce aux bataillons de réserve générale alors à sa disposition au Tonkin (25 sur 44) et ceux qu'il espère recevoir en renfort (bataillons du CEFEO relevés par des formations vietnamiennes et renforts venus du sud), il entend bénéficier d'une masse de manœuvre de 35 à 40 bataillons susceptibles d'être engagés en Haute Région afin de « porter des coups décisifs à l'adversaire », mais surtout « d'interdire l'entrée, l'installation puis l'exploitation en territoire vietnamien de l'aide chinoise ». Cette intention correspond sensiblement à celle de Léon Pignon et du général Carpentier, puisque c'est pour « empêcher au maximum les contacts entre VM et Chinois communistes et freiner les livraisons aux VM » que ceux-ci justifient depuis le début de l'année 1950 le maintien de la garnison de Cao Bang. Remis le 25 mai 1950

au commandant en chef, le plan du général Alessandri est rapidement examiné avant d'être refusé. Le 2 juin, Carpentier l'informe en effet qu'en complet « accord avec le haut-commissaire, le “programme proposé ne pouvait être retenu” » ; il l'invite, en conséquence, à poursuivre la consolidation des acquis dans le delta. Non seulement le général en chef ne pense pas pouvoir obtenir les effectifs nécessaires aux besoins d'Alessandri, sujet qui doit faire l'objet de discussions à l'été, mais un « pépin », pour reprendre le mot fameux utilisé lors du franchissement de la Meuse par les Allemands au sud de Sedan le 13 mai 1940, est arrivé dans la zone frontière : Dong Khe, attaqué, est tombé après trois jours de combats. Le poste a certes été repris, mais les renseignements reçus sur la valeur nouvelle de l'armée populaire paraissent inquiétants.

L'aviation au secours de Dong Khe : 26 mai 1950

Le 25 mai, le jour même où le général Alessandri remet son programme au commandant en chef, l'une des places jugées les plus solides de la RC 4 subit une attaque d'une ampleur jusque-là inégalée. Alors qu'aucun indice témoignant de l'imminence d'une action n'est décelé, ni par le 2^e bureau de la zone frontière, ni par le lieutenant Brondel, officier-renseignement et responsable des transmissions du sous-secteur, la garnison est surprise alors que les hommes s'apprêtent à commencer leurs travaux de renforcement défensif. « Le rassemblement à 6 h 30 a lieu normalement et les hommes partent à leurs chantiers, quand vers 6 h 45, les VM déclenchent leurs tirs d'artillerie et de mortiers. » À cette date, la garnison comprend deux compagnies du BM/8^e RTM³, les 3^e et 4^e compagnies – soit 294 hommes – renforcées par la 146^e compagnie légère de supplétifs militaires. Ces quelque

400 hommes⁴, commandés par le capitaine Casanova, peuvent bénéficier de l'appui d'une section à deux pièces⁵ de canons de 105 mm court modèle 1935 B⁶ servis par les canonnières du 69^e régiment d'artillerie d'Afrique (69^e RAA). Deux canons de 57 mm, sans doute du type *Ordnance QF 6-pounder* britannique ou sa version américaine, sont également présents. La présence de pièces antichars dans la zone frontière n'est pas rare, sans doute faut-il y voir la volonté du commandement de disposer d'un armement susceptible d'agir contre d'éventuelles colonnes motorisées venues de Chine – de la RP 37 dans le cas de Dong Khe. De même, un canon antiaérien Bofors de 20 mm, pouvant être utilisé contre des troupes au sol, apparaît dans le tableau des équipements et des dotations (TED⁷) de la garnison.

Les tirs de l'artillerie viêt-minh, qui aligne pour la première fois de la guerre dans une même action une demi-douzaine de pièces japonaises de 75 mm type 41⁸ et huit mortiers de 81 mm⁹ répartis sur les pitons encerclant la « cuvette », se concentrent d'abord sur la citadelle (et les emplacements des canons de 105 mm), puis sur le « village fortifié », au pied et à l'ouest de cette dernière. Ce centre de résistance rassemble les casernements et services de la garnison valorisés défensivement par des tranchées et des ouvrages de campagne – quelques-uns en parpaings de ciment, l'ensemble étant protégé par un réseau de fils de fer barbelés, matériel dont sont loin de bénéficier tous les postes de la RC 4. Rapidement, les deux canons de 105 mm des artilleurs d'Afrique sont neutralisés (réparés, ils tirent 200 coups dans la journée du lendemain) et, vers midi, le capitaine Casanova est mortellement blessé ; le capitaine Brun, commandant la 3^e compagnie, prend alors le commandement de la défense. En raison des très mauvaises conditions météorologiques – « plafond bas, sommets bouchés » –, l'appui aérien est inefficace au cours de cette

première journée : sur huit sorties, quatre font un « demi-tour météo » et les quatre autres « réussissent à passer au-dessus du poste mais sans pouvoir attaquer ». Par ailleurs, en raison des pluies, le terrain d'aviation de Langson ne peut être utilisé et servir de relais pour multiplier les sorties. De ce fait, les P 63 Kingcobra (qui, à l'été 1949, ont remplacé les Spitfire IX à bout de souffle) doivent décoller et atterrir depuis Hanoï. Si la nuit du 25 au 26 mai s'avère relativement calme et mise à profit du côté français pour renforcer les défenses, l'attaque, suivie avec une extrême attention par les états-majors de la ZOT et de la ZFNE, reprend le 26 vers 8 heures du matin.

Immédiatement alerté par le poste radio de Dong Khe, le colonel Constans monte sur pied un groupement chargé de porter secours aux assiégés. Il en confie le commandement au lieutenant-colonel Le Page qui, depuis le 1^{er} janvier, est placé à la tête du Groupement de tabors¹⁰ marocains d'Extrême-Orient (GTMEO ou GTM), dont la composition comprend alors les 3^e, 8^e et 10^e tabors ; seuls ces deux derniers sont mobilisés pour l'opération de dégagement. Le 10^e tabor, stationné à That Khe entame dès le 25 au soir, à pied et de nuit, sa progression vers Dong Khe en utilisant les pistes qui longent la RC 4 à l'est. Pendant ce temps, le 8^e tabor, doit quitter Langson le 26 au matin et faire mouvement par camion en direction de That Khe. Dans l'attente de l'arrivée de ces renforts, l'aviation du Groupement aérien tactique-Nord (GATAC/Nord¹¹) est seule susceptible d'apporter un appui conséquent. Le GATAC/Nord dispose des trois aérodromes militaires existant au Tonkin en 1950 : Cat Bi (Haïphong), Gia Lam et Bach Maï (Hanoï). Ce groupement aérien, commandé par le colonel Mentre, est le plus richement doté des trois qui sont mis sur pied au Vietnam ; il dispose de deux groupes de chasse (P 63 Kingcobra), de deux groupes de transport appartenant à l'unité de transport de la

zone nord (UTZN) qui comprennent principalement des Toucan et quelques Dakota, et de l'escadrille de liaison aérienne 53 (ELA 53) disposant de Martinet¹² et de Morane. D'autres Morane appartenant au 3^e groupe aérien d'observation d'artillerie (3^e GAOA¹³) – et relevant donc de l'aviation de l'armée de terre –, basés à Gia Lam, sont également mis pour emploi à la disposition du commandement de l'armée de l'air en Extrême-Orient. Leur mission est principalement l'aide à l'identification des cibles adverses, le réglage et le guidage des pièces au sol¹⁴.

La météorologie étant redevenue favorable au cours de la journée du 26 mai, l'intervention des forces aériennes – au total 26 chasseurs et 7 Toucan employés comme bombardiers¹⁵ – parvient à « museler » efficacement les canons de l'APVN qui ne tirent plus que par intermittence. Un dépôt de munitions est même touché, qui explose. « De 11 h 30 à 19 h 30, rapportera plus tard le lieutenant Brondel, chasseurs et bombardiers s'en donnent à cœur joie, straffant et bombardant sans interruption les positions des assaillants. » Cette efficacité est en partie rendue possible par la bonne coopération aéroterrestre, et les petits Morane¹⁶ d'observation rapportent que le « poste est calme, panneautant correctement ». Pendant la guerre d'Indochine, en effet, l'appui aérien rapproché ou CAS¹⁷ fourni par les appareils de l'armée de l'air ou de l'aéronavale – celle-ci n'intervenant pas à l'époque dans la zone frontière – dépend essentiellement de la signalisation « Terre-Avion » mise en place par les unités d'infanterie. La pauvreté, l'inadaptation et l'obsolescence des moyens radio dans la coopération interarmées, déjà balbutiante dans le domaine du CAS à l'époque, sont aggravées par la nature particulière du terrain de la Haute Région où la montagne est recouverte d'une abondante végétation : massifs calcaires et manteau forestier entravent les transmissions. Pour ces raisons, le meilleur moyen de communiquer

en opération entre les aviateurs et leurs homologues « terriens¹⁸ » reste souvent le « dialogue » constitué par les messages lestés d'un côté, et le panneautage de l'autre. La « signalisation Terre-Avion », comme elle est appelée, a donc pour but de permettre aux troupes qui ne peuvent entrer en contact radio avec les appareils de l'armée de l'air, de les renseigner ou de leur adresser des demandes simples par le biais de panneaux en tissu¹⁹, dont chaque formation et poste du corps expéditionnaire doivent être réglementairement équipés.

Le panneautage répond à trois missions principales. Premièrement, il permet d'identifier les forces françaises sur le terrain et de les jalonner, c'est-à-dire d'indiquer clairement les limites de leur progression ou de leur position. Ce signal d'identification est matérialisé par des panneaux blancs ou de couleur²⁰ (parfois réalisés à partir de voilures de parachutes) disposés de manière conventionnelle ; ces derniers peuvent être de forme rectangulaire (les dimensions sont alors de 5 mètres de long sur 1 mètre de côté) ou carrée d'une superficie de 1 m². Deuxièmement, d'autres panneaux, en fonction de leur disposition, servent à authentifier l'adversaire en indiquant sa direction ; on les appelle alors des « marquants d'identification ». Enfin, le code de signalisation est le moyen de signaler, à savoir de transmettre des messages à l'aviation à l'aide de panneaux blancs disposés à la hauteur du marquant. Ce code comporte 10 signaux ayant un sens conventionnel s'ils sont placés à droite du marquant et représentant les chiffres de 0 à 9 s'ils sont placés à gauche. Ainsi, et à titre d'exemple, au cours du printemps 1950, le marquant « M » seul se traduit par « J'ai un message pour vous », tandis que « M – » est une demande de munitions. La nature des munitions est indiquée par le chiffre : « 4 » est utilisé pour des obus de mortiers légers et « 8 » pour des cartouches de calibre.³⁰²¹. « 8 M – » représente ainsi une demande

urgente en cartouches pour mitrailleuses américaines de calibre.30. Les chiffres placés à gauche du marquant peuvent également être employés pour indiquer en hectomètres la distance de l'ennemi : le panneautage « 6 M < » est une demande d'appui aérien dans la direction indiquée par la flèche, les unités ennemies à neutraliser se situant à 600 mètres des lignes amies. En raison des pertes ou de la capture des codes panneaux mais également de manière réglementaire, le marquant n'est en principe utilisé que pendant un mois, et la signification des chiffres change régulièrement.

Le vent du boulet

Limitée par le nombre d'appareils susceptibles d'intervenir de jour, l'aviation l'est également par sa capacité à en engager de nuit : à cette date, celle-ci est nulle. Ainsi, dès la dernière patrouille de chasse partie, l'attaque du Viêt-Minh reprend de plus belle. Vers 19 h 30, l'intensification des tirs d'artillerie laisse présager l'imminence de l'assaut, qui se dévoile une heure plus tard. Des centaines de *bo doi* neutralisent les postes périphériques – le piton Nord (Montmartre) est pris vers 23 h 30 –, tandis que d'autres investissent la citadelle et le « village fortifié ». La pression se fait de plus en plus forte : les compagnies du Viêt-Minh multiplient leurs efforts car Dong Khe doit tomber avant l'arrivée de la colonne de secours. Le pilonnage continue, détruisant les abris et propageant partout des incendies. Pendant les deux heures qui suivent, la situation apparaît extrêmement confuse et la liaison semble perdue entre les défenseurs de la citadelle, que commande le lieutenant Brondel, et ceux du « village fortifié » où se trouve le capitaine Brun. Ce dernier indique toutefois par coureur que le tir d'une fusée verte matérialisera le décrochage en cas de nécessité ; le point de ralliement de l'ensemble

de la garnison est fixé au sud de la citadelle. À 0 h 50, le poste émetteur de la garnison envoie un dernier message, annonçant qu'il se saborde ; vers 2 h 15, le signal est donné : tirailleurs et supplétifs, accompagnés de leurs femmes et de leurs enfants, empruntent la RC 4 en direction de That Khe et se regroupent au point d'appui sud (qui comprend plusieurs postes) du lieutenant Jaubert. Vers 2 h 45, Dong Khe peut être considéré comme entièrement aux mains de l'adversaire.

La confusion née des combats et peut-être l'absence d'ordres explicites conduisent alors à la formation de trois groupes. Un groupe d'environ 55 hommes aux ordres du lieutenant Brondel choisit d'emprunter la voie la plus simple : la RC 4 en direction de That Khe ; un second, plus important puisqu'il compte près de 170 combattants sans compter les femmes et les enfants, est dirigé par le capitaine Brun, qui privilégie la ligne de crête au sud-est de Dong Khe, dans l'espoir semble-t-il de faire la jonction avec le 10^e tabor. Un message reçu avant la destruction du poste radio a, en effet, situé ce dernier à environ 6 kilomètres au sud de Dong Khe, l'affaire semble donc « jouable ». Un troisième groupe, enfin, se réfugie dans la végétation des pitons du point d'appui sud, soit parce que certains des défenseurs n'ont pu rejoindre les deux groupements formés, soit parce que d'autres, persuadés d'une rapide reconquête du poste par les Français, ont choisi d'attendre en sécurité l'arrivée du jour et des renforts. Ceux-là ont eu raison.

En effet, et sans doute peut-on y voir une des qualités du général Alessandri et un témoignage de son esprit « fonceur », ce dernier n'est pas disposé pour des raisons tactiques comme stratégiques à laisser le « relais » de Dong Khe aux mains de l'adversaire. Par ailleurs, des raisons politiques et de « prestige » vis-à-vis des populations locales, imposent une réaction française. Celle-ci est prompte. En alerte

depuis le 26 mai, les 469 hommes²² du 3^e bataillon colonial de commandos parachutistes (3^e BCCP²³) et les éléments qui lui sont rattachés, sont parachutés à partir de 17 h 40 sur la « cuvette » de Dong Khe. Cette opération, qui repose essentiellement sur le facteur « surprise », s'avère tactiquement payante : les troupes du Viêt-Minh, qui sont encore dans la place et estimées à ce moment-là à environ deux bataillons, sont occupées à rassembler leur butin et il semble bien qu'aucune mesure sérieuse de sûreté n'ait été mise en place. Pris au dépourvu par le largage qui est réalisé en trois endroits (terrain d'aviation, « village fortifié » et citadelle), les *bo doi* s'enfuient ; ces phases de repli sont à la guerre souvent délicates et peuvent s'accompagner de mouvements de panique – ce qui semble le cas ici – aux conséquences très meurtrières pour une unité. Dans cette perspective, il est raisonnable d'estimer que parmi les 300 tués identifiés²⁴ que le Viêt-Minh déplore entre le 25 et le 27 mai 1950, un grand nombre l'a été du fait des parachutistes dans l'après-midi du 27.

En fin de journée, Dong Khe est réoccupé à moindre coût : le 3^e BCCP ne déplorant que deux tués et quatre blessés. La débandade des soldats de l'APVN permet la récupération d'une importante quantité d'armement que le Viêt-Minh n'a pas eu le temps d'évacuer : un canon de 57 mm est récupéré (et même retourné par les parachutistes contre l'adversaire) et les éléments des deux canons de 105 mm, dont les culasses avaient été retirées, sont eux retrouvés les jours suivants aux alentours du poste. Les stocks d'essence, de munitions et de vivres sont également intacts, de même que les 300 000 piastres de la caisse²⁵, ensevelie sous les décombres. Les pertes humaines du poste se révèlent plus élevées. Aux vingt corps que le Viêt-Minh a pris le temps de regrouper, s'ajoute la totalité de la colonne du capitaine Brun, interceptée en son entier et dont les

combattants ont pris le chemin de la captivité²⁶. Le nombre de rescapés s'élève au début du mois de juin à 174, soit un peu plus du tiers des effectifs initiaux. Malgré la reprise de Dong Khe, la chute rapide du poste dont la défense était censée être « solide », interroge le commandement. Dès le 28 mai, une enquête est donc ouverte pour éclairer les circonstances dans lesquelles la garnison a été amenée à évacuer la place, et à établir les responsabilités. Dans le même temps, les 2^e bureaux de la ZOT et de la ZFNE cherchent à comprendre l'effet recherché par le Viêt-Minh en menant une telle action.

Les enseignements de l'« affaire de Dong Khe »

Dès la fin de la journée du 27 mai 1950, le capitaine Fournier, chef du 3^e bureau (opérations) de la ZOT, est envoyé par le général Alessandri afin de lui dresser un premier compte rendu de la bataille qui vient de s'achever. Il interroge une quinzaine de survivants et parcourt les lieux des combats, constatant les dommages – ou leur absence – des points d'appui de la garnison. Il poursuit son enquête le lendemain et, dès le 29 mai, rédige son rapport. Le poste de Dong Khe, écrit-il, est « loin du spectacle de désolation qu'offre généralement [une position] qui a résisté jusqu'au bout ». La citadelle a surtout subi les effets du bombardement : « Quelques murs éventrés, toitures effondrées, emplacements des pièces d'artillerie détruits. » Les tranchées sont intactes « malgré les nombreux points d'impacts à proximité ». Le « village fortifié », quant à lui, a « beaucoup moins souffert et presque tous les ouvrages de défense » sont encore intacts. Le capitaine Fournier estime donc précipitée et injustifiée la décision prise par le capitaine Brun d'évacuer la place alors que les possibilités de résistance étaient encore importantes : « Dès la mort du capitaine Casanova, il n'y eut plus de chef

compétent pour défendre [le] poste », écrit-il ; « la garnison de la citadelle livrée à elle-même pouvait encore résister sur place. [...] Avec ses tranchées, ses quelques ouvrages bétonnés encore habitables, son stock de vivres et de munitions intact, sa situation dominante bien défendue par un réseau de défenses accessoires aurait pu résister à l'assaut final au moins pendant la nuit [du 26 au 27 mai] si ce n'est dans la journée du lendemain. Le repli du poste était donc prématuré, d'autant plus que le temps était beau et que l'action aérienne du 26 mai devait laisser supposer à la garnison que même sans l'arrivée d'une colonne de secours terrestre, il était possible de tenir avec l'appui de l'aviation ».

Ce rapport, qui est suivi d'une seconde enquête confiée au colonel d'Argencé, « vieil » artilleur colonial qui a vécu les événements de mars 1945, se montre donc particulièrement sévère pour le capitaine Brun, quand bien même un témoignage comme celui du lieutenant Brondel présente un violent tableau des combats et ne semble pas particulièrement mettre en cause le commandement. Le colonel Constans reprend ces conclusions en attribuant la raison principale de la chute de Dong Khe à « la défaillance caractérisée du commandement local. Ce qui n'était qu'une présomption au moment même des événements ou des constatations faites sur place aussitôt après la reprise du poste est devenu une certitude ; tout un faisceau de preuves est là pour témoigner que l'officier à qui revenait le commandement de l'ensemble après la mort glorieuse du capitaine Casanova, n'a malheureusement pas été, et à aucun moment, à la hauteur de la tâche qui lui incombait ». S'il semble, en effet, au vu de l'ensemble des témoignages que la chute de Dong Khe aurait pu être évitée avec une meilleure coordination de la défense et, peut-être, un chef au caractère plus trempé, il n'en reste pas moins que les progrès de l'infanterie adverse, le renforcement de son armement ainsi que

l'amélioration de sa tactique, se révèlent inquiétants pour les forces françaises engagées dans la zone frontière.

Comme l'écrit le colonel Constans dans une lettre destinée au général Alessandri, « l'élément nouveau [...] est l'apparition d'une DCA légère nombreuse [mitrailleuses de 12,7 mm], la densité et l'efficacité de cette DCA ». En effet, outre l'utilisation d'une demi-douzaine de canons, le Viêt-Minh a su établir en profondeur un dispositif antiaérien, comme en témoigne le sergent-chef Schuler²⁷. Le 26 mai « vers 7 heures 50, rapporte-t-il, deux chasseurs réussissent à survoler Dong Khe à basse altitude. Les rebelles déclenchent un effroyable tir de DCA. Tous les pitons sur [sic] un rayon de 2 à 3 kilomètres tirent avec acharnement sur les appareils ». Six appareils sont touchés ce jour-là, un chiffre multiplié par trois le lendemain, occasionnant trois blessés parmi les équipages de l'armée de l'air. Les Français, maîtres du ciel, sont prévenus, il faudra désormais prendre en compte ce facteur nouveau qui, selon le général Carpentier, donne « à réfléchir »... L'appui aérien fourni lors des combats de Dong Khe a cependant nécessité une augmentation anormale du nombre d'heures de vol. Aussi, raconte le lieutenant de Fontanges dans ses souvenirs : « Le lendemain [...] des ordres stricts parviennent aux groupes, il faut réduire au maximum les heures de vol pour conserver un gros potentiel en réserve. Les missions ne s'effectueront plus qu'au compte-gouttes, vivres indispensables et munitions ; plus de vin, plus de ciment ni de barbelés, plus d'entraînement des parachutistes le soir²⁸. » En l'espace de trois jours, le GATAC/Nord a dépensé plus de 366 heures de vol : le budget est déjà bien entamé et la fin de l'année est encore loin.

Du point de vue de l'armée de l'air, la chute de Dong Khe fait apparaître d'autres éléments intéressants. Parmi ceux-ci figure l'insuffisance des renseignements qu'aurait pu compenser une

meilleure couverture photographique aérienne des alentours du poste. Certes, le terrain, la végétation comme la disposition des troupes du Viêt-Minh à utiliser au mieux l'art du camouflage limitent considérablement l'efficacité des prises de vues, mais, comme le note le colonel Mentre, « les seuls mouvements qu'il lui soit moins facile de dissimuler complètement sont les mouvements de canons ou de véhicules, par les traces qu'ils laissent sur les routes ou le terrain ». Le colonel commandant le GATAC/Nord se prononce ainsi pour une plus grande participation de l'armée de l'air dans le recueil du renseignement, estimant que la reconnaissance photo est « l'arme la plus efficace » qui permet une interprétation précise, notamment sur des clichés au 1/6 000^e[29](#).

Si l'appui de l'aviation s'est révélé efficace en raison de la rapidité des interventions, celui des colonnes terrestres peut questionner, puisque, en définitive, leur influence dans la bataille reste marginale. Le 10^e tabor, parti de That Khe le 25 mai dans la soirée, est confronté à une lente progression en raison du terrain difficile dans lequel il évolue. Le lendemain, au milieu de l'après-midi, il est encore à 14 kilomètres au sud de Dong Khe, et malgré l'effort fourni par les goudiers, il est encore à 5 kilomètres de son objectif quand un « silence total » fait place au fracas des armes entendu jusque-là. Malgré la chute de la place, la mission du 10^e tabor continue, mais le 30 mai, il est toujours aux portes de Dong Khe et opère dans une zone dans laquelle Le Page et ses goudiers auront de nouveau à combattre quelques mois plus tard. Le chef du GTMEO ordonne, en effet, la conquête du massif du Na Keo qui commande le débouché vers la plaine de Dong Khe, finalement atteinte vers 16 heures. « Alerté le 25, écrit Le Page, le tabor aura mis presque cinq jours pleins pour faire la liaison avec le poste. » Il y est rejoint par le 8^e tabor, qui rencontre également de nombreuses difficultés dans sa

montée vers le nord : du fait des destructions opérées sur la RC 4, les camions sont abandonnés, obligeant la colonne à continuer à pied sur 25 kilomètres. Il arrive à That Khe vers 4 heures du matin le 27 mai. Si le lieutenant-colonel Le Page rend hommage à ses hommes, retardés par le terrain et l'adversaire, il n'en reste pas moins que son groupement, fort de deux bataillons, n'a joué quasiment aucun rôle dans la reprise de Dong Khe. Cette tentative montre, une fois encore, que sur la RC 4 et ses pourtours, les distances et le temps sont deux notions relatives.

Alors que les officiers des bureaux des opérations tirent les enseignements des combats, ceux des 2^e bureaux s'attachent à comprendre les intentions de l'état-major adverse quand, le 25 mai, il lance le régiment 174 (TD 174), renforcé d'unités qui peinent à être identifiées, à l'assaut de Dong Khe. Les régiments de l'APVN sont alors engagés dans la campagne *Le Hong Phong* (voir chapitre ix) qui vise à la libération de la haute vallée du fleuve Rouge, et la zone frontière du nord-est ne constituant pas un objectif normal de cette offensive, on se demande à Hanoï comme à Langson quel était l'objectif visé. Faute d'accès aux sources primaires vietnamiennes, il reste difficile de se prononcer. Se limiter aux écrits du général Giap et à ceux du colonel Dang Van Viet, commandant le TD 174, s'avère finalement frustrant, car « l'affaire » paraît peu claire. « Dans ses *Mémoires*, le général Giap rappelle que cette action est lancée sans l'approbation de l'état-major de l'APVN ; à l'en croire, elle serait le fruit d'une initiative locale³⁰ », celle de Dang Van Viet. Cette explication est difficilement satisfaisante puisque, pour son opération, celui-ci actionne d'importants moyens (d'artillerie notamment) relevant de la réserve générale aux ordres du seul état-major du commandant en chef. Il paraît difficilement concevable que ce dernier ait été tenu dans l'ignorance du projet. Était-ce un test, dont l'échec

et le comportement critiquable des troupes de l'APVN ont préféré être attribués au commandement local ? Toujours est-il que, fidèles aux méthodes marxistes-léninistes pratiquées dans l'armée populaire, les officiers du Viêt-Minh passent au crible de la critique les opérations du 25 au 30 mai 1950. Les enseignements tirés des erreurs et des insuffisances tactiques, le « subjectivisme » de certains chefs – pour reprendre une terminologie chère aux communistes – sont en tout cas retenus quand, quatre mois plus tard, la seconde chute de Dong Khe sonne le départ de la bataille de la zone frontière.

L'ordre particulier n° 46

« Au cours de la conférence de l'après-midi [du] 20 septembre [...], en matière de conclusion et après avoir insisté sur le caractère irrévocable de ses décisions, le général commandant en chef précisa qu'en ce qui concernait l'évacuation de Cao Bang, "il pousserait un ouf de soulagement lorsqu'il apprendrait que le dernier homme de la colonne Charton aurait quitté Cao Bang", je lui répondis que, de mon côté, en cette circonstance, je pousserai un cri de détresse. »

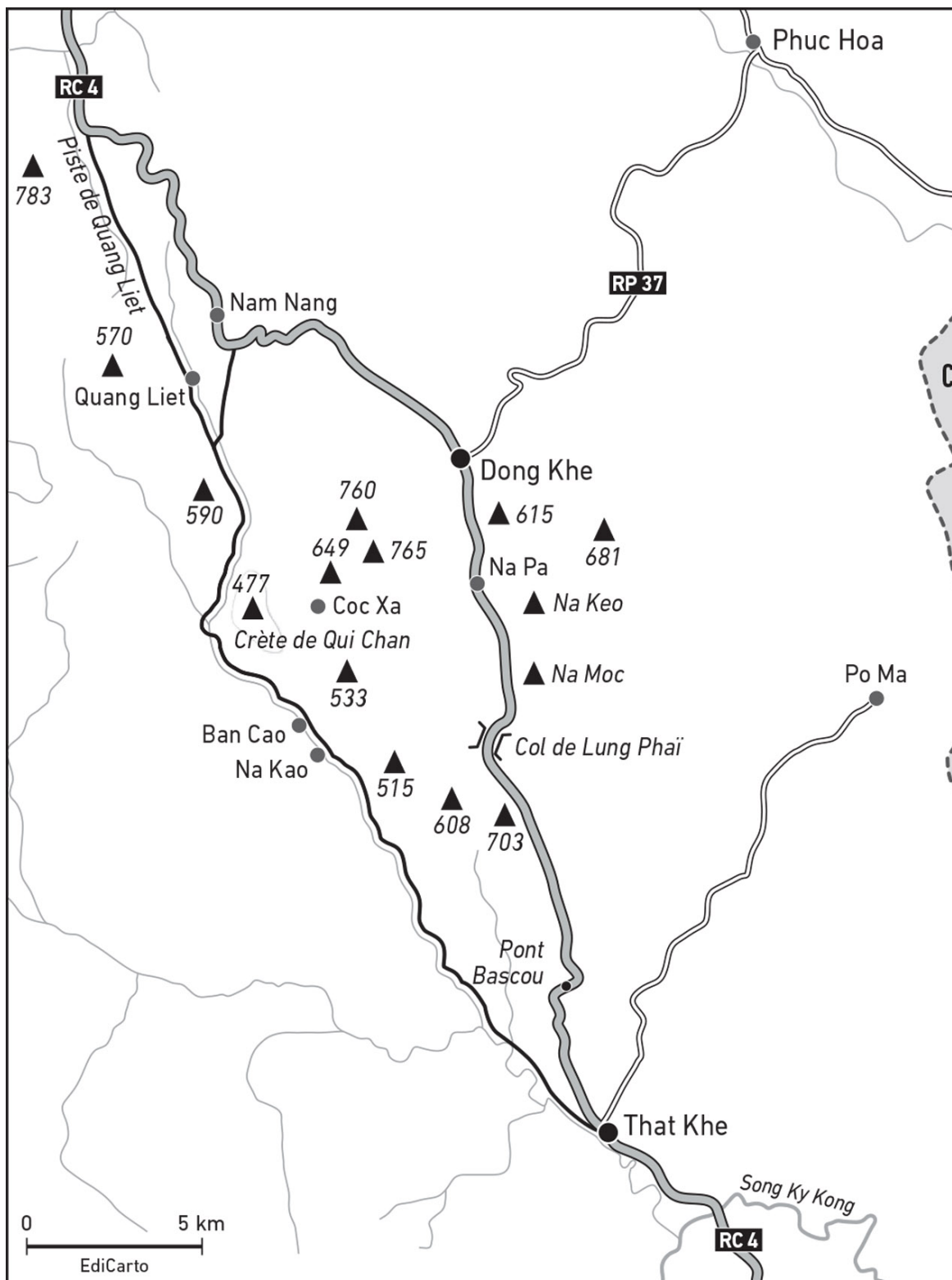
Général Alessandri à propos de la conférence du
20 septembre 1950.

L'occasion manquée ?

« J'estime que dans les conditions où nous étions placés fin 1949, il était difficile de demeurer à Cao Bang, surtout après l'enlèvement du poste de Dong Khe en mai 1950. À ce moment, au lieu de revenir à Dong Khe, il fallait décider de l'évacuation de la zone frontière. C'était possible. Dans un même temps, j'aurais évacué tous nos postes de la RC 4 jusqu'à Dong Dang exclu, en ramenant chaque poste sur le suivant, appuyant l'opération par les bataillons de Légion et l'artillerie de Langson. Aucune menace

rapprochée ne pesait sur cette partie de la route à l'époque¹. » Ces mots, que le général Salan aurait prononcés au général de Lattre lors du trajet en avion qui emmenait, le 15 décembre 1950, le nouveau haut-commissaire de France et commandant en chef en Indochine et son adjoint opérationnel, reflètent la pensée d'un grand nombre de militaires aux lendemains de la première attaque de Dong Khe. « Jamais les conditions d'évacuation de la ville ne seront de nouveau favorables² », écrit Daniel Sornat, ajoutant que « la plupart des officiers se trouvant sur le terrain s'attendaient à l'évacuation de ces deux places fortes ».

Ce choix n'est pourtant pas celui que font les autorités françaises en Indochine. Au contraire, lors du Conseil de défense de l'Indochine du 22 juin 1950, le général Carpentier entend bien « tenir Dong Khe, Cao Bang et Langson pour éviter la contrebande » qui s'exerce depuis la frontière chinoise. Si l'argument politique militant en faveur du maintien des places fortes de la RC 4 peut s'entendre en raison de la perte de « prestige » que provoquerait un abandon, celui relatif au trafic d'armes peine à trouver une justification à cette date. Le commandant en chef, parmi d'autres, sait très bien grâce aux services de renseignement que si le dispositif français en ZFNE constitue une gêne pour la logistique de l'armée populaire, il n'interdit en rien la circulation des armements et des individus. Afin d'éviter Cao Bang, une « bretelle » routière a même été construite par le Viêt-Minh plus au nord de la localité, qui permet aux transports venus de la frontière empruntant les axes abandonnés par les Français à l'été précédent, de se raccrocher à la RC 3 en direction de Nguyen Binh.



CADRE GÉNÉRAL DES COMBATS DES COLONNES LE PAGE ET CHARTON ET DU GROUPEMENT ROSE

Si le repli de la garnison de Cao Bang n'est pas à l'ordre du jour au lendemain de la chute de Dong Khe, la situation nouvelle dans la zone frontière nécessite une réorganisation du dispositif. Dans un premier temps, un groupement de circonstance placé sous les ordres du lieutenant-colonel Le Page et baptisé *Lumière*³ est mis sur pied. Au cours de la première quinzaine du mois de juin, celui-ci participe à une opération à laquelle il donne son nom, et qui a pour but de « nettoyer » le secteur autour de l'axe That Khe-Dong Khe. Les troupes doivent également rayonner autour de Cao Bang tout en recueillant du renseignement. Signe que l'évacuation de Dong Khe n'est pas dans ses intentions, le colonel Constans entend y construire un ouvrage de fortification permanent « en dur », c'est-à-dire utilisant du béton, bien plus résistant que le mortier-ciment. Il permettrait – et cela fait partie du rôle de la fortification – d'économiser des effectifs puisqu'une seule compagnie est prévue dans son enceinte. Les travaux, qui doivent débiter au mois d'août suivant, nécessitent quatre mois de travail, 1 800 tonnes de matériaux et des centaines de coolies. En attendant, la totalité du 8^e tabor est laissée à Dong Khe où, selon les mots de Le Page, il fait « sa grande pénitence », pour y relever la défense et l'améliorer : c'est l'objet de sa mission principale avant son rapatriement, prévu en septembre. Le III/3^e REI, alors commandé par le capitaine Gaudron⁴, est dans le même temps, aérotransporté à Cao Bang pour y former l'ossature de la défense, tandis que le BM/8^e RTM est regroupé début juillet à Langson pour y panser ses plaies et se réorganiser. Le 1^{er} août 1950, le « sous-secteur autonome de Cao Bang » est créé et son commandement est confié au lieutenant-colonel Charton, jusqu'alors commandant en second du 3^e REI.

Le général Carpentier n'a certes pas pris la décision d'évacuer Dong Khe – ni Cao Bang –, mais l'idée semble progresser dans son esprit. Les renseignements récents qui lui parviennent sur la spectaculaire montée en puissance du corps de bataille de l'armée populaire sont de plus en plus précis. Sur les 80 000 combattants réguliers qu'elle compte à l'été 1950, une masse d'environ 50 000 hommes est susceptible d'agir au Tonkin, en

pays Thaï, dans le delta, mais également sur les postes de la RC 4. Une quinzaine de milliers de soldats issus des régiments régionaux disposent également d'une valeur combative qui ne doit pas être négligée, ces unités recevant « l'armement abandonné par les réguliers lorsqu'ils sont réarmés ». L'inquiétude paraît également gagner le colonel Constans qui, revenant sur sa note du 18 juin précédent évoquant la construction d'une fortification permanente à Dong Khe, demande le 11 août... son évacuation. Le général Carpentier, s'il admet être d'accord sur le principe, n'entend pas prendre seul une décision de cette importance et préfère attendre le retour du haut-commissaire. Ce dernier est parti quelques jours plus tôt pour la France où une réunion est prévue le 19 août avec Bao Dai, séjournant alors dans son domaine du château de Thorenc (au nord de Cannes⁵). Les discussions auxquelles participe Jean Letourneau, ministre du nouveau ministère chargé des Relations avec les États associés⁶ doivent notamment porter sur une « relance » de la « solution Bao Dai » qui, un an après l'indépendance du Vietnam, marque le pas. On attend particulièrement de l'empereur une plus grande implication dans le conflit qui, espère-t-on, aboutisse à terme à détacher les « masses populaires » du Viêt-Minh. Léon Pignon n'est pas seul à se rendre en France en cet été 1950 : le général Alessandri l'a en effet précédé de quelques semaines. Le congé qu'il y passe est entrecoupé d'entretiens et de rendez-vous au cours desquels il défend le point de vue qui n'a cessé d'être le sien : refuser toute rétraction *a priori* du dispositif – c'est-à-dire en l'absence d'une intention offensive avérée de l'adversaire – et, au contraire, grâce aux renforts qui seraient consentis, prendre l'initiative en Haute Région.

Tournée parisienne

Au printemps 1950, le général Alessandri est arrivé au terme « normal » de son temps de séjour⁷ ; son successeur, le général Garbay, est d'ailleurs désigné depuis le mois d'avril précédent et son arrivée en Indochine est prévue au mois de septembre. Au début du mois de juin, il

quitte donc son commandement de la ZOT, l'intérim étant confié à son adjoint le général Marchand⁸. En effet, le départ du général Alessandri n'est pas définitif et celui-ci doit revenir au Tonkin pour une « courte durée », notamment dans le cadre de la passation de consignes à son remplaçant. Pourtant, à la fin du mois d'août 1950, il est « informé, en présence de monsieur Pignon, par monsieur le ministre chargé des Relations avec les États associés, du désir exprimé par monsieur le président de la République » de lui voir reprendre son poste et, finalement, prolonger son temps de commandement. « Devant l'insistance de ces hautes autorités, par devoir et, n'étant pas averti des dispositions de nature essentiellement défensive déjà prises au Tonkin, je me suis soumis », écrit-il plus tard. S'il invoque la notion de « devoir », le général Alessandri entend bien continuer à jouer un rôle en Indochine, et particulièrement au Tonkin.

Au moment où il accède à la demande de Vincent Auriol et du gouvernement, il est parfaitement au courant du changement de politique qui est en train d'être opéré concernant le nord du Vietnam. Alessandri est en effet informé des décisions prises lors du Comité de défense nationale du 18 août de réduire les effectifs en Indochine. Concrètement, la relève du personnel métropolitain prévue pour la période automne 1950-printemps 1951 est ramenée à 16 500 hommes seulement, ce qui aura pour conséquence de creuser le déficit total des FTEO à 25 000 hommes. Ces nouvelles dispositions entraînent un nécessaire regroupement des forces et la redéfinition des objectifs : le choix fait par le gouvernement est celui du transfert d'une demi-douzaine de bataillons d'infanterie du Tonkin vers le Sud-Vietnam – la pacification de ce territoire redevenant une priorité. Alessandri en conclut que les nouvelles directives se traduiront dans les faits par le « resserrement » du dispositif français dans la zone frontière et l'abandon de tous projets d'opérations en Haute Région.

Le maintien du général Alessandri à son poste permet à celui-ci d'obtenir une série de rendez-vous auprès des plus hautes instances gouvernementales⁹, mais également de Vincent Auriol, le 13 juillet 1950. À ces occasions, il tente d'infléchir la position du gouvernement et de plaider le bien-fondé de ses vues. Le déclenchement de la guerre de Corée, le

25 juin précédent, nourrit ses espoirs et, avant même l'arrivée du général de Lattre et ses discours sur le « combat commun » contre le communisme, Alessandri lie, entre eux, les conflits coréen et indochinois. Ce qu'il écrit à Léon Pignon dans un courrier du 2 octobre 1950, une fois revenu à Hanoï, témoigne bien de cette idée : « Allons-nous être assez inconséquents pour ne pas profiter du désarroi profond jeté dans les rangs communistes du monde à la suite de la défaite complète nord-coréenne¹⁰ et ne pas donner, dans les deux mois qui suivent, le vigoureux coup de boutoir indispensable pour faire comprendre au Viêt-Minh la vanité de leurs espoirs en une victoire militaire ? »

Dans ce contexte d'une opposition marquée à la politique gouvernementale et à la veille de voir appliquer, au Nord-Vietnam, des décisions contre lesquelles il s'élève, son maintien par les autorités françaises pose légitimement question. Une intervention de Bao Daï en sa faveur semble fournir l'explication. Le général Alessandri jouit, en effet, d'un grand prestige auprès des autorités vietnamiennes – « “il est très apprécié”, peut-on lire dans divers courriers », qui estiment l'homme et partagent également la stratégie opérationnelle qu'il défend, désireux de ne rien céder à l'adversaire du territoire vietnamien. Le gouvernement nationaliste, comme l'empereur, est par principe opposé à toute idée de « rétraction », quand bien même justifiée par des impératifs militaires. Selon lui, ce type d'opérations peut être assimilé à une politique « d'abandon » susceptible de le déconsidérer aux yeux des populations et de montrer l'impuissance des forces armées vietnamiennes face au Viêt-Minh. Ainsi, le 11 juillet 1950, lors d'un entretien entre Vincent Auriol et Bao Daï, celui-ci « déclare que le général Alessandri est un des officiers les plus valeureux de l'armée française détachés en Indochine ». De la part de l'empereur, qui n'ignore pas son remplacement prochain, la sortie n'a rien d'anodin. Sans doute a-t-il également fait savoir de manière plus explicite au président de la République son souhait de le voir rester puisque, en définitive, c'est ce qui sera demandé au commandant de la ZOT, « sur ordre, contre [son] gré, en violation d'accords précédemment conclus », écrira plus tard ce dernier. Quand Alessandri revient en Indochine, au

cours de la dernière dizaine du mois de septembre, la situation a beaucoup évolué au Tonkin : les évacuations de Cao Bang et de Dong Khe, tant de fois reportées, ont été décidées et leur exécution n'est plus qu'une question de jours.

La décision, enfin

L'absence du général Alessandri permet incontestablement au général Carpentier d'accélérer – au moins intellectuellement – les préparatifs de l'évacuation de Cao Bang ; sans se heurter à l'inlassable opposition de son subordonné, le commandant en chef peut exposer les grands traits de la manœuvre qu'il entend conduire. Le 2 septembre 1950, tout d'abord, quelques jours après le retour en Indochine de Léon Pignon, un Conseil de défense de l'Indochine restreint se tient à Saïgon qui se conclut par la décision de replier les forces françaises de Cao Bang, « le poste de Dong Khe dont la raison d'être cesserait de ce fait, serait abandonné à cette occasion ». Certains auteurs ont reproché au commandant en chef d'être en totale contradiction avec l'instruction personnelle et secrète (IPS¹¹) qu'il signe, deux semaines plus tôt, le 18 août 1950 – jour même où, à Paris, le Comité de défense nationale se prononce pour la rétraction du dispositif en ZFNE. Dans cette IPS, le général Carpentier prescrivait notamment de défendre « sans esprit de recul [...] le poste de Cao Bang et l'ensemble Langson-Dong Dang », ces garnisons devant servir de « brise-lames » face à un adversaire puissamment armé. En réalité – et Daniel Sornat est l'un des rares à analyser ce point avec justesse –, l'IPS du 18 août ne constitue que l'actualisation « normale » de celle du 28 octobre 1949 « traitant de la défense du Tonkin contre un ennemi extérieur¹² ». La décision d'évacuer Cao Bang et l'IPS ne sont donc pas contradictoires, cette dernière serait simplement devenue en partie caduque après le départ de Cao Bang ; elle aurait, en revanche, conservé toute sa valeur en aval de Dong Dang dans l'hypothèse d'une attaque en force de l'armée populaire, appuyée par des unités de l'APL.

Au lendemain de la réunion du 2 septembre, plusieurs décisions sont prises. Tout d'abord, le 8^e tabor, rapatriable, est entièrement libéré de sa mission de protection de Dong Khe et dirigé par étapes vers Haïphong où il embarque fin septembre. Sa relève par les 5^e et 6^e compagnies du II/3^e REI, placées sous le commandement du capitaine Allieux, adjoint du bataillon, fait l'objet les 6 et 7 septembre 1950 du dernier convoi routier entre That Khe et Dong Khe – le premier depuis la fin de l'année précédente, une opération qui se déroule sans réaction adverse. Dans un deuxième temps, le général Marchand, qui assure toujours l'intérim de la ZOT, est convoqué le 11 septembre à Saïgon où le général Carpentier l'informe des décisions prises, et notamment de celle de lier l'opération d'évacuation des places de Cao Bang et Dong Khe avec l'occupation de Thai Nguyen, conformément aux directives du Comité de défense nationale prise un an auparavant. Pour cette raison, le lieutenant-colonel Lennuyeux, sous-chef d'état-major « opérations¹³ » de l'état-major du commandant en chef¹⁴, qui se voit confier l'étude de l'évacuation, se rend à Hanoï le 10 septembre ; il y rencontre son homologue de la ZOT, le chef de bataillon Lambert.

Comme l'explique le colonel Lennuyeux une fois le désastre consommé, l'abandon de Cao Bang « de propos délibéré ne pouvant manquer d'avoir des répercussions sur le plan moral et politique, tant en territoire contrôlé qu'en zone [viêt-minh], il fut décidé, pour le présenter comme un simple ajustement réajustement de notre dispositif, de lier l'opération à une action offensive simultanée sur Thai Nguyen, suivie de l'extension de notre occupation dans cette région jusqu'aux limites nord du Delta ». Les modalités de l'opération de réoccupation de Thai Nguyen, à laquelle le nom conventionnel de *Phoque* est donné, font l'objet d'un rapide consensus, le nombre de bataillons nécessaires est fixé à six, dont un bataillon parachutiste. La manœuvre exigeant au préalable la mise en place d'un pont par les sapeurs, la date de son exécution est fixée à la fin du mois de septembre 1950. Le choix de l'itinéraire de repli de la garnison de Cao Bang fait, quant à lui, davantage l'objet de discussions.

La RC 3, la RC 4 ou la voie aérienne ?

Les travaux menés par le lieutenant-colonel Lennuyeux ne sont pas les premiers. En effet, répondant aux ordres donnés le 27 mars 1950 par le général Carpentier au général Alessandri, celui-ci confiait au colonel Constans le soin de mener une étude sur les conditions d'un éventuel repli de Cao Bang. Les conclusions rendues par l'état-major de la ZFNE présentent à l'époque trois hypothèses « correspondant aux possibilités immédiates, rapprochées, puis lointaines » de l'adversaire. Dans la première, le Viêt-Minh attaquait seul ; dans la seconde, il bénéficiait de l'aide « officieuse » de la Chine communiste qui fournissait un important appui d'artillerie ; et la troisième hypothèse prenait en compte l'intervention massive de réguliers de l'APL dans la bataille. À chaque postulat correspondaient les possibilités de la garnison de Cao Bang. En examinant les premières conclusions du travail réalisé par les officiers de la zone frontière, ceux de l'état-major de la ZOT adressaient plusieurs remarques. D'abord, aucun renforcement de la place n'était prévu avant l'évacuation « en vue d'aérer la place d'abord, de parer à une défection éventuelle des partisans ensuite ». Par ailleurs, l'étude réalisée liait nécessairement l'évacuation de Cao Bang avec celle de Dong Khe, un prérequis inutile aux yeux de l'état-major du général Alessandri qui considérait que l'abandon de Dong Khe ne requérait que « l'ouverture d'un tronçon de route peu important et pouvant se faire indépendamment ».

Au-delà de ces quelques critiques, le rapport final envoyé le 16 mai 1950 par la ZOT au général Carpentier apparaît comme loin d'être satisfaisant. Il ne précise, par exemple, en rien les modalités pratiques d'une évacuation de la garnison de Cao Bang et semble poser plus de questions qu'il n'en résout – comme l'atteste le courrier joint par le général Alessandri au document. « Avant de pousser davantage cette préparation et de prendre des mesures pouvant porter atteinte au moral de la garnison, écrit-il, je vous demande de bien vouloir [...] me faire connaître votre façon de voir sur les points suivants : l'ordre d'évacuation sera-t-il donné ? Si oui, le sera-t-il dans les trois mois à venir ? L'importance des délais

pouvant être consentis pour l'évacuation. » Le commandant de la ZOT termine sa lettre en s'interrogeant sur la nécessité de poursuivre les travaux d'organisation défensive en cours, jugeant inutile le transport de barbelés et de ciment en cas d'abandon de la place. Si le subordonné, à quelque échelon que ce soit, a certes besoin d'être orienté le plus précisément possible, l'examen du dossier traduit bien en définitive la pensée d'Alessandri comme sa réticence à répondre de manière détaillée à la demande du commandant en chef. Pour qui connaît la capacité d'un état-major à produire de volumineux dossiers – dont regorgent d'ailleurs les archives relatives à la guerre d'Indochine –, force est de constater que le travail rendu au mois de mai par l'état-major de la ZOT semble bien « léger », si ce n'est inutile. Pourtant, ce rapport ne fit pas l'objet d'un complément d'informations de la part de Saïgon, et l'on en resta là.

Lorsque le lieutenant-colonel Lennuyeux et le chef de bataillon Lambert se mettent à l'ouvrage, la situation dans la zone frontière du nord-est n'est plus celle du printemps 1950. La décision de rétracter le dispositif est maintenant prise et l'heure des atermoiements, dépassée ; il convient donc pour ces deux officiers de proposer au commandant en chef des éléments concrets dans le cadre d'un réel travail d'état-major : celui de l'aide à la décision. La question à laquelle ils s'attachent à répondre est : « Replier Cao Bang, oui mais comment ? » Deux axes terrestres permettent de relier la ville aux avant-postes français : la RC 3 et la RC 4. Abandonnée depuis l'été précédent, la première est, ce que confirment les prises de vues aériennes, en relativement bon état : le Viêt-Minh l'utilise en partie et elle n'a pas eu à souffrir, contrairement à sa voisine, des effets de douze mois de destructions sans cesse renouvelées. Certes, le parc automobile de Cao Bang, limité à une demi-douzaine de « camions usagés et de quelques jeeps », n'est en mesure de transporter que quelques dizaines d'individus, mais la progression de troupes à pied sur une chaussée dépourvue de coupures paraît devoir faciliter la manœuvre. La faible densité de troupes adverses identifiées dans le secteur à ce moment semble également un argument en faveur du choix de la RC 3.

Ces éléments positifs paraissent devoir être nuancés. En effet, une centaine de kilomètres séparent Cao Bang de Bac Kan, d'où les bataillons venus de Thaï Nguyen réoccupée viendraient « tendre la main » à la colonne en repli. En prenant en compte le faible rythme de progression des femmes, des enfants et des éclopés, la distance moyenne parcourue quotidiennement est estimée à 25 kilomètres ; les calculs pour rejoindre Bac Kan sont donc évalués à quatre jours, un délai largement suffisant pour laisser aux unités de l'armée populaire le temps de se regrouper et d'intervenir. En résumé, si dans sa première phase, la marche de la colonne Charton peut être envisagée favorablement, notamment en raison de la faiblesse des réactions adverses, la dernière partie du trajet s'annonce plus hasardeuse ; la colonne composée de civils et de militaires aurait certainement à combattre, sans pour autant recevoir l'assurance d'un appui aérien efficace en raison des mauvaises conditions météorologiques de la saison. Enfin, l'arrivée à Bac Kan est loin de signifier la fin de l'aventure. Bac Kan est distant de Thaï Nguyen de 80 kilomètres, et 100 kilomètres séparent encore la « capitale viêt-minh » de celle du Tonkin. En définitive, les quelque 300 kilomètres séparant Cao Bang de Hanoï paraissent longs et fort risqués.

Quant à la RC 4, la très bonne connaissance qu'en ont le commandement et les hommes de Cao Bang constituent un atout. Certes, la concentration de troupes régulières ou régionales situées à un jour de marche des abords de la RC 4 et susceptibles de réagir rapidement est importante, mais le chemin à parcourir pour rejoindre une unité « amie » s'avère beaucoup plus court que dans le cas de l'emprunt de la RC 3. Dans cette hypothèse, il suffit « juste » à la colonne du lieutenant-colonel Charton d'effectuer un premier bond de 45 kilomètres entre Cao Bang et Dong Khe, de faire sa jonction avec les légionnaires du capitaine Allieux, de les intégrer, puis de replier l'ensemble sur That Khe, 24 kilomètres plus au sud. En définitive, « l'option RC 4 » reviendrait à faire parcourir à des troupes aguerries – femmes, enfants et inaptes à la marche ayant été préalablement évacués par voie aérienne – près de 70 kilomètres le plus rapidement possible ; sachant que le trajet emprunte une route

relativement praticable pour des éléments à pied, un délai de trente-six heures est jugé suffisant pour gagner Dong Khe. Quant à l'adversaire, le lieutenant-colonel Lennuyeux écrira : « On savait que des unités régulières [de l'APVN] de valeur étaient “dans la région” mais elles étaient plutôt localisées autour de That Khe et le calme relatif qui régnait autour de Cao Bang depuis quelques semaines permettait de penser qu'un grave accrochage était improbable entre Cao Bang et Dong Khe. » L'impératif de vitesse qui serait ordonné aux garnisons de Cao Bang et de Dong Khe, débarrassées de tout *impedimenta*, permettrait de diminuer fortement le risque d'une réaction du Viêt-Minh ou, pour le moins, diminuerait le danger de celle-ci : seul un nombre limité de bataillons serait susceptible d'intervenir.

Une alternative au repli de la garnison par voie terrestre existe, celle de l'évacuation par voie aérienne. Les troupes et les populations civiles de la ville représentent, au total, plus de 5 000 personnes à aérotransporter. Or le GATAC/Nord, avec ses deux groupes de transport, ne possède pas les moyens d'assurer à lui seul l'opération. Transférer des appareils venus d'autres territoires – notamment du GATAC/Sud – est pratiquement réalisable, mais Lennuyeux et Lambert redoutent que l'opération aérienne ne soit entravée dans sa dernière phase par les réactions d'un adversaire mis en alerte. La DCA non négligeable dont il est désormais pourvu est capable de causer de gros dégâts aux Toucan et aux Dakota, tandis que le volume des forces restées à terre ne ferait que diminuer. Les dernières unités de la garnison risqueraient même d'être sacrifiées, selon l'avis des deux officiers. Un jugement qui sera plus tard sujet à critiques, ainsi du capitaine Morichère qui, de retour de captivité, écrira : « Pourquoi ne pas avoir évacué Cao Bang par air ? Les compagnies de supplétifs étaient capables d'assurer la protection du terrain d'aviation jusqu'au dernier avion ; après, elles auraient joué à cache-cache avec les Viêt [*sic*] et, manœuvrant plus vite qu'eux, la 136^e CLSM et la 138^e CLSM l'avaient montré maintes fois, elles étaient à That Khe trois jours après et sans pertes. »

L'ordre particulier n° 46

Ces discussions, au cours desquelles le général Marchand ne joue aucun rôle, se contentant d'en approuver les grandes lignes, font l'objet d'un rapport remis au général Carpentier, une fois le lieutenant-colonel Lennuyeux revenu à Saïgon. Les conclusions du document se prononcent résolument pour le choix de la RC 4 comme itinéraire de repli : « sous réserve d'être effectuée par surprise, [l'opération] offrait moins de risques » que par la RC 3. Après la seconde chute de Dong Khe et en raison du changement de la situation, Lennuyeux déclara le 20 septembre avoir déconseillé d'emprunter la RC 4 et de reprendre Dong Khe. Pour l'heure, les résultats de son étude sont adoptés par le général Carpentier qui, le 15 septembre 1950, signe son ordre particulier n° 46 (OP 46) destiné au général commandant la ZOT. Afin de conserver son caractère secret, seules douze copies sont tirées, destinées à être remises à des hautes autorités politiques et militaires en France, ou archivées¹⁵. L'intention du commandant en chef tient en quelques lignes : « En vue de donner plus de cohésion à l'ensemble de notre dispositif au Tonkin et, en particulier, de mieux assurer la couverture face au nord de la région d'Hanoï, j'ai décidé, écrit-il [...] de replier les postes de Cao Bang et de Dong Khe [...]. L'évacuation de Cao Bang sera entreprise dès la mainmise sur la région de Thaï Nguyen. La date en sera fixée par le général commandant la ZOT en fonction de la situation générale et, au plus tard, le 15 octobre. »

Afin de faciliter le repli de la colonne Charton, l'aérotransport des vieillards, des femmes, des enfants et de ceux incapables de suivre une marche au rythme rapide doit être réalisé quelques jours avant l'opération. Dans le même temps, les appareils chargés de cette mission renforceraient la garnison de Cao Bang en emmenant deux tabors ou, à défaut, un bataillon de Légion étrangère, comme le prévoit le commandant en chef. Cette manœuvre répond au double but de soulager la colonne des éléments susceptibles de ralentir sa progression et de tromper l'adversaire quant aux réelles intentions des Français. Le renfort de ce(s) bataillon(s) entre dans le cadre d'une opération de déception tendant à faire naître

l'idée chez le Viêt-Minh que le commandement français a choisi de transformer Cao Bang en un camp retranché et qu'il accepte d'y livrer bataille le cas échéant. Dans cette perspective, l'évacuation des civils ne répondrait qu'au seul objectif de faciliter l'épreuve de force contre l'armée populaire. Une fois cette phase achevée, la garnison de Cao Bang, grossie de la population masculine apte à la marche, empruntera la RC 4, son repli s'effectuant avec celui du poste de Dong Khe. L'ordre particulier n° 46 précise, enfin, qu'à l'exception des matériels précieux (comme ceux des transmissions) et légers, qui seront enlevés par avion, la totalité des « approvisionnements en vivres, munitions et matériels divers seront détruits sur place ». En revanche, et afin de ne pas éveiller prématurément les réactions du Viêt-Minh au moment du départ de la colonne, ordre est donné de laisser bâtiments et ouvrages défensifs intacts, aucune destruction ne doit être opérée.

Les conditions d'exécution de l'ordre particulier n° 46 doivent être réalisées par le général commandant la ZOT, en liaison avec le général commandant l'armée de l'air en Extrême-Orient. Le général Carpentier est donc, à ce moment-là, parfaitement dans son rôle de commandant en chef : son intention a été clairement exprimée, à charge désormais au général Alessandri de prendre l'affaire à son compte. Signé le 15 septembre, l'OP 46 est enregistré le lendemain au courrier sous le n° 1258. Pour cette raison, il est officiellement daté du 16 septembre. Par une certaine ironie de l'histoire, c'est ce jour-là que le Viêt-Minh décide de lancer sa propre campagne : *Le Hong Phong II*. Après bien des hésitations, l'objectif finalement retenu par le haut commandement de l'armée populaire (*Bộ Tổng Tư Lệnh* ou BTTL) pour débiter la bataille de la frontière est Dong Khe. Hoang Van Thai, chef d'état-major de l'armée populaire, la conduit en personne tandis que le général Giap est responsable militaire et politique de la campagne. Dans les jours qui précèdent le déclenchement de celle-ci, Hô Chi Minh se rend sur place pour assister au déroulement des opérations. Ce ne sont plus quatre bataillons, comme au mois de mai, qui participent à l'assaut, mais trois fois

plus, appuyés par un minimum de treize canons de calibre 75 mm et de nombreux mortiers de 81 mm. L'adversaire a changé de nature.

SECONDE PARTIE

Le parti rouge

« Mao déclara aux membres du Groupe de conseillers militaires chinois : “La première chose que vous devez faire à votre arrivée au Vietnam, est de susciter une unité avec les camarades vietnamiens. Surtout n’oubliez pas : s’il n’y a pas unité, nous n’avons rien à faire là-bas. La nation vietnamienne est une nation de valeur. Ces dernières années, le mouvement révolutionnaire s’est étendu rapidement et les Vietnamiens ont réalisé des progrès considérables. Nous ne devons pas les traiter de haut.” Liu Shaoqi¹ demanda aux conseillers chinois d’être prudents et de ne pas faire preuve de mépris envers les Vietnamiens, leur conseillant de s’abstenir de l’esprit chauvin de grande puissance ».

Qiang Zhai, « Les conseillers militaires chinois et la guerre d’Indochine en 1950² ».

Le nom de l’ennemi

À la veille de la bataille des frontières, les bataillons français stationnés le long de la RC 4 s’apprêtent à affronter un nouvel

adversaire dont le commandement cherche à apprécier l'importance, la puissance, les possibilités et les intentions. Pour obtenir ces informations sur le « parti rouge³ » que les Français doivent connaître pour mieux le combattre, le corps expéditionnaire dispose de plusieurs organismes dédiés, civils ou militaires. Parmi eux, les 2^e bureaux⁴ en charge du renseignement militaire, le SDECE ou la DGED sont ainsi chargés de recueillir des informations de toute nature sur le Viêt-Minh et ses forces armées, informations qui, une fois triées, analysées et synthétisées, doivent fournir les éléments nécessaires à sa neutralisation. Ces organismes utilisent une grande variété de capteurs, certains d'origine humaine (agents infiltrés, prisonniers, ralliés, exploitation de la documentation saisie), d'autres technologiques (écoutes des radiotélécommunications, géolocalisation des unités grâce à la radiogoniométrie, analyse de l'imagerie aérienne, etc.). Les renseignements recueillis fournissent, au final, une assez bonne lecture des moyens de l'adversaire, de son dispositif et de ses plans, tout au moins au niveau opératif et stratégique.

Au cours de la guerre d'Indochine, témoigne un officier, « il ne s'est [...] point passé une journée, où le commandant en chef et ses grands subordonnés ne puissent lire sur les cartes que leur présentaient leurs chefs de 2^e bureau, le dispositif complet des unités [viêt-minh], avec une exactitude qui fut souvent supérieure à 80 % et rarement inférieure⁵ ». En revanche, ajoute-t-il, « le commandant de bataillon [et] le chef de poste [...] connaissaient un jour ou l'autre la plus brutale des surprises. En outre, leurs véhicules sautaient quotidiennement sur des mines, leurs patrouilles trouvaient le vide ou disparaissaient dans une embuscade et quand leur unité pénétrait dans un village, elle manquait des informations qui auraient permis de trier la population et d'en extraire les rebelles sans uniforme ». Au

mois de mai 1950, la première « affaire » de Dong Khe, qui prend au dépourvu le commandement français, constitue une bonne illustration de cette « surprise tactique » qui, la plupart du temps, joue en faveur du Viêt-Minh en raison de la faiblesse du renseignement français et d'une appréciation de l'adversaire souvent partielle et subjective. Pour compenser ces lacunes, il aurait fallu davantage raisonner l'ennemi⁶ ; en Indochine, il apparaît que cette démarche intellectuelle n'est pas menée de manière satisfaisante.

« Raisonner l'ennemi », c'est d'abord le nommer exactement. Or, entre 1945 et 1954, l'ennemi est affublé de plusieurs noms. Celui de « Viêt-Minh », terme générique parfois marqué du pluriel qui englobe aussi bien le mouvement politique, ses membres et ses forces armées que les populations qui lui sont ralliées, occupe sans doute la première place dans les documents officiels français. De leur côté, les soldats du corps expéditionnaire emploient plus volontiers entre eux le barbarisme de « Viêt », notamment dans une locution qui devient une sorte de credo : « “Casser du Viet”, rapporte un témoin, c'était bien là l'essentiel et la guerre [menée en Extrême-Orient] reste soumise au même impératif que toutes les autres formes d'opérations : trouver l'ennemi et détruire une par une ses unités⁷. » Cette politique a d'ailleurs son pendant chez l'adversaire, et quand bien même l'expression « casser du Français » ne semble pas avoir été usitée, elle correspond sensiblement à la volonté de l'état-major de l'APVN, qui cherche à entamer et diminuer constamment le potentiel militaire du CEFEO, s'inscrivant bien là dans une conception clausewitzienne de destruction des forces armées de l'adversaire.

La « littérature » militaire officielle du corps expéditionnaire fait également régulièrement état de « rebelles », de « bandes » ou de « terroristes⁸ », jusqu'en 1954, alors même que ces mots ne correspondent plus à ce qu'est devenu l'ennemi. À cette date, il existe

bien un État, la République démocratique du Vietnam (RDVN), dirigé par un parti⁹ et son gouvernement, lesquels contrôlent directement de vastes portions du Vietnam et des millions d'habitants. Son armée, l'APVN, forte de centaines de milliers de combattants, est chargée de le défendre, notamment grâce à son fer de lance, un corps de bataille de plusieurs divisions formées sur le modèle occidental. À l'été 1950, ce corps de bataille est en plein développement en Chine et n'est pas encore arrivé à maturité, mais les Français se heurtent déjà à de véritables unités – de la taille d'une brigade¹⁰ ou d'une division pour les plus importantes –, organisées, pourvues d'une puissance de feu parfois équivalente à celle des Français. De nombreuses formations sont désormais dotées de transmissions, une arme en plein essor, et commandées par des officiers expérimentés. Par ailleurs, contrairement aux militaires du CEFEO (Français métropolitains, légionnaires ou Africains), les soldats de l'armée populaire sont animés d'un sentiment national puissant – certes enserré dans les principes de l'idéologie marxiste qui anime les structures dirigeantes ; ce sentiment comme le caractère de guerre de libération que mène l'adversaire s'avèrent constamment sous-estimés par une partie du commandement français. Or, dans le combat du Viêt-Minh, le nationalisme représente un levier puissant, une « mystique » contre laquelle les Français peinent à opposer des solutions novatrices et adaptées.

L'action psychologique, un sujet qui a tant fait couler d'encre depuis, développée par les services du haut-commissaire et du commandant à l'intention des populations se révèle insuffisante et notoirement inadaptée, dans ses thèmes comme dans ses réalisations, pour inverser la tendance. Pour autant, le chef de bataillon Merglen¹¹ a-t-il raison lorsqu'il écrit : « Nous sommes un vernis sur une population hostile, ou, mieux, passive. Seuls sont avec nous les

profiteurs. Nous sommes vraiment en occupation comme les Allemands l'étaient en France¹² » ? Si, effectivement, nombre de Vietnamiens haïssent les Français « d'une haine universelle » comme le rapporte de son côté le chef de bataillon de Mecquenem¹³, d'autres n'ont pas ou peu été impactés par la colonisation ou ont trouvé des avantages au système mis en place par la France. Beaucoup sont dans une position attentiste et préfèrent ne pas s'engager du côté des Français quand ils « libèrent » une zone, des Français dont les populations savent que les nécessités opérationnelles les obligeront sans doute à partir – et donc à les abandonner.

Ainsi, alors qu'à la fin du XIX^e siècle, la France choisit de désigner les soldats chinois qui s'opposent à son expansionnisme sous le vocable de « pirates », un demi-siècle plus tard, certains à Paris, Saïgon ou Hanoï, affectent de ne voir en l'ennemi qu'un « rebelle ». Pourtant, assez rapidement, les combattants du corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient font bien face à d'autres combattants, instruits, disciplinés et désireux de voir leur pays libéré de toute présence étrangère. À l'été 1950, les hommes que s'apprêtent à combattre les bataillons des colonnes Le Page et Charton n'ont plus rien à voir avec les bandes armées et habillées de bric et de broc que les soldats du groupement de marche de la 2^e division blindée ou les coloniaux des 3^e et 9^e divisions d'infanterie coloniales ont affrontées et battues, très souvent en situation d'infériorité numérique, au cours des années 1945 et 1946. Cinq ans plus tard, l'APVN ne dispose toujours pas de blindés, ni d'aviation, mais sur le terrain difficile et cloisonné de la zone frontière du Nord-Est, un équilibre s'est opéré.

L'armée populaire du Vietnam

L'armée populaire du Vietnam naît officiellement le 22 décembre 1944 sous le nom de « Groupe armé de propagande et de libération du Vietnam ». Cet embryon de forces ne représente que quelques dizaines d'hommes et de femmes¹⁴ rassemblés dans des détachements de propagande armés (DPA), une dénomination qui éclaire le caractère spécifique que l'on souhaite donner au combattant du peuple : celui d'un « soldat politique ». Hô Chi Minh le précise même à Giap – placé à la tête de cette « armée » et lui-même chef d'un DPA – dans un message au moment de cette création : « La politique est plus importante que les affaires militaires ». Aussi ces détachements sont-ils d'abord chargés de répandre la propagande viêt-minh auprès des populations, de les rassurer, de les motiver et de les éduquer afin que les villageois développent leur « conscience révolutionnaire », selon la phraséologie utilisée. Les premiers membres des DPA ont également pour mission de faire des émules qui doivent, une fois les détachements partis dans d'autres villages, agir auprès des habitants pour entretenir la foi dans la révolution et dans le Viêt-Minh.

La sélection des premiers « combattants » s'avère particulièrement rigoureuse, et ces derniers, qui sont avant tout des ambassadeurs, se doivent déjà de posséder les bonnes techniques de communication et de persuasion. La dialectique marxiste est utilisée auprès d'une population souvent analphabète et à la conscience politique peu développée pour rallier, par des procédés intelligibles de tous et des exemples simples et concrets, les masses à l'idéologie communiste. À cette date, en effet, habitants des montagnes ou des rizières sont encore loin d'être acquis à la cause du Viêt-Minh, et l'arrivée des équipes de propagande peut susciter inquiétude et interrogation dans nombre de régions. Pour cette raison, toute tentative d'intimidation

des populations ou de ralliement par la force est interdite. Dans les mois qui suivent, les DPA sont rejoints par d'autres structures du Viêt-Minh, la fusion de ces divers éléments donnant naissance, après la proclamation de l'indépendance du pays par Hô Chi Minh, à l'armée de défense nationale du Vietnam. Au printemps 1946, celle-ci est rebaptisée « Armée nationale du Vietnam » avant de devenir dans le courant de l'année 1950¹⁵ « Armée populaire du Vietnam ». Pour des commodités de lecture, et de manière quelque peu anachronique, nous avons choisi d'utiliser également cette appellation pour la période 1945-1950.

Cet ultime changement de dénomination correspond au « virage à gauche » effectué par le Viêt-Minh à partir du printemps 1949 et à son rapprochement avec les communistes chinois. Le développement de relations entre ces derniers et le Viêt-Minh commence au début de l'année 1948 et, à la fin de cette même année, on peut estimer qu'un solide réseau s'est établi¹⁶. Les régions frontalières du Yunnan et du Guangxi et, à moindre titre, celle du Guangdong, mal contrôlées par le pouvoir central aux mains de Tchang Kaï-chek, accueillent en effet des dizaines de milliers de communistes chinois, qui trouvent aisément refuge dans des zones peu accessibles, en raison du relief montagneux, et pauvrement équipées en voies de communication. Un commerce se met rapidement en place entre le Viêt-Minh et les communistes chinois, voire avec de simples trafiquants qui bénéficient de stocks importants, héritages de l'armement japonais et américain utilisé au cours de la Seconde Guerre mondiale. Les unités du Viêt-Minh participent ainsi à la réfection et à l'élargissement de certaines pistes¹⁷ conduisant à la frontière sino-tonkinoise et, au mois de mars 1949, des compagnies de transport sont créées qui ont mission de convoier les équipements militaires destinés à alimenter la guerre contre les Français.

Avec la victoire de Mao et la proclamation de la république populaire de Chine, le 1^{er} octobre 1949, une nouvelle étape s'ouvre qui voit le rapprochement entre les deux pays frères, puisque la RPC reconnaît officiellement la RDVN le 18 janvier 1950¹⁸. À compter de cette date, l'influence chinoise va grandissant au sein des structures viêt-minh comme de son idéologie. Ainsi la nouvelle armée populaire vietnamienne peut-elle être perçue comme la « petite sœur » de l'armée populaire de libération¹⁹. Comme cette dernière, l'APVN accueille désormais dans ses grandes formations des commissaires politiques qui doublent le commandement et, à tous les échelons, la mainmise du parti se fait davantage ressentir dans les affaires militaires. Enfin, le fait qu'au mois de novembre 1949 Hô Chi Minh mette en place la conscription obligatoire²⁰ et que, le 12 février 1950, il ordonne la mobilisation générale contribue à donner à l'armée viêt-minh son caractère « populaire ».

Jeune et encadrée idéologiquement, l'armée du Viêt-Minh fait appel à la longue histoire de résistance du Vietnam contre « l'étranger » et aux principales figures du nationalisme et du patriotisme vietnamien pour asseoir ses traditions, renforcer l'esprit de corps, mais également développer la culture de la « petite guerre » au sein de la troupe²¹. Parmi celles-ci, les généraux qui se sont illustrés contre l'envahisseur chinois depuis le Moyen Âge occupent une place privilégiée. Ainsi du général Tran Hung Dao qui, au XIII^e siècle, défait les forces sino-mongoles lors de la bataille de Bach Dang (1288). Ce dernier est considéré comme le véritable « père » de la guérilla vietnamienne, opposant à la supériorité militaire de l'adversaire la mobilisation populaire (chaque paysan est un soldat potentiel), la propagande et la tactique du « faible au fort ». Quelques siècles plus tard, l'empereur Lê Loi²² et son conseiller militaire Nguyen Trai sortent victorieux de la guerre menée contre la dynastie

chinoise des Ming (1428), Nguyen Trai contribuant de manière significative à l'édification d'une pensée stratégique et tactique vietnamienne « caractérisée par une utilisation systématique [...] de la guerre de mouvement²³ ».

Le Viêt-Minh mobilise également ses combattants en exaltant la lutte des premiers résistants à l'occupant français, quand bien même ces résistants sont à l'époque davantage des « conservateurs » désireux de restaurer l'ordre impérial, les structures sociétales et les valeurs traditionnelles qu'il a instaurées, que des « révolutionnaires » et des « progressistes ». Hoang Hoa Tham, surnommé le « tigre du Yen The²⁴ », est de ceux-ci, qui mène à partir de 1885 un intense combat contre les Français dans leur entreprise de conquête du Tonkin, un combat qu'il poursuit jusqu'à sa mort, en 1913, sa disparition marquant la fin de la résistance. Quelques personnalités communistes font également partie du panthéon utilisé par le Viêt-Minh, tel le révolutionnaire Le Hong Phong. Ce dernier, après avoir rencontré le futur Hô Chi Minh en 1924, reçoit une formation politique et militaire en Chine et en URSS, avant d'être arrêté par les Français en 1940 et de mourir en prison deux ans plus tard. La geste de ces Vietnamiens, le rappel de leur héroïsme mais également l'aspect mythifié et légendaire de leur parcours, constituent des éléments fédérateurs de l'armée populaire dans son action contre le corps expéditionnaire. Les officiers de son état-major baptisent même les campagnes militaires que l'APVN entreprend entre 1949 et 1954 du nom de certaines de ces figures²⁵.

Les forces Chu Luc

En 1945, l'APVN ne représente que quelques centaines d'hommes ayant une expérience militaire, anciens tirailleurs de l'armée française

d'Indochine pour la plupart et qui forment le noyau de l'armée. Ils sont renforcés par de nouvelles recrues hâtivement entraînées. C'est toutefois en 1946 que la masse de combattants de l'APVN s'accroît sensiblement. Alors que les négociations se poursuivent entre Français et représentants du Viêt-Minh, ce dernier se prépare au conflit qui se dessine. Une intense campagne de recrutement est lancée qui voit se développer considérablement la « jeune » armée, évaluée à environ 60 000 hommes lorsque le 19 décembre 1946 la guerre larvée laisse place à l'affrontement. Quelques centaines de soldats japonais – dont des criminels de guerre peu désireux de retourner au Japon pour y être jugés – et de déserteurs allemands²⁶ de la Légion étrangère sont également présents, qui ont le plus souvent des missions d'encadrement et d'instruction²⁷. La seconde moitié de l'année 1946 est également marquée par une fébrile recherche d'armements, les stocks récupérés sur les Français ou cédés par les Japonais s'avérant insuffisants pour équiper les dizaines de milliers de nouvelles recrues. La mise en place d'une industrie locale, dispersée sur l'ensemble du Vietnam, et l'achat à l'étranger *via* différentes filières (Thaïlande, Chine) permettent d'augmenter la quantité de grenades, de fusils, de mortiers et de munitions. Entre 1947 et 1949, évitant les affrontements où le rapport des forces leur est par trop défavorable, les troupes de l'APVN mènent une intense campagne de guérilla et de harcèlements. Cette tactique a le double avantage d'user les forces vives du corps expéditionnaire et de développer l'expérience des *bo doi*. Le 2^e bureau de Forces terrestres du Nord-Vietnam estime entre 80 000 et 90 000 hommes, dont 40 000 à 60 000 réguliers, les combattants viêt-minh en armes présents au Tonkin au début de l'année 1949. Ces chiffres se révèlent proches de ceux fournis par le général Giap, qui évalue dans ses *Mémoires* à 53 921 les troupes régulières au Tonkin (pour un total de

166 542 soldats en armes sur l'ensemble de l'Indochine, dont 45 000 soldats régionaux²⁸), des données que l'on retrouve dans *l'Histoire de l'état-major dans la guerre de résistance contre la France*. « L'encadrement est bon, écrivent les officiers du 2^e bureau des FTNV. Il s'aguerrit progressivement puisque tous les chefs subalternes sortent des écoles militaires et ont le grade de leur fonction. Les unités font preuve d'une meilleure cohésion au combat et d'une confiance accrue dans leurs chefs²⁹. »

Les forces engagées dans la bataille des frontières

Sans une aide venue de l'étranger, la révolution communiste vietnamienne aurait marqué le pas et l'APVN aurait été sans doute condamnée à un lent développement. La victoire de Mao donne l'occasion à la RDVN d'intégrer véritablement le « bloc communiste » en bénéficiant de l'appui de Pékin, mais également de Moscou. Le rapprochement avec la Chine communiste et l'Union soviétique se révèle pourtant plus complexe qu'il n'y paraît, et le lecteur pourra se référer à l'ouvrage de Christopher Goscha, *Vietnam. Un État né de la guerre*³⁰, pour mieux appréhender les dissensions à l'intérieur de l'appareil politique du Viêt-Minh, comme les hésitations et suspicions que les deux « grands frères » nourrissent dans leurs rapports avec lui. De janvier à mars 1950, afin de les rassurer sur la nature du communisme vietnamien mais également de leur demander une aide matérielle, Hô Chi Minh déploie une intense activité diplomatique qui a pour but l'établissement de relations officielles entre États – le télégramme officiel de la RDVN qui sollicite l'établissement de relations diplomatiques à la RPC est envoyé le 15 janvier 1950 et, à la fin du même mois, Hô Chi Minh se rend secrètement à Pékin. Le mois suivant, il est à Moscou où il rencontre Staline, Mao rejoignant

ensuite les deux hommes ; le chef du Kremlin, davantage préoccupé par la situation en Europe, laisse au président de la république populaire de Chine le soin d'apporter une aide militaire à son voisin. Dans la seconde moitié du mois de février 1950, Hô Chi Minh accompagne Mao à Pékin lors du voyage retour. C'est entre les mois de mars et d'avril que sont, enfin, discutées les modalités pratiques de l'aide chinoise et que l'envoi de conseillers militaires chinois auprès de l'état-major de l'APVN est décidé. À la demande d'Hô Chi Minh qui le connaît de longue date et avec lequel il entretient une relation d'amitié, c'est le général Chen Geng qui est tardivement désigné pour diriger la mission de l'APL – il ne rejoint le groupe de conseillers qu'au mois de juillet.

Dès le début du mois d'avril 1950, les premières unités régulières de l'APVN franchissent la frontière et, fin juillet, les services de renseignement français estiment qu'environ 30 000 hommes ont reçu une instruction dans les camps chinois, en même temps qu'ils ont perçu un nouvel armement. La division 308, par exemple, s'entraîne au Yunnan dans le camp de Yanshan (à 200 kilomètres au nord-ouest de Cao Bang) quand les artilleurs reçoivent une formation à Jingxi et Long-Tcheou, au Guangxi. La puissance de feu des bataillons viêt-minh dépendait jusqu'ici du trafic, forcément limité, initié dès 1947, et de la récupération d'armes du corps expéditionnaire saisies après une embuscade réussie ou la chute d'un poste. Le régiment 174, formé à partir des anciens bataillons régionaux de Langson, Cao Bang et Bac Giang, est ainsi presque entièrement doté d'un armement de prise à la suite de l'attaque de garnisons et de convois le long de la RC 4 entre 1948 et 1950. Alors que certains chefs de corps souhaitent pouvoir conserver leur armement, l'état-major de l'APVN choisit, afin d'homogénéiser les types d'armes et faciliter les approvisionnements en munitions, d'harmoniser les matériels. Au cours de la bataille de

Cao Bang, si certaines unités ont encore leurs pistolets-mitrailleurs (PM) Thompson « français », nombre de *bo doi* sont déjà équipés de PM Type 43, une copie chinoise du célèbre PPSH-41 soviétique de la Seconde Guerre mondiale. Le chargeur « tambour » ayant été remplacé par un chargeur courbe, plusieurs témoignages de combattants du CEFEO se méprennent et rapportent dans leurs souvenirs, à tort, l'utilisation à cette date de fusils d'assaut AK-47 Kalachnikov par les troupes de l'APVN.

La fourniture par l'APL de ce nouvel armement entraîne un accroissement sensible de la puissance de feu de l'infanterie viet-minh. Ainsi, la dotation normale dans un bataillon de fusiliers-voltigeurs³¹ (FV), à l'effectif d'environ 700 hommes depuis la mobilisation générale, est presque comparable à celle d'un bataillon français. À titre d'exemple, le bataillon 249, qui appartient au régiment 174 possède 2 mortiers de 81 mm, 8 mortiers de 60 mm, 8 mitrailleuses légères, 27 fusils-mitrailleurs (FM³²), 6 PM et 350 fusils. Trois bazookas ou SKZ³³ sont également en dotation dans la compagnie de commandement. Si en opération les unités françaises ont à l'époque parfois l'impression d'être moins richement dotées que leurs homologues, c'est en réalité parce que bien des chefs, faute de coolies en nombre suffisant, choisissent de n'emporter qu'une partie de leur dotation en armement – notamment en mitrailleuses lourdes et en mortiers de 81 mm. Le bataillon de l'APVN bénéficie, lui, d'un minimum de 300 porteurs en opération.

En janvier 1950, le 2^e bureau de la ZOT évalue à 74 bataillons, dont 57 bataillons de réguliers et 17 bataillons régionaux, le corps de bataille adverse opérant au Tonkin. Au mois de septembre suivant, les services de renseignement qui ont suivi l'accroissement de l'APVN semaine après semaine estiment, avec une certaine justesse, que leur nombre total est passé à 103 bataillons (parmi lesquels six bataillons

lourds), soit une augmentation de près de 20 % en ce qui concerne les forces *Chu Luc*. Par ailleurs, un certain nombre de compagnies « formant corps », c'est-à-dire opérant de manière autonome, et représentant la valeur de 12 à 15 bataillons sont également susceptibles d'apporter leur concours, au Tonkin, au corps de bataille de l'APVN.

Environ 30 bataillons d'infanterie, parmi les meilleurs, participent à la bataille de la zone frontière. Parmi eux, les trois régiments (36, 88 et 102) de la division 308, la première des grandes unités de l'armée populaire créée au mois d'août 1949³⁴. Surnommée la « division d'avant-garde » ou de la « capitale » par le Viêt-Minh – et « division de fer » par les Français –, elle regroupe les combattants réguliers parmi les plus anciens et les mieux instruits. Chaque régiment comprend trois bataillons d'infanterie et un bataillon d'artillerie doté de trois pièces de 65 ou 75 mm et fournit les appuis à la grande unité. Des unités autonomes lui sont rattachées, comme le bataillon 11 qui, à la fin du mois d'octobre 1950, entrera dans la composition organique de la division 312, tout juste mise sur pied. Deux régiments d'élite renforcés, le 174 et le 209, constituent également le fer de lance de l'offensive. Chacun comprend trois bataillons d'infanterie et un bataillon d'armes lourdes. Le régiment 209, par exemple, dispose de trois canons de campagne, de calibre 65 ou 75 mm, de cinq ou six mortiers de 81 et 120 mm et de trois bazookas ; le 2^e bureau français ne doit pas de beaucoup se tromper quand il évalue les effectifs de ces deux régiments à près de 3 500 hommes chacun. D'autres unités indépendantes, tels les bataillons 428 et 426, ce dernier dit « de sécurité » et disposant de mitrailleuses antiaériennes, sont également mobilisées, tout comme certaines formations régionales de niveau compagnie ou bataillon (comme le bataillon 888). Enfin, en sus des canons dont dispose

chaque régiment d'infanterie, l'état-major de l'APVN aligne pour la première fois le régiment d'artillerie 675. Certes, ce dernier ne dispose pas encore des moyens qu'il utilise quatre ans plus tard à Diên Biên Phu, mais ses pièces de 75 mm viennent s'ajouter à celles dont disposent les bataillons lourds, une puissance de feu qui apparaît comme suffisante pour apporter un avantage décisif aux assaillants du centre de résistance de Dong Khe.

Le Hong Phong II

« M'appuyant sur ma canne je monte en haut de la montagne pour observer le champ de bataille.

Des milliers de montagnes soutenues par des milliers de nuages

Le souffle puissant de nos troupes capable d'avaler les têtes de buffles

Nous jurons d'exterminer jusqu'à notre mort ces chiens envahisseurs. »

Poème composé par Hô Chi Minh et lu devant les cadres du bataillon 296,
10 septembre 1950.

Survivre, durer, oser

L'historiographie française relative aux opérations et combats menés au cours de la guerre d'Indochine est marquée par une surreprésentation des actions et des faits d'armes des seules troupes du corps expéditionnaire. Ainsi, les batailles de l'année 1951 conduites par de Lattre (Vinh Yen, Mao Khe, Hoa Binh), celle de Na San en 1952 ou encore de Diên Biên Phu en 1954 ont-elles été

souvent appréhendées à travers un prisme franco-français. L'approche mémorielle du conflit, qui a longtemps prévalu sur son étude historique et scientifique, s'est de fait longtemps inscrite dans le cadre du « récit national ». Ce choix littéraire explique en partie « l'absence » de l'adversaire ou sa réduction à quelques termes génériques dans de nombreux ouvrages. Le déséquilibre observé provient également, nous le rappelions dans l'introduction, d'une autre cause : l'effet de sources. Faute d'archives vietnamiennes (instructions, ordres d'opérations, comptes rendus ou rapports) sur lesquelles appuyer ses analyses, il reste toujours difficile de relater précisément la stratégie opérationnelle telle que le Viêt-Minh et ses cadres ont pu la concevoir. Si l'historien français dispose d'éléments factuels à partir desquels il peut construire son discours, l'utilisation du conditionnel est souvent de mise lorsqu'il est question des intentions de son adversaire. L'accessibilité des documents français permet d'effectuer un croisement des sources satisfaisant et d'obtenir, *in fine*, une vue relativement juste des faits ; les lacunes existant « de l'autre côté » constituent, en revanche, une limite à l'écriture de l'histoire.

Les mois qui suivent l'ouverture des hostilités ne modifient en rien les buts de guerre du Viêt-Minh, mais ses possibilités à court terme apparaissent comme fort limitées : il s'agit avant tout pour lui de *survivre*. Au printemps 1947, en sacrifiant ses miliciens (*Tu Ve*) au profit de l'embryon de ses forces armées régulières et en se réfugiant dans son sanctuaire de la Haute Région, l'appareil politico-militaire du Viêt-Minh choisit sans doute l'option la plus raisonnable pour échapper à l'écrasement. Menacé un temps à l'automne par l'opération *Léa*, le Viêt-Minh souffre certes de la dispersion de ses forces et des coups qui sont portés contre son « industrie » de guerre et son économie, mais sort indemne de la première tentative sérieuse

de l'anéantir. Les faiblesses de son adversaire, qui ne peut pousser son avantage faute de moyens, lui permet dans un second temps de *durer*. Politiquement, il accroît son emprise dans les zones que les Français ne contrôlent pas, comme dans le delta du fleuve Rouge où il règne en maître pendant deux ans – avant que les opérations lancées par le général Alessandri ne l'en chassent fin 1949. Militairement, ses ambitions sont contraintes par ses moyens ; au Tonkin comme dans l'ensemble du Vietnam, ses partisans pratiquent une guérilla généralisée qui vise à entraver la mobilité du corps expéditionnaire et à lui infliger des pertes.

L'incapacité des Français, confrontés à leurs propres difficultés, à venir à bout de l'insurrection permet progressivement au Viêt-Minh et à ses troupes d'*oser*. À partir de 1948, il lance des attaques mieux coordonnées et plus puissantes, mobilisant des centaines puis des milliers de combattants. Au sud, la destruction du convoi de Dalat au début du mois de mars provoque la mort de cent personnes, dont 25 militaires du corps expéditionnaire ; l'ampleur des pertes donne à l'événement une résonance internationale puisque plusieurs journaux étrangers l'évoquent dans leurs colonnes. Au Tonkin, c'est l'attaque de Phu Tong Hoa sur la RC 3 qui retient l'attention du commandement français à la fin du mois de juillet 1948. Le poste a déjà été attaqué par le passé, mais cette fois ce sont cinq à six bataillons, soit environ 3 000 hommes¹, que le général Giap lance sur la centaine de défenseurs de la 2^e compagnie du I/3^e REI². Si les assaillants parviennent à faire une brèche dans les défenses et à prendre pied dans l'enceinte du poste, ils sont finalement repoussés au terme de furieux combats.

Certes, l'affaire se conclut heureusement pour les Français malgré la perte de 50 % de leurs effectifs initiaux, tués ou blessés, mais l'opération porte en germe les difficultés à venir : en attaquant

simultanément l'ensemble des postes de la RC 3, le Viêt-Minh empêche les renforts venus d'autres garnisons. De fait, au soir du 25 juillet 1948, ce sont tous les postes du I/3^e REI, échelonnés entre Cao Bang et Bac Kan, qui font l'objet d'une attaque ou sont simplement « tâtés » pour fixer les défenseurs. La tentative de sortie, dans la nuit du 25 au 26 juillet, d'une colonne partie du poste de Na Phac, implantée une vingtaine de kilomètres plus au nord, tourne court : agressée de toutes parts, cette dernière doit faire demi-tour non sans avoir à déplorer plusieurs blessés. La seconde colonne, forte d'environ 400 hommes, dépêchée depuis Cao Bang le 26 au matin et retardée par les destructions et les embuscades, ne gagne Phu Tong Hoa que dans la soirée du 28. Il lui aura fallu soixante-douze heures pour couvrir 100 kilomètres.

Si la prise d'un poste ou l'anéantissement d'un convoi représentent une victoire pour les troupes du Viêt-Minh, ils constituent également de puissants leviers psychologiques pour les populations civiles : ils renforcent la conviction de celles qui sont déjà acquises à sa cause et peuvent faire « basculer » celles qui sont encore hésitantes. À défaut de succès, les opérations répétées des combattants de l'armée populaire et des soldats régionaux ont pour objet de démythifier « l'invulnérabilité » des Français qui, comme la propagande le rappelle à l'envi, disposent, eux, de blindés, d'une puissante artillerie et d'une aviation. Elles sont, enfin, un message adressé à ceux qui choisissent le « camp français » en leur démontrant l'incapacité de ce ceux-ci à les protéger : au cours de l'attaque menée contre le poste de Phu Tong Hoa et les garnisons de la RC 3, les maisons des villages ralliés aux Français, laissées sans protection, sont détruites et brûlées. Les « traîtres », eux, sont exécutés.

Lê Loi et Le Hong Phong I

À la fin de l'année 1949, *Lê Loi* peut être considérée comme la première véritable campagne d'envergure planifiée par l'état-major de l'armée populaire. Ses objectifs initiaux sont ambitieux puisqu'il s'agit notamment d'ouvrir un « couloir » permettant la communication entre les forces du Tonkin et celles du Nord-Annam, dans le Thanh Hoa. Les opérations qui ont lieu dans la partie sud du delta au mois de novembre et qui visent à s'emparer de Phat Diem se soldent par des échecs. Les troupes régionales qui les conduisent se heurtent aux groupements des FTNV chargés, au même moment, de réaliser l'extension de l'emprise française conformément au plan du général Alessandri. En revanche, dans la région d'Hoa Binh où le Viêt-Minh produit son effort en engageant six bataillons, les forces *Chu Luc* obtiennent des succès locaux en s'emparant de postes secondaires. Il en est de même en pays thaï et au Nord-Laos où, pour la première fois, l'APVN fait une incursion en force. Lorsque s'achève cette première campagne, au début du mois de janvier 1950, les résultats s'avèrent mitigés. La faible puissance de feu des unités *Chu Luc* est apparue comme un frein certain aux entreprises du Viêt-Minh. Les difficultés logistiques se sont révélées une contrainte encore supérieure, tant s'est avéré difficile l'approvisionnement des troupes en riz et munitions dans des régions éloignées du *Viêt Bac* de plusieurs centaines de kilomètres. Malgré tout, et même si les régions libérées rendent lente toute progression du fait de la pauvreté des infrastructures routières, *Lê Loi* permet de dégager « un couloir d'une cinquantaine de kilomètres de large³ ». Ce résultat a pour conséquence de faciliter les liaisons des unités viêt-minh entre le sud et le nord du Vietnam, en même temps qu'il ouvre une brèche dans le dispositif français, séparant les unités présentes en pays thaï de celles du delta.

À la fin du mois de janvier 1950, le général Giap déclenche la campagne *Le Hong Phong*, dont les objectifs reprennent en partie ceux de la précédente, puisque la zone d'opérations retenue intéresse le pays thaï entre Lao Kay et le delta, à l'est du fleuve Rouge. Une victoire aurait pour conséquence son rattachement au Viêt Bac et l'augmentation sensible de la superficie du territoire aux mains du Viêt-Minh en Haute Région. Le fleuve Rouge deviendrait la frontière ouest du sanctuaire viêt-minh et servirait de base de départ à ses futures offensives, ce qui sera le cas à l'automne 1952. En s'emparant de Lao Kay dans l'ultime phase de la campagne, le Viêt-Minh espère également réaliser une frontière commune avec la Chine communiste, qui faciliterait d'autant les communications entre les deux pays et l'arrivée de l'aide. Les opérations dans lesquelles la division 308 joue un rôle majeur ont enfin pour objet d'attirer les forces mobiles du corps expéditionnaire hors du delta où les Français affichent leur supériorité. *Le Hong Phong* marque ainsi le départ d'une stratégie opérationnelle que le Viêt-Minh met en œuvre jusqu'à la cessation des hostilités. En attaquant les positions françaises implantées dans les « Grands Vides » où bien souvent seuls les parachutistes et l'arme aérienne peuvent intervenir, l'état-major de l'APVN oblige le corps expéditionnaire à dégarnir le delta, à user son potentiel militaire et à disperser ses forces. La mobilisation des réserves françaises loin de leurs bases a toujours comme effet la reprise du « pourrissement » – pour reprendre la terminologie de l'époque – à l'intérieur du delta, et matérialise l'échec de la politique de « pacification ». Dans cette perspective, *Le Hong Phong* peut aussi être regardée comme la réponse de Giap aux opérations du général Alessandri qui ont disloqué le dispositif viêt-minh.

Les attaques des postes de Pho Lu et de Nghia Do⁴ au début de l'année 1950 sont véritablement celles qui font prendre conscience

aux combattants français de la valeur nouvelle de l'adversaire. Elles témoignent, dans le même temps, du décalage croissant entre le vécu de la troupe en opération et les représentations théoriques des états-majors, à Hanoï comme à Saïgon. Pho Lu occupe un carrefour de routes qui en fait un obstacle difficilement contournable pour qui veut gagner la haute vallée du fleuve Rouge, atteindre Lao Kay ou la Chine⁵. Le Viêt-Minh doit donc faire sauter le « verrou » que représente le poste, ce à quoi il s'emploie à partir du 8 février 1950⁶ quand cinq bataillons de la division 308 assaillent les 150 défenseurs du deuxième bataillon thaï (BT 2⁷). Les faibles renforts dépêchés le lendemain depuis Lao Kay, à une quarantaine de kilomètres plus au nord, se révèlent insuffisants et ne parviennent pas à forcer le « bouchon » mis en place pour l'intercepter. Le largage trop tardif et trop loin⁸ du groupement de commandos n° 1 (GC 1) du 3^e bataillon colonial de commandos parachutistes (3^e BCCP⁹), renforcé par un commando du GC3 – un peu moins de 150 hommes au total¹⁰ –, n'empêche pas le poste de succomber. Pressés de toute part par les combattants de l'armée populaire, les parachutistes regagnent Lao Kay à marche forcée, qu'ils atteignent le 16 février au terme d'un périple éprouvant.

Pour la première fois en opération en Indochine, des parachutistes, soldats d'élite, ont dû abandonner leurs morts pour ne pas être détruits, ce qui est reproché aux officiers. Peu après leur retour à Hanoï, le colonel Chavatte, commandant les Troupes aéroportées d'Indochine (TAPI), leur rendant visite, déclare : « Messieurs, je ne vous serre pas la main parce qu'il y a parmi vous des officiers qui ont démerité. » Le 23 février 1950, c'est au tour du poste de Nghia Do¹¹ d'être attaqué en fin d'après-midi. Deux GC du 5^e BCCP et un GC du 3^e BCCP commandés par le chef de bataillon Romain-Desfossés sont largués au centre du dispositif adverse, ce qui

évite la chute du poste dont les défenseurs de la 5^e compagnie du BT 2 (capitaine Delcourt) ont jusque-là repoussé tous les assauts. Le poste étant entièrement ravagé par les flammes et désormais trop exposé, le général Alessandri décide d'en replier la garnison sur Pa Kha¹².

De la chute de Pho Lu et des combats de Nghia Do, le commandement français ne tire pas les enseignements adéquats. Le rapport du lieutenant Planet, du 3^e GCCP, s'avère pourtant lucide quant à l'adversaire que ses hommes ont affronté. Comme l'analyse avec justesse le général Gras, « l'état-major de la zone opérationnelle du Tonkin, dans ses bureaux d'Hanoï, ne voulut pas croire que les parachutistes avaient rencontré des forces viets [sic] aussi nombreuses et aussi bien armées. Il les accusa de lâcheté et leur reprocha avec vivacité d'avoir abandonné le corps de leur capitaine¹³. Plutôt que d'attribuer l'échec à une erreur de conception dans l'opération qu'il avait montée, il préférait l'imputer à une défaillance des parachutistes. Le drame de Pho Lu, [comme le repli de Nghia Do], accentuait le fossé d'incompréhension qui séparait les grands états-majors des combattants, juste au moment où ceux-ci découvraient sur le terrain les immenses progrès accomplis par les troupes régulières du Viêt-Minh »...

Le Hong Phong se poursuit encore aux mois de mars et d'avril 1950, mais les tentatives de s'emparer de Lao Kay sont un échec. La résistance des troupes françaises, mais également les très importantes difficultés logistiques rencontrées en ces régions inhospitalières par la division 308 expliquent, au final, l'échec de la campagne. Pendant que se déroulent ces combats aux confins du nord-ouest du Vietnam, les autorités de la RDVN se sont, on l'a dit, rapprochées de celles de la république populaire de Chine. La priorité n'est plus donnée à la campagne *Le Hong Phong* qui marque le pas,

mais à l'instruction des troupes et au développement du corps de bataille. Dans le même temps, les cadres de l'état-major de l'APVN s'attachent à définir une stratégie qui permettrait de passer au stade de la contre-offensive générale et de remporter une victoire significative grâce à l'outil forgé. Un important travail de réorganisation des forces est entrepris tandis que les officiers « opérations » se livrent à l'étude critique des campagnes *Lê Loi* et *Le Hong Phong*, tirant les enseignements des échecs rencontrés.

La lecture de *l'Histoire de l'état-major dans la guerre de résistance contre la France* témoigne bien du souci constant que montre l'armée populaire d'améliorer la tactique des unités, comme celui de trouver des solutions satisfaisantes aux problèmes de la logistique – et particulièrement à celui de l'approvisionnement des vivres. Ainsi, il apparaît comme essentiel de refondre le système des approvisionnements, de la mise en place des dépôts de riz et de leur garde avant toute opération. Dans cette perspective, et suivant en cela l'avis des conseillers chinois qui reprochent au Viêt-Minh de ne pas impliquer davantage les femmes dans une guerre qui est avant tout celle du « peuple », le nombre de Vietnamiennes mobilisées augmente significativement à l'été 1950, utilisées comme porteuses ou affectées au rétablissement des itinéraires. Les transmissions de l'armée populaire sont aussi l'objet d'une meilleure prise en compte, que permet la fourniture de nombreux postes radio par l'APL. Moins spectaculaires et « photogéniques » qu'un canon de 75 mm, ces derniers comptent pourtant parmi les principaux artisans du succès dans la zone frontière. En permettant une meilleure coordination des unités et des feux, ainsi que l'écoute des transmissions françaises et le décryptage de leurs messages, ils constituent une pièce maîtresse dans la manœuvre victorieuse de l'armée populaire aux mois de septembre et d'octobre 1950.

Enfin, les cadres de l'armée populaire bénéficient au cours de l'été des conseils avisés et de l'expérience du groupe de conseillers militaires chinois (GCMC) près l'armée populaire. Cette histoire nous est surtout connue grâce aux archives chinoises dont l'ouverture dans les années 2000 peut être vue comme une réponse au « conflit mémoriel » que se livrent les deux anciens alliés quant au poids et à l'influence réelle de l'aide chinoise au Viêt-Minh dans sa guerre contre les Français¹⁴. Les autorités vietnamiennes, pour des raisons politiques et de prestige, ont effectivement une tendance marquée à minimiser l'apport du général Chen Geng et de ses hommes dans la lutte pour l'indépendance. Le récit national qui s'est construit au Vietnam rend certes hommage aux « camarades » chinois de l'époque et évoque l'aide apportée, mais attribue davantage la victoire finale à la seule détermination des figures de la résistance (Hô Chi Minh, Giap, etc.) et à la foi révolutionnaire du peuple vietnamien. Au-delà de tout débat partisan et d'un point de vue purement factuel, la fourniture à l'armée populaire vietnamienne d'un armement considérable s'avère déterminante pour la suite de la guerre.

« En juin 1950, 3 100 cadres vietnamiens auraient reçu une formation en Chine, soit : 1 200 cadres d'infanterie, 400 cadres d'artillerie, 150 cadres de communication, 200 cadres de chiffrement secret¹⁵ », écrit Christopher Goscha ; l'historien peine cependant à quantifier avec précision le nombre total de cadres envoyés par la RPC. Il évoque le chiffre de 79 Chinois « qui devaient conseiller l'état-major général vietnamien, ses divisions et ses écoles militaires » en plus des dizaines d'officiers et commissaires politiques détachés dans les principales divisions et régiments de l'armée populaire, et dont l'influence contribue considérablement à la modernisation des tactiques et à l'amélioration des services de renseignement. Le rôle particulier joué à l'été 1950 par ces conseillers dans la préparation de

la bataille de la zone frontière du nord-est reste également difficile à apprécier. L'histoire officielle chinoise, qui défend des enjeux mémoriels opposés à ceux du Vietnam depuis que les relations entre les deux pays se sont dégradées dans les années 1960, défend une thèse extrême, celle d'une direction exclusivement chinoise des opérations, en tout cas pour la période considérée.

Pour les historiens chinois, le général Chen Geng et ses subordonnés sont aux « commandes » de *Le Hong Phong II* du début à la fin de la campagne, reléguant leurs partenaires vietnamiens à un rôle d'exécutants. Cette thèse est confortée pour partie par les travaux de Qiang Zhai, qui affirme « que les Chinois ont véritablement planifié et souvent commandé les opérations viêt-minh et que les stratégies et tactiques chinoises étaient transmises directement de la Chine au Vietnam, ce qui remet en question, ajoute-t-il, la réputation du génie militaire du général Vo Nguyen Giap¹⁶ ». Dans la même veine, à l'échelon tactique et malgré les progrès accomplis par les combattants de l'armée populaire, l'arrivée progressive de cadres chinois à tous les échelons des unités de l'APVN aurait permis de remporter la victoire : « La demande vietnamienne d'officiers chinois au niveau régiment et bataillon, écrit Qiang Zhai, révèle les graves problèmes de commandement du Viêt-Minh et met en évidence le manque de confiance et d'expérience dans la manœuvre d'unités au-dessus du niveau compagnie¹⁷. »

La littérature chinoise évoque la « joie » et l'« enthousiasme » des responsables du Viêt-Minh – et ceux de Giap au premier chef – face aux conseils des officiers du GCMC, mais il fait peu de doutes que les rapports entre alliés communistes ont dû également générer quelques tensions, susceptibilités et frustrations, notamment de la part de révolutionnaires vietnamiens en guerre contre les Français depuis de nombreuses années. La lecture « entre les lignes » des *Mémoires* du

général Giap fait apparaître ce légitime amour-propre des Vietnamiens ainsi que, de manière « feutrée », les désaccords qui ont pu naître. De fait, l'APVN comprend des hommes de valeur et leur participation active aux combats de la zone frontière ne saurait les reléguer au rôle de simples supplétifs. Le plus connu, le général Giap¹⁸, que le président Hô Chi Minh a nommé à la tête de l'armée populaire, est devenu un héros national, même s'il est progressivement écarté du pouvoir au début des années 1970 en raison des liens affectifs mais aussi idéologiques qu'il a noués pendant la guerre d'Indochine avec la Chine communiste. Sa figure a toutefois quelque peu « écrasé » celle des autres « grands capitaines » de l'armée populaire. Certains viennent des classes laborieuses (ouvriers, paysans), mais la plupart sont issus de la classe moyenne, fils d'enseignants ou de notables, et ont reçu à ce titre un niveau d'instruction correct.

Dans ce « panthéon », Le Trong Tan est souvent désigné comme le second meilleur tacticien après Giap. Bon élève, passionné de football et d'arts martiaux, il embrasse la cause du Viêt-Minh en août 1945 et se fait remarquer par son intelligence et ses qualités militaires. Pour cette raison, il est nommé en 1949 commissaire politique et chef de corps du régiment 209, qui constitue, avec le régiment 174 de Dang Van Viet, l'un des deux régiments d'élite opérant sans discontinuité dans la zone frontière entre 1949 et 1950. À la fin du mois d'octobre 1950, Le Trong Tan reçoit, à 36 ans, le commandement de la division 312¹⁹. Le général Giap le jugeait comme « l'un des meilleurs généraux vietnamiens de tous les temps ». Vuong Thua Vu qui, dès l'été 1949, est placé à la tête de la division 308 est également représentatif de ces cadres viêt-minh de valeur qui ont suivi dans les années 1930 une formation dans des académies militaires chinoises et ont combattu aux côtés des Chinois – communistes ou

nationalistes – contre les Japonais. Hoang Van Thai, fils de professeur, qui reçoit en septembre 1945 la mission de mettre sur pied les forces *Chu Luc* et d'organiser l'armée populaire, est également souvent cité. Celui-ci rejoint le Parti communiste indochinois à la fin des années 1930 avant de s'enfuir en Chine où il est envoyé, avec d'autres, à l'académie militaire de Lou Tcheou pendant près de quatre années. Hoang Van Thai, qui a reçu l'instruction militaire la plus poussée, est nommé chef d'état-major général de l'armée populaire jusqu'en 1953. C'est à lui que revient la responsabilité de conduire *Le Hong Phong II*.

Le Hong Phong II ou le choix de la zone frontière

C'est Hô Chi Minh, semble-t-il, après discussions avec les conseillers chinois, qui prend au mois de juin 1950 la décision de réorienter le centre de gravité des opérations en direction de la zone frontière du nord-est. L'objectif principal désigné de la campagne, renommée ultérieurement *Le Hong Phong II*, est alors Cao Bang. Aussi, au cours du mois de juillet, l'armée populaire met en place un comité d'étude et de préparation de la bataille et, le 11, des cadres du département de la guerre, du renseignement militaire, du département des approvisionnements et des transmissions sont envoyés autour de la garnison française. Le manque de renseignements sur le dispositif français constitue un obstacle important : la quinzaine de postes qui entourent Cao Bang empêchent, en effet, d'obtenir une bonne compréhension du système défensif. Le manque de cartes à petite échelle se fait également ressentir : « C'est la première fois que nous allons procéder à une grande attaque d'envergure mais nous n'avons pas de plan, des échelles 1/25 000^e, 1/100 000^e nous n'en avons pas. L'état-major [...] doit utiliser deux sortes de plans d'échelles plus grandes, 1/500 000^e

[et] 1/400 000^e », ce qui, d'un point de vue tactique, s'avère inutile. La présence des deux rivières, qui protègent la cité et qui nécessiteraient en cas d'attaque d'importantes manœuvres de franchissement, apparaît enfin comme un problème très difficile à résoudre pour les officiers chargés de concevoir l'opération. Pendant que les travaux se poursuivent, le bureau permanent du parti met sur pied, le 25 juillet, le « comité du parti de la campagne des frontières ». Le général Giap est « désigné secrétaire [...] commissaire politique [...] et commandant en chef [...] ». Hoang Van Thai étant chef de l'état-major, Le Liem, chef politique, et Tran Dang Ninh, chef des approvisionnements²⁰ ».

Les difficultés rencontrées dans l'étude préparatoire de la bataille et les doutes quant à ses chances de succès sont exprimées une première fois le 2 août lors de la réunion du comité du parti de la campagne de la frontière ; en effet, et malgré les préparatifs avancés, Hoang Van Thai « et un certain nombre d'officiers sont toujours hésitants²¹ » ; ils réfléchissent au choix d'un objectif alternatif, tant attaquer Cao Bang « paraît très compliqué sur le plan technique et sur le plan tactique ». Les combattants de l'APVN, déclare le chef de l'état-major général, ne sont pas habitués « à combattre en rivière [sic] », « ni sous l'artillerie de l'ennemi pendant plusieurs jours ». La bataille, qui risque de s'enliser et de prendre le caractère d'un siège, s'annonce très coûteuse en vies humaines, sans pour autant offrir une chance de victoire. Dans ce contexte d'incertitudes et face à l'enjeu que constitue cette campagne pour le Viêt-Minh, le général Giap, accompagné des chefs de la division 308 et des régiments 174, 209 et 675, se rend sur place les 5 et 6 août 1950, pour effectuer une « reconnaissance topographique » des lieux. Cette dernière confirme les difficultés soulevées par Hoang Van Thai.

Finalement, le 16 août 1950, lors d'une seconde réunion du comité du parti de la campagne de la frontière, l'attaque de Cao Bang est abandonnée au profit de celle de Dong Khe, un revirement que l'historiographie chinoise attribue à l'arrivée sur le « front », deux jours plus tôt, du général Chen Geng. C'est lui qui aurait proposé le choix de Dong Khe, expliquant à ses camarades viêt-minh l'intérêt de faire d'abord effort sur « quelques postes isolés proches de Cao Bang tout en attirant les colonnes de secours françaises depuis Langson²² ». Pour les troupes de l'armée populaire, l'attaque de ces colonnes permettrait, en raison de la supériorité en effectifs et de la nouvelle puissance de feu de l'APVN, comme de la difficulté des Français à manœuvrer le long de la RC 4, de remporter la grande victoire espérée.

Une fois Dong Khe libérée et les colonnes de secours envoyées par le corps expéditionnaire écrasées, plusieurs options sont envisagées en fonction des réactions françaises et de la situation locale : soit That Khe serait attaquée dans la foulée, soit les opérations se dérouleraient autour de l'axe Dong Khe-That Khe ou dans la région That Khe-Langson. Dans le cas où That Khe serait conquis sans difficultés majeures, la campagne marquerait une pause d'une quinzaine de jours avant de prendre Cao Bang pour objectif. Dans l'hypothèse où, entre-temps, les Français évacueraient Cao Bang en empruntant la RC 4-sud, les bataillons de l'APVN se réuniraient pour couper le repli à hauteur de la portion d'itinéraire entre Cao Bang et Dong Khe – ce à quoi correspondra effectivement la manœuvre française. Les compagnies régionales et les miliciens de la zone frontière ont pour rôle, dans tous les cas de figure, d'opérer des destructions sur la RC 4 entre That Khe et Langson et de monter des embuscades. La planification de la campagne *Le Hong Phong II* est donc caractérisée par la *souplesse* du commandement de l'APVN qui

laisse place dans sa réflexion aux différentes réactions que le commandement français pourrait avoir. En évitant d'adopter une démarche intellectuelle trop rigide dans l'élaboration de leur plan, les cadres politiques et militaires du Viêt-Minh se réservent donc la possibilité de conduire la bataille tout en réduisant les risques : les réponses que les Français pourraient opposer aux différentes options prévues sont toutes analysées et la parade correspondante à chaque éventualité, mise sur pied. Ainsi, une opération française de diversion sur Thai Nguyen est même envisagée par l'état-major de l'armée populaire, une éventualité qui ne semble pas l'inquiéter outre mesure, puisqu'il est prévu de ne pas livrer bataille pour la bourgade.

À compter du 2 septembre 1950, jour anniversaire de la proclamation de l'indépendance du Vietnam par Hô Chi Minh, celui-ci commence une tournée d'inspection des unités engagées dans la campagne. Pour la première fois depuis le début de la guerre et il faut y voir là l'importance que le chef d'État de la RDVN accorde à *Le Hong Phong II*, il visite un grand nombre d'unités, encourageant les troupes par des slogans et des poèmes qu'il compose lui-même : « Aucune tâche n'est insurmontable/ L'on craint seulement la faiblesse du cœur/ Creuser dans la montagne ou couvrir l'océan/ Une volonté de fer permet de tout réaliser. » Le 9 septembre, c'est un appel aux populations des trois provinces (Cao-Bac-Lang) qu'il lance, exhortant les habitants à se mobiliser entièrement pour la libération totale de la zone frontière. Le lendemain, Hô Chi Minh se rend au quartier général des opérations dans le village de Ta Phay Tu, au nord de la ville de Cao Bang. Il le quitte le 13 septembre afin de gagner le PC avancé de Na Lan – à 11 kilomètres à l'est de Dong Khe – pour assister personnellement au début de la campagne. Avant de partir, il lance son mot d'ordre à l'armée : « Peu importe les difficultés, vous les surmonterez, il faut vaincre. »

Le 14 septembre 1950 et pour reprendre une expression en usage dans l'armée française au cours du premier xx^e siècle, « le jeu est rangé ». Le régiment 174, qui doit attaquer Dong Khe par le nord et le nord-est, est regroupé au PK 10, au nord du village. Son bataillon 251, dirigé par Nguyen Huu An, est chargé de l'action principale sur la citadelle ; le bataillon 249 doit faire effort sur le nord du « village fortifié » pendant que le 250 est placé en réserve. Le TD 174 dispose de six pièces de 75 mm et de quatre canons sans recul de 57 mm. Les faces ouest et sud-ouest du camp retranché constituent la zone d'action du TD 209, ce dernier bénéficiant de trois canons de 75 mm, tandis que le régiment d'artillerie 675 est prêt à appuyer l'action d'ensemble avec quatre pièces supplémentaires. Au nord de Dong Khe, les bataillons 11 (division 308) et 426 disposent de moyens antiaériens pour neutraliser l'aviation française, et sont chargés de repousser les parachutistes si le commandement de la ZOT, comme il l'avait fait au mois de mai précédent, décidait de leur intervention. À 7 heures du matin²³, le 16 septembre 1950, l'artillerie viêt-minh entre en action. La bataille de la zone frontière vient de commencer.

Déception

« Ils sont à moins de quinze mètres de moi. Avec ma carabine, je mets l'un d'eux en joue. Mais je renonce à tirer quand je vois un autre groupe rassemblé autour du mât des couleurs et hissant le drapeau rouge à étoile d'or à la place du drapeau français. C'est la fin après cinquante heures de combat. Un autre mort ne changerait rien. Le plus curieux est que je ne ressens aucune haine, aucune folie meurtrière. »

Bernard Grué, *L'espoir meurt en dernier*¹.

La seconde chute de Dong Khe

Au début du mois de septembre 1950, le commandement français relève le 8^e tabor, arrivé en fin de séjour, et affecte à la défense de Dong Khe deux compagnies du II/3^e REI renforcées de quelques dizaines de supplétifs autochtones ; au total, ce sont désormais huit officiers, vingt-deux sous-officiers et 270 hommes de troupe² qui ont la responsabilité du centre de résistance dont les travaux de fortification ont été considérablement renforcés depuis le printemps.

La diminution des effectifs s'accompagne également de celle des appuis d'artillerie, la garnison ne comprenant plus qu'un canon de 105 mm et un de 57 mm³ pour repousser une éventuelle attaque. La pièce antichar ne dispose toutefois que d'obus perforants, efficaces contre des engins blindés, beaucoup moins contre l'infanterie. Un parachutage d'obus explosifs en plein combat, le 17 septembre, viendra en partie remédier au problème. Face aux 300 légionnaires et supplétifs vietnamiens de la garnison française, l'armée populaire déploie entre 10 et 12 bataillons appartenant aux TD 174 et 209, tous deux renforcés, soit 7 000 à 8 000 *bo doi* (dans ses mémoires, le général Chen Geng évoque un total de 10 000 combattants *viêt-minh*). Le rapport des forces est donc de 1 pour 23 (ou 26) en faveur de l'attaquant pour ce qui concerne les fantassins, contre 1 pour 6,5 dans l'artillerie, un calcul qui ne prend, toutefois, pas en compte les nombreux mortiers de 60 et 81 mm et canons sans recul qu'utilise l'armée populaire pour écraser les défenses françaises. Le déséquilibre des forces à la veille de la seconde attaque de Dong Khe paraît tel qu'il semble difficile d'imaginer, pour les légionnaires du II/3^e REI, une issue favorable sans une aide extérieure importante.

Du côté français, le déroulement des combats est connu grâce aux témoignages de la poignée de survivants qui parviennent à rejoindre That Khe – 15 légionnaires et 17 supplétifs – et des ouvrages rédigés après la guerre. Celui de Bernard Grué, lieutenant chef de section à la 6^e compagnie et chargé à l'époque de la défense d'un point d'appui de la face est de la citadelle, offre une bonne idée de la férocité des combats⁴. Le 16 septembre 1950, donc, et comme chaque matin à l'aube, deux patrouilles sont envoyées au-delà des calcaires dominant le poste. À 6 h 30, la patrouille « Nord » rend compte qu'elle est sévèrement accrochée tandis que, dix minutes plus tard, la patrouille « Sud » signale à son tour qu'elle est prise à partie à environ

800 mètres du poste sud. Les deux chefs de détachement rapportent une résistance anormalement élevée de l'adversaire et mettent fin à leur mission. À 6 h 45, le capitaine Allieux ordonne en conséquence aux légionnaires de prendre leur dispositif d'alerte, chaque homme rejoignant son emplacement de combat. Quinze minutes après cette décision, les bouches à feu de l'artillerie viêt-minh entrent en action. Au terme de la première journée de combat, la situation semble favorable aux défenseurs, notamment grâce à l'appui de l'aviation de chasse qui, comme au mois de mai précédent, fait taire les canons du Viêt-Minh. Les erreurs commises par les unités de l'armée populaire et le retard pris dans l'opération expliquent également le « piétinement » de l'attaque chez les assaillants : si le TD 174 atteint ses objectifs, enlevant notamment le poste est, sur la route de Talung, le TD 209 rencontre des difficultés dans sa mise en place, certaines de ses unités se trompent d'itinéraire. Pour cette raison, le régiment 209 ne participe au combat qu'à partir de 18 heures, et la défense française a pu toute la journée concentrer ses feux sur les seules unités du régiment 174. Les problèmes de coordination entre bataillons obligent le général Giap à intervenir, et plusieurs heures sont consacrées à la réorganisation du dispositif d'attaque.

À la faveur de la nuit qui tombe et du départ des Kingcobra, le Viêt-Minh relance son action. Vers 20 h 30, le poste du piton nord est pris tandis que la citadelle et le « village fortifié » sont écrasés sous les obus, Bernard Grué évoquant des incendies et l'explosion des dépôts qui « illuminent » la scène des combats comme en plein jour. Vers 6 h 00 du matin le 17 septembre, l'infanterie des TD 174 et 209 se retire, laissant aux armes lourdes (mitrailleuses, canons, mortiers) le soin de continuer la neutralisation de la garnison. Les pertes sont telles chez les Français que la 5^e compagnie, chargée de la défense du « village fortifié », n'a plus assez d'effectifs pour assurer sa mission ;

le capitaine Allieux décide son repli sur la partie nord de la citadelle. Elle y renforce les troupes qui ont particulièrement souffert dans ce secteur. Vers midi, il adresse par radio un compte rendu à la ZOT qui fait état des pertes : celles-ci s'élèvent déjà à 40 morts et trois fois plus de blessés. « Hanoï [...] incrédule, demande de répéter⁵ », se souvient Bernard Grué. Dans un second échange, au soir du 17 septembre, le capitaine Allieux rapporte le chiffre de 60 tués. Les pertes de l'adversaire sont également très lourdes ; le général Chen Geng les estime pour toute la bataille à 500⁶, sans qu'il précise si le chiffre inclut les blessés.

Les « flottements » – un terme utilisé dans le jargon militaire pour désigner une baisse du moral et un moindre allant de la troupe, voire une panique dans certains cas – sont tels dans les unités viêt-minh engagées que Hoang Van Thaï juge nécessaire de rappeler aux chefs de corps des TD 174 et 209 la nécessité d'une victoire « coûte que coûte ». Seul un succès à Dong Khe, leur dit-il en substance, permettra le bon déroulement de la campagne et les victoires à venir. Pour l'obtenir, le dispositif d'attaque est donc réorganisé : le TD 174 délaisse le front nord pour se concentrer sur la face est de la citadelle, tandis que le TD 209 doit davantage faire effort au sud qu'à l'ouest. Par ailleurs, la tactique employée par les unités est également modifiée : de petits groupes d'assaut, pourvus de grenades, de bazookas et de pistolets-mitrailleurs, remplacent les charges compactes de fantassins utilisées jusqu'alors. La lecture de *l'Histoire de l'état-major dans la guerre de résistance contre la France* fait bien apparaître la pression exercée par Hoang Van Thaï sur ses subordonnés au cours de la journée du 17 septembre – « le camarade Hoang Van Thaï est très déterminé et directif⁷ », peut-on ainsi lire. Il veut en finir rapidement afin d'éviter des pertes supplémentaires de combattants, des combattants indispensables à la poursuite de la

campagne : à 18 h 30, il ordonne « l'attaque totale ». L'héroïsme et le sacrifice des soldats de l'armée populaire méritent d'être soulignés dans cette nuit du 17 au 18 septembre 1950 ; malgré une résistance acharnée de la garnison de Dong Khe, les points d'appui des légionnaires tombent les uns après les autres.

C'est un combat d'une extrême violence que se livrent les deux adversaires : Bernard Grué fait état dans son récit de contre-attaques à la baïonnette et de furieux corps à corps dans lesquels légionnaires et *bo doi* trouvent la mort, ensemble, étroitement mêlés. Entre 4 h 45 et 6 heures, la citadelle est envahie de toutes parts, et toute résistance coordonnée est désormais vaine. Vers 6 h 20, avec la vingtaine d'hommes qui sont regroupés autour de lui, le capitaine Allieux tente une sortie ; si ses hommes parviennent à s'échapper, lui est fait prisonnier. « À 6 h 30, les bataillons de l'APVN coiffent la citadelle et poussent des cris de victoire », le « nettoyage » du centre de résistance prend fin vers 10 heures. Pour le Viêt-Minh, « l'ouverture de la campagne a donc été un franc succès ». La garnison de Dong Khe, ayant offert une résistance bien supérieure à celle du mois de mai, s'est battue selon les traditions de la Légion, en témoignent ses pertes dépassant les deux tiers de ses effectifs initiaux : plus de cent morts et autant de blessés qui, avec quelques dizaines de combattants indemnes, prennent le chemin de la captivité. Les *bo doi*, de leur côté, se lancent dans une chasse aux trophées, parmi lesquels les fourragères⁸ des légionnaires sont particulièrement prisées et sont enfilées autour du cou, comme colliers – certains combattants, rapporte un témoignage, en portant jusqu'à trois. Quant au général Chen Geng, et malgré la victoire remportée, il se montre peu satisfait des performances de l'APVN, dont les unités n'ont pas suivi le programme de l'attaque, ont fait des erreurs de coordination, pointant également du doigt la rédaction

intentionnelle de comptes rendus inexacts destinés à dissimuler les « mauvaises nouvelles » au cours de l'action⁹. L'APVN, avec une supériorité pourtant écrasante, aura mis trois jours à s'emparer de Dong Khe alors que la planification de l'opération avait estimé à une seule journée la durée des combats.

À Langson comme à Hanoï, les événements de Dong Khe sont suivis avec attention grâce aux échanges radio et aux rapports faits par les Morane d'observation. Les options pour porter assistance à la garnison attaquée paraissent toutefois limitées. La demande émise par le colonel Constans dans la matinée du 16 septembre de procéder à un largage de parachutistes et appuyée dans un premier temps par le général Marchand, est finalement refusée. Avec raison, les responsables de la base aéroportée-Nord (BAPN) ont fait savoir qu'il n'existait qu'une seule zone de saut acceptable – celle utilisée au mois de mai – et qu'il ne fallait pas s'attendre, cette fois, à obtenir la surprise créée par une intervention des parachutistes. De fait, on l'a dit, l'état-major de l'armée populaire avait placé en réserve au nord de Dong Khe deux bataillons avec mission de contrecarrer une éventuelle action des troupes aéroportées. Rescapé de Dong Khe, le capitaine Jaugeon parviendra, au terme d'un véritable périple, à rejoindre That Khe le 24 septembre ; prier d'exprimer son avis sur l'opportunité d'une intervention parachutiste lors de l'attaque de Dong Khe, il déclara : « Parachutée à Dong Khe, une unité – même de la force d'un bataillon – était vouée à l'anéantissement. » Finalement, deux sections de parachutistes thôs et une de parachutistes nungs¹⁰ sont larguées sur That Khe le 16 septembre pour y renforcer la garnison – et rassurer la population civile – ; elles y sont rejointes les 17 et 18 septembre par le 1^{er} bataillon étranger parachutiste. Le choix du colonel Constans reste donc limité à la seule possibilité qui lui reste : constituer, à Langson, un groupement de forces chargé de

dégager les légionnaires du III/3^e REI, quelque 90 kilomètres plus au nord...

C'est le lieutenant-colonel Le Page qui est désigné pour diriger ce groupement constitué par le 1^{er} tabor (qui a, fin juin, relevé le 10^e tabor), le 3^e tabor et le 11^e tabor (qui a remplacé le 8^e tabor lors de son départ en septembre). Le BM/8^e RTM, en partie reformé après la première « affaire » de Dong Khe, est également intégré à la colonne. Comme Le Page l'a anticipé, la colonne qui entame son mouvement le 17 septembre au matin rencontre le « bouchon » installé entre Dong Dang et Na Cham par le Viêt-Minh, au niveau du tunnel de Tha Lai, un bouchon qu'elle ne peut forcer au cours de la journée. La décision, inhabituelle et risquée, prise par le lieutenant-colonel Le Page de forcer le passage de nuit, alors que l'adversaire a levé son dispositif d'embuscade avant de le remettre en place le lendemain, se révèle payante et permet à une partie du convoi d'atteindre Na Cham, à l'aube du 18 septembre. En revanche, au matin, le 3^e tabor est obligé de s'ouvrir la route en combattant. Finalement, le lieutenant-colonel Le Page atteint That Khe le 19 septembre au matin, trop tard pour être d'une aide quelconque à la garnison de Dong Khe. « Nous sommes accueillis avec beaucoup de soulagement » par le chef de bataillon Bedo [qui commande le sous-secteur] et le capitaine Labaume, commandant le II/3^e REI », raconte Le Page qui fait état d'une « place assiégée ». « Tous deux vivaient, depuis quelques semaines, sur des chardons ardents. Tous les renseignements qu'ils avaient pu recueillir étaient particulièrement alarmants. Ils dénombraient un corps de bataille VM, qui faisait peser sur That Khe, aussi bien que sur Dong Khe, une menace imminente. Ils en avaient rendu compte au commandement, qui restait sourd à leurs appels¹¹. » Quant aux troupes de Cao Bang, aux moyens limités, elles entreprennent de leur côté une timide action de diversion en

envoyant vers le sud trois compagnies dans l'après-midi du 17 septembre, avant de rebrousser chemin¹².

Secret, surprise, vitesse

La chute de Dong Khe, le 18 septembre 1950, constitue un événement de nature à remettre en question l'ordre particulier n° 46 du commandant en chef, signé trois jours auparavant. Le rôle de « relais » qu'aurait occupé la place dans la manœuvre d'évacuation de Cao Bang disparaît *de facto* et la présence de forces viêt-minh puissantes est susceptible de remettre en question l'ensemble du plan conçu par le commandant en chef. Placé devant cette situation nouvelle, le général Carpentier se rend en urgence à Hanoï et à Langson le 18 septembre, accompagné du général Hartemann, commandant les forces aériennes d'Extrême-Orient. Il y précise verbalement au général Marchand puis au colonel Constans les grandes lignes de son intention. Sans opérer la moindre modification à son OP 46, il insiste particulièrement sur la nécessité de préserver un secret *absolu* – celui-ci étant dans son esprit le garant principal du succès de l'opération d'évacuation de Cao Bang. Ainsi, seuls le général Marchand, le général Alessandri (qui s'apprête à reprendre son poste), le colonel Constans et le chef de bataillon Lambert ont à en connaître ; les chefs tactiques chargés d'exécuter la manœuvre –

Le Page et Charton – ne devront donc prendre connaissance de leur mission qu'au dernier moment, à « J – 1 » dans le cas de Charton. Le général Carpentier « sait que l'évacuation des familles [de Cao Bang] va poser un problème délicat de commandement, étant donné que le vrai motif de cette évacuation ne sera pas avoué. C'est une question de fermeté, il compte sur les cadres pour la réaliser sans incidents ». Ce dernier avertissement concerne le bataillon de formations

indochinoises dont le commandement redoute les réactions si les supplétifs venaient à prendre connaissance, par des indiscretions, de l'évacuation de la ville. Pour cette raison, le général Carpentier insistera plusieurs fois pour « qu'aucune destruction susceptible de donner l'éveil » ne soit effectuée avant l'évacuation du poste¹³.

Par ailleurs, le commandant en chef rappelle l'exigence, pour les deux colonnes constituées, d'agir avec vitesse et légèreté. En partant à la tombée de la nuit (c'est-à-dire vers 19 heures), la colonne Charton, notamment, devrait avoir parcouru la plus grande partie de la distance séparant Cao Bang de Dong Khe. Curieusement, l'occupation par le Viêt-Minh de cette dernière semble apparaître comme une question secondaire aux yeux du général Carpentier. Dans son esprit, la chute de Dong Khe est dissociable de l'opération de repli qu'il entend mener, sa reprise par la colonne montante ne constituant qu'un « préalable évident » à la jonction des deux colonnes. Cette « reprise » ne fait pas plus avant l'objet de discussions. L'opération de réoccupation de Thai Nguyen est, quant à elle, maintenue et son déclenchement fixé au 26 septembre, la première phase de l'opération d'évacuation de Cao Bang devant débiter le 29. Le général Carpentier laisse toutefois au colonel Constans le soin de déterminer sa date exacte « en fonction des conditions météorologiques locales ».

Au cours de l'après-midi du 18 septembre est également prise la décision¹⁴ de constituer un groupement de quatre bataillons placés sous les ordres du lieutenant-colonel Le Page, baptisé « groupement Bayard¹⁵ ». C'est à cet officier supérieur que revient la responsabilité de recueillir la colonne descendante et de prendre, ensuite, le commandement de l'ensemble des troupes. « Bayard » se compose du 1^{er} BEP, du BM/8^e RTM et des 1^{er} et 11^e tabors, ces quatre bataillons étant alors et depuis leur tentative infructueuse de porter secours à la

garnison de Dong Khe, présents à That Khe. Le 19 septembre, le général en chef se rend ensuite à Cao Bang¹⁶ pour informer le lieutenant-colonel Charton de sa volonté de renforcer Cao Bang par le 3^e tabor et de « soulager » la place des familles des supplétifs du bataillon FI, qui seraient aérotransportées sur Langson. Cette opération s'effectue entre les 21 et 24 septembre et, au terme de celle-ci, environ 2 300 femmes et enfants ont quitté Cao Bang. « Il se garda bien de nous parler d'évacuation, raconte Charton dans son ouvrage, mais, en ce qui me concerne, je ne fus pas dupe¹⁷. »

Le 20 septembre, enfin, se tient une conférence réunissant Léon Pignon, le général Alessandri (arrivé la veille de France), le général Marchand et le commandant en chef. Ce dernier y renouvelle explicitement ses intentions et insiste « tant verbalement que par écrit sur ces trois facteurs essentiels : secret, surprise, vitesse ». La teneur exacte des propos échangés lors de cette réunion reste inconnue faute de compte rendu, et seuls les témoignages des protagonistes permettent d'en saisir « l'ambiance ». Dans une série d'articles parus au mois de décembre 1964 et intitulée « Pire que Diên Biên Phu¹⁸ », Lucien Bodard livre de façon dramatique – et souvent peu crédible – une version de l'événement. « Vous commettez un crime, fait dire le journaliste au général Alessandri s'adressant à son chef. Ce que vous préparez c'est la démission de la France, la perte prochaine de toute l'Indochine. Les conséquences de l'abandon seront catastrophiques », et de raconter que celui-ci présenta sur-le-champ sa démission. Ce à quoi, d'un ton martial, le général Carpentier aurait répondu – ce qui semble douteux au vu de son caractère : « Je suis le commandant en chef, vous n'avez qu'à m'obéir. » Enfin, Léon Pignon, revenant sur la menace de démission d'Alessandri, aurait de son côté déclaré : « Ce serait une désertion ! »

Moins romanesque, la version d'Alessandri fait bien état de son désaccord complet quant à la décision d'évacuer le « verrou » que constitue pour lui Cao Bang, la place « la mieux organisée, la mieux défendue et la plus solide de toutes celles jalonnant la zone frontière ». Pour cette raison, il demande au général Carpentier de « se rendre à Paris afin d'y provoquer les décisions importantes et urgentes que commandait la situation nouvelle au Tonkin, issue de la collusion sino-Vietminh [sic] ». Parmi tous les arguments avancés par le général Alessandri, dont la plupart sont sans objet dès lors que le commandant en chef maintient sa décision, il en est un qui, sans doute, aurait dû faire l'objet d'une attention plus soutenue : celui concernant les réserves. De fait, à la veille du déclenchement de l'évacuation de Cao Bang, le général Alessandri ne dispose d'aucune réserve disponible en cas de « coup dur ». Les bataillons parachutistes sont engagés sur les différents territoires de l'Indochine¹⁹ tandis que, conformément aux décisions gouvernementales prises le 18 août précédent, quatre bataillons sont transférés ou en cours de transfert du nord vers le sud du Vietnam²⁰. Quant aux bataillons restants, ils sont destinés à l'opération sur Thaï Nguyen. Le général Carpentier refuse d'annuler celle-ci, comme le lui demande au moins son subordonné, et même de suspendre le départ du II/6^e RIC qui, ce même 20 septembre, est en cours d'embarquement à Haïphong. Le refus du commandant en chef de prendre en compte la moindre remarque du général Alessandri, quand bien même cette dernière apparaîtrait fondée, s'explique sans doute par l'opposition que le commandant de la ZOT manifeste depuis des mois ainsi que son « indiscipline », comme en témoignent ses rapports avec Léon Pignon ou l'activité déployée lors de son « séjour » parisien.

Ainsi, malgré la chute du « relais » de Dong Khe et la perte de la quasi-totalité de sa garnison, le général Carpentier ne semble

considérer l'événement que « comme un gros incident local sans influence pratique sur le déroulement de l'évacuation de Cao Bang ». Le colonel Constans, de son côté, très affecté par la disparition de deux compagnies du II/3^e REI – son propre régiment –, auxquelles il n'a pu apporter aucun soutien, se montre inquiet par les rapports de son 2^e bureau quant à la présence d'une trentaine de bataillons de l'APVN à proximité de la RC 4. Il ne paraît pas, cependant, s'être élevé avec force sur la faisabilité de l'opération. Le général Alessandri, s'il est vrai qu'il s'insurge le 20 septembre contre l'absence de réserves et les risques encourus par les colonnes Le Page et Charton, semble davantage consacrer son énergie à défendre ses projets d'actions offensives en Haute Région, projets qu'il reprend dans deux lettres adressées au général Carpentier les 21 et 28 septembre. Plutôt que de se concentrer tout entier sur la préparation de la mission d'évacuation qu'il a reçue, il continue de prôner des opérations d'extension du dispositif français. L'ordre particulier n° 46 est donc intégralement maintenu et son exécution commence le 29 septembre 1950 par le déclenchement de l'opération *Phoque*, décalée de quatre jours en raison des mauvaises conditions météorologiques.

Une opération de déception bien décevante

Phoque vise le triple objectif d'étendre la superficie contrôlée dans le delta du fleuve Rouge, de distraire et d'attirer les forces régulières du Viêt-Minh loin de la RC 4 et de ses postes, mais également de rassurer les populations en compensant, par une action offensive, de nouveaux abandons dans la zone frontière. Dans le jargon militaire, une telle entreprise porte le nom d'« opération de déception ». Il s'agit, selon une définition contemporaine, de produire un « effet

résultant de mesures visant à tromper l'adversaire en l'amenant à une fausse interprétation des attitudes amies, en vue de l'inciter à réagir d'une manière préjudiciable à ses propres intérêts et de réduire ses capacités de riposte²¹ ». Dans cette perspective, c'est Thái Nguyen qui est choisi, à la fois en raison de sa relative proximité avec Hanoï puisque 80 kilomètres seulement séparent la cité de la capitale tonkinoise, mais également parce qu'elle est un bastion de la révolution : Thái Nguyen est, en effet, la première ville que le Viêt-Minh libère (le 17 août 1945) lorsqu'il se lance à la conquête du pouvoir et elle est considérée depuis comme sa « capitale administrative ». Le commandement français, et ceci témoigne bien des illusions dont il se berce comme de son analyse erronée, estime que sa capture aura un impact psychologique important sur les populations vietnamiennes, impact qui atténuera largement les effets de l'abandon de Cao Bang et de Dong Khe.

L'opération *Phoque* intéresse un territoire jugé relativement facile d'accès situé entre la frange nord du delta et les contreforts de la Haute Région. Dans cette zone, la Moyenne Région présente par endroits des paysages vallonnés parsemés d'herbe qui peuvent permettre – fait suffisamment rare au Vietnam – le déploiement et la manœuvre des blindés en dehors des axes de communication, ce qui sera le cas lors de la bataille de Vinh Yen au mois de janvier 1951. En plus de la (ré)occupation d'une superficie d'environ 1 200 km² autour de Thái Nguyen et la « récupération » d'une centaine de milliers d'âmes dans le giron français, le général Carpentier espère « porter un coup sérieux au potentiel militaire, politique et économique » du Viêt-Minh, l'un des objectifs de l'opération *Léa* quelque trois ans auparavant. De fait, la région, en sus du riz qu'elle peut offrir aux combattants, constitue un important centre militaire où sont fabriquées des grenades et des munitions locales et où les troupes

peuvent également s'instruire et se « reconditionner » : c'est autour de Thai Nguyen, notamment, que la division 308 a aménagé ses zones de repos.

Plus intéressant pour les forces françaises : les services de renseignement du corps expéditionnaire décèlent la présence d'une école de pilotage, la deuxième détectée jusqu'alors²². Celle-ci, qui regroupe quelques dizaines de stagiaires, est dirigée par des instructeurs viêt-minh mais également allemands. L'un d'eux, Siegfried Wenzel, avait été pilote dans l'aviation de reconnaissance de la Luftwaffe ; capturé par les Français au cours de la Seconde Guerre mondiale, il s'engage dans la Légion étrangère avant de désertir et de rejoindre le Viêt-Minh. Il se marie et est affecté au ministère de la Défense de la RDVN au sein du département de l'armement et des munitions. Au mois de mars 1949, alors que le général Giap crée le Comité de recherche de la force aérienne (embryon de l'actuelle armée de l'air vietnamienne), Wenzel – désormais Nguyen Duc Viet²³ – se voit confier le Comité de formation des pilotes. Faute d'avions (le « parc aérien » se serait limité à deux appareils vétustes²⁴), lui et ses camarades se contentent de dispenser des cours théoriques ou encore de traduire des ouvrages et notices de référence.

L'opération *Phoque* mobilise, en plus des appareils de transport du GATAC/Nord (25 Toucan plus deux en réserve, 8 Dakota plus un en réserve), un total de 5 200 soldats et marins, ainsi que 3 000 coolies. Son déclenchement est prévu quarante-huit heures avant celle du groupement Le Page en direction de Dong Khe, le but étant de fixer les forces qui se trouvent dans le réduit – quelques bataillons régionaux appuyés par des milices locales –, et d'attirer les unités régulières qui enserrent la RC 4. Le 29 septembre, la colonne motorisée aux ordres du colonel Gambiez (d'où son appellation

conventionnelle de « Groupement G »), commandant alors la zone nord du Delta, se met donc en route par la RC 3. Des éléments plus légers, progressant par des pistes, couvrent la manœuvre principale face au massif du Tam Dao (à l'ouest de Thai Nguyen) d'où peuvent partir d'éventuelles contre-attaques. Dans le même temps, une Dinassaut²⁵ remonte la rivière Song Cau afin de boucler le dispositif par l'est et d'atteindre la ville par voie fluviale. Le 1^{er} octobre, le largage du 7^e groupement colonial de commandos parachutistes (7^e GCCP) et de la 3^e compagnie indochinoise parachutiste (3^e CIP²⁶) – quelque 550 hommes au total²⁷ – permet aux Français d'entrer dans la ville désertée. La première phase est terminée, elle est suivie d'une seconde dite « de dégagement et d'implantation » où les six bataillons d'infanterie engagés rayonnent autour de Thai Nguyen et commencent la construction de points d'appui en attendant la création de postes. Ceux-ci ne verront jamais le jour, puisque le 10 octobre 1950, en raison des « événements » qui secouent la zone frontière, l'opération est démontée et ordre est donné au colonel Gambiez de replier à la hâte l'ensemble de son dispositif.

Rétrospectivement, la lecture de certaines phrases du rapport de l'opération *Phoque*, rédigé juste avant l'évacuation de Thai Nguyen, semble – c'est un euphémisme – étonnante. Ainsi, il est affirmé que les Français ont porté « un coup sérieux au prestige et au moral de l'adversaire », évoquant ses pertes et revendiquant un bilan matériel important. La réalité apparaît de beaucoup plus nuancée et, sans même disposer de la totalité des informations sur les combats qui se déroulent simultanément sur la RC 4, les résultats annoncés se révèlent singulièrement faibles pour une opération qui a mobilisé – exception faite des unités engagées dans les opérations d'évacuation de Cao Bang – la quasi-totalité des forces mobiles du Tonkin. Fidèle à sa tactique d'évitement, le Viêt-Minh a partout fait le vide, laissant

des éléments retardateurs pour harceler les bataillons du corps expéditionnaire et disposer, parfois, de quelques délais pour évacuer les dépôts. Aussi, ses pertes ne s'élèvent « seulement » qu'à une cinquantaine d'hommes, dont une dizaine de soldats réguliers²⁸. Si les quelque 30 000 grenades saisies représentent un volume important, la centaine d'obus de mortiers de 81 mm, l'unique mitrailleuse et la soixantaine de fusils récupérés font triste figure au regard des moyens mobilisés, au regard, surtout, des ambitions initiales que le général Carpentier et ses officiers avaient affichées.

Enfin, il paraissait naïf, voire, disons-le, injurieux pour l'adversaire, de penser qu'à ce moment de la guerre, Hô Chi Minh et Giap, flanqués de leurs conseillers chinois, tomberaient dans le piège qui leur était tendu et décideraient – ce que précisément ils refusaient de faire depuis l'ouverture des hostilités, en 1946, de sacrifier leur corps de bataille en pleine montée en puissance pour « sauver » Thaï Nguyen. Le Viêt-Minh avait à maintes reprises privilégié le temps à l'espace et il était loin d'accorder à l'abandon provisoire de Thaï Nguyen la valeur du symbole que lui prêtaient les Français. À cette date, Hô Chi Minh et ses fidèles, conscients de la force nouvelle de leurs troupes et confiants dans la valeur de l'opération *Le Hong Phong II*, entendent bien remporter sur les garnisons françaises implantées le long de la RC 4 une grande victoire qui aura un retentissement bien plus important que la perte de sa « capitale », Thaï Nguyen.

Tiznit

« Occuper Dong Khe, tel était donc l'objectif de la 1^{re} phase des opérations projetées. J'avoue que je m'en doutais un peu. Je me retrouvais donc devant le même problème qu'en mai 1950, mais avec cette différence essentielle que cette fois il fallait le reconquérir, et que de surcroît la situation s'était singulièrement aggravée [...] l'affaire se présente mal et on comprendra mes appréhensions. »

Marcel Le Page, *Cao Bang*.
*La tragique épopée de la colonne Le Page*¹.

Prodrome

Dans la semaine qui précède l'opération d'évacuation de Cao Bang, le groupement Bayard, dont les bataillons sont installés en défensive sur les collines dominant That Khe, est chargé selon les mots du lieutenant-colonel Le Page de mener « des reconnaissances profondes [...] poussées tous azimuts, aussi loin que possible de façon à déceler les préparatifs et les intentions de l'ennemi² ». Parmi

ces dernières, le « raid sur Poma » reste la plus connue et ses enseignements auraient dû constituer un ultime avertissement pour le commandement français. Le hameau de Poma est situé à une dizaine de kilomètres au nord-est de That Khe, à proximité de la frontière chinoise ; son poste a été évacué à l'été précédent. Afin de vérifier les renseignements recueillis par le 2^e bureau de la ZFNE faisant état de rassemblements de forces et de dépôts viêt-minh dans la « cuvette » de Poma, le colonel Constans se rend à That Khe le 23 septembre et donne mission à Le Page d'aller reconnaître le secteur. L'opération mobilise les quatre bataillons du groupement Bayard et commence le soir même, à 23 heures. Comme il l'a déjà fait à plusieurs reprises, le lieutenant-colonel Le Page choisit de prendre le risque d'une progression de nuit et par la route afin de surprendre l'adversaire ; cette tactique, dangereuse dans la journée, a l'avantage d'éviter de disperser ou d'épuiser ses forces dans un terrain calcaire et couvert par une « brousse inextricable ».

Au matin du 24 septembre, alors que le BM/8^e RTM et le 11^e tabor assurent la protection des lignes de communication du groupement et sont placés en recueil, le 1^{er} tabor pénètre dans la « cuvette » de Poma par l'ouest, tandis que le 1^{er} BEP l'aborde par l'est. Les éléments de tête du bataillon de parachutistes surprennent une colonne de ravitaillement viêt-minh et son escorte, puis découvrent un dépôt d'obus de 75 et 81 mm. La reconnaissance de la « cuvette » de Poma tourne cependant court : légionnaires et goudiers sont pris à partie de toute part par les armes lourdes du Viêt-Minh, dont les unités, contre-attaquant, menacent d'envelopper les deux bataillons avancés. Le capitaine Jeanpierre, adjudant-major³ au 1^{er} BEP évoque alors « un repli qui se fait dans la confusion » quand Le Page parle, lui, d'un « décrochage difficile [qui] dut se faire à vive allure et en formation diluée » sous l'appui des canons de That

Khe et le *straffing*⁴ des Kingcobra. « Prévue pour 48 heures, note laconiquement un officier, l'opération se termine au bout de 12 heures. »

Si le général Carpentier félicite le groupement Bayard pour son opération, qui confirme les renseignements des services français, il ne semble pas s'émouvoir davantage de la nature de ceux-ci. Pourtant, la réaction extrêmement vive de l'adversaire comme les informations fournies par la quinzaine de prisonniers ramenés par le 1^{er} BEP sont inquiétantes ; ces dernières font état de l'arrivée de douze nouveaux bataillons en provenance de Chine. « Si l'on ajoute ces douze bataillons "frais" aux dix-huit bataillons ayant participé à la prise de Dong Khe, c'est donc 30 bataillons et 10 à 20 canons qui se trouvent dans la région », et susceptibles de border, en 24 heures, la RC 4, rapporte le capitaine Jeanpierre. L'on peut alors comprendre Le Page lorsqu'il écrit qu'à « That Khe, le succès du raid de Poma n'a pas détendu l'atmosphère. Les conversations des popotes tournent autour des renseignements recueillis [...]. Une occasion de plus d'égratigner le commandement, qui minimise, quand il ne les met pas en doute, les informations qui lui parviennent de "l'avant" [...]. Tous ces commentaires font l'objet de vives discussions qui toutes concluent à l'imminence du danger qui menace That Khe. Ce qui ne rassérène pas les esprits⁵ »...

Tiznit

Le 29 septembre 1950, alors qu'est déclenchée l'opération *Phoque*, le lieutenant-colonel Le Page reçoit un ordre préparatoire⁶ l'avertissant que son groupement entrera « dans le cadre général des opérations effectuées par l'ensemble des troupes du Tonkin ». La première phase de l'opération à laquelle il participerait aurait pour

nom *Tiznit*, sans doute choisi par le colonel Constans en souvenir de l'époque (1947-1948) où il occupait les fonctions de chef d'état-major du général commandant la région « Agadir-Confins », dans le sud marocain. En raison de l'ordre donné – et répété – par le général Carpentier de ne rien dévoiler de l'évacuation de Cao Bang, le colonel Constans est amené à diviser « artificiellement » la mission du lieutenant-colonel Le Page, c'est pourquoi *Tiznit* est dissociée de l'opération de repli proprement dite. Ce n'est que dans la matinée du 30 septembre que le lieutenant-colonel Le Page est avisé, par réception de l'ordre d'opération n° 2, de sa mission : il doit, le plus rapidement possible et *sans ouvrir la route*, « porter le gros des forces du groupement sur Dong Khe » et reprendre l'ancien poste, par la force si l'adversaire l'occupe.

Ce premier objectif doit être atteint, spécifie Constans, dans la matinée du 2 octobre 1950 au plus tard, de façon à pouvoir « amorcer une autre mission dès le 2 après-midi » ceci, avec un effectif qui « ne devra jamais être inférieur à deux bataillons » ; l'heure exacte de départ de la colonne est laissée à l'initiative de son chef. Dans son rapport d'opération, le capitaine Jeanpierre écrira avec raison : « On semble donc considérer Dong Khe prenable dans les délais prévus. Rien n'est prévu en cas d'échec. Le commandement ne met pas en doute l'occupation, de vive force ou non, de Dong Khe. » De fait, rien n'est prévu en cas d'échec, ce qui constitue une faute incontestable et, pour le moins, une extrême légèreté dans la conception de l'opération. Dans son mouvement, Le Page doit par ailleurs procéder à l'occupation de quelques points importants entre That Khe et Dong Khe pour faciliter ultérieurement le repli du détachement, mais également être en mesure d'exercer une action de secours au profit de That Khe. Cette directive a comme conséquence immédiate d'affaiblir le groupement dès avant même d'effectuer sa

mission principale puisque Le Page va être obligé de distraire les effectifs de plusieurs goums pour garder les points clés de la portion de la RC 4 parmi les plus dangereux, lesquels sont bien connus : la cote 703, le col de Lung Phaï et le « Boulevard de la 73/2 ».

Dès réception de l'ordre d'opération n° 2, le lieutenant-colonel Le Page – et certains, tel le colonel Lennuyeux, y verront un signe que celui-ci, dès le départ, « n'était pas "très chaud" pour cette affaire » et que, fatigué, il « n'en voulait plus » – adresse un télégramme au colonel Constans pour lui faire part de ses appréhensions. Il lui explique l'absence d'appui d'artillerie du groupement, des « arrières non assurés » – à savoir que « la RC 4 était complètement détruite au sud de That Khe » –, et relève donc l'impossibilité d'être secouru par voie terrestre au besoin. Il insiste enfin sur la présence, recoupée par tous les renseignements, de forces viêt-minh très importantes dans la région Dong Khe-That Khe. Le chef de la ZFNE répond aussitôt pour maintenir son ordre, souligner la « place essentielle » du groupement Bayard « dans la manœuvre d'ensemble déclenchée au Tonkin », et lui promettre le parachutage de pièces de 3,7 pouces pour la reprise de Dong Khe. Il en profite pour « remonter », selon son expression, le lieutenant-colonel Le Page, mais il n'est pas certain que ses mots d'encouragement aient eu un fort impact : les opérations infructueuses menées pour porter secours au poste de Dong Khe en mai et septembre, comme le raid sur Poma, ont montré à ce dernier la lenteur de la progression de l'infanterie dans un tel terrain et l'agressivité de son adversaire.

Au moment du départ, écrira Le Page, « le sort en est jeté, il faut y aller. Du plus petit gradé au commandant de la colonne, les visages accusent une certaine gravité [...]. Bien que croyant, je ne suis guère pratiquant. Devant la gravité de la situation et le poids de mes responsabilités je suis allé me recueillir à l'église et j'ai prié⁷ ». Quant

aux officiers du groupement Bayard, depuis la veille ils se perdent en conjectures, essayant de deviner le véritable but de la mission et les intentions réelles du commandement de la zone frontière. D'après le capitaine Jeanpierre, lorsque Le Page réunit dans l'après-midi du 30 septembre les chefs de bataillon, leurs adjoints et leurs chefs d'état-major, « il émet l'hypothèse que cette opération a pour but de recueillir la garnison de Cao Bang. Il suppose que cette garnison se repliera sur la RC 4. Mais ce ne sont que des suppositions ». Si Le Page est moins explicite dans son ouvrage, il semble que la plupart des officiers présents ne nourrissent que peu de doutes sur cette fameuse « manœuvre d'ensemble déclenchée au Tonkin » : l'évacuation de Cao Bang est dans tous les esprits. Le témoignage du chef de bataillon Bedo, responsable de la défense du sous-secteur autonome de That Khe, semble en définitive refléter l'opinion de la plupart des officiers : « Je dois dire [...] qu'à la lecture de l'ordre d'opération sur Dong Khe et de son troisième paragraphe "garder deux bataillons disponibles pour une mission ultérieure", je n'ai personnellement pas douté un seul instant qu'il s'agissait de tendre la main au colonel [sic] Charton évacuant Cao Bang. »

Le Page choisit d'emprunter de nuit la RC 4 et ses abords, chaque bataillon adoptant la méthode du dépassement successif, une méthode qui s'avère la plus adaptée pour assurer à la colonne une marche relativement rapide tout en la gardant sur les flancs. Concrètement, le 11^e tabor ouvrira la marche en premier, progressant par la ligne de crête à l'ouest de la route, et en occupant la cote 703 ; il sera dépassé par le 1^{er} tabor, qui prendra position sur les hauteurs de Lung Phaï, et enfin le BM/8^e RTM s'assurera du mouvement de terrain à l'ouest de Na Ngaun. Le « couloir » ainsi créé permettra au 1^{er} BEP de progresser en toute sécurité et de se trouver en tête, au matin du 1^{er} octobre, pour prendre pied sur le Na Keo ; en fonction

des opportunités offertes, la réoccupation de Dong Khe « dans la foulée » par les légionnaires est envisagée. Le PC du groupement Bayard est fixé à Na Pa, à l'entrée de la plaine de Dong Khe. Au début de la bataille de la zone frontière, le nom officiel du groupement tend toutefois à s'effacer progressivement dans les télégrammes ou échanges radio, pour laisser place à une autre appellation qui va entrer dans l'histoire : « la colonne Le Page ».

Effectifs théoriques, réalisés et engagés

Évaluer avec exactitude les effectifs des colonnes Le Page et Charton à la veille de la bataille s'avère chose peu aisée et, sans doute, l'historien doit-il accepter de renoncer à les connaître un jour précisément. Tenter, cependant, d'approcher au plus près le volume total des Français, légionnaires, Marocains et Vietnamiens au sein des forces engagées dans l'opération d'évacuation de Cao Bang fait non seulement partie de l'exigence inhérente au métier, mais se révèle également important pour dégager le rapport des forces réel entre adversaires. Les chiffres disponibles dans les ouvrages consacrés au sujet laissent d'ores et déjà apparaître des différences non négligeables. Dans son livre, le colonel Charton évoque un total de 5 000 combattants⁸, quand le second protagoniste de « l'affaire », le colonel Le Page, avance pour sa part celui de 6 000⁹. Serge Desbois, par exemple, est de son côté plus concis, puisqu'il écrit que 5 807 hommes¹⁰ prennent part aux combats qui se livrent de part et d'autre de la RC 4 ; dans leur ouvrage collectif, Georges Longeret, Jacques Laurent et Cyril Bondroit estiment quant à eux à 7 409 le nombre de combattants engagés pour l'ensemble de la bataille des frontières, choisissant, il est vrai, le cadre chronologique le plus large puisque commençant dès la deuxième chute de Dong Khe, le

18 septembre 1950, et s'achevant par l'abandon de Langson, un mois plus tard¹¹. Si l'on prend soin, toutefois, de ne considérer que les données relatives aux deux groupements, la colonne Le Page aurait été forte selon leurs calculs de 3 207 hommes et celle du lieutenant-colonel Charton de 3 501 combattants (un chiffre qui ne tient pas compte des centaines de civils qui se joignent au groupement au départ de Cao Bang). Ce total de 6 708 hommes constitue, sauf erreur de notre part, la « fourchette » la plus haute proposée dans le calcul des forces engagées à la veille des opérations *Tiznit/Thérèse* et *Orage*.

L'ensemble de ces données paraît toutefois devoir être entièrement reconsidéré et interrogé. En effet, la majorité des études semble prendre pour source le télégramme officiel (TO) du 15 octobre 1950 envoyé par l'état-major du commandant en chef à la demande de la présidence du Conseil, alors en quête de réponses comme de responsables. Dans ce document, signé du colonel Lennuyeux, il est écrit que « les chiffres [établis] constituent à la date du 14 octobre le bilan exact des effectifs engagés et récupérés dans l'opération d'évacuation de Cao Bang » ; il est précisé par ailleurs que ces derniers « peuvent être susceptibles de quelques modifications au cas où des isolés réussiraient à rentrer [...] ». Toutefois cette éventualité est peu probable ». Cette dernière assertion s'avère largement fondée à l'exception des quelque 215 blessés qui sont restitués par l'armée populaire vietnamienne entre la seconde quinzaine du mois d'octobre et le début du mois de novembre 1950¹². Le TO rédigé par les officiers du 3^e bureau du commandant en chef prend la forme d'un tableau qui prend en considération chaque unité engagée et dresse un état des survivants par grade, en le comparant à celui des *effectifs théoriques* fournis grâce aux TED des unités. C'est à partir de ces effectifs théoriques que beaucoup d'historiens et de chercheurs ont

établi par la suite, et sans toujours les critiquer, le nombre de combattants des colonnes Le Page et Charton. Or, ces effectifs théoriques méritent d'être contredits à plus d'un titre. Premièrement, ils paraissent singulièrement élevés en ce qui concerne certaines formations, et tout particulièrement les 1^{er}, 11^e et 3^e tabors qui se voient respectivement crédités de 925, 924 et 916 cadres (européens et marocains) et goumiers. Or, à notre connaissance, jamais un tabor n'a compté, en Indochine, un nombre aussi important de combattants, la réalité fournissant des chiffres bien moindres.

Deuxièmement, les effectifs théoriques n'ont qu'une valeur organisationnelle et administrative, la véritable « valeur opérationnelle » d'une formation se mesurant aux « effectifs réalisés », à savoir les effectifs présents à l'unité. L'histoire de la guerre d'Indochine montre, en effet, que les effectifs théoriques d'une unité ne sont quasiment jamais atteints du fait de la crise des effectifs qui touche l'ensemble du corps expéditionnaire entre 1945 et 1954. Au cours des campagnes que l'armée française mène au xx^e siècle, celle d'Indochine s'avère particulièrement néfaste pour les organismes des combattants (européens et nord-africains notamment), en raison du climat qualifié de « débilisant » par les médecins, et qui est à l'origine d'un taux d'indisponibles élevé au sein de la troupe. En sus des malades et convalescents en nombre élevé, ce sont plusieurs dizaines des siens qu'un bataillon laisse au cantonnement – la base arrière aussi appelée « dépôt » – avant de partir en opération : outre le personnel de garde et le personnel dédié aux tâches administratives – la plupart du temps des hommes inaptes au combat ou à la marche –, un certain nombre de soldats se trouvent de manière récurrente éloignés de leur unité. Il s'agit de personnels détachés pour une durée plus ou moins longue : en formation (en stage de spécialisation, par exemple), en permission (bien que ces

dernières aient été fort rares au cours de la guerre) ou encore des rapatriables que le commandement peut choisir de ne pas emmener en opération à l'approche du terme de leur séjour. Ces facteurs, d'ordre structurel et conjoncturel, qui s'appliquent à l'ensemble des formations opérant en Indochine, ont pour conséquence une diminution progressive des effectifs au sein des unités, qui se répercute sur son efficacité opérationnelle. Dans tous les cas, pour mesurer le volume des forces des colonnes Le Page et Charton, il convient donc non seulement d'éviter de prendre en compte les effectifs théoriques, mais de critiquer aussi les effectifs réalisés, qui s'éloignent parfois beaucoup du nombre réel de combattants de la bataille de la zone frontière, ce dernier représentant les effectifs engagés réels. Le paragraphe qui suit entend essayer de déterminer au mieux le volume de la colonne Le Page, un exercice forcément imparfait.

La colonne Le Page

L'ossature de la colonne Le Page est constituée par quatre bataillons d'infanterie : deux tabors marocains, les 1^{er} et 11^e, un bataillon de marche de tirailleurs marocains (le BM/8^e RTM) et le 1^{er} BEP, qui constitue le « fer de lance » du groupement. Comme nous l'avons mentionné, les effectifs habituellement attribués aux deux tabors marocains qui prennent part à l'opération *Thérèse* sont de 925 et 924 hommes. Ces chiffres, s'ils sont peut-être valables pour le TED d'un tabor mis sur pied au cours de la Seconde Guerre mondiale¹³, semblent beaucoup trop élevés pour un bataillon opérant en Indochine. Peut-être un officier en fonction à l'état-major de Saïgon, ne disposant que de ces données, s'en est-il servi dans l'urgence pour établir les réponses attendues par le gouvernement. Un autre TED

paraît correspondre davantage à la situation des tabors en Extrême-Orient, et avance un effectif de 750 hommes, répartis en trois goums de combat et un goup de commandement et d'accompagnement du tabor (GCA¹⁴). Une lecture attentive montre toutefois que le document ne prend en compte que la troupe et les petits gradés marocains, comprenant *moqqademines* (caporaux-chefs), *maounines* (caporaux) et goumiers¹⁵. Les sous-officiers marocains et l'encadrement français au sein du bataillon – plus d'une soixantaine d'hommes – ne sont pas comptabilisés dans ce TED¹⁶. Si on les ajoute, on obtient un total de 810 Européens et Marocains. Nous sommes sans doute là proches de l'effectif théorique d'un tabor en Indochine, ce que semble confirmer la lecture des archives administratives du 11^e tabor, comme celle de son JMO¹⁷.

Cependant, ce chiffre est encore loin de celui des effectifs réellement engagés. Une note du 29 octobre 1950 dressant un « état numérique par grade et par race [sic] des militaires ayant participé aux opérations de la zone frontière pour la période du 1^{er} au 20 octobre 1950 » nous éclaire. Ce document, imparfait, particulièrement en ce qui regarde les pertes connues à cette date et le nombre exact de récupérés, indique un effectif engagé total de – seulement – 616 officiers, sous-officiers et goumiers, bien loin, donc, des 925 hommes avancés par la note du 15 octobre. Ce chiffre de 616 donne une moyenne de 154 combattants par goup, ce qui constitue, compte tenu de ce qui a été dit *supra*, un effectif tout à fait plausible pour une compagnie qui combat en Indochine à cette époque. Il suppose implicitement qu'une centaine de combattants sont restés dans les deux bases arrière du tabor : Dinh Lap et Loc Binh, ce qui paraît là aussi, plausible. Nous décidons donc de retenir que la participation du 11^e tabor à la bataille des frontières s'élève à

616 combattants, tout en acceptant de considérer ce chiffre comme une « fourchette basse ».

Les considérations qui prévalent pour le 11^e tabor s'appliquent à son homologue du 1^{er} : les données officielles émanant de l'état-major du commandant en chef à l'attention des membres du gouvernement ne sauraient donc être retenues. Toute réserve faite, là encore, l'examen du JMO du bataillon permet d'établir des chiffres qui nous paraissent satisfaisants. Le 12 octobre 1950, au terme de son périple, le 1^{er} tabor – à savoir les rescapés de la colonne Le Page rejoints par les goudiers restés dans ses deux dépôts de Dong Dang et de Na Cham et qui n'ont pas pris part au combat – est regroupé à Langson. Le lendemain, 13 octobre, « l'appel du personnel est fait par unité » ; cette « situation de prise d'armes » (SPA¹⁸) permet d'établir un total de 374 présents à l'unité, mais également d'évaluer les pertes, tués et disparus, à 332 (29 cadres européens et 303 goudiers¹⁹). Ce dernier chiffre, additionné à celui des rescapés, indique un effectif total de 702 combattants appartenant au 1^{er} tabor à la fin du mois de septembre 1950²⁰. Toutefois, nous l'avons dit, il convient de retrancher les dizaines de soldats détachés à Dong Dang et Na Cham et qui n'ont pas participé à la bataille, pour obtenir les effectifs ayant réellement intégré la colonne Le Page. Un document établi le 26 octobre 1950, douze jours après que le 1^{er} tabor fut regroupé à Tien Yen, nous renseigne et indique que les effectifs réellement engagés au nord de That Khe ont été de 42 Européens et 537 Marocains, soit un total de 579 combattants²¹. Ainsi, en lieu et place des 1 849 combattants annoncés par Saïgon, les deux tabors marocains de la colonne Le Page qui partent de That Khe le 30 septembre 1950 alignent péniblement 1 195 hommes, auxquels il convient d'ajouter quelque 200 autres appartenant à l'état-major du GTMEO et à son goud de protection, considéré comme un goud

d'élite. Il nous semble donc raisonnable de considérer, en arrondissant, qu'environ 1 400 Européens et goumiers sont intégrés à la colonne Le Page.

Le troisième bataillon, composé majoritairement de combattants marocains, est le BM/8^e RTM. Les effectifs théoriques de ce dernier s'élèvent à 842 combattants, un chiffre équivalent aux autres bataillons de tirailleurs nord-africains opérant au nord du Vietnam à cette date²². Toutefois, cette formation a subi des pertes importantes, au mois de mai 1950, lors de la première « affaire » de Dong Khe et ne semble pas avoir fait l'objet d'un « recomplètement » conséquent ; nous émettons l'hypothèse, excluant définitivement les effectifs théoriques de 842 combattants, que les effectifs réellement engagés sur la RC 4 par le BM/8^e RTM doivent avoisiner 600 hommes, ce que confirme d'ailleurs un télégramme officiel envoyé le 11 octobre 1950. Les effectifs du 1^{er} BEP s'avèrent moins difficiles à déterminer : l'unité – parce qu'elle est une formation d'élite – est davantage connue que les précédentes et a donc fait l'objet de travaux plus nombreux et plus poussés. Le chiffre le plus communément retenu est celui fourni par le capitaine Jeanpierre, à savoir 516 hommes. Il diffère quelque peu de celui donné par le capitaine Aussarès²³ dans son rapport qui avance 511 parachutistes largués les 17 et 18 septembre 1950. La différence provient peut-être de la prise en compte dans le chiffre donné par Jeanpierre des quelques isolés intégrés au bataillon de légionnaires parachutistes : un ou deux officiers DLO (détachement de liaison et d'observation) accompagnés d'interprètes comme il était souvent d'usage dans ce type d'opération.

Aux quatre bataillons d'infanterie (qui totalisent environ 2 300 combattants), il convient d'ajouter un certain nombre d'unités, du volume de la section ou du groupe de combat ; ainsi, la deuxième section de la deuxième compagnie du 73^e BNAG (73/2), 23 sapeurs

au total, et commandée par le lieutenant Le Gal. L'artillerie du groupement est représentée par le lieutenant Claveranne, officier de liaison de l'arme, qui est rejoint le 2 octobre 1950 par deux sous-officiers et huit canonniers²⁴ largués en même temps que leurs deux pièces de 3,7 pouces. Enfin, quelques éléments du train font partie de la colonne Le Page : le peloton numéro 2 de la 71^e compagnie de circulation routière (71^e CCR) emmené par le lieutenant Lefébure – sans ses véhicules – et une section de la 555^e compagnie muletière (555^e CM) qui dispose de 18 mulets²⁵. Ainsi, ce sont une soixantaine de soldats (sapeurs, artilleurs et « tringlots²⁶ ») qu'il faut inclure. Fort de l'ensemble des éléments développés ci-dessus, nous estimons cohérent d'avancer que la colonne Le Page comprend 2 570 combattants²⁷ lorsqu'elle s'ébranle dans la nuit du 30 septembre au 1^{er} octobre en direction de Dong Khe. Il convient, enfin, de mentionner la présence de coolies – en majorité des prisonniers viêt-minh. Ces derniers apparaissent peu dans les documents officiels et sont tout aussi rarement mentionnés dans les ouvrages rédigés par les vétérans de la bataille. Au lendemain des combats, le chef d'escadron de Chergé évoque le chiffre moyen de 120 coolies par bataillon ; dans cette perspective, il convient d'ajouter environ 500 porteurs qui accompagnent la colonne Le Page et dont le sort reste inconnu²⁸.

Marcel Le Page

Les quatre bataillons de la colonne sont commandés par le lieutenant-colonel Le Page. Des jugements sévères ont été portés contre l'homme, de la même nature, parfois, que ceux qui seront portés contre le général de Castries – un « cavalier²⁹ » – après la défaite de Diên Biên Phu. Lucien Bodard est le premier à avoir créé la

« légende » d'un chef incompetent et physiquement inapte. Sur ce point, les « allégations malveillantes » du journaliste³⁰, trouvent réponse quand l'ancien chef du groupement Bayard se sent – fort tardivement – obligé de se justifier : « J'avais cinquante ans. Bien qu'artilleur, j'étais gommier depuis 1928. J'étais en excellente forme physique et morale. Le commandement n'aurait d'ailleurs pas confié une telle opération à un officier pareillement fatigué³¹. » Les élucubrations de Lucien Bodard, qui s'inscrivent dans la veine du récit que celui-ci a choisi de raconter, s'avèrent au final peu utiles pour comprendre le lieutenant-colonel Le Page et le rôle qu'il joua au mois d'octobre 1950. En revanche, le portrait qu'en font le général Gras et le capitaine Jeanpierre, deux officiers au parcours militaire remarquable, mérite d'être autrement regardé mais également nuancé.

La critique la plus tranchée est sans doute le fait du général Gras, pourtant auteur d'un ouvrage qui fait encore référence sur la guerre d'Indochine et dont les analyses sont habituellement saluées et marquées par davantage de tempérance. « À vrai dire, écrit-il, le lieutenant-colonel Le Page n'était pas l'homme qui convenait à la tête du groupement "Bayard". Il lui manquait l'expérience et l'autorité nécessaires. À cet artilleur, que sa carrière aux [Affaires indigènes – AI] du Maroc avait éloigné de la troupe et qui n'avait encore exercé aucun commandement opérationnel en Indochine, on demandait subitement de mener au combat un groupement d'infanterie dans des circonstances très difficiles. Il n'était pas qualifié et se savait tel. En le désignant, le commandement ne pouvait faire un choix plus aberrant³². »

Le capitaine Jeanpierre, placé sous le commandement (indirect) du lieutenant-colonel Le Page à partir du 19 septembre quand est constitué le groupement Bayard, se montre également très dur avec

son ancien chef lors du rapport qu'il rédige le 8 novembre 1950, « à chaud ». « Le colonel [sic] Le Page perdit pied très rapidement. Le 30 septembre, il dit à tous ses chefs de corps et à son état-major : "Je ne sais comment nous prendrons Dong Khe s'il est solidement tenu." Le 6 octobre : "Messieurs, nous y passerons tous." [...]. Ses propos montraient trop qu'il se sentait battu d'avance ; son comportement également. À chaque réunion de son état-major, des chefs de corps et de leurs adjoints, il demandait l'avis de chacun, posant de nombreuses questions, prenant une première décision, l'abandonnant, en prenant une seconde, et une troisième... » Les différents reproches qu'il adresse ensuite à Le Page, et qui tendent tous à présenter un caractère velléitaire, sont cependant nuancés à la fin du rapport : « Cependant, écrit Jeanpierre, on doit dire, à la décharge de cet homme droit et honnête, que la mission qu'il avait reçue était particulièrement difficile et demandait des qualités exceptionnelles. »

Marcel Le Page choisit effectivement l'artillerie lorsqu'il s'engage au mois d'août 1918. Il sert dans différents régiments d'artillerie métropolitaine ou coloniale (RAC) au début des années 1920, puis rejoint les Affaires indigènes en 1925 et est placé hors cadre à la disposition du résident général du Maroc. Cet organisme, à la suite des Bureaux arabes mis sur pied au lendemain de la conquête des pays du Maghreb, a été créé par l'armée dans le cadre de l'administration des pays d'AFN. Le corps des officiers des AI, était composé d'hommes normalement recrutés sur concours et disposant déjà de bonnes connaissances des langues et cultures des populations de l'Afrique du Nord. Certains officiers, volontaires, généralement bien notés par leur hiérarchie – c'était le cas de Le Page –, pouvaient toutefois y être détachés. Ces derniers « étaient affectés à des tâches diverses, le plus souvent administratives³³ ». À la fin des années 1920,

Le Page effectue son temps de commandement de capitaine à la tête du 31^e goum. À l'issue de cette période, il rejoint de nouveau les AI. En 1943, il réintègre son arme première, l'artillerie, et participe aux campagnes d'Italie et de la Libération. Lieutenant-colonel en 1945, il est affecté au Maroc. Volontaire pour l'Indochine, il prend le commandement du GTEMO à la fin de l'année 1949.

Certes, Le Page n'est pas un « pur fantassin » et, pour cette raison, lui reprochent ses détracteurs, au cours des combats de la RC 4, « il n'a pas su manœuvrer ». Pourtant, depuis son arrivée en Indochine, c'est bien à la tête de troupes à pied qu'il est placé et qu'il est quasiment sans discontinuité en opération entre janvier et septembre 1950. Son commandement n'a donné lieu à aucune remarque particulière, au contraire, ses notations sont élogieuses. « Chef d'une qualité rare [...] qui a su attirer l'estime et la confiance tant de ses chefs que de ses subordonnés », écrit le colonel Constans. Il commande le GTMEO « avec une maîtrise exceptionnelle » et témoigne d'un « allant et [d'un] sens tactique tels qu'il a été sans conteste le meilleur artisan des brillants succès militaires ». Ainsi, Le Page se révèle un « collaborateur d'une intelligence et d'une loyauté éprouvées » et est un « officier sur lequel on peut compter en toutes circonstances ».

Au terme de sa carrière, le colonel Le Page est titulaire de dix citations, ce qui constitue, et même s'il convient toujours de regarder la nature et « l'histoire » d'une récompense militaire avec attention, de beaux titres de guerre. Le parcours de Le Page avant son arrivée en Indochine et les mois qui précèdent le repli de Cao Bang prouvent que l'intéressé sans être issu de l'infanterie a réussi à s'imposer et à commander avec efficacité son groupement de tabors. S'il a pu commettre des fautes et connaître des moments de « flanchement » pendant les opérations *Tiznit* et *Thérèse*, il reste encore à démontrer

que, placé dans une même situation, un autre aurait obtenu des résultats supérieurs. Quant à son absence de qualité manœuvrière, dans le terrain difficile de la Haute Région et encombré de dizaines de blessés couchés, il n'est pas certain que Le Page ait particulièrement démérité. Enfin, affirmer qu'il est parti « battu » est sans doute un jugement un peu fort ; au vu de ses responsabilités et conscient des difficultés qu'il s'apprêtait à affronter, il paraît compréhensible que le lieutenant-colonel Le Page puisse avoir été préoccupé, ce 30 septembre 1950 au soir, lorsque, petit à petit et dans le soir tombant, les éléments de la colonne Le Page quittent That Khe.

Thérèse

« Le problème du portage se pose à nous d'une façon impérieuse [...]. Il n'est guère possible, dans ce pays, d'imposer aux hommes une charge supérieure à une quinzaine de kilos. On ne peut donc emporter toutes les armes lourdes ni toutes les munitions fixées par les tableaux de dotation. Beaucoup de commandants de compagnie d'accompagnement laissent au cantonnement la moitié de leurs mortiers de 81 et la moitié de leurs mitrailleuses. Les commandants de compagnies de fusiliers-voltigeurs voudraient n'être armés que de fusils-mitrailleurs [...]. Nos adversaires disposaient ainsi sur nous, en ce qui concerne l'armement lourd, d'une supériorité allant du simple au double [pour les mortiers de 81] et au quintuple [pour les mitrailleuses de 12,7] et d'un ravitaillement en munitions pratiquement inépuisable, ce qui était loin d'être notre cas. C'est nous qui, sur la fin, faisons figure de guérilleros... »

Rapport du chef de bataillon Delcros,
commandant le 11^e tabor, le 10 mars 1951.

Échec devant Dong Khe

Ce chapitre, comme ceux qui suivent, n'a pas vocation à exposer en détail le déroulé des combats auxquels ont pris part les colonnes Le Page et Charton entre le 1^{er} et le 7 octobre 1950. Le lecteur pourra utilement se rapporter à quelques ouvrages¹ qui offrent de longs développements factuels sur la lente agonie des groupements français. Il s'agit ici davantage de synthétiser des actions qui se déroulent sans véritable unité de temps ni de lieu, pour essayer d'en dégager une compréhension globale. La tâche se révèle complexe et, à plus d'un titre, raconter la bataille de Diên Biên Phu s'avère plus aisé en raison de ses aspects « linéaires » et séquencés – ceux-ci apparaissant clairement –, que de retracer les opérations *Thérèse* et *Orage*. Dans la première semaine d'octobre 1950, les bataillons français se voient, en effet, confier des missions différentes, et les combats qu'ils mènent le sont souvent à l'échelon de la section ou de la compagnie, autant d'éléments qui donnent à la narration des événements un caractère « compartimenté » et qui oblige à de fréquents retours afin de rendre intelligible leur histoire.

Au soir du 30 septembre 1950, le 11^e tabor est le premier des bataillons de la colonne Le Page à entamer son mouvement en direction de Dong Khe, il doit occuper la cote 703, « point haut » d'une ligne de crête parallèle à la RC 4. Comme leurs camarades le feront juste après eux, les goumiers traversent la petite rivière à hauteur de Pont-Bascou ; l'ouvrage d'art est détruit mais ses poutrelles intactes permettent le franchissement de la coupure par l'infanterie. Le 1^{er} tabor, empruntant la RC 4, le dépasse et atteint ses objectifs, des calcaires situés à l'est et à l'ouest du col de Lung Phaï, entre 4 heures et 5 h 30 du matin. Aucune réaction adverse n'est à signaler, mais la progression est rendue difficile et « le tabor a dû

aménager les coupures de route et ouvrir des passages dans les abattis préparés » par le Viêt-Minh. Les goumiers prennent position de part et d'autre de la route et établissent un dispositif défensif permettant au BM/8^e RTM de passer à son tour, en toute sécurité. Ce dernier a quitté That Khe vers 3 heures du matin et ses éléments de tête traversent les lignes du 1^{er} tabor vers 10 heures ; le bataillon s'établit sur la crête boisée de Na Ngaun et son « sommet » le Na Moc, ainsi que sur les calcaires qui lui font face ; le dangereux « Boulevard de la 73/2 » est donc sous contrôle. Devant l'absence d'opposition, le chef de bataillon Arnaud, qui commande le BM/8^e RTM, préconise de hâter l'arrivée du 1^{er} BEP qui doit occuper le Na Keo et la cote 615, un peu plus au nord. Ce piton, que deux kilomètres seulement séparent de Dong Khe, constitue le point le plus avancé du dispositif français.

Rien, dans les écoutes des transmissions viêt-minh ne laisse apparaître que celui-ci a décelé les intentions françaises ; ainsi, c'est tardivement et uniquement lorsque le régiment 209 rend compte de la présence d'unités du corps expéditionnaire devant Dong Khe que l'état-major de l'APVN prend conscience de la présence de la colonne Le Page et de son importance. À cette date, le régiment 174 opère à l'ouest de That Khe, il « bouge beaucoup pour tromper l'ennemi » et attend l'ordre, conformément au plan initial de *Le Hong Phong II*, d'attaquer la place. Le régiment 209 occupe Dong Khe avec quelques détachements tandis que le gros de ses troupes est au repos au nord et au nord-est de la localité. Quant à la division 308, elle est implantée à l'est de la RC 4 et, parallèlement à cette dernière, sur un front d'environ 10 kilomètres. Ce sont ses unités qui, les premières, auraient dû alerter le commandement du départ du groupement Le Page. La « surprise » du Viêt-Minh à Dong Khe est souvent expliquée par l'absence de ses troupes, parties se ravitailler en riz – l'un des

problèmes récurrents de l'APVN en opération. La majeure partie de la division 308 a effectivement quitté ses positions pour gagner les dépôts situés à proximité de la frontière chinoise, à Talung, un trajet de deux jours aller-retour. Le reste des unités est chargé de surveiller l'armement.

La faute commise par les cadres de la division 308, qui n'ont même pas laissé quelques éléments d'alerte, mérite d'être explicitée. *L'Histoire de l'état-major dans la guerre de résistance contre la France* se contente de dire que le renseignement « n'était pas bien fait par la division 308 », Giap évoquant pour sa part dans ses mémoires une ligne de front « bien déserte ». Vuong Thua Vu, le chef de la 308, se montre, en revanche, plus critique envers ses supérieurs : « Le commandement général était bon, mais l'organisation du commandement était trop sommaire, sans contrôle... Et la cause était l'ordre selon lequel les unités enverraient les deux tiers des effectifs chercher du riz. Sur cet ordre, les unités, du régiment à l'escouade, mobilisèrent toutes les deux tiers de leurs effectifs comprenant des combattants costauds. Parmi les dix hommes d'une escouade, sept partirent, les trois autres qui restaient ayant de la peine à surveiller l'armement. Ainsi, comment pouvait-elle suivre l'évolution de la situation de l'ennemi et combattre pour défendre le dispositif sur le champ de bataille ? Toute la division péchait dans son organisation. Aucune unité n'était intacte et prête à combattre. [...] l'ordre aurait dû indiquer clairement que le régiment 1 laissait le bataillon A, le régiment 2 le bataillon B ou C, etc.². » Quoi qu'il en soit, cette grossière erreur de commandement fournit au général Giap une « excellente occasion » d'anéantir la colonne Le Page, comme il le souligne dans son ordre d'opération n° 6, émis à 17 heures le 1^{er} octobre 1950. En conséquence, ordre est donné au TD 209 de stopper les Français devant Dong Khe et de ne les laisser à aucun prix

reprendre la citadelle. La division 308 doit attaquer leur flanc est, tout en gardant des unités en mesure de réagir à une éventuelle opération aéroportée.

Vers 14 heures, le 1^{er} octobre 1950, le peloton d'élèves gradés (PEG³) du lieutenant Faulques, en tête du 1^{er} BEP, reçoit la mission de gagner l'ancien poste de Na Pa, à environ 5 kilomètres au sud de Dong Khe – qu'il remplit sans incidents. En revanche, peu après, une patrouille de légionnaires rencontre un faible détachement viêt-minh. Le bref combat de rencontre qui s'ensuit se solde par trois tués chez l'adversaire, dont les survivants prennent la fuite : il est désormais alerté de la présence française. Alors que la 1^{re} compagnie du BEP prend pied sur le Na Keo et que la seconde pousse jusqu'à 615, le PEG, appuyé par la 3^e compagnie, progresse par la RC 4 en direction de Dong Khe. Il arrive bientôt à 800 mètres de la citadelle, à hauteur de l'ancien poste sud, mais les légionnaires sont stoppés par le tir des mitrailleuses adverses. Il est environ 17 heures ce 1^{er} octobre 1950, la tentative de prendre Dong Khe par surprise a échoué. Le BEP est scindé en deux : ses deux premières compagnies se replient sur 615, tandis que sa troisième est bloquée à l'ouest de la RC 4, à environ 1,5 kilomètre de Dong Khe.

En fin de journée, le capitaine Jeanpierre se montre partisan de relancer l'attaque. Il estime Dong Khe faiblement tenu – ce qui semble exact, seules des forces du volume d'une compagnie appartenant au TD 209 occupent la citadelle –, et pense que la manœuvre de deux bataillons peut suffire à s'en emparer. Le lieutenant-colonel Le Page est d'un avis contraire : la reprise de Dong Khe nécessite, selon lui, l'appui de l'artillerie et de l'aviation de chasse et doit être remise ; le chef de bataillon Segretain qui commande le 1^{er} BEP est également en désaccord avec Jeanpierre, ce qui ne sera pas la seule fois au cours de la bataille. Dans son rapport sur

l'opération *Thérèse*, Jeanpierre conviendra que la réoccupation de Dong Khe « n'aurait pas amené de résultats appréciables d'ailleurs ». Il est effectivement permis de s'interroger sur le bénéfice qu'aurait retiré le groupement Le Page d'un succès. Une partie des bataillons aurait pris position dans la citadelle et l'ancien « village fortifié » tandis que, pour rendre cohérent le dispositif défensif, il aurait également fallu reprendre certains des anciens postes du centre de résistance et donc disperser un peu plus les forces. L'arrivée massive des unités de l'APVN sur le champ de bataille aurait ensuite privé la colonne Le Page de sa liberté d'action, et l'on imagine mal quel type de manœuvre aurait pu la sortir du « piège » de la cuvette de Dong Khe. En conséquence, l'attaque est reportée au lendemain et, au cours de la nuit, le 11^e tabor qui a laissé un goum sur 703 et un autre au col de Lung Phaï, vient relever le 1^{er} BEP sur le Na Keo. Vers 6 heures du matin le 2 octobre, les compagnies du BEP commencent leur mouvement d'enveloppement par l'est, alors que le 1^{er} tabor procède de même par l'ouest. Le BM/8^e RTM, quant à lui, s'est « resserré » sur la crête de Na Moc-Na Ngaun. Le lieutenant-colonel Le Page, de son côté, demande par radio le parachutage des deux pièces de 3,7 pouces qui lui ont été promises au départ de That Khe. Le message est intercepté par les services d'écoute du Viêt-Minh, à l'instar de beaucoup d'autres passés « en clair » qui renseignent parfaitement le Viêt-Minh sur les intentions des Français et lui permettent d'adapter sa propre manœuvre.

Au début de l'après-midi, les 58^e et 59^e goums du 1^{er} tabor ont atteint leurs objectifs, le premier s'emparant de l'ancien poste ouest ; en revanche, l'attaque marque le pas pour le 1^{er} BEP, dont les parachutistes sont bloqués à un kilomètre au nord de la cote 615. En raison des mauvaises conditions météorologiques, l'intervention de la chasse se révèle largement inefficace⁴. Ce nouvel échec sonne le glas

des tentatives françaises pour reprendre Dong Khe. En effet, la situation évolue rapidement au début de l'après-midi du 2 octobre : de toute part, les goudiers depuis leurs pitons signalent l'arrivée de colonnes viêt-minh venues de l'est et se dirigeant vers Dong Khe, ce que confirme l'aviation d'observation. La menace qui s'accroît sur le groupement Le Page se matérialise en fin d'après-midi lorsque la 1^{re} compagnie du BM/8^e RTM qui est installée sur Na Moc est à moitié détruite par les *bo doi* du 29^e bataillon du régiment 88 (division 308) ; elle perd 60 hommes, dont son commandant d'unité. Pour la première fois de la bataille, les combattants français font la connaissance des assauts « à la chinoise » : des vagues d'infanterie commandées au clairon et au sifflet submergeant leurs points d'appui. Cette action du Viêt-Minh a pour conséquence de couper la colonne Le Page des deux goums du 11^e tabor qui assuraient ses arrières. Au soir du 2 octobre 1950, ses quelque 2 200 combattants⁵ occupent un espace d'environ deux kilomètres carrés entre Na Pa et 615, de part et d'autre de la RC 4. Ils sont désormais encerclés au nord, au sud et à l'est.

L'événement de la journée qui va conditionner les décisions de La Page reste toutefois la réception du message qui dévoile – enfin – les réelles intentions du commandement français. C'est vers 14 h 30, raconte Le Page, qu'un message lesté l'informe du but de l'opération – baptisée *Thérèse*⁶ – assigné à ses bataillons : « Faciliter et [...] couvrir le repli du groupement Charton ». Même si l'intéressé se doutait, on l'a dit, de la nature de sa mission, c'est « stupéfait » qu'il découvre que cet ordre d'opération n° 3 est daté du 29 septembre, le jour même où a été rédigé celui de l'opération *Tiznit*. Par ailleurs, et pour une raison inconnue, sa transmission à Le Page a connu un « raté » : au lieu de le recevoir le 1^{er} octobre à 23 heures c'est plus d'une dizaine d'heures plus tard qu'il lui parvient, alors que l'attaque sur

Dong Khe est en cours. Quoi qu'il en soit, le contenu du pli éclaire désormais un peu mieux le message reçu à midi par radio et qui avait laissé l'état-major de la colonne perplexe : « Si Dong Khe ne tombe pas, disait-il, n'y laisser qu'un rideau – stop – le contourner – stop – poursuivre sur Nam Nang – stop – Constans. » Ainsi, au moment où Le Page et ses officiers prennent connaissance de leur mission, les directives du colonel Constans, rédigées quatre jours auparavant, sont obsolètes.

Les enfants perdus

Le Page va devoir prendre une décision difficile. Il doit remplir la mission qui lui a été confiée alors que ses unités commencent à être pressées de toute part. D'ailleurs, le 2 octobre vers midi, « admettant un échec possible devant Dong Khe, le colonel Constans insiste [...] sur la nécessité d'atteindre, quand même, Nam Nang », le lieu de rendez-vous des deux colonnes, à 22 kilomètres au sud de Cao Bang. Quel chef, même placé dans une position délicate, disposant encore à ce moment-là de la totalité de ses moyens, aurait pris sur lui de ne pas l'exécuter ? Par ailleurs, la présence d'unités de l'armée populaire constitue certes un « indicateur », mais qui reste limité dans les informations qu'il livre sur l'adversaire ; ainsi, il ne révèle en rien le volume de ses forces, ni leur intention. Dans la mauvaise situation dans laquelle il est placé, Le Page décide donc de laisser le 1^{er} BEP et le 11^e tabor – appuyés par les deux pièces de 3,7 pouces larguées dans l'après-midi – sur les positions qu'ils occupent. Ils ont pour mission de « fixer » l'ennemi pendant et de « couvrir » la manœuvre du 1^{er} tabor et du BM/8^e RTM qui se porteraient respectivement sur les cotes 760 et 765, cette dernière se situant à 4 kilomètres au sud-ouest de Dong Khe. Dans un deuxième temps, ces deux bataillons

changeraient de compartiment de terrain pour descendre dans la vallée de Quang Liet d'où ils se dirigeraient, enfin, vers le nord pour aller à la rencontre de Charton. « Bien qu'il ampute le groupement d'une bonne partie de ses moyens, ce dispositif conforme aux directives reçues recevra l'accord du colonel commandant la zone⁷. » L'analyse du général Gras est plus lapidaire : « Mal renseigné et livré à lui-même, Le Page prit la décision funeste de se porter au-devant de Charton [...]. Cette décision revenait à morceler ses forces, désormais divisées en trois détachements trop éloignés les uns des autres pour pouvoir se soutenir⁸. »

Le 3 octobre, à 3 heures du matin, le lieutenant-colonel Le Page quitte Na Pa avec les tirailleurs marocains. Il laisse le commandement du 11^e tabor et du BEP au chef de bataillon Delcros, dont le groupement doit « tenir la position jusqu'à la limite du possible, sans faire tuer de monde inutilement, [et] se replier éventuellement sur l'élément ami le plus proche », après destruction de ses pièces d'artillerie⁹. Au terme d'une marche harassante mais protégé par l'aviation de chasse, la cote 765 est atteinte vers 12 h 30. Le décrochage du 1^{er} tabor est rendu plus difficile en raison des positions sur lesquelles sont implantées ses compagnies, à l'ouest de l'ancienne piste d'aviation, et qui font l'objet d'assauts réguliers des soldats du TD 209. Vers 17 heures le 1^{er} tabor se met donc en marche tardivement et, tout en combattant, parvient deux heures plus tard sur 760.

C'est à l'est, sur le Na Keo que la situation se dégrade véritablement. Goumiers et légionnaires parachutistes ont subi toute la nuit le tir des canons de 75 mm et des mortiers de 81 et 120 mm. Au matin, les bataillons 29 (régiment 88) et 18 (régiment 102) et le régiment 36 se lancent à l'attaque de la chaîne de Khau Luong – le nom que donne le Viêt-Minh au massif du Na Keo. Le 11^e tabor

repousse trois violents assauts qui se terminent au corps à corps. Mis un temps en difficulté – « C'est la fin si la Légion ne met pas le paquet », aurait dit Delcros par radio –, le tabor doit sans doute d'être sauvé de la destruction par l'intervention du 1^{er} BEP qui contre-attaque depuis 615. « À court de munitions, les goudiers récupèrent sur les cadavres [de l'adversaire] des grenades qu'ils lancent sur les vagues assaillantes ». En fin de matinée, épuisé, le 11^e tabor est relevé par le BEP et se replie sur Na Pa pour la journée. Les légionnaires parachutistes, abandonnant 615, se regroupent entièrement sur le Na Keo.

Lors d'un briefing tenu en fin d'après-midi le 3 octobre, les officiers du tabor comme ceux de la Légion tombent d'accord : « Il est évident que la position crête de Na Keo-ancien poste de Na Pa deviendra rapidement intenable, rapporte Jeanpierre. L'ancien poste est dominé dans trois directions. Le point d'eau est à l'extérieur. Le Na Keo n'a aucune profondeur à l'ouest. [Ainsi, vers 20 heures], il est demandé par le commandant Delcros, par le commandant Segretain, puis par le capitaine adjudant-major du 1^{er} BEP, l'autorisation de quitter la position. » Une requête qui, dans un premier temps, se heurte au refus de Le Page. Les défenseurs ont raison de craindre le pire car, dans son ordre n° 7 du 3 octobre, le général Giap a confié à la division 308 la mission de détruire le 1^{er} BEP et le 11^e tabor tandis que les régiments 88 et 209 doivent prendre à partie le BM/8^e RTM et le 1^{er} tabor. Giap joint une lettre d'encouragement à tous ses soldats : « Chers combattants, oubliez la fatigue, surmontez toutes les difficultés, resserrez l'étau, avancez avec courage, approchez l'ennemi pour l'anéantir ou le capturer dans sa totalité. »

Le Page finit toutefois par agréer la demande de ses subordonnés, une autorisation somme toute inutile puisque le chef de bataillon Delcros a décidé d'évacuer la position au cours de la nuit. Le

problème qui se pose à lui est celui du transport des blessés. La journée a coûté 16 tués et environ 55 blessés, dont 25 sont incapables de se mouvoir. Les morts sont abandonnés après avoir été – quand cela est possible – sommairement enterrés. Pierre Pédoussaut, médecin-capitaine au 1^{er} BEP, évoque ainsi la « cérémonie » d'enterrement de l'un de ses infirmiers, un caporal-chef touché mortellement par un éclat d'obus. « Tué sur le coup. Nous récupérons ses papiers, son arme. Nous le recouvrons de terre et sur cette tombe nous plantons une croix – deux branches entrecroisées. Puis, debout [...] nous gardons une minute de silence. » Quant aux blessés, conscient de la charge que représente leur transport en opération en Haute Région, le chef de bataillon Delcros se propose de les remettre au 3^e goum qui occupe Lung Phaï¹⁰, avant de rejoindre Le Page. La manœuvre suppose de forcer le « bouchon » que le Viêt-Minh a mis en place, puisqu'il tient le débouché nord de Lung Phaï. Vers 3 heures du matin, le 4 octobre, le 11^e tabor, les blessés et le 1^{er} BEP se mettent donc en route. La colonne tombe rapidement sur un fort point d'appui viêt-minh que seules les deux sections du goum de commandement et d'accompagnement du tabor parviennent à percer avec des pertes – une trentaine de survivants parviennent à That Khe les jours suivants.

Il ne reste plus aux deux bataillons qu'à s'enfoncer sur les pentes boisées situées à l'ouest de la RC 4 et à tenter de rallier Le Page sur 765. « La progression est extrêmement lente en raison du brancardage, de l'ordre de 200 mètres à l'heure, se souvient Jeanpierre. » « Il fallait monter et descendre les calcaires en coupant droit devant soi, racontera pour sa part le lieutenant-colonel Thomas-Duris, médecin-chef de la zone frontière, [et] s'éloigner des pistes dans le silence et l'obscurité la plus complète ; une partie des coolies en profita pour balancer les blessés et le matériel médical dans les

ravins et se sauver. » Jacques Romain-Desfossés¹¹, officier parachutiste né en Indochine et qui y a fait une partie de sa carrière – il participe notamment à « l'épopée » de la colonne Alessandri après mars 1945 –, évoque ce problème des blessés dans l'un de ses rapports postérieurs à la bataille des frontières : « A-t-on jamais considéré ce que représente l'évacuation d'un blessé sur des sentiers de forêt où l'on risque l'embuscade à chaque instant, où la nature du terrain ne permet pas de brancarder plus d'une demi-heure sans changer de porteurs ? » s'interroge-t-il. L'intéressé estime que, faute de coolies dans une unité, le portage nécessite douze combattants : quatre qui portent, quatre qui relaient et quatre qui, en sus de leur chargement, portent celui de l'équipe qui brancarde. Par ailleurs, évaluant à l'effectif d'une cinquantaine d'hommes la protection de ces éléments, Romain-Desfossés assure « qu'avec quatre blessés, une compagnie est liquidée au point de vue potentiel offensif tant qu'elle n'est pas débarrassée ». Ainsi, avec 25 blessés à brancarder – un chiffre qui n'ira qu'en augmentant –, les bataillons Delcros et Segretain perdent une grande partie de leur capacité opérationnelle. Malgré tout, la décision d'abandonner les blessés n'est pas prise à ce moment-là et l'on « vit ce spectacle incroyable, écrit Pierre Pédoussaut, de dizaines de blessés graves transportés non pas vers l'arrière mais vers l'avant et vers une destination inconnue ».

Funeste cirque

La jonction des deux éléments de la colonne Le Page n'est réalisée que de manière très imparfaite et avec difficulté le 4 octobre 1950, vers midi. Certes les unités se sont rapprochées « à vue » les unes des autres, mais le groupement est encore « éclaté ». Alors que le BEP est arrêté à environ un kilomètre au sud de 765, le 11^e tabor est plus

proche, et le chef de bataillon Delcros parvient jusqu'au lieutenant-colonel Le Page. « Les hommes sont à bout de forces, lui dit-il. La marche dans ce terrain chaotique avec un tel convoi de blessés à brancarder a été un véritable calvaire. » Le Page le rassure et lui fait part de la décision qu'il a prise la veille au soir : rejoindre la vallée de Quang Liet par la piste partant de 765 et en marquant un arrêt dans le cirque de Coc Xa. Celui-ci, écrit Daniel Sornat, est « une petite dépression d'environ quatre cents mètres de diamètre, cernée par des éboulis de calcaires [...]. Dans ce cul-de-sac, une seule issue vers l'ouest, un défilé taillé à la hache dans la barrière de calcaires qui mène vers un sentier descendant en lacets une falaise haute de cent mètres jusqu'au village de Coc Xa, situé au fond de la vallée de Quang Liet. À l'entrée du défilé, une petite source coule vers la vallée¹² », cet endroit est particulièrement sensible puisqu'il contrôle toute tentative de sortie du cirque par l'ouest. Le Page n'a pas l'intention de se retrancher dans ce cirque, comme il pourra le lui être reproché plus tard, mais de marquer un arrêt qui doit permettre d'accorder un peu de repos à des hommes dont la plupart n'ont pas dormi depuis trois nuits, sont épuisés et manquent d'eau, de réorganiser les unités et de ravitailler le groupement par parachutage en vivres et en munitions. La halte doit être de courte durée et Le Page a bon espoir que Charton, parti depuis soixante heures et dont les soldats n'ont pas eu à combattre, arrive dans la vallée de Quang Liet dans la journée du 5 octobre. Il doit occuper les collines de Qui Chan et la cote 477, située à environ 3 kilomètres en face de Coc Xa.

Le départ de la colonne Le Page en direction de Coc Xa débute au début de l'après-midi. Le 1^{er} tabor et le BM/8^e RTM sont en tête et atteignent sans encombre le cirque vers 17 heures ; leurs compagnies se voient confier la mise en défense de l'endroit en prenant position sur les pitons environnants¹³. En revanche, et une fois encore, ce sont

les 11^e tabor et 1^{er} BEP qui vont connaître les pires difficultés. En raison d'un départ précipité, le BM/8^e RTM a laissé inoccupée la cote 765. Aussi, quand les goumiers et les légionnaires se présentent, ils tombent dans une embuscade : la route de Coc Xa est coupée et ils ont à leur trousse le bataillon 154 (régiment 209) et le régiment 36 de la division 308. À partir de ce moment, les deux bataillons vont connaître un véritable calvaire pour rejoindre le reste de la colonne Le Page. « La progression est extrêmement lente, écrit Jeanpierre, du fait des blessés qui doivent être transportés à dos d'homme en certains points où il est impossible de brancarder. » Le médecin-capitaine du 1^{er} BEP déclare que ce travail est un véritable « assassinat médical ». Au cours de la nuit du 4 au 5 octobre, seuls deux kilomètres sont parcourus. Les chefs du groupement choisissent finalement de gagner le village de Coc Xa, dans la vallée de Quang Liet où ils pensent retrouver Le Page après sa « pause » dans le cirque ; « plusieurs tentatives pour déboucher dans la vallée échouent, l'élément de tête arrivant sur des falaises », ajoute Jeanpierre. Les hommes sont littéralement harassés. Finalement parvenus dans la vallée en faisant un large détour par le sud de la chaîne calcaire et après avoir subi plusieurs attaques, les deux bataillons reçoivent l'ordre, en fin d'après-midi du 5 octobre, de rejoindre Coc Xa où Le Page est toujours. Concrètement, le groupement doit remonter vers le nord puis obliquer vers l'est pour rejoindre le cirque de Coc Xa. Chez les officiers de Légion, on grogne et l'on commence à se demander si Le Page parviendra à sortir ses bataillons du guêpier dans lequel ils sont tombés. Certains se verraient bien attendre Charton sur leur position du moment ou, à défaut, un peu à l'ouest sur la cote 477. La destruction d'une section de la 1^{re} compagnie sur cette colline en fin d'après-midi les convainc

cependant de la nécessité de réunir les forces ; alors que la nuit tombe, le BEP est récupéré par des guides envoyés par Le Page.

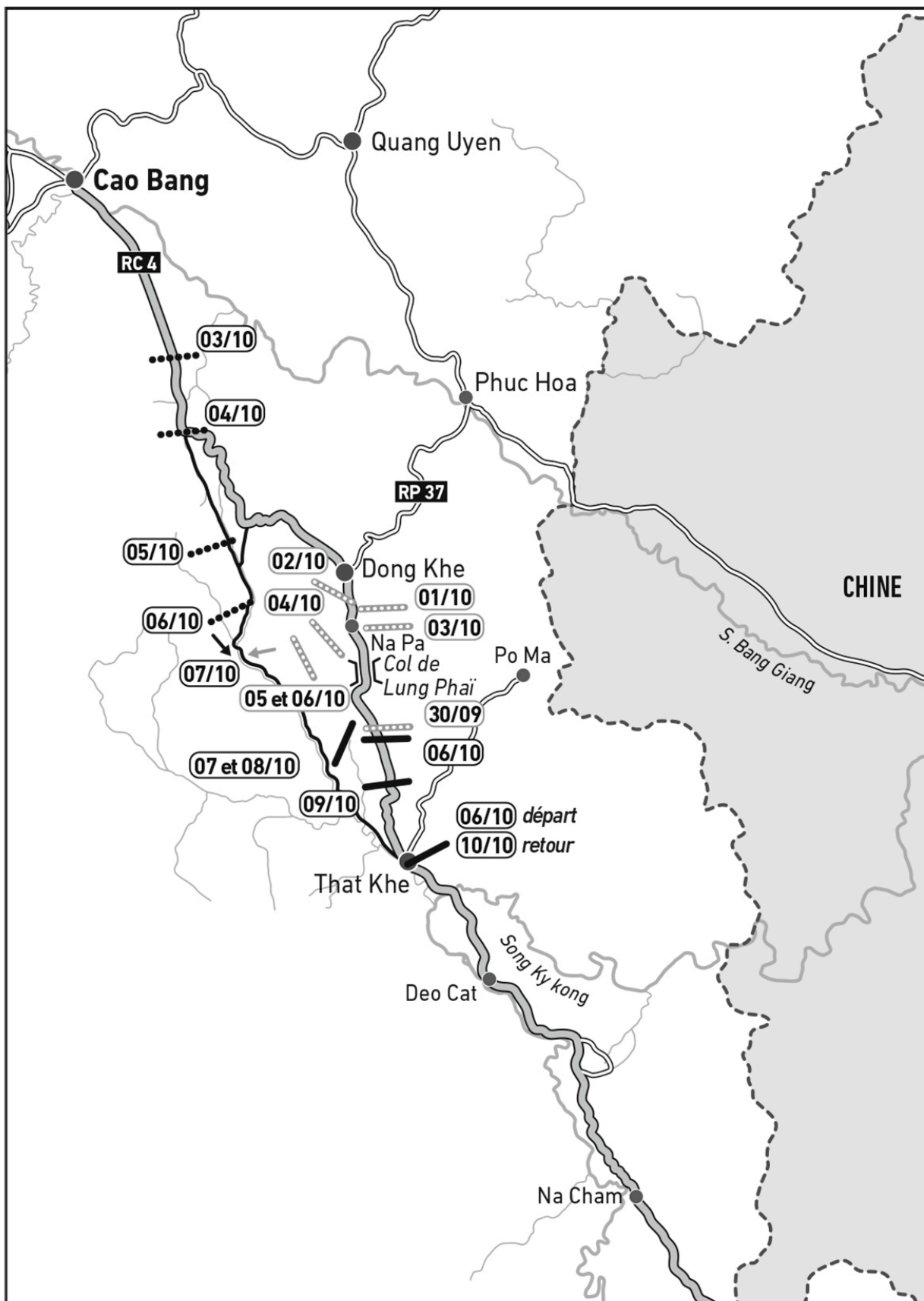
Au terme d'une journée particulièrement sanglante, notamment pour les légionnaires parachutistes qui perdent cent hommes (tués et blessés), le groupement, encombré de toujours plus de blessés, quitte la vallée et remonte en direction du cirque de Coc Xa en passant par la source. Après une nouvelle progression de nuit dans un terrain tourmenté et attaqué par le Viêt-Minh, la jonction est faite à l'aube du 6 octobre. Dans un premier temps, Le Page pense redescendre avec toute sa colonne dans la vallée, puis se ravise : cette dernière compte alors plus de 150 blessés dont une centaine à brancarder, aussi préfère-t-il attendre des nouvelles du groupement Charton avant de s'aventurer avec des bataillons qui ont perdu beaucoup de leurs capacités opérationnelles. Une partie de la journée du 6 octobre se passe donc dans l'attente d'une liaison avec le groupement Charton, finalement réalisée peu avant 17 heures. Le Page demande à Charton de « pousser » jusqu'à la cote 533, au sud de 477 : il a l'intention de forcer l'encerclement mis en place par les unités de l'APVN et place son salut et celui de ses hommes entre les mains de la colonne descendante. De l'avis de tous, Le Page hésite beaucoup au cours de cette journée, en témoigne son indécision quant à l'heure à laquelle effectuer le départ vers Quang Liet. « Il est environ 17 h 00, racontera Delcros. Les chefs de bataillons sont convoqués. Le décrochage est fixé d'abord pour 18 heures, puis pour 20 h 30. Contrordre à 20 h 00. Nouvel ordre vers minuit [...]. Les blessés ne seront emmenés que si la chose est faisable. » « Dans ce terrain impossible », la difficulté est grande de toucher les unités pour leur transmettre l'ordre. Pour cette raison, il est 5 heures lorsque le 1^{er} BEP auquel a été confiée la mission de percer est enfin prêt. Sa mission, déjà délicate, est rendue plus ardue encore depuis que les Français ont perdu la veille le

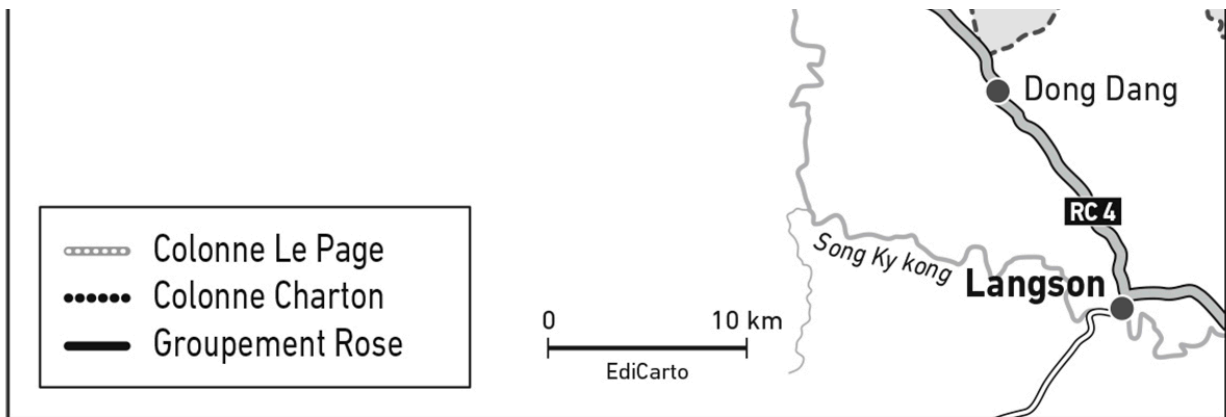
contrôle du principal point de passage vers la vallée au niveau de la source. L'endroit est désormais battu par les feux des mitrailleuses adverses, et toute tentative de sortie s'annonce extrêmement sanglante.

Le général Giap attend ce moment depuis quatre jours. En effet, informé tardivement du départ de la colonne Charton, vers midi le 4 octobre, il prend la décision – évidente – d'interdire la jonction des deux colonnes et de détruire d'abord la colonne Le Page. Là encore, les services d'écoutes du Viêt-Minh ont intercepté les communications françaises et savent que la réunion des groupements français doit s'opérer dans le secteur à l'ouest des calcaires. Après examen des cartes d'état-major, le commandement de l'APVN tire la conclusion que le point de rendez-vous serait vraisemblablement à hauteur de la ligne de crête située à 3 kilomètres à l'ouest de Coc Xa et sur laquelle se trouve la cote 477. Le TD 209 reçoit en conséquence l'ordre de se porter à marche forcée à la rencontre de la colonne Charton avec mission de la retarder et de l'user au maximum. Le général Giap laisse à la division 308 le soin de détruire la colonne Le Page, enfermée alors dans le cirque de Coc Xa, avant qu'elle n'entame son mouvement vers l'ouest. « Camarades, dit Giap dans une proclamation à l'attention des troupes, le groupement de Le Page est actuellement épuisé, dépourvu de munitions et de vivres [...]. Son dernier espoir pour se sauver réside dans la liaison avec le groupement Charton venu de Cao Bang. Actuellement nous avons pour tâche d'anéantir sans délai le groupement de Le Page et de laminer *[sic]* celui de Charton avant de concentrer toutes nos forces pour l'encercler et l'anéantir. »

Le colonel Cao Van Khanh, adjoint au commandant de la division 308, est chargé de mener la destruction de la colonne Le Page. Il dispose pour cela de neuf bataillons : les bataillons 84, 88 et

89 (régiment 36), les bataillons 18 et 54 (régiment 102), les bataillons 23 et 29 (régiment 88), le bataillon 154 (régiment 209) et le bataillon autonome 11. Certaines de ces unités n'ont pas été engagées quand d'autres ont subi des pertes, notamment le régiment 36 dans son attaque du Na Keo où le 11^e tabor lui a infligé environ 200 tués. Ce sont donc quelque 6 000 combattants qui sont répartis sur les faces nord, est et sud du cirque de Coc Xa. Même si la fatigue se fait sentir chez les *bo doi* et que le ravitaillement en riz connaît des retards, les troupes de l'APVN bénéficient d'une puissance de feu bien supérieure à celle de la colonne Le Page et n'ont pas à s'occuper de la servitude des blessés. Surtout, le moral des combattants est élevé et, pour la première fois de la guerre, chacun sent bien qu'une grande victoire est à portée de main. À l'aube du 7 octobre 1950, la partie s'annonce difficile pour le lieutenant-colonel Le Page et ses hommes.





PROGRESSION DES GROUPEMENTS LE PAGE, CHARTON ET ROSE

Orage

« La guerre, dit le lieutenant Lefébure, pour qui, comme pour beaucoup d'autres, le désastre s'acheva par quatre ans de captivité, je l'avais connue en Italie, en France, en Allemagne. Sur la RC 4, je n'ai vu qu'une boucherie à laquelle rien ne peut se comparer. À Paris, en notre honneur, l'Assemblée nationale observa une minute de silence. J'en suis flatté. »

Pierre Charton (colonel),
*RC 4. La tragédie de Cao Bang*¹.

Dans la confidence

Contrairement à Le Page, qui reste dans l'ignorance de sa véritable mission jusqu'au 2 octobre, le lieutenant-colonel Charton va bénéficier de confidences faites par le général Alessandri. Le 21 septembre 1950, en effet, ce dernier se rend à Langson pour y rencontrer le colonel Constans et y discuter des conditions de l'évacuation de Cao Bang. À cette occasion, le chef de la zone frontière insiste pour que Charton – et sans doute juge-t-il en cela que

ce dernier mérite d'être davantage éclairé sur son rôle – soit préalerté malgré les ordres impérieux du général Carpentier. Si l'initiative paraît heureuse, il reste légitime de se demander pour quelle raison le lieutenant-colonel Le Page n'a pas été l'objet d'une attention similaire. Le fait que le lieutenant-colonel Charton soit un camarade de promotion du colonel Constans constitue peut-être un des éléments de la réponse.

Le 24 septembre, le général commandant la ZOT se rend donc à Cao Bang, avertit verbalement² Charton des décisions relatives au repli de sa garnison et lui demande de s'engager « sur l'honneur de ne pas dévoiler le secret de [l']opération ». Après avoir brossé à grands traits la place du groupement Le Page dans la manœuvre générale, le général Alessandri prévient Charton que ses bataillons devront entamer leur mouvement vers le sud la nuit précédant le jour du départ de That Khe de la colonne Le Page. Il lui demande également son avis, en raison de sa très bonne connaissance du terrain, sur les possibilités d'exécution de l'évacuation par la RC 4. Charton estime, au vu de la physionomie du tronçon de route qu'il doit parcourir, « bien difficile de réussir une telle opération si on ne venait pas avec une colonne de secours attendre les troupes de Cao Bang au moins au kilomètre 28 [en partant de la localité] mais que si la colonne de secours poussait jusqu'au kilomètre 22, il n'y aurait pas de difficultés ». La requête est acceptée par le général Alessandri puis confirmée à Charton le 29 septembre.

Le général commandant la ZOT rappelle enfin que, le facteur vitesse étant capital, c'est à « marche forcée » et « allégées au maximum » que les troupes devront progresser pour atteindre le point de rendez-vous avec la colonne montante. Le matériel lourd et les canons non transportables seraient rendus inutilisables au dernier moment, les pièces d'artillerie, notamment, seraient jetées dans le

fleuve « culasses d'un côté, tubes de l'autre », comme le général Carpentier l'a explicitement rappelé le 20 septembre précédent. La destruction des 150 tonnes de munitions qui se trouvent dans les souterrains de la citadelle, et composées principalement des obus de l'artillerie de position, apparaît toutefois comme une opération nécessitant une préparation intellectuelle. Pour cette raison, le lieutenant-colonel Charton en informe « son » sapeur, le lieutenant Clerget³ qui, comme Charton l'a fait avant lui, s'engage « sur l'honneur » à ne rien divulguer.

Le lendemain de cette visite, Charton reçoit le chef de bataillon Lambert, envoyé par Constans. Celui-ci se contente de reprendre une partie des propos tenus par le général Alessandri, rappelant l'impératif de vitesse et insistant sur la nécessité de disposer de troupes débarrassées de tout bagage. Seul un armement léger serait emporté. Pour cette raison, le 3^e tabor comme le III/3^e REI n'emportent chacun qu'un tube de 81 mm (à cent coups) et trois mortiers de 60 mm (une soixantaine d'obus par pièce), ce qui s'avère très faible en termes de puissance de feu pour un bataillon d'infanterie. Selon le chef d'état-major de la ZFNE, le lieutenant-colonel Charton n'aurait pas émis « d'objections importantes » à ces conditions, se doutant « déjà de la mesure depuis le début de l'évacuation des familles – je le sentais cependant touché par l'obligation d'abandonner Cao Bang où il avait servi à plusieurs reprises et où, assurait-il, il se sentait capable de résister plusieurs mois ». « Il me fit part, continue Lambert, de ses intentions d'emmener ses véhicules le plus loin possible pour tracter ses canons qui pourraient lui servir ainsi jusqu'au moment où la route détruite ne permettrait plus la circulation, et pour alléger ses coolies », les pièces seraient alors sabotées. Cette décision, contraire aux ordres

comme à l'esprit de la mission, et dont le colonel Constans est averti par la suite, ne suscite aucune réaction ferme de sa part.

Selon le chef de bataillon de Chergé, qui commande le 3^e tabor, Lambert a également pour mission de transmettre au lieutenant-colonel Charton de nouvelles consignes de fermeté quant à la préservation du secret. C'est en tout cas le contenu de la lettre, signée du colonel Constans, qui lui aurait été remise. Dans celle-ci, écrit de Chergé, Charton est alerté « de ce que le bruit de l'évacuation de Cao Bang courait à Langson, colporté par des aviateurs de retour de Cao Bang ». En conséquence, Charton « rassembla les officiers dans la soirée et leur donna l'ordre de garder le silence le plus absolu », une phrase qui laisse à penser que les cadres de la garnison sont mis au courant de l'opération dès le 25 septembre au soir. À ce sujet, il existe un réel doute quant à la date officielle à laquelle les différents chefs de détachement sont informés du repli : de Chergé mentionne le 1^{er} octobre à 9 h 00 quand un autre document du 3^e tabor évoque le 2 octobre à 17 heures.

Dans son rapport, revenant sur cette notion du secret, de Chergé affirme qu'il « n'existait pas. L'évacuation des familles de partisans [sic] avait donné l'alerte aux [Viêt-Minh]. En 1949, l'évacuation de Bac Kan et celle de Tra Linh avaient déjà été précédées de celle de familles. Sur le terrain d'aviation de Cao Bang, les [supplétifs] en se séparant de leurs familles leur disaient : “À bientôt, dans 15 jours à Langson”, tandis que les commerçants de Cao Bang vendaient leurs marchandises à bas prix. Pendant les jours ayant précédé l'évacuation, des désertions s'étaient produites chez les [supplétifs⁴] et les déserteurs n'avaient pas manqué d'informer les VM des bruits qui couraient en ville. Le soir, les VM des hauteurs dominant Cao Bang haranguaient les garnisons des postes et les avertissaient de ce qu'elles ne rejoindraient pas vivantes Langson ». S'il semble bien qu'à

Cao Bang, le départ des familles de supplétifs ait constitué un indicateur sérieux du repli de la garnison, l'historiographie vietnamienne n'a jamais fait état d'une quelconque connaissance de celui-ci avant le 4 octobre. L'historien Tran Trong Trung se fait le porte-parole de l'histoire officielle vietnamienne quand il écrit : « Du fait que nos éclaireurs ne suivaient pas de près l'ennemi et par manque de communication, notre commandant de la campagne ne reçut la nouvelle du retrait de Cao Bang que le 4 octobre à midi, soit 36 heures après le départ du groupement Charton. Notre groupe d'éclaireurs à Cao Bang dut envoyer le message par téléphone de la poste⁵. »

La colonne Charton, combien de divisions ?

Les difficultés rencontrées dans le calcul des effectifs de la colonne Le Page s'appliquent regardant celui de la colonne Charton. Cette dernière est articulée autour de trois bataillons : le III/3^e REI, le 3^e tabor et le bataillon dit de « formations indochinoises ». Le premier est, selon la note du 15 octobre 1950 consacrée aux pertes de la zone frontière, fort de 635 hommes : 15 officiers, 50 sous-officiers et 558 hommes de troupe. En réalité, les légionnaires qui s'engagent sur la RC 4 à l'aube du 3 octobre 1950 ne dépassent pas 550 combattants. Quant au 3^e tabor, loin des 916 combattants officiels annoncés, il est cependant le bataillon le plus étoffé du GTMEO avec, selon Daniel Sornat, des effectifs théoriques d'environ 720 combattants. En excluant ceux restés en base arrière dans la région de Langson, les goumiers engagés dans l'opération *Orage* avoisinent les 600 hommes.

Les effectifs du bataillon FI méritent, eux, d'être davantage critiqués. Il convient d'ores et déjà de lever ce qui nous semble être

une confusion. En effet, dans leur ouvrage *Les Combats de la RC 4. Face au Vietminh et à la Chine*, les auteurs font état de la présence de mille partisans engagés dans le repli de la garnison, dont aucun n'aurait réussi à s'échapper : le tableau consacré aux pertes en fin d'ouvrages rapporte « zéro⁶ » rescapé. Or, ces partisans font en réalité référence aux cinq compagnies légères qui, nous l'avons vu, sont dissoutes au mois de septembre 1949 et remplacées par des compagnies de supplétifs intégrées au bataillon FI ; la présence de ces mille partisans n'est donc pas à retenir puisque ceux-ci sont déjà comptabilisés au sein des différentes CLSM qui forment le bataillon et qui apparaissent également dans le livre cité *supra*. Dans celui-ci, les effectifs théoriques du bataillon FI sont évalués à 950 alors que la note du 15 octobre 1950 les fixe à 997. En fait, et comme le souligne le directeur du cabinet militaire du commandant en chef dans le compte rendu qu'il adresse le 17 octobre à la présidence du Conseil, « un certain nombre de désertions se sont produites chez les partisans [sic] dans les jours précédant l'évacuation ». Le capitaine Morichère paraît le plus fiable lorsqu'il écrit que « 700 supplétifs encadrés par soixante-six Européens » évacuent Cao Bang le 3 octobre 1950.

Aux quelque 1 900 combattants de ces trois bataillons d'infanterie s'ajoutent les sapeurs de la deuxième section de la troisième compagnie du 73^e BG commandée par le lieutenant Clerget – une quarantaine de soldats –, ainsi qu'une vingtaine d'artilleurs du 3^e groupe du RACM. Ce sont donc, au total, près de 2 000 combattants qui constituent la colonne Charton. Celle-ci voit toutefois ses rangs s'accroître significativement par l'apport (ou l'encombrement) de 500 à 600 civils, en majorité des hommes (même si le groupement comprend également des femmes dont, semble-t-il, des prostituées). Dans son ouvrage, le lieutenant-colonel Charton évoque par ailleurs la présence de « plus de trois cents prisonniers⁷ »

emprisonnés à Cao Bang – qui auraient refusé d’être libérés en zone viêt-minh et auraient donc délibérément rejoint la colonne – une centaine, parmi les plus robustes physiquement, sont affectés comme porteurs au sein des unités. Charton est l’un des rares auteurs à mentionner ces 300 détenus dont on ne sait exactement s’ils sont déjà intégrés aux centaines de civils mentionnés ou s’il convient de les ajouter – ce qui porterait alors le total de non-combattants de la colonne entre 800 et 900 personnes. Dans ses souvenirs – non publiés –, le capitaine Morichère confirme cette présence, leur encadrement et celui des civils revenant aux compagnies de supplétifs. « Les prisonniers viêt [sic], écrit Morichère, [ont] tous préféré rester auprès des Français plutôt que de rejoindre leurs anciens collègues du Viêt-Minh. » Il semble donc que ces hommes (et femmes, il y en a quelques-unes) soient inclus dans le chiffre des civils.

Orage

Les quelques jours qui précèdent l’évacuation de Cao Bang sont consacrés à la planification de l’opération *Orage*, c’est le nom que lui donne Charton de manière quelque peu prémonitoire ; elle est également parfois appelée *Thérèse-nord* dans quelques documents. Il ne semble pas qu’une copie du plan ait survécu au désastre, de Chergé, par exemple, témoigne avoir détruit son exemplaire le 7 octobre. L’opération est divisée en 17 phases et prévoit l’utilisation de véhicules dont deux half-tracks et l’emport de deux canons : une pièce de 105 mm modèle 1935 et une autre de 57 mm antichar⁸. « Cette décision, écrira de Chergé, avait pour conséquence la constitution d’une colonne motorisée, comprenant des camions de munitions, et des camions transportant des matériaux nécessaires à la

réfection des coupures de la RC 4. Elle entraînait également pour la colonne [l'obligation] de marcher de jour et en sécurité. » De fait, et contrairement aux ordres reçus, le colonel Charton fait le choix d'un départ au lever du jour, un choix qu'il justifie par la crainte de tomber, de nuit, dans une embuscade qui aurait dès le départ dispersé la colonne. Les quelque 180 hommes inaptes à la marche que compte encore la garnison étant susceptibles de ralentir le groupement, Charton en rend compte à Constans le 28 septembre et demande leur évacuation par voie aérienne, en même temps que celle de la quarantaine de femmes et d'enfants toujours présents. Quelques dizaines d'individus seulement seront ramenés sur Langson par Toucan le 2 octobre 1950.

Comme il l'avait dit à propos de Le Page, le colonel Lennuyeux rapporte que la veille du déclenchement de l'opération *Orage*, Charton « n'était pas très "chaud" », ce dernier rappelant une fois encore être en mesure de défendre Cao Bang « encore très longtemps avec ses seuls moyens ». Certains des derniers télégrammes que celui-ci envoie sont d'ailleurs marqués du souci de gagner des délais : le 29 septembre, il suggère d'attendre le « beau temps » afin de pouvoir bénéficier d'un appui aérien conséquent, le 2 octobre alors qu'il doit exécuter la manœuvre le jour suivant, il sollicite l'autorisation de ne partir que le 4 octobre et demande l'envoi, dans la journée du 3 d'un « minimum 8 Junker⁹ [...] pour évacuer restant éclopés et armement lourd ». Constans reste inflexible mais l'autorise, après un échange de télégrammes, à entamer sa manœuvre le 3 octobre à 6 heures du matin. Le décalage entre le mouvement de la colonne Charton et celle de Le Page est désormais supérieur à quarante-huit heures, bien au-delà de ce qui avait été prévu ; l'opération *Orage* est donc viciée dès le début. Il revient en partie au colonel Constans la responsabilité d'avoir permis ce retard.

Le 3 octobre 1950, les supplétifs de la 136^e CLSM sont les premiers à quitter Cao Bang, deux heures avant le « gros » de la garnison. Le kilomètre 8 est atteint par la section de tête vers 8 heures et le kilomètre 10 vers 11 heures, l'adversaire ne s'est pas manifesté. Si les hommes de Le Page ont progressé en privilégiant la rapidité, ceux de Charton procèdent à de lentes opérations d'ouverture de la route. « Cette opération classique, raconte le capitaine Morichère, consiste à envoyer des groupes qui occupent les pitons qui dominent la route pendant que d'autres vont verrouiller dans les ravins les pistes pénétrantes ; la section de tête inspecte la route et les bas-côtés pour détecter les mines ; la colonne progresse par dépassements successifs. Lorsqu'un couloir de sécurité de plusieurs kilomètres est créé, les camions font un bond en avant. Avec cette tactique, la vitesse moyenne de progression ne dépasse pas 3 kilomètres à l'heure. » Ainsi, dès les premières heures de la matinée, et certains y verront là une « indiscipline » du lieutenant-colonel Charton, la garnison de Cao Bang accumule les retards. Les impératifs de vitesse et de légèreté, si chers au général Carpentier, ont fait long feu. En guise de vitesse, c'est avec lenteur et en sûreté que progressent les bataillons, oubliant parfois que certains tronçons de la route ont déjà été ouverts par les unités précédentes, et perdant là encore un temps précieux. En guise de légèreté, une colonne d'une quinzaine de véhicules – le chiffre est confirmé par l'aviation d'observation¹⁰ : « Les camions civils transportaient des femmes et du matériel. Les camions militaires transportaient des munitions, des vivres conditionnés, de la caillasse, des poutrelles, des explosifs, des éclopés qui n'avaient pas trouvé place dans les avions [le 2 octobre des Toucan ont enlevé une partie seulement des 180 éclopés], et des hommes fatigués. »

Vers midi, les derniers éléments de la colonne Charton quittent Cao Bang au moment où les destructions mises en place par les sapeurs jouent ; une immense explosion retentit et « un champignon de fumée s'élève au-dessus de la citadelle », se rappellera Morichère. De son côté, Charton écrit qu'après « ce beau feu d'artifice, le Viêt-Minh ne pouvait plus ignorer notre décrochage ». Dans cette perspective, l'accélération du rythme de progression s'impose. Or, ce dernier reste désespérément lent et le mécontentement du lieutenant-colonel Charton n'y change rien. À 17 heures, sans que la colonne n'ait été réellement inquiétée (quelques coups de feu ont jalonné son avancée), celle-ci ne se trouve qu'au kilomètre 17¹¹. Elle y passe sa première nuit. « La chaleur et la fatigue commencent déjà à se faire sentir chez la troupe » ; par ailleurs, la végétation qui recouvre la route inutilisée depuis décembre 1949 développe un sentiment d'insécurité « et chacun, rapporte le chef de bataillon de Chergé, ne pouvait s'empêcher d'être frappé par le caractère sauvage de la région ».

Le 4 octobre au matin, les destructions de la chaussée deviennent de plus en plus importantes, stoppant la colonne motorisée. Alors que les éléments de tête du 3^e tabor poussent jusqu'au PK 22, le génie tente tant bien que mal de rétablir l'itinéraire avec l'aide du III/3^e REI et des civils qui essaient avec difficulté de combler les coupures de route, celle-ci ayant été parfois « jetée », selon le mot d'un officier, dans le bas-côté. Finalement vers 14 heures, au niveau du kilomètre 18, décision est prise d'abandonner et de détruire les véhicules. Non seulement les opérations de réparation s'avèrent fastidieuses et chronophages, mais la réception d'un ordre du colonel Constans enjoint à Charton de quitter la RC 4. Le message, pourtant envoyé le 3 octobre à 2 heures du matin, n'est reçu qu'en ce début d'après-midi du 4 octobre – une fois de plus, les communications ont

été défectueuses entre Langson et ses colonnes. Le chef de la zone frontière alerte Charton du changement de plan opéré par la colonne montante : « En raison accrochage Le Page et pertes sévères subies indispensable reprendre mouvement nuit et pousser au plus loin au plus vite par [la piste de] Quang Liet et atteindre courant journée cote 703. Le Page et 2 bataillons occupent ce soir [la veille, donc] 760. » Aussi, pendant que les sapeurs procèdent au sabotage des véhicules, des recherches sont effectuées pour découvrir l'entrée de la piste, cachée de la vue par la végétation, mal indiquée sur les cartes et inconnue des supplétifs qui ne sont pas originaires de la région. Un temps précieux est perdu à chercher des guides parmi les civils puis à explorer les abords de la route.

Le rythme de progression de la colonne Charton contraste singulièrement avec le ton de plus en plus alarmiste des messages envoyés depuis le PC de la zone frontière dans le courant de la journée : « Accélérez autant que possible je répète autant que possible votre mouvement vers le sud » ; « Poussez à fond je répète à fond ». À 16 h 30, le colonel Constans se montre plus explicite : « Je répète que chaque heure compte. Il faut y aller à fond. Quel que soit l'effort demandé. Tout poids mort inutile doit être impitoyablement largué. » Cette dernière phrase ne mentionne pas la cohorte de civils mais les vise implicitement ; Charton aurait préféré démissionner, écrira-t-il plus tard, plutôt que d'abandonner les populations qui lui étaient restées fidèles. La demande émise, enfin, par le colonel Constans de voir la colonne Charton atteindre le parallèle de Lung Phaï dans le courant de la soirée du 4 octobre pour être à la hauteur des troupes de Le Page se heurte à une réponse négative. Elle est une vue de l'esprit qui ne correspond en rien à la situation du groupement Charton.

Finalement, vers 16 heures, à hauteur de Nam Nang, la 136^e CLSM s'enfonce dans la végétation : « Pas de piste de Quang Liet, mais une espèce de forêt qui couvre le fond de la vallée, tandis que la RC 4 s'élève vers l'est, vers le PK 22. C'est là le départ de la piste marquée sur la carte. » Les goumiers du 3^e tabor s'engagent à la suite des supplétifs. « Ils n'allèrent du reste pas bien loin, écrit le chef du 3^e tabor, car la piste était sous bois et l'obscurité les obligea bientôt à s'arrêter. » « Dans la jungle épaisse, raconte Charton, chacun suivait comme il pouvait celui qui le précédait, n'ayant qu'un souci, ne pas le perdre de vue. Les chefs ne commandaient plus que les groupes qui étaient tout près d'eux, et très difficilement, le reste de leur unité. Le milieu de la colonne ignorait ce qui se passait en tête ou en queue ; peut-être même suivait-on une colonne égarée¹². » C'est dans cette situation pour le moins inconfortable et étirée sur plusieurs kilomètres que le groupement Charton s'arrête pour passer la nuit du 4 au 5 octobre 1950. À ce moment-là, son poste de commandement est situé à environ 2,5 kilomètres au sud de la RC 4. « Pendant toute la nuit, racontera de Chergé, les véhicules qui avaient été sabotés [...] achevèrent de brûler et l'on entendait le bruit provoqué par les explosions des cartouches. »

Quang Liet

Au matin du 5 octobre, les hommes harassés de la colonne Charton reprennent leur progression, ils sont alors à proximité du point coté 783, à environ 8 kilomètres « à vol d'oiseau » de Dong Khe. Charton s'est fixé l'objectif d'atteindre la cote 590, à 5 kilomètres au nord-nord-ouest de Coc Xa, avant la nuit. Ce sont les légionnaires du III/3^e REI qui ouvrent la marche, suivis par le 3^e tabor, les civils et le bataillon de supplétifs. De 6 à 11 heures du matin, les légionnaires

évoluent dans un milieu physique très difficile à la recherche du col qui doit ouvrir l'accès à la vallée de Quang Liet. Les témoignages des combattants de la conquête du Tonkin ou ceux écrits par les troupes ayant pourchassé les révoltés de Thái Nguyen¹³ auraient tout aussi bien pu être écrits par les soldats du lieutenant-colonel Charton. En 1917, un officier écrivait ainsi : « Dans la région de Cao Bang [...] j'ai vu certains endroits qui ne font pas l'exception où il fallait faire hisser les hommes pour arriver à franchir des escarpements. Les opérations militaires y présentent donc les plus grandes difficultés à cause de la nature du terrain, massifs rocheux, fouillis inextricables de pics d'une grande hauteur et presque tous inaccessibles, séparés les uns des autres par des cirques en forme de cratère pareils à des puits¹⁴. »

Peu avant midi et après s'être égarés, les légionnaires identifient enfin le col. L'accès à la vallée de Quang Liet est toutefois battu par le feu des mitrailleuses du Việt-Minh, et la colonne Charton connaît son premier accrochage sérieux : comme il leur a été demandé, les *bo doi* du TD 209 retardent sa progression. Afin de ne pas perdre de temps, Charton décide de laisser le III/3^e REI fixer l'adversaire pendant que le 3^e tabor et le reste du groupement continuent leur marche en suivant la ligne de crête qui domine la vallée par l'ouest. Dans le même temps, il forme un « détachement de supplétifs », placé sous les ordres du capitaine Morichère commandant la 138^e CLSM qui, avec trois compagnies, progresse parallèlement au « gros » de la colonne en empruntant le fond de vallée. Le rythme est rapide, se remémore Morichère, et « l'ouverture est faite "à l'américaine", comme on dit sur la RC 4, c'est-à-dire par des tirs *a priori* d'armes automatiques sur les endroits suspects ». Le détachement parvient vers 17 heures au nord de la cote 590.

En revanche, l'avance du reste du groupement, que le III/3^e REI a finalement rejoint, s'avère extrêmement lente. Le 3^e tabor commet,

par ailleurs, une erreur : pensant être arrivé sur 590, il s'arrête. En conséquence, le PC du groupement Charton installe son dispositif défensif, imité par le reste des unités. Or, s'étant rendu compte de sa méprise, le 3^e tabor reprend sa marche quand la pénombre le surprend à environ 2,5 kilomètres au nord de la cote 590. Charton « n'ose pas pousser plus loin dans la nuit de peur de se perdre dans l'obscurité ; le contact est rompu avec le 3^e tabor ». Ainsi, à la fin du troisième jour de marche, la colonne Charton s'étale sur près de 5 kilomètres entre la cote 783 et les abords de 590. Le 6 octobre au matin, le 3^e tabor est toujours en pointe ; il atteint sans encombre 590 et pousse même un peu au-delà de 477 dans la journée, accompagné d'éléments des CLSM qui éclairent la colonne.

La situation se détériore pourtant en fin de journée. Le III/3^e REI, en queue de groupement depuis la veille, voit sa marche considérablement ralentie par la colonne de civils qui le précède. C'est donc seulement au soir, alors que le 3^e tabor occupe maintenant différentes croupes sur la cote 477, qu'il arrive sur 590. Le bataillon est encore très échelonné et les hommes sont épuisés. C'est dans ces conditions qu'ils sont attaqués à la tombée de la nuit par deux bataillons du TD 209 et un bataillon de la division 308. Toute la nuit, l'armée populaire relance ses assauts, mais est repoussée. Pour la première fois depuis le départ de Cao Bang, l'adversaire fait preuve de mordant. Occuper 590 lui permettrait d'achever, au nord, l'encercllement des deux colonnes, un encerclement déjà réalisé au sud, à l'ouest et à l'est.

Un peu plus tôt dans la journée, vers 17 heures, la liaison est prise entre Charton et le lieutenant-colonel Le Page, et celui-ci peint un tableau bien sombre de sa situation : « Je suis complètement encerclé et partout au contact, déclare ce dernier. J'ai avec moi plus de 150 blessés dont une centaine à brancarder. J'ai l'intention de forcer

le passage, coûte que coûte, cette nuit même à la faveur de l'obscurité. Ce passage est l'étroit goulet qu'emprunte la piste de 765 à Coc Xa. Je vous demande de pousser dès que possible sur 533 [à 2 kilomètres au sud de Coc Xa dans la vallée de Quang Liet] par les crêtes immédiatement à l'ouest de la barrière calcaire. »

Suivre l'évolution des combats livrés par les deux groupements dans la dernière phase des opérations *Thérèse* et *Orage* s'avère complexe, notamment en raison de la difficulté à situer le déroulé des événements dans l'espace. À titre d'exemple, voici la description faite par le capitaine Morichère de la cote 477, qui peut quelque peu désorienter le lecteur : « 477 se présente sous forme d'une longue crête orientée nord-sud, coiffée de cinq mamelons : 477 nord, 477 proprement dit, 477 inter nord, 477 inter sud, 477 sud. [...] L'ensemble a la forme d'un trident pointé vers le sud. Le sommet des mamelons est dénudé, couvert d'herbe à pailote coupante [...] les cols et les ravins qui montent vers les crêtes sont boisés. » C'est pourtant à cet endroit, situé à 3 kilomètres à l'ouest de Coc Xa, que le 7 octobre 1950 la colonne Le Page fait, enfin, sa jonction avec celle de Charton. Mais dans quelles conditions !

Jonction et destruction

Les officiers de l'état-major de l'APVN ont écouté les échanges radio passés entre les deux chefs de colonne, ils sont donc parfaitement au fait de ce qu'entend entreprendre la colonne Le Page. Celle-ci doit donc être anéantie avant d'atteindre 477, mais il faut dans le même temps éviter que la colonne Charton ne vienne à son secours. Pour cette raison, une partie de la division 308 a pour mission de maintenir une attitude agressive sur les pitons de 477 pendant qu'une demi-douzaine de bataillons se consacrent à la

destruction des hommes enfermés dans le cirque de Coc Xa. Ainsi, une partie de la journée du 6 octobre est mise à profit par l'APVN pour compléter son dispositif de bouclage et refermer la « nasse ». Quand les éléments de tête de la colonne Le Page s'apprêtent à déboucher, à l'aube du 7 octobre, ils trouvent face à eux un « mur » de feu.

C'est au 1^{er} BEP que le lieutenant-colonel Le Page confie la mission de forcer le passage, par la « source », ce « coup de hache » dans la falaise qui, seul, de Coc Xa permet de rejoindre 477. Les blessés, intransportables, sont confiés au soin de quelques médecins de bataillon et infirmiers. Tirailleurs et goudiers font partie du deuxième échelon. La dispersion des troupes positionnées en défensive autour du cirque rend très difficiles les liaisons et la transmission des ordres : « Les réseaux radio ne fonctionnent plus. Tous les ordres [doivent] être transmis à pied, par nuit noire. » Pour cette raison, l'action du BEP, prévue à 3 heures, ne débute que vers 4 h 30. La 2^e compagnie ouvre la marche. « Le combat s'engage d'entrée d'une extrême violence, rapportera Jeanpierre. Les deux sections de tête qui progressent de part et d'autre de la piste se heurtent à une densité de feu considérable dès leur entrée dans la région de la Source. L'adversaire a embusqué derrière chaque rocher des hommes armés de PM (Thompson) et de grenades, qui ne se révèlent qu'à bout portant. Chaque mètre coûte un homme. La 2^e compagnie progresse de quelques dizaines de mètres sans arriver à percer. Ses pertes sont très lourdes. Il est 5 h 30 et la situation risque d'être critique, les goudiers commençant à décrocher des calcaires [...]. Le passage doit être forcé coûte que coûte avant le lever du jour. » Le concours de la 4^e compagnie du BM/8^e RTM s'avère précieux : les tirailleurs, au prix de pertes élevées, prennent d'assaut

les pitons calcaires dominant la source, mais la situation reste critique.

À 7 heures et à la surprise du Viêt-Minh comme des légionnaires parachutistes encore vivants, le chef de bataillon Faugeas qui commande le 1^{er} tabor prend la décision de faire donner l'assaut par ses goumiers. « Ce tabor part en chantant la *Fatiha*¹⁵, au coude à coude et en rangs serrés. » De l'avis de tous les acteurs « français » comme viêt-minh, la surprise crée pendant plusieurs minutes un certain « flottement » et les *bo doi* cessent de tirer. « Le débouché de la source est enlevé. Tout se passe comme si une vanne venait d'être subitement ouverte. Les restes du 1^{er} BEP sont emportés par ce flot¹⁶. Goumiers, tirailleurs et légionnaires mélangés s'élancent de part et d'autre de la piste. » Pour ces éléments qui ont réussi à atteindre le fond de la vallée, parfois escaladant la falaise comme le font les goumiers du 59^e goum et du GCA du 1^{er} tabor, en utilisant des lianes et des cordes récupérées sur les colis parachutés, il s'agit désormais de rejoindre au plus vite les crêtes de Qui Chan, où se trouvent des éléments de recueil de la colonne amie.

Le lieutenant-colonel Charton espère de son côté que les hommes de Le Page se regrouperont derrière la position de recueil mise en place par les partisans sur le Qui Chan et prendront ensuite la direction de Na Cao par la vallée de Quang Liet. Au lieu de cela, les rescapés, qui commencent à arriver vers midi, refluent sur son dispositif, y semant le désordre. L'arrivée des restes de la colonne Le Page, désorganisée, à court de munitions est décrite dans maints ouvrages. Certains auteurs lui attribuent une responsabilité qu'elle ne porte sans doute pas dans la destruction de la colonne Charton. De fait, à partir de 6 heures du matin, celle-ci commence à être sérieusement malmenée, et Charton rapporte que la situation s'aggrave « de façon catastrophique » avant même l'arrivée des

combattants de Le Page. Certaines unités, les plus au sud de 477, sont rejetées de leurs positions et, avec le départ du III/3^e REI de 590, la densité de troupes sur une superficie extrêmement réduite empêche toute manœuvre ; par ailleurs, le manque de communication et la confusion interdisent d'avoir une lecture claire de la situation des uns et des autres : des compagnies de supplétifs qui occupaient des points d'appui avantageux au sud de 477 sont ainsi rapportées détruites alors qu'elles auraient pu jouer un rôle important dans le recueil des bataillons de Charton et de Le Page.

Vers 13 heures, Le Page et Charton se réunissent pour la première fois, le premier demandant au second de conserver le commandement de l'ensemble des groupements contrairement aux ordres initiaux de *Thérèse* ; le largage d'un bataillon parachutiste est demandé en urgence à Langson – une action qui, estime Charton, est susceptible d'avoir un effet psychologique sur l'adversaire et de changer le sort de la bataille. Il paraît cependant peu probable, à ce moment, que l'arrivée sur le champ de bataille d'un bataillon parachutiste ait suffi à améliorer la situation. À 16 heures, celle-ci « apparaît désespérée, écrit Charton. En effet, les deux groupements étaient entassés au coude à coude (sans exagération) sur moins d'un kilomètre dans l'ensellement compris entre la cote 477 au nord (aux mains des VM) et le piton à 1 kilomètre au sud de 477. Que les VM placent des mitrailleuses, des mortiers voire de simples FM sur 477 et ils devaient faire de nos rangs des carnages ». C'est dans ce contexte, où les forces françaises sont partout pressées par l'adversaire, que le lieutenant-colonel Charton, parti en reconnaissance à la recherche d'un passage, est blessé et fait prisonnier ; il est environ 17 heures. C'est sensiblement à la même heure que disparaissent les deux colonnes en tant qu'unités constituées. Les rescapés se rassemblent alors par groupes de différents volumes (de quelques dizaines à

quelques centaines de combattants) et tentent de gagner That Khe par le sud. Le 3^e tabor, qui représente la formation la moins éprouvée et gardant encore une certaine cohésion, ouvre la marche. Sur toutes les crêtes, sur toutes les pistes, dans tous les fonds de vallée, le Viêt-Minh a monté des embuscades, échelonnées en profondeur, et qui disloquent progressivement les groupes de rescapés. Le Page, avec quelques combattants, se retrouve séparé des éléments qui suivent le 3^e tabor, il erre jusqu'au 9 octobre avant d'être fait prisonnier. Pour les quelques centaines d'hommes qui ont réussi à forcer le bouchon mis en place entre Ban Ca et Na Cao, il reste encore un espoir : atteindre la colonne qui, sous les ordres du chef de bataillon Labaume, a été dépêchée depuis That Khe à leur rencontre. À Langson, le colonel Constans envoie, à 19 h 05, le dernier télégramme à l'attention du lieutenant-colonel Charton, qui n'est plus là pour le recevoir : « Un bataillon largué sur That Khe demain [...] incertitude sur position actuelle Labaume qui fait son mouvement à partir de 608 en direction de l'ouest... courage et confiance. »

La fin de la RC 4-nord

« Les dernières nouvelles reçues de Langson ne laissent aucun espoir que les colonnes Charton et Le Page aient réussi à desserrer l'étreinte de l'ennemi. [...] Il ne faut pas s'attendre à ce que le total des rescapés atteigne un chiffre important. »

Le général Carpentier au ministre chargé des
Relations avec les États associés,
9 octobre 1950.

Le groupement Rose

À Saïgon, le commandant en chef peine à évaluer l'ampleur de la catastrophe qui s'est jouée quelque 1 500 kilomètres plus au nord. Les informations qui parviennent à son état-major sont parcellaires et, la plupart du temps, déjà dépassées en raison de l'évolution rapide des événements. Ainsi, le 5 octobre, la situation n'apparaît pas encore comme tragique au général Carpentier, et celui-ci gardait bon espoir que « l'essentiel des deux colonnes réussira à se frayer passage ». Le lendemain, face à l'aggravation de la situation, il décide pourtant

l'évacuation de That Khe afin de regrouper les forces de la zone frontière et de « porter au Viêt-Minh des coups sensibles » – une phrase qui peut paraître curieuse étant donné la situation dans la zone frontière à ce moment-là. Liberté est toutefois laissée au général Alessandri de fixer la date de son exécution. Le lendemain, 7 octobre, les nouvelles qui arrivent de Langson anéantissent tout espoir d'une issue heureuse des combats et le commandant en chef câble à Jean Letourneau : « Les nouvelles de la zone frontière nord-est au Tonkin sont inquiétantes. » Alors que le sort des combattants qui ont pris part aux opérations de repli de Cao Bang est désormais scellé, il s'agit maintenant d'éviter un second désastre : la chute de That Khe, dont la capacité de résistance paraît douteuse. À cette date, la garnison représente environ un millier d'hommes, mais seuls les 370 légionnaires du II/3^e REI ont une réelle valeur combative, les quatre compagnies de supplétifs et les trois sections de parachutistes thôs et nungs ne semblant pas pouvoir résister au choc d'une attaque du Viêt-Minh.

That Khe a jusqu'alors assisté en « spectateur impuissant », selon les mots du chef de bataillon Bedo, aux combats qui se livrent à l'ouest de Dong Khe. C'est également en témoin passif que ses défenseurs observent la destruction de l'ensemble de la ligne de communication qui la relie à Langson ; les 4 et 5 octobre 1950, en effet, les trois postes implantés¹ immédiatement au sud du sous-secteur autonome et tenus par la 3^e compagnie du I/3^e REI sont enlevés par l'adversaire. Le 6 octobre, en fin de matinée, et malgré l'incertitude relative aux intentions de l'armée populaire, qui envisage effectivement de retourner ses forces contre That Khe une fois la destruction des colonnes achevée, le colonel Constans donne l'ordre de constituer un groupement de circonstance qui doit « aider au décrochage » des rescapés. C'est ainsi que se met en place dans le

courant de l'après-midi le groupement Labaume appelé également « groupement Rose » en raison de l'indicatif radio de ce dernier². Le commandant du II/3^e REI a pour mission de se porter avec les deux compagnies qui lui reste (7^e et 8^e) sur les cotes 703 et 608. Dans un second temps, après intégration des deux goums (3^e et 8^e) du 11^e tabor laissés seuls depuis le 1^{er} octobre et sans liaison avec leur unité, le groupement doit atteindre la cote 515, à environ cinq kilomètres au sud de la cote 477. Les quelque 500 combattants réunis doivent y recueillir les survivants et assurer ensuite leur protection jusqu'à That Khe. Les légionnaires du capitaine Labaume parviennent sans encombre sur la cote 703 vers 3 heures du matin d'où quelques heures plus tard ils peuvent entendre « un violent combat [...] à 10 kilomètres au nord-ouest environ » qui correspond à la percée de la colonne Le Page. « En raison de la densité de la végétation, de l'absence de pistes et de la nature du terrain », ce n'est pourtant que vers 16 heures qu'ils arrivent sur la cote 608, où les goudiers les attendent depuis le matin.

Le 7 octobre en milieu de matinée, et afin d'appuyer l'action du groupement Rose, le colonel Constans prescrit de pousser les deux canons de 105 mm HM2 du III/RACM au nord de That Khe. Par ailleurs, le lendemain en fin d'après-midi, le bataillon de marche du 3^e BCCP est parachuté dans la plaine pour mettre la localité à l'abri « d'un coup de main » adverse et soutenir la colonne Labaume. Les 268 parachutistes coloniaux³ du 3^e BCCP, placés sous les ordres du capitaine Cazaux – commandant en second –, sont renforcés par 120 légionnaires faisant partie des renforts du 1^{er} BEP et commandés par le lieutenant Loth⁴. Dès leur arrivée, ces quelque 400 combattants⁵ sont dirigés en avant de Pont-Bascou où de petits groupes de rescapés commencent à affluer.

Ce même 8 octobre 1950 apporte son lot de déconvenues. Non seulement la cote 515 apparaît comme fortement tenue par l'adversaire, mais la position aventureuse des canons de 105 HM2 entre Pont-Bascou et That Khe oblige, un temps, les artilleurs à replier leurs pièces⁶ : l'appui d'artillerie au profit du groupement Rose n'est plus assuré de manière continue, tandis que l'action des Kingcobra se révèle trop fugitive pour être véritablement efficace. Enfin, la colline 608 est elle-même prise à partie par des unités de l'APVN. Il s'agit du bataillon 322 du régiment 88 (division 308) qui a pour mission d'empêcher la jonction entre le groupement Rose et les rescapés. Placé dans cette délicate situation, le capitaine Labaume décide d'attendre ces derniers sur un mouvement de terrain intermédiaire entre 608 et 515 et, vers 14 heures, les premiers survivants des opérations *Thérèse* et *Orage* commencent à arriver sur les positions amies. Ces derniers font montre d'une extrême prudence dans leur progression, peinant à identifier avec certitude les éléments de recueil. Cette attitude empreinte de méfiance est justifiée par le fait que le Viêt-Minh utilise la ruse au cours de la bataille dans le but d'attirer à lui ses adversaires : appels en français ou en allemand adressés par des déserteurs ralliés, déploiement de drapeaux tricolores, etc.

En fin d'après-midi, ce sont environ 400 hommes harassés qui ont pu être récupérés, parmi lesquels les chefs de bataillon Delcros et de Chergé et le capitaine Jeanpierre – la veille 200 autres ont réussi à rejoindre That Khe par groupes isolés. Des centaines se présentent devant les lignes françaises au cours des journées suivantes. « Ils semblent tous sortir de l'enfer, racontera le lieutenant Loth lorsqu'il les croise un peu plus tard. Les visages sont ravagés par l'épuisement et laissent deviner l'âpreté de la lutte qu'ils ont dû mener pour parvenir jusqu'ici. » Pour éviter de mettre l'ensemble du groupement

en danger, le capitaine Labaume reçoit l'ordre de décrocher et d'opérer son repli vers That Khe. Le II/3^e REI est en tête, le 3^e goup et la colonne de rescapés sont placés au milieu tandis que le 8^e goup ferme la marche. « La progression commence à 20 heures par une nuit très obscure, à travers un chemin chaotique couvert d'une épaisse végétation. La colonne alourdie par les blessés [...] progresse très lentement et s'étire de façon démesurée. À l'aube du 9, les derniers éléments n'auront pas quitté 608. » Cette journée du 9 octobre s'avère compliquée pour le groupement : non seulement la pression exercée par l'adversaire s'intensifie, mais « il faut marcher à la boussole en pleine jungle » dans un terrain extrêmement tourmenté. Le groupement est scindé en deux : alors que les goupiers et les rescapés parviennent dans l'après-midi à Pont-Bascou, la tête de colonne s'est engagée dans une mauvaise direction. Labaume ne peut, par ailleurs, compter que sur lui-même, puisque les parachutistes du 3^e BCCP, largués sur That Khe au soir du 7 octobre, sont stoppés dans leur progression vers 703, confrontés, sans doute, aux bataillons du régiment 79 (division 308). « Vers minuit, ignorant la position exacte, nous sommes dans un cours d'eau qui conduit nécessairement à Bascou ou à That Khe, se rappelle Labaume. Je décide de m'arrêter pour laisser se reposer les hommes, épuisés, et de reprendre le mouvement le 10 à l'aube. »

Au terme de longues heures de marche supplémentaires interrompues par une importante embuscade, le groupement Rose est tout entier réuni à That Khe à 16 heures le 10 octobre. Le nombre de rescapés des colonnes Le Page et Charton est alors évalué à 1 000 hommes par le chef de bataillon Bedo. Ces troupes sont réorganisées en gouns ou en sections de marche, ravitaillées en vivres et rééquipées en armements et munitions, toutefois elles « sont épuisées et démoralisées ». Peu après son arrivée, le capitaine

Labaume est mis dans la confiance par le chef de bataillon Bedo qui, la veille, a reçu l'ordre verbal⁷ d'« étudier discrètement » les modalités du repli de la garnison de That Khe, un repli qui doit s'effectuer le soir même sur Na Cham. Comme le secret interdit toute destruction qui pourrait alerter le Viêt-Minh, une partie de la journée du 10 octobre est consacrée au repos des hommes du groupement Rose tandis que s'organise l'évacuation vers Hanoï et Langson des blessés les plus gravement atteints.

L'évacuation des blessés

Les combats menés à l'ouest de Dong Khe en octobre 1950 occasionnent pour la première fois depuis le début des hostilités un grand nombre de blessés du corps expéditionnaire que le service de santé des armées (SSA) va devoir prendre en compte. Dans le cadre de la préparation des opérations *Thérèse* et *Orage*, le commandement français, qui s'attendait à ce que les combats soient meurtriers, avait prévu le renforcement des moyens du service de santé à That Khe. Dans cette perspective, l'antenne chirurgicale avancée (ACA), commandée par le médecin-commandant Rouchette, est renforcée. Comme l'ensemble des armes et services du corps expéditionnaire confronté aux problèmes des effectifs et à la nature particulière du combat en Indochine, le service de santé des armées est très tôt obligé d'adapter ses structures et ses méthodes ; la création des antennes chirurgicales avancées et, plus tard, le développement des antennes chirurgicales mobiles (ACM) et parachutistes⁸ (ACP) constituent un bon exemple de cette adaptation qui révolutionne la médecine de guerre. L'ACA est d'abord une formation de l'avant qui assure le tri, la réanimation et la préparation du blessé en vue de son évacuation. Les opérations chirurgicales ne sont en fait réalisées

qu'en cas d'urgence ou dans le cas d'une impossibilité d'évacuer. Ce n'est que dans cette éventualité que l'ACA devient un véritable échelon de traitement⁹.

Les premiers blessés de la bataille des frontières, au nombre d'une trentaine, sont des rescapés de la colonne Le Page et appartiennent au groupe de combattants qui réussissent, dans la nuit du 3 au 4 octobre, à forcer le bouchon mis en place par le régiment 246 au pied du col de Lung Phaï. Ces hommes sont recueillis le 6 au matin par le personnel du poste de Pont-Bascou et transportés par camions jusqu'à That Khe. Le gros des blessés arrive toutefois dans la journée du 9 et dans la matinée du 10 octobre mêlés aux éléments du groupement Labaume. Dès le 9 octobre, les capacités d'accueil initiales de l'ACA – 35 lits – sont dépassées, aussi l'église du village est-elle réquisitionnée, comme il avait été antérieurement prévu : des lits « picots » sont installés permettant d'accueillir un total de cent blessés allongés. Si une centaine de blessés légers peuvent être rapidement renvoyés dans leur unité – ou plutôt celles auxquelles ils ont été hâtivement rattachés –, un nombre équivalent de blessés graves nécessite une évacuation d'urgence. Malgré la mollesse de la piste d'aviation, détrempée par les pluies des jours précédents, une dizaine de rotations est effectuée¹⁰, mobilisant deux Nordhuyn¹¹ et quelques Toucan. L'un de ces derniers appareils est piloté par le lieutenant de Fontanges dont les souvenirs donnent une bonne idée des conditions de vol au-dessus du Tonkin et du quotidien des aviateurs ; ils renferment l'un des rares témoignages précis sur l'évacuation des blessés aux lendemains de la première phase de la bataille¹². Il raconte : « Le 10 au matin, avant l'aube, je décolle de Hanoï et arrive à That Khe. Personne ne répond à mes appels radio. J'effectue deux ou trois passages en rase-mottes afin qu'on dégage la piste encombrée de véhicules de toutes sortes [...]. L'avion arrêté [...]

j'embarque quinze blessés et repars pour Langson. Je ferai quatre fois le trajet dans la journée, emportant plus de blessés au fur et à mesure, 18, 20, et pour terminer, 23. C'est évidemment beaucoup pour un avion de quinze places, mais je triche sur l'essence et joue le tout pour le tout. » Vers 18 h 30, l'opération d'évacuation est terminée. Dans son rapport de fin de mission, le médecin-commandant Rouchette fait état de « 120 blessés dont 60 opérés » ainsi enlevés par la voie des airs et transportés dans les hôpitaux de Langson ou de Hanoï ; il ajoute, également, que 300 éclopés auraient quitté That Khe par la route le 10 octobre au soir.

Vers 22 heures, le 10 octobre 1950, alors que That Khe est désormais vide de troupes françaises, le personnel de l'antenne chirurgicale et son chef font face à un dilemme : rester ou partir. Rester permettrait d'accueillir l'arrivée probable d'autres blessés ayant réussi à éviter la captivité, mais aussi de prendre en compte ceux qui, capturés, pourraient être remis par l'adversaire. Partir apparaît cependant comme une option rationnelle puisque le matériel (groupes électrogènes, etc.) manque, tout comme les pansements et les médicaments, et le personnel de l'ACA ignore tout des discussions en cours entre autorités françaises et viêt-minh. Finalement, l'ignorance quant aux intentions de ces dernières emporte la décision et, le 11 octobre 1950, à 1 h 30 du matin, le médecin-commandant Rouchette, ses infirmiers et ses infirmières – au total près de quinze personnes – quittent That Khe, à pied, et rejoignent l'arrière-garde de la colonne Labaume¹³. L'équipe laisse derrière elle un blessé – arrivé après le départ du dernier avion et opéré vers 20 heures – inapte à tout déplacement. Il est confié au bon soin du père dominicain français¹⁴ et d'une infirmière vietnamienne.

Le repli de That Khe

L'état-major de l'APVN est arrivé à la conclusion que les Français évacueraient That Khe au plus vite : l'effet moral produit par l'anéantissement des colonnes Le Page et Charton et la situation précaire des troupes amèneraient le commandement français à prendre cette décision, avaient analysé avec raison les officiers du Viêt-Minh. De fait, le général Carpentier se rend à Langson le 8 octobre et ordonne au colonel Constans de procéder au plus tôt à l'évacuation de That Khe « en emmenant tout le matériel », ce qui ne va pas s'avérer réalisable. L'investissement de la place s'aggravant – au soir, le poste de Ban Me, à l'est de That Khe, est enlevé¹⁵ – par manque de véhicules comme de temps, le colonel Constans rend compte au général Alessandri, le lendemain, que la place serait évacuée le 10 octobre. Pendant ce temps, Hoang Van Thai monte sa manœuvre : dans la soirée du 9, vers 22 heures, et comme le redoutait le commandement, le pont sur le Song Ky Cong au sud de That Khe est détruit par les sapeurs de la division 308 pour couper la retraite de la garnison française. Le chef de bataillon Bedo, alerté dès le 7 octobre de l'imminence d'une telle action, avait pourtant renforcé l'endroit (le poste et le pont) du maximum de forces qui lui restait : environ 130 hommes¹⁶. La résistance des légionnaires et des parachutistes autochtones permet au poste de ne pas succomber, mais n'empêche pas les artificiers viêt-minh de déclencher leur charge : une brèche de 30 mètres de long rend le pont Bailey inutilisable¹⁷. La division 308, moins un régiment placé en réserve, doit se mettre en place sur la face est de That Khe, le régiment 209 doit déboucher par l'ouest et le régiment 174, par le sud. L'attaque prévue le lendemain n'aura jamais lieu : au soir du 10 octobre 1950 et dans une certaine précipitation, les Français évacuent That Khe.

Le chef de bataillon Bedo a réuni la veille les principaux chefs de détachement et leur a communiqué son ordre d'évacuation. Tout ce qui pourra l'être du matériel sera détruit (véhicules, armes lourdes, appareils radio non nécessaires, etc.) ainsi que les archives. Dans la réalité, et en raison des délais contraints, une partie des stocks est laissée intacte ; ainsi, d'importants dépôts de vivres et d'habillement tombent aux mains des troupes de l'armée populaire lors de leur entrée dans la cité le 11 octobre. Dans l'après-midi, sous couvert d'une opération de remise en état du pont du Song Ky Cong, les sapeurs de la section de la 73/3 ont amené, cachés sous des madriers transportés par camions, les bateaux M2¹⁸ qui doivent permettre le franchissement du fleuve. « Tout en faisant sa reconnaissance, et en préparant son franchissement [...] le lieutenant du génie s'est efforcé de donner aux guetteurs viêt-minh l'impression qu'il cherchait à réparer le pont », écrit Bedo. La colonne qui s'apprête à quitter That Khe est forte d'environ 2 500 personnes, parmi lesquelles quelques centaines de civils – qui n'ont pas été évacués pour ne pas donner l'éveil –, appartenant principalement aux familles des supplétifs. Les combattants sont de valeur très inégale : même soulagé de ses blessés les plus graves, le groupe de rescapés des opérations *Thérèse* et *Orage* garde une capacité opérationnelle limitée. Quant aux quatre compagnies réduites de supplétifs, leur combativité est plus que douteuse, l'attaque des points d'appui du pont du Song Ky Cong le 9 octobre au soir l'a bien montré : les défenseurs ont pris la fuite.

Le chef de bataillon Bedo a articulé sa colonne comme suit : en tête, les deux compagnies du II/3^e REI ayant fait partie du groupement Rose sont suivies par les trois sections de parachutistes autochtones, les rescapés des colonnes Le Page et Charton, les deux goums du 11^e tabor, le 3^e BCCP et les légionnaires des postes du I/3^e REI¹⁹, dont ceux qui gardent toujours celui près du Song Ky

Cong. L'arrière-garde de la colonne, laissée à That Khe jusqu'à 5 heures du matin le 11 octobre, est constituée par la section du génie, un commando du 1^{er} régiment de chasseurs qui, sous les ordres du lieutenant Pascal, dispose de deux automitrailleuses et de deux scout-cars chargés de couvrir l'action principale²⁰. Enfin, les artilleurs du RACM et leurs deux pièces de 105 mm HM2 doivent appuyer au besoin la colonne et effectuer des tirs de harcèlement pendant son passage²¹. Le chef de bataillon Bedo qui aura, après coup, à justifier ses décisions comme les raisons de l'anéantissement du 3^e BCCP, expliquera avoir laissé ces éléments à la citadelle parce que les destructions des pièces et du parc de véhicules, forcément bruyantes, « ne pouvaient s'effectuer qu'au matin ».

L'évacuation de That Khe commence à 21 heures et, une heure plus tard, les premières sections du II/3^e REI commencent leur franchissement sous un tir peu nourri et approximatif de quelques tireurs viêt-minh. À 23 h 45, les deux compagnies de légionnaires entament leur progression sur la rive droite tandis que se poursuivent les allers et retours des sapeurs chargés de faire traverser les troupes. Le 3^e BCCP, dont les sections sont dispersées à 2 kilomètres au nord de That Khe, doit se regrouper et effectuer une marche de 7 kilomètres avant de rejoindre le lieu de franchissement. Il arrive donc très en retard et, lorsque le bataillon de parachutistes se présente à minuit trente, le groupement de Chergé l'a devancé et a commencé à franchir. Les goumiers et les rescapés des colonnes Le Page et Charton mettent plus de quatre heures à effectuer cette opération : le jour se lève quand, vers 5 heures du matin, le 11 octobre, les parachutistes traversent le fleuve assurant eux-mêmes les rotations depuis le départ des sapeurs²². « Il faut bien dire, écrira dans son rapport le capitaine Mourier²³ – l'un des rares rescapés du 3^e BCCP – que le repli de That Khe s'est fait sans idée de manœuvre.

On a simplement assisté à une marche des différents éléments en direction de Na Cham, sans coordination entre eux. » Vers 7 h 30, le 3^e BCCP est enfin sur la rive droite du Song Ky Cong et rejoint, après destruction de leurs véhicules, par les cavaliers du peloton Pascal, les légionnaires du I/3^e REI et les supplétifs accompagnés de leurs familles. Le sous-secteur autonome de That Khe n'existe plus.

Jusqu'à la lie

Totalement surpris par l'évacuation nocturne de That Khe, le Viêt-Minh ne réagit que tardivement ; pour cette raison, une partie de la colonne Bedo parvient sans difficultés majeures à Na Cham, atteint par les éléments de tête à l'aube du 12 octobre. Il en va tout autrement du 3^e BCCP et des unités qui l'accompagnent. Au niveau du défilé de Deo Cat, à environ 11 kilomètres au sud de That Khe, le TD 174, le TD 246 (un régiment autonome) et les compagnies régionales du secteur qui n'ont pu intercepter la tête de la colonne Bedo occupent l'ancien poste français (le fort Gallieni) abandonné depuis un an. C'est là que l'armée populaire a décidé de bloquer la queue de la colonne Bedo. L'endroit ne laisse aucune place à la manœuvre puisque la RC 4 est enserrée entre le fleuve et les collines. Au milieu de la matinée du 11 octobre, les légionnaires de la compagnie Loth échouent à reprendre le poste tandis que la pression adverse se fait de plus en plus forte. Au lieu de forcer le dispositif d'embuscade encore lâche à ce moment de la journée, estimera plus tard le chef de bataillon Bedo, le 3^e BCCP « s'est arrêté, a mis des armes en batterie pour contre-battre le "bouchon" et diminuer les pertes ». À ses yeux, c'est cet arrêt « qui a causé sa perte et aussi celle de toute l'arrière-garde qui s'est trouvée liée à son sort », puisqu'il a donné le temps au Viêt-Minh de se renforcer. Alors que dans la

matinée les Morane d'observation rendaient compte que le groupement progressait trop lentement et paraissait « avoir affaire à des résistances faibles qu'il [devait] pouvoir surmonter », dans l'après-midi, un pilote transmet : « 3^e BCCP. Situation très critique. Stop. Complètement encerclé à Deo Cat ». Les demandes de renforts – l'envoi d'un bataillon parachutiste – du capitaine Cazaux restent lettre morte : il ne doit compter sur aucune aide extérieure. Les seuls ordres qu'il reçoit sont de foncer sur Na Cham, en négligeant les pertes, en abandonnant les armes lourdes et les blessés s'il le faut. Après avoir dans un premier temps refusé, le capitaine Cazaux obtempère la mort dans l'âme.

Alors qu'une partie des légionnaires du I/3^e REI, coupés du reste du groupement, reste sur la RC 4 avec les blessés, où ils se font bientôt capturer par le Viêt-Minh, les parachutistes et les quelques dizaines d'hommes qui grossissent le groupement s'enfoncent dans la brousse dans un terrain « extrêmement dur » et dans des conditions météorologiques défavorables : « Il pleut, la visibilité est absolument nulle. » Ils vont tenter de déborder Deo Cat par l'est avant de se rabattre vers le sud pour rejoindre Na Cham. À partir de ce moment, racontera le lieutenant Loth, « pendant trois jours, ils vont lutter farouchement contre une nature hostile et les forces viets [sic] » qui leur barrent la route. Heure après heure, embuscade après embuscade, nuit après nuit, le groupement, dont les hommes sont exténués et affamés, se disloque inexorablement. Le 13 octobre 1950, à 14 heures, le capitaine Cazaux²⁴, pressentant sans doute la fin de son bataillon, prévient les chefs de section : « Si le bataillon est cassé, formez-vous en groupes de 10 à 12 et après avoir détruit le matériel lourd et précieux, y compris les FM, rejoignez Dong Dang ou Langson en continuant la guérilla. Ceux qui y parviendront doivent savoir qu'en fixant depuis le 9 octobre un nombre considérable de VM et en

permettant le repli de That Khe, le bataillon a rempli sa mission et plus que sa mission. Je souhaite bonne chance à tous. » Vers 16 heures, la tête du bataillon débouche sur la route qui mène de Lung Vãi à Bi Nhi, à l'est de la RC 4. C'est à partir de ce moment que le bataillon commence à être scindé en plusieurs éléments dont les tentatives pour échapper à la destruction se heurtent toutes aux embuscades du Viêt-Minh. Le 14 octobre 1950, en fin d'après-midi, le 3^e BCCP n'existe plus, seuls quatorze survivants parviennent à rejoindre Dong Dang, rejoints par cinq légionnaires de la compagnie Loth.

Soldats d'élite, les parachutistes ne sont pas pour autant des surhommes. Lorsqu'ils sont largués sur That Khe, ceux du 3^e BCCP sont fatigués, un état qui, pour les troupes d'intervention en Indochine, correspond à une forme d'asthénie particulièrement extrême. Le bataillon est usé par vingt-trois mois d'opérations et les organismes des combattants « n'en peuvent plus ». Ainsi, les opérations auxquelles le 3^e BCCP participe entre le 4 août et le 6 octobre 1950 ont fait parcourir 500 kilomètres au GC 3 et 300 au GC 1. À leur retour à Hanoï, les hommes n'ont pu bénéficier que de vingt-quatre heures de « repos » avant d'être, de nouveau, parachutés sur That Khe. Les maigres effectifs du 3^e BCCP sont donc physiquement et physiologiquement atteints lorsqu'ils entament le repli vers Na Cham. Cette extrême fatigue, rapporte le capitaine Mourier, « a joué de deux manières. C'est à elle que furent imputables les nombreuses coupures qui se firent dans les colonnes au cours des déplacements de nuit, les hommes s'endormant au moindre arrêt. D'autre part, à partir du 12 au soir, une grosse proportion de personnel était visiblement exténuée et n'était plus en condition pour vivre les événements du 13 et 14 ». Quant aux parachutistes de la compagnie de renforts du 1^{er} BEP, « ce sont des éléments jeunes,

inexpérimentés, n'ayant jamais subi l'épreuve du feu », à l'exception de quelques cadres. L'unité « s'est montrée assez lourde dans ses évolutions » et, malgré le courage reconnu des légionnaires dans les moments d'action, la compagnie Loth semble avoir ralenti la marche du groupement parachutiste et « fait perdre de précieuses minutes ». Par ailleurs, du fait de sa « jeunesse », les réflexes tactiques et « l'intelligence du terrain » semblent avoir fait défaut à l'unité.

Les unités épuisées qui arrivent à Na Cham sont rapidement transportées, par camions, jusqu'à Langson. « Je n'oublierai jamais l'arrivée de ces pauvres gens, écrit le médecin-capitaine Distinguin²⁵, dont le regard hébété ne reflétait même plus les images de la souffrance qu'ils avaient endurée. Ils ressemblaient à des rêveurs éveillés qui ne parvenaient pas à sortir de leur cauchemar et ne réalisaient pas qu'ils pouvaient parcourir quelques centaines de mètres sans tomber dans une embuscade. Certains s'affalaient harassés de fatigue et de faiblesse, sur les trottoirs mêmes et s'endormaient sans qu'on puisse les réveiller [...]. J'étais frappé par l'état de prostration, d'hébétude de la plupart et par les réactions de terreur qu'ils montraient. Les uns s'enfermaient dans un mutisme tenace, les autres se livraient à des bavardages intarissables et racontaient des histoires fantastiques où le vrai et l'imaginaire se mêlaient d'une manière inextricable. » La crainte qu'a le commandement d'une « contagion » de la psychose individuelle et collective des rescapés aux troupes peu nombreuses chargées de défendre le secteur de Langson s'efface devant le besoin en effectifs de place : les hommes les moins atteints et en état de se battre sont donc récupérés et se voient assigner des positions autour de la ville.

Dans le même temps, à Saïgon comme à Hanoï, on commence à « faire ses comptes » et à dresser un premier bilan du désastre. Quantifier les pertes du corps expéditionnaire entre le 1^{er} et le

15 octobre se révèle extrêmement compliqué, bien davantage que ne l'est, nous l'avons vu, la tentative d'apprécier les effectifs engagés dans la première phase de la bataille, celle du repli de Cao Bang. Les données trouvées dans les archives et recoupées avec les témoignages apparaissent contradictoires et largement parcellaires et, faute de sources fiables, seules des estimations peuvent être avancées. Il paraît par ailleurs nécessaire de distinguer – ce qui n'est pas toujours le cas – les pertes en tués, blessés, disparus et prisonniers des colonnes Le Page et Charton de celles du groupement Bedo. Si le plus gros contingent de rescapés est récupéré entre les 7 et 10 octobre, des dizaines autres parviennent à échapper au Viêt-Minh – ils ne sont pas toujours pris en compte dans les documents officiels rédigés aux lendemains immédiats du désastre. Enfin, il convient de ne pas omettre les 215 blessés restitués entre la fin du mois d'octobre et les débuts du mois de novembre 1950 (voir chapitre suivant).

Pour mémoire, au terme d'un calcul approximatif, nous avons estimé les effectifs totaux des deux colonnes à 4 350 officiers, sous-officiers et militaires du rang, accompagnés d'environ 1 100 civils (500 coolies chez Le Page et 600 chez Charton, dont des femmes et des vieillards). Dans son ouvrage, le lieutenant-colonel Le Page estime que « sur 6 000 soldats engagés on dénombre 2 000 tués, soit un sur trois – pourcentage hors de proportion avec la réalité habituelle des combats – 3 000 sont capturés, dont beaucoup de blessés et dont 2 000 périront dans les camps viêt-minh dès les premiers mois de captivité²⁶ ». Dans cette perspective, le nombre de survivants s'élèverait à mille. Charton, de son côté, s'il propose des effectifs moins importants pour les deux groupements, est plus précis sur ceux des rescapés : « Sur les 5 000 soldats engagés dans le désastre de la RC 4, écrit-il, 1 840 hommes dont 39 officiers en sortirent vivants²⁷ », soit un taux de pertes de près de 65 %.

Au gré des lectures, d'autres données apparaissent qui contribuent à accroître un peu plus la confusion. Ainsi : « Pour les Français, le bilan est funeste : sur les 5 000 hommes qui composaient les 9 bataillons des colonnes Charton et Le Page, les pertes s'élèvent à 1 800 tués et à 2 500 soldats prisonniers. Il y aura 700 rescapés dont 23 hommes du 1^{er} BEP avec le capitaine Jeanpierre », peut-on lire dans un livret de l'ECPAD²⁸. Le général Gras évoque juste la perte de 4 000 hommes au soir du 7 octobre, quand Serge Desbois évalue à 1 388 le nombre de survivants sur un total de 5 807 hommes²⁹, des chiffres proches des données officielles – 1 398 sur 5 600 – par la commission d'enquête instituée en novembre 1950. L'estimation d'environ 1 400 rescapés est celle que nous choisissons de faire nôtre, elle correspond à plus 30 % des 4 350 hommes engagés. Le 1^{er} BEP est incontestablement l'unité qui a subi le plus fort taux d'attrition : le bataillon est anéanti. En revanche, peut-on lire dans divers courriers, « les pertes des tabors sont moins graves qu'on ne pensait », ces derniers réussissent, en moyenne, à conserver 50 % de leur potentiel à l'issue des combats. Les informations sur le bataillon de FI de Cao Bang dont les compagnies ont eu une conduite honorable au feu, manquent pour leur part. Les supplétifs prisonniers, en fonction de leur grade, ont dû être réquisitionnés comme porteurs ou intégrés – pour se « racheter » – dans les unités de l'armée populaire, après quelques séances d'autocritique.

Quant aux pertes du groupement Bedo entre les 10 et 14 octobre 1950, leur évaluation est encore rendue plus complexe du fait de la pauvreté des archives – la plupart ayant été détruites à That Khe au soir du 10 octobre ou à Langson, une semaine plus tard. Aux quelque 400 parachutistes du bataillon de marche du 3^e BCCP, il faut ajouter l'ensemble des éléments qui y étaient rattachés, sans oublier les compagnies de supplétifs. Ce sont donc peut-être 800 hommes

supplémentaires que le corps expéditionnaire perd en quelques jours. Ces pertes, additionnées à celles des opérations *Thérèse* et *Orage*, il est possible d'avancer que les forces françaises accusent environ 3 700 tués, disparus et prisonniers en l'espace de quinze jours, sans qu'il soit possible de précisément identifier les morts au feu, peut-être de l'ordre d'un millier dans un combat de cette nature. Ce chiffre s'avère proche de celui fourni en 1954 dans un rapport et qui évalue à 3 771 les pertes subies par le corps expéditionnaire au cours du dernier trimestre de l'année 1950 au nord du Vietnam. Des centaines de combattants faits prisonniers et emmenés en captivité, la plupart ne reviennent pas. Au terme de plusieurs années passées dans les camps du Viêt-Minh, où ils sont soumis à un régime de privations, de chantage et d'éducation politique, les survivants auront vécu la réalité de l'univers concentrationnaire communiste. Nous renvoyons le lecteur aux nombreux témoignages de cette douloureuse histoire, ainsi qu'aux thèses les plus récentes³⁰ qui revisitent le sujet et le remettent en perspective à l'aune des nouvelles connaissances.

Dans un document interne édité près de trente ans après les faits³¹, l'armée vietnamienne a également tenté d'estimer les pertes françaises, mais le résultat ne paraît pas satisfaisant. Non seulement il est difficile d'identifier celles relatives aux seules colonnes Le Page et Charton, mais les chiffres semblent largement surévalués et peu plausibles. Pour l'ensemble de la campagne (septembre-décembre 1950), le corps expéditionnaire aurait déploré la perte de 11 902 individus, parmi lesquels 7 174 morts, 946 blessés et 3 782 prisonniers. Les propres pertes de l'armée populaire n'auraient été dans le même cadre chronologique que de 1 313 « camarades », dont 647 « martyrs », 661 « camarades blessés » et cinq « camarades prisonniers ». Un autre document, plus réaliste semble-t-il, fait état de mille tués et 1 550 blessés. Quels que soient en définitive les chiffres

exacts, qui resteront sans doute inconnus, la campagne *Le Hong Phong II* se clôt par une grande victoire du Viêt-Minh. Cette dernière est parachevée par un ultime épisode qui surprend heureusement l'état-major de l'armée populaire : l'évacuation de Langson dans la nuit du 17 au 18 octobre 1950. Au terme de celle-ci, la zone frontière du nord-est aura vécu.

Épilogue

« Nous ne revîmes pas un seul parachutiste à Langson, le bataillon entier avait disparu. Par contre, les évacués de That Khe parvinrent, en ne marchant que la nuit, en se terrant le jour, à rejoindre Na Cham où on put les recueillir [...]. Des camions assurèrent le transport des rescapés [...]. Je n'oublierai jamais l'arrivée de troupes peu nombreuses chargées de défendre ce qui restait de notre ancienne zone frontière. Un vent de défaite irrémédiable soufflait sur les militaires et sur les civils. »

Henry Distinguin,
*Une autre Indochine : mémoires retrouvés*¹.

Psychose à Langson ?

Au lendemain du désastre de l'évacuation de Cao Bang et de l'abandon du dispositif français au nord de Na Cham, Langson se trouve, croit-on alors, à nouveau et pour la troisième fois depuis 1885, confrontée à une grave menace. L'armée populaire a montré sa nouvelle puissance comme sa capacité à manœuvrer des dizaines de

bataillons dans une opération d'ampleur, aussi le colonel Constans se montre-t-il particulièrement inquiet. Il paraît assez difficile d'imaginer que celui-ci n'ait pas, par ailleurs, été marqué psychologiquement par le désastre de l'opération *Thérèse* et l'ampleur des pertes subies. Le général Gras est particulièrement sévère à son endroit. Après la destruction du 3^e BCCP, écrit-il, « le commandement fut frappé de stupeur et perdit pied [...]. Une véritable psychose de l'encerclement s'empara des esprits. On cédait à des terreurs irraisonnées. On voyait les Viets [sic] partout, bien plus nombreux qu'ils n'étaient dans la réalité, déferlant à marches forcées [sur la cité]. Dans cette ambiance déprimante, le colonel Constans se persuada que la ville allait être investie à bref délai par tout le corps de bataille ennemi [...]. La défaite avait brisé le ressort moral. La crainte de subir à Langson le même désastre qu'à Cao Bang obnubilait² » le chef de la zone frontière. Cette représentation du colonel Constans a contribué à forger l'image du *fuyard de Langson*³, une figure dont Lucien Bodard s'est emparé dans son narratif manichéen. Dans celui-ci, le chef de la zone frontière est désigné comme le seul responsable de l'évacuation précipitée et *rétrospectivement* non nécessaire de la ville. Dans le livre-plaidoyer qu'il écrit pour défendre la mémoire de son père, Louis Constans réfute, non sans arguments, les accusations portées et détaille les mécanismes qui, selon lui, firent du colonel Constans « le bouc émissaire idéal [...] sacrifié à un intérêt supérieur⁴ ». La « vérité » se situe sans doute entre ces deux extrêmes, et il apparaît que si l'on ne peut accabler sérieusement cet officier supérieur de tous les maux, ses responsabilités ne sauraient être pour autant minimisées, que ce soit dans l'opération *Thérèse* comme dans le repli de Langson.

Les craintes de Constans comme de son état-major se fondent essentiellement sur les rapports du 2^e bureau de la ZFNE, complétés

par les informations recueillies puis transmises par le SDECE. L'ensemble des renseignements laisse apparaître que la division 308, après avoir joué un rôle déterminant dans la destruction des colonnes Le Page et Charton, semble faire mouvement, en deux fractions, en direction du sud. Cette première « masse », forte d'une quinzaine de milliers de combattants, serait rejointe par une seconde, évaluée à environ 10 000 hommes, qui est signalée à une vingtaine de kilomètres à l'ouest de Langson ; enfin, des rapports émanant du SDECE et de sources habituellement sûres⁵ rendent compte que le régiment 98⁶, jusqu'alors à l'instruction en Chine, a reçu l'ordre de franchir la frontière entre Chima et Langson. Il doit compléter l'investissement de la ville par l'est et le sud-est. L'afflux de ces renseignements, qui se révèlent ultérieurement inexacts, provoque la conviction au sein de l'état-major de la ZFNE que l'attaque de la ville n'est qu'une question de jours. Pour cette raison, le colonel Constans se prononce très tôt pour son évacuation ; il s'en ouvre dès le 11 octobre 1950 au général Garbay⁷, venu lui rendre visite. C'est donc sur la base de renseignements erronés et qui ne font pas l'objet d'un réel examen critique, que Constans devient le plus ardent partisan du repli de la garnison. À sa décharge, il convient d'imaginer « l'ambiance » particulière qui règne dans ce qui reste de la zone frontière : indéniablement le moral est atteint et la lucidité comme le sang-froid d'un certain nombre d'officiers qui n'avaient pas démérité jusqu'alors, semblent avoir laissé la place à l'inquiétude et à la sidération.

Ce même 11 octobre 1950, le général Carpentier, modifiant son IPS du 18 août relative à la défense du Nord-Vietnam – celle qui prévoyait de défendre Cao Bang sans esprit de recul –, entend désormais « disposer du potentiel le plus élevé possible pour défendre le Tonkin utile, c'est-à-dire le delta ». Dans cette perspective, Langson

doit avec Dong Dang « constituer sur la frontière le môle de résistance le plus au nord ». Carpentier insiste toutefois sur le fait que les unités « qui assureront cette mission ne devront, en aucun cas, se laisser détruire mais devront décrocher à temps pour être en mesure de mener [...] une action retardatrice efficace, avant de rejoindre la position de résistance du delta ». Na Cham et les postes au nord de Dong Dang doivent être repliés au plus tôt. Jugeant une offensive du Viêt-Minh sur Langson imminente et pensant répondre à l'instruction du commandant en chef, le colonel Constans décide d'accélérer les préparatifs d'un repli, voulant à tout prix éviter une « évacuation à chaud » qui entraînerait une nouvelle catastrophe. Dès le 12 octobre, le matériel lourd et la plus grosse partie de la population civile⁸ commencent à être évacués, avec l'accord d'Alessandri. Dès lors, l'engrenage du repli se met en place.

Le 14 octobre 1950, le général Alessandri se rend à Langson pour y discuter de son « éventualité » ainsi que des mesures préparatoires à mettre en œuvre, ce qu'il a fait deux semaines plus tôt à Cao Bang avec le lieutenant-colonel Charton. Dans cette hypothèse, Constans prévoit de constituer trois groupements, dont un motorisé⁹, qui emprunteraient des itinéraires différents en direction du sud. Selon une méthode pratiquée depuis quelque temps dans la zone frontière, toute destruction des infrastructures et des matériels serait interdite, Constans comptant sur l'aviation pour assurer celle de l'ensemble des dépôts¹⁰ une fois la garnison évacuée¹¹. Consulté au retour d'Alessandri à Hanoï, le colonel de Maricourt, nouveau commandant du GATAC/Nord, « émet l'avis qu'il était très difficile d'obtenir de bons résultats par ce procédé, mais que néanmoins l'aviation ferait le maximum pour effectuer les destructions ».

Le général commandant la ZOT, ébranlé par le sombre tableau de la situation peint par Constans comme par son ton alarmiste – « Il ne

cesse d'agiter la sonnette d'alarme », écrit le général Juin –, s'envole à l'improviste pour Saïgon dans la soirée du 14 octobre 1950. À son arrivée, il réussit à convaincre le général Carpentier de la nécessité de replier en urgence la garnison de Langson – et obtient son assentiment. Aussi, le 15 au matin, avant de reprendre l'avion pour le Tonkin, le général Alessandri télégraphie au colonel Constans pour l'informer de l'accord du commandant en chef ; celui-ci déclenche aussitôt les premières mesures de repli¹². De retour à Hanoï, le général Alessandri est joint à la radio vers midi, et c'est un tout autre discours que lui tient le général Carpentier : « Le conseil de défense réuni ce matin a décidé de surseoir à l'évacuation de Langson. » En dehors des rescapés des colonnes Le Page et Charton, « toutes les [...] unités [doivent] reprendre leurs positions de combat » autour de la ville. En l'absence du commandant de la ZOT, le haut-commissaire et le commandant en chef ont donc fait le choix d'attendre l'arrivée (prévue dans l'après-midi du 17 octobre) de Jean Letourneau et du général Juin pour examiner « les éléments politiques et militaires » de la décision. Pignon comme Carpentier sont parfaitement conscients du symbole que représente Langson dans l'histoire coloniale de la France et ne souhaite pas prendre une responsabilité aussi importante que celle de l'abandon de la ville. À Paris, face à la crise qui secoue le Tonkin, le président de la République et le président du Conseil ont, en effet, envoyé en Indochine¹³ le ministre chargé des Relations avec les États associés et l'influent résident général du Maroc, chargés d'y conduire une mission extraordinaire. Son but est triple : les deux émissaires doivent « marquer au corps expéditionnaire la sollicitude du gouvernement », informer les ministres intéressés sur les événements qui viennent de se dérouler et sur la situation militaire au Tonkin, et arrêter les mesures qui

s'imposent pour rétablir la confiance ; ils ont également le pouvoir, au besoin, de sanctionner les responsables.

La journée du 16 octobre s'achève cependant par un nouveau revirement. Les comptes rendus pessimistes du colonel Constans relayés à Saïgon *via* le général Alessandri comme l'affaiblissement du potentiel défensif de Langson ont finalement eu raison de la volonté du général en chef comme de celle du haut-commissaire. « Je souligne avec force les trois points suivants, écrit le colonel Constans. *Primo* – Un temps précieux est conféré gratuitement à l'adversaire pour compléter une manœuvre dont les premiers éléments sont parfaitement perceptibles. *Secundo* – La capacité de résistance de la place est réduite par la diminution de l'artillerie dont la totalité des 155 a été dirigée sur Chu¹⁴ en exécution des ordres préliminaires. *Tertio* – La surprise indispensable au succès de l'opération est d'ores et déjà caduque. En tout état de cause, l'esprit de devoir et l'esprit de sacrifice de tous sont intacts. » Dans ce contexte, en fin de journée, le général Carpentier, avec l'accord de Pignon, autorise la reprise des opérations de repli au matin du 17. En réalité, le soir même, c'est activement que se poursuit la lente désagrégation du dispositif autour de Langson. En conséquence, lorsque les deux émissaires du gouvernement atterrissent à Tan Son Nhut, l'aéroport de Saïgon, ils sont placés devant le fait accompli. « On n'a même pas attendu, écrit Juin dans son rapport, que nous soyons arrivés pour commencer l'évacuation de l'artillerie et replier sur la place les avant-postes et les éléments de la défense extérieure [...]. Le colonel Constans prévoit les pires catastrophes si l'on ne se résout pas à abandonner la place au plus vite [...]. Nous ne pouvons en bonne logique que nous rallier à la décision déjà prise, et qui a déjà reçu un commencement d'exécution. »

L'évacuation de Langson

Dans ses mémoires¹⁵ – qui mériteraient, selon nous, d'être davantage connus –, le médecin capitaine Henry Distinguin évoque les dernières heures de Langson auxquelles il assiste alors qu'il tente de son côté de récupérer une quantité maximale de médicaments. Au soir du 17 octobre 1950, toutes les unités de la garnison sont informées de l'abandon de la ville dans la nuit, l'opération doit être achevée le lendemain à l'aube. La majeure partie des archives est détruite à la hâte : les papiers présentant un caractère secret sont brûlés, non pas à l'occasion d'une incinération générale « qui n'aurait pas manqué d'attirer l'attention de la population comme des rebelles [sic] sur les intentions d'évacuation de la ville », raconte Distinguin, mais « discrètement et à l'intérieur des cheminées des bâtiments ». Le reste est rassemblé dans des sacs lestés et jeté au milieu du Song Ky Cong. Le commandement a formellement interdit d'allumer des incendies, de faire sauter les installations militaires, d'allumer les phares des véhicules, de klaxonner et même de faire pétarader les moteurs. Les dernières unités décrochent un peu après 7 heures du matin le 18 octobre 1950. Trente minutes plus tard, le pont de Ky Lua qui, à la sortie sud de la ville, permettait le franchissement du Song Ky Cong, est détruit. Contrairement à certaines affirmations au caractère diffamatoire, le colonel Constans quitte la ville avec les dernières troupes, aux alentours de 7 h 15¹⁶.

Tien Yen constitue initialement le point de ralliement des troupes à pied et véhiculées. La RC 4, que les combattants de la zone frontière empruntent pour la dernière fois, est défoncée par le trafic ininterrompu et les pluies. À Dinh Lap, le convoi est averti de la présence d'une embuscade sur le tronçon de route au niveau de Chau Son (à une cinquantaine de kilomètres de Tien Yen). Aussi, un itinéraire alternatif est choisi et les différents groupements s'engagent

sur la route locale 13, située en zone viêt-minh, alors vide de troupes. Le 18 octobre au soir, An Chau, à 50 kilomètres au sud-ouest de Dinh Lap¹⁷, est atteint par la colonne motorisée. C'est la première position française du secteur, la halte est de courte durée, car les évacués ont l'ordre de continuer leur progression ; au milieu de la nuit et après avoir parcouru 90 kilomètres depuis Dinh Lap, c'est enfin l'arrivée à Chu : « Une animation intense régnait dans le poste et dans le village où toute la garnison de Langson se trouvait maintenant repliée, mélangée à un groupement mobile venu à notre rencontre. » Une centaine de kilomètres sépare encore la localité de Hanoï où arrivent, dans la journée du 19 octobre, les avant-gardes des éléments venus de Langson. L'évacuation s'est déroulée sans difficultés majeures, les hommes sont saufs. À l'armée de l'air désormais de prendre la main et de détruire les immenses dépôts que les Français ont laissé intacts à leur départ.

La « destruction » des dépôts

La destruction très imparfaite des stocks et dépôts de Langson constitue la « touche finale » au désastre subi par le corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient au mois d'octobre 1950. Anticipant les résultats limités que produirait l'action de l'aviation, le général Alessandri envoie le 17 octobre, à 21 h 35, un télégramme dans lequel il demande qu'un « détachement léger composé d'éléments qualifiés [soit] laissé à Langson après le départ du dernier élément, pour procéder sans donner l'éveil, à la destruction du reliquat des approvisionnements, vivres, essence, munitions » de la garnison. En raison de la grande confusion qui règne à Langson à ce moment-là, le message ne touche le colonel Constans que le 18, un peu avant 3 heures du matin. Ce dernier répond immédiatement :

« Ordre concernant destructions parvenu trop tard – stop – décrochage en cours plus de modifications possibles – stop... » Seuls les appareils de l'armée de l'air sont désormais en mesure d'éviter que les gigantesques stocks de toute nature de la garnison ne tombent intacts aux mains du Viêt-Minh. Le 18 octobre, à partir de 10 heures du matin, l'aviation du GATAC/Nord commence à opérer au-dessus de Langson. L'opération dure plusieurs jours, pendant lesquels Kingcobra et Toucan multiplient *straffing* et bombardements, dont « beaucoup se soldent par des échecs¹⁸ ». À son issue, les officiers les plus optimistes de l'état-major de la zone opérationnelle du Tonkin estiment à environ un tiers le pourcentage des stocks détruits.

La plupart des ouvrages sur la bataille de « Cao Bang » affirment que l'incapacité à détruire les dépôts de Langson aurait permis au Viêt-Minh d'équiper la valeur d'une à deux divisions d'infanterie. Cette évaluation s'appuie sur le bilan des pertes totales en armement du corps expéditionnaire dans la zone frontière aux mois de septembre et octobre 1950¹⁹. Ce bilan prend donc en compte l'ensemble de l'armement perdu – et récupéré par l'adversaire – lors de la chute de Dong Khe, des opérations *Thérèse* et *Orage*, mais aussi des replis de That Khe et de Langson. Concernant les stocks de cette dernière, il s'avère difficile d'estimer ce qui a été détruit de ce qui a véritablement pu profiter aux troupes de l'armée populaire vietnamienne. « Tout l'armement moderne et l'armement en état non distribué [aux troupes] et non encore livrés aux unités » a pu être évacué, affirme une note. Celle-ci ne le précise pas, mais sont visées toutes les armes américaines arrivées en août et septembre 1950 – et fournies en priorité aux bataillons autochtones du CEFEO. Quant à l'armement « ancien », celui qui était à réparer semble avoir été détruit sur place avant le départ, les armes encore opérationnelles, emportées.

Sur les 1 500 tonnes de munitions²⁰ de tous calibres laissées intactes, l'état-major estime que seul un tiers a pu être détruit par l'aviation²¹ et que le Viêt-Minh a pu mettre la main sur environ 1 000 tonnes. Parmi celles-ci, 5,2 millions de cartouches pour fusils et fusils-mitrailleurs, 40 000 cartouches pour mitrailleuses lourdes (12,7 mm), 63 000 grenades à main (ou à fusil), 11 700 projectiles de mortiers légers ou encore 4 900 coups de mortier de 120 mm. L'artillerie de l'APVN a également pu récupérer 12 500 obus pour canons de 105 mm et de 2 700 coups de canons de 3,7 pouces, sans compter les quelque 4 000 obus pour pièces de 75 mm. Il est donc possible d'avancer que si l'armement perdu au cours des combats livrés entre le 1^{er} et le 14 octobre 1950 a certainement pu équiper des milliers de soldats de l'armée populaire, il n'en a pas été de même avec les stocks de Langson, où l'essentiel de l'armement d'infanterie a été récupéré. En revanche, les millions de cartouches de calibres divers non détruites ont, elles, certainement permis d'alimenter ces armes, tout comme les obus dont ont pu bénéficier les unités d'artillerie du Viêt-Minh²².

L'armement individuel ou collectif et les munitions ne constituent cependant qu'une partie des stocks laissés sur place. Si les transmissions ou le service de santé ont pu évacuer (ou détruire) l'essentiel de leur matériel, le génie a laissé un important tonnage d'équipement, dont deux tonnes d'explosifs et 1,5 tonne de mines Hawkins²³, mais également 110 haches, 343 pelles, 842 fers de pioche, etc. L'intendance n'est pas en reste, puisque les registres font apparaître des chiffres impressionnants dans le domaine de l'habillement (6 000 chemisettes, 4 000 treillis, 3 000 shorts, etc.) ou dans celui des vivres : 600 tonnes de riz, 350 tonnes de farine, 250 tonnes de biscuits et 200 tonnes de denrées diverses sont laissées

intactes. Pour le Viêt-Minh qui connaît toujours d'importants problèmes logistiques, il s'agit d'une véritable aubaine.

Rares sont les témoignages qui évoquent Langson après le départ des Français et le bombardement de ses dépôts. Le récit du lieutenant Briche, officier à la 136^e CLSM, constitue une exception. Blessé et fait prisonnier le 11 octobre 1950 alors qu'il tentait de rejoindre le flot des unités qui quittaient That Khe, l'intéressé ne connaît pas le sort de la plupart de ses camarades dirigés vers les sinistres camps situés dans des endroits reculés de la Haute Région, mais est emmené dans plusieurs villages des alentours de Pho Binh Gia²⁴. Au début de l'année 1951, le lieutenant Briche est transféré à Ky Lua, dans les faubourgs de Langson où il retrouve d'autres prisonniers, dont de nombreux Marocains ; les conditions de captivité apparaissent alors comme radicalement différentes de celles des camps du Viêt-Minh, et Briche écrit dans ses souvenirs : « La nourriture était abondante », parfois arrosée de vinogel²⁵ ; les deux provenant des stocks abandonnés en octobre 1950.

À l'occasion d'une corvée organisée pour récupérer du bois dans les dizaines de maisons laissées à l'abandon, le lieutenant Briche découvre Langson et parcourt notamment l'ancien quartier européen, désormais désert et aux bâtiments éventrés et pillés. « Les Viets [*sic*] n'occupaient pas la ville. Quelques habitants restés sur place accaparaient les logements de leur choix ; la plupart préféraient vivre dans les paillotes ou les grottes, aménagées par crainte d'attaque aérienne. » Lors d'une seconde sortie, il décide de se rendre à la citadelle d'où les prisonniers nord-africains ramènent régulièrement des conserves et de la farine : « Une vraie grotte d'Ali Baba ; les Marocains avaient de quoi survivre des années de captivité sans mourir de faim. Le hangar était immense mais les piles de sacs de farine atteignaient le plafond, superposés, empilés en une montagne

gargantuesque. [Par ailleurs], il y avait là à peu près tout ce qui peut se mettre en conserve : bœuf, fruits, légumes, sirop de quoi alimenter les unités de la garnison durant des années. Je sortis et passai la porte suivante. Même spectacle²⁶. »

Un acte humanitaire ?

La victoire remportée par l'armée populaire dans la zone frontière est à la mesure de l'échec des Français. Ces derniers, outre les importantes conséquences humaines et territoriales de la défaite, ont été atteints dans leur prestige, en Indochine comme dans le reste de l'Empire, même si l'écho de la défaite se révèle à l'époque de moindre ampleur que celui de Diên Biên Phu, quatre ans plus tard. En revanche, ce succès permet au Viêt-Minh d'imposer davantage la république démocratique du Vietnam comme un véritable État, et il apparaît désormais difficile pour la propagande française de circonscrire son armée à quelques « va-nu-pieds » pratiquant la guérilla. Dans cette perspective, l'opération de restitution des blessés du CEFEO qu'organise la RDVN aux lendemains des combats lui permet de faire jeu égal avec le gouvernement de la République française. Filmé et photographié abondamment à l'attention des opinions publiques des « pays frères », l'événement constitue un excellent outil de propagande.

Après la destruction des colonnes Le Page et Charton, l'armée populaire est confrontée à deux problèmes majeurs – que son commandement n'a sans doute pas anticipés. Premièrement, elle doit faire face à un afflux de plusieurs milliers de prisonniers et, deuxièmement, ses unités doivent gérer des centaines de blessés, dont beaucoup le sont gravement. Dans l'incapacité matérielle de traiter un aussi grand nombre de combattants incapables de se

mouvoir par eux-mêmes – et donc de rejoindre la masse des prisonniers –, les autorités du Viêt-Minh font le choix d'en restituer une partie aux Français. Cette politique, et contrairement aux proclamations qui l'accompagnent mettant en avant des considérations d'ordre sanitaire et humanitaire, répond au double objectif de se débarrasser d'une masse encombrante de blessés, dont un grand nombre sont condamnés à brève échéance faute de soins et de structures médicales adaptées, tout en permettant à la république démocratique du Vietnam de traiter « d'État à État ». De fait, en remettant leurs blessés aux Français, le Viêt-Minh semble répondre favorablement aux conventions « pour l'amélioration du sort des blessés et malades dans les armées en campagne » établies par la première conférence de Genève, en 1864. En 1949, et grâce aux travaux du Comité international de la Croix-Rouge, la dernière convention relative aux blessés voit le jour et intègre certaines particularités propres aux conflits de l'après-Seconde Guerre mondiale, et notamment les aspects interétatiques et insurrectionnels des luttes armées. Comme le Viêt-Minh refuse depuis le début des hostilités de reconnaître la Croix-Rouge internationale – organisme jugé par trop inféodé aux Occidentaux – et qu'il interdit toute visite de ses délégués dans les territoires qu'il contrôle²⁷, les discussions relatives aux opérations de restitution des blessés se déroulent dans un cadre « national », entre la Croix-Rouge française et son homologue vietnamienne, officiellement créée le 23 novembre 1946²⁸.

C'est le 9 octobre 1950, par l'entremise de sa délégation présente en Birmanie depuis le début de l'année 1948²⁹, et *via* la radio de Rangoon, que le Viêt-Minh avertit le commandement français de sa volonté de restituer une quarantaine de blessés ainsi que « les restes d'un certain nombre d'officiers français », dont la dépouille du chef

de bataillon Segretain. Le message émanant de l'Agence viêt-minh d'information fixe le rendez-vous le 10 octobre, à 11 heures, « au pied de la cote 703 ». Le docteur Pierre Huard, délégué de la Croix-Rouge française au Nord-Vietnam, est désigné pour être l'interlocuteur du Viêt-Minh. Très bon connaisseur du Vietnam où il sert à partir de 1933 comme chirurgien à l'hôpital Yersin d'Hanoï³⁰, Huard noue à partir de 1945 d'étroits contacts avec certains responsables viêt-minh, parfois d'anciens étudiants de la faculté de médecine de Hanoï³¹.

Pour des raisons inconnues, le rendez-vous du 10 octobre est un échec : le professeur Huard, arrivé par avion à That Khe – alors toujours aux mains des Français –, cherche à prendre contact, comme convenu, avec les représentants du Viêt-Minh, mais est stoppé à 6 kilomètres au nord de la localité. La lenteur des échanges entre Français et Viêt-Minh marqués par la volonté de ce dernier de « maîtriser le tempo » de la négociation fait que le nouvel accord n'est signé que le 14 octobre, la trêve ne devant être effective que quatre jours plus tard. Le report de l'opération de restitution des blessés explique pourquoi le corps du chef de bataillon Segretain est finalement enterré le 10 octobre au pied de la cote 703 où, dit-on, les honneurs militaires lui sont rendus par des soldats de l'armée populaire. Ce fait, dont la véracité semble attestée par plusieurs témoignages, mérite d'être souligné car il témoigne d'un geste qui fut apparemment rare au cours de la guerre d'Indochine.

Les modalités pratiques de l'opération ont été soigneusement arrêtées par les autorités viêt-minh. Il est ainsi précisé que l'évacuation des blessés sera effectuée par voie aérienne depuis le terrain d'aviation de That Khe, un seul appareil étant autorisé à stationner sur la piste à la fois. Par ailleurs, les cocardes tricolores peintes sur la carlingue doivent disparaître au profit de l'insigne de la

Croix-Rouge, sous peine de voir les avions abbatués par la DCA. Les jours précédant la première opération d'évacuation, les services spéciaux français peuvent rendre compte de l'acheminement des blessés par deux voies principales : la RC 4 et la route qui, de Poma, mène à That Khe. Le déroulement de la restitution des blessés de la bataille de la zone frontière peut être reconstitué dans ses grandes lignes grâce aux rapports des officiers de l'armée de l'air impliqués dans l'opération, et particulièrement celui du commandant Petit, commandant l'escadrille de liaison aérienne 53, qui pilote le docteur Huard à diverses reprises. Les souvenirs du lieutenant de Fontanges complètent, là encore, la documentation officielle même si l'intéressé a tendance à taire l'action de ses camarades aviateurs.

Conformément à l'accord passé avec le Viêt-Minh, c'est un Morane sanitaire qui se pose en fin de matinée le 18 octobre 1950 sur la piste de That Khe. Alors que le commandant Petit doit examiner la praticabilité du terrain – inutilisé depuis plus d'une semaine, ce dernier a beaucoup souffert des fortes pluies – et donner son autorisation à l'atterrissage des Toucan. Huard est quant à lui chargé de prendre contact avec les représentants du Viêt-Minh, en l'espèce le commandant de la place de That Khe, celui du camp de prisonniers, son homologue de la Croix-Rouge vietnamienne et un commissaire politique. Le commandant Petit raconte : « Atterrissage normal. Un officier VM se présente à nous, procède à une visite rapide de l'avion, et nous demande de pénétrer sous la grande tente, où des tables recouvertes de draps blancs sont dressées. Nous passons entre deux rangs de soldats VM qui présentent les armes. Des opérateurs ciné-caméra nous photographient. » Après vérification de l'état du terrain d'aviation, jugé finalement praticable, il est convenu que les opérations commencent le lendemain. Petit et Huard repartent donc

au début de l'après-midi après avoir obtenu de rapatrier un premier blessé couché.

Les opérations d'évacuation des blessés durent quatre jours : le 19 octobre, quatre Toucan ramènent, en six voyages, 83 blessés. Le lendemain, ce sont trois appareils qui emportent, en trois rotations, 43 blessés. En raison des conditions météorologiques très défavorables (« plafond bas, bruine et pluie, visibilité très réduite », rapporte le commandant Petit), les évacuations sont suspendues une dizaine de jours. Il se peut également que le bombardement de Cao Bang par l'aviation française, alors même que la ville était comprise dans la zone neutralisée³², ait provoqué le durcissement de l'attitude du Viêt-Minh. Ainsi, lorsque le 4 novembre 1950, le commandant Petit prend part à la reprise des évacuations – où quatre Toucan enlèvent 77 blessés en cinq voyages –, il constate un changement dans l'attitude de ses interlocuteurs : « Impression d'un accueil plus réservé que lors de la première rencontre. Le commissaire politique est le premier à parler du bombardement de Cao Bang ; il déclare que ce bombardement aurait fait de nombreuses victimes parmi les Français en captivité [et] laisse [par ailleurs] entendre que la population civile aurait souffert beaucoup plus que les militaires » visés par l'aviation française. Le mitraillage, par la DCA, du Toucan n° 235, effectuant une reconnaissance météo au-dessus de Langson (donc en zone neutralisée et conformément aux accords) le 5 novembre, peut être vu comme une réponse du Viêt-Minh à ce bombardement. Sans doute explique-t-il l'annulation des évacuations prévues ce même 5 novembre 1950 et la fin de l'opération de restitution des blessés.

Le nombre des blessés évacués s'élève en définitive à environ 215 hommes³³, pris en charge à leur arrivée et répartis dans les différents hôpitaux de Hanoï. Malgré le mitraillage de l'appareil

mentionné ci-dessus (qui n'occasionne que des impacts sur la carlingue), l'immobilisation d'un Toucan sur le terrain entre le 21 octobre et le 4 novembre et des conditions météorologiques très défavorables, l'opération d'évacuation des blessés s'opère dans de « bonnes conditions ». Au cours des missions des 19 octobre et 5 novembre, les Toucan utilisés ne voyagent pas « à vide » à l'aller, mais transportent dans leur soute des vêtements, des vivres et des colis destinés aux prisonniers. Au total, cinq tonnes de fournitures diverses sont aérotransportées à That Khe et remises aux autorités viêt-minh. Il ne semble pas que les prisonniers français aient bénéficié, dans les camps respectifs dans lesquels ils étaient enfermés, de cette manne.

Fin d'une guerre

L'abandon non justifié de Langson marque la fin du cycle commencé trois semaines auparavant par l'opération d'évacuation de Cao Bang. Celui-ci connaît encore quelques soubresauts qui secouent la capitale du Tonkin dans la seconde moitié du mois d'octobre. Au cours de cette période, l'atmosphère de Hanoï se voit souvent décrite comme extrêmement fébrile, la crainte d'une offensive du Viêt-Minh provoquant, selon de nombreux auteurs, un sentiment de panique dans la population, comme dans les états-majors. La décision prise le 6 novembre par le haut-commissaire de renvoyer en France certaines familles de civils et de militaires³⁴ comme la préparation de plans d'évacuation – ceux des hôpitaux de Hanoï, par exemple – étayent cette thèse. Il convient toutefois de nuancer cette représentation d'une ville en pleine tourmente, une image « littéraire » qui nous semble quelque peu exagérée : la réorganisation normale du dispositif des forces terrestres du Nord-Vietnam, les mouvements de

troupe et l'activité déployée par le corps expéditionnaire ont, en effet, pu être assimilés à des mesures de départ. « L'affolement », qui s'empare de certains services au lendemain du repli de Langson et qui peut participer d'une écriture dramatique des événements, paraît donc assez rapidement circonscrit, et Hanoï retrouve ses « esprits » dès la fin du mois d'octobre. Ainsi, les lettres rassurantes qu'adresse le général Carpentier au président du Conseil et qui ont, incontestablement, pour but d'apaiser le gouvernement, reflètent bien une part de la réalité. Dès le 21 octobre, il écrit : « La crise est passée. »

Si le corps expéditionnaire, au Tonkin, n'a donc aucune chance d'être « jeté à la mer » par la nouvelle armée populaire, les craintes de nouveaux revers locaux provoquent de malheureuses rétractions *a priori* du dispositif français dans l'ensemble du Nord-Vietnam. De vastes superficies sont donc évacuées à la hâte sans que les positions françaises soient réellement menacées dans certains secteurs. Ainsi, dans la semaine du 30 octobre au 7 novembre 1950, les unités du CEFEO quittent le pays muong, abandonnant la plus peuplée des zones accueillant une minorité ethnique favorable aux Français. Là encore, le retrait des forces et la dissolution des sous-secteurs d'Hoa Binh et de Sontay s'effectuent en laissant les postes, et parfois le matériel, intacts. Dans la nuit du 4 au 5 novembre 1950, les troupes de l'armée populaire réoccupent Hoa Binh³⁵, livrant par là toute la façade ouest du delta du fleuve Rouge au Viêt-Minh³⁶. En revanche, l'abandon de Lao Kay, à partir du 1^{er} novembre 1950, semble davantage trouver une justification militaire : la place est totalement isolée et la pression du Viêt-Minh se fait de plus en plus forte. Le départ des troupes françaises permet à la RDVN d'agrandir sensiblement son territoire : à l'est du fleuve Rouge, de la frontière de

Chine à l'embouchure du delta, s'étend désormais le « pays viêt-minh ».

Pendant que se déroulent ces opérations, les jours de Léon Pignon et du général Carpentier qui tentent de gérer au mieux la situation nouvelle qu'ils ont largement contribué à créer, sont désormais comptés. De retour en France, le général Juin et Jean Letourneau ont rendu leur rapport³⁷. Le premier se montre particulièrement clément envers le commandant en chef – son « poulain » – et refuse sa relève : « Outre qu'on a rien [sic] à lui reprocher, si ce n'est la malchance », écrit-il curieusement, son remplacement risquerait de provoquer une grave crise de commandement. Il se prononce, en revanche, pour la relève du général Marchand qui commande alors la zone nord du delta – « Il faut au plus vite lui substituer un autre homme » – et pour celle du colonel Constans. Sans blâmer celui-ci et excusant les fautes commises par « l'usure » de cet officier supérieur dans ses fonctions, le général Juin estime que « le mieux serait qu'il fût rapatrié ». Quant au général Alessandri, il demande lui-même son départ, ce qui lui est accordé. Tous trois quittent donc l'Indochine dans le courant du mois de novembre 1950. Jean Letourneau, de son côté, fait preuve de beaucoup moins de mansuétude envers le général Carpentier et, le 1^{er} novembre, demande au président du Conseil sa relève ainsi que celle de Léon Pignon.

Dans ce contexte, marqué par le désir du gouvernement d'opérer un changement radical dans la conduite de la guerre, les préconisations émises par le général Revers de réunir pouvoirs civils et militaires entre les mains d'un officier général apparaissent comme une solution. Le 8 novembre 1950, Juin s'étant refusé, Vincent Auriol avance au président du Conseil un autre nom, celui du général Jean de Lattre de Tassigny. L'homme est toutefois contesté au sein de l'armée³⁸, comme par certains dirigeants politiques, et ce n'est

qu'après un mois de tractations³⁹ que, le 6 décembre 1950, le général de Lattre est nommé haut-commissaire de France et commandant en chef en Indochine. Il arrive à Tan Son Nhut le 17 décembre suivant et donne immédiatement le ton : il n'a pas un mot et pas un regard pour son prédécesseur venu l'accueillir⁴⁰. S'il n'a guère d'estime pour ce dernier, son attitude vise surtout à créer un « électrochoc ». Mais c'est au Tonkin, encore ébranlé par le récent désastre, qu'il entend marquer les esprits et faire passer un message, à l'attention des militaires du corps expéditionnaire, bien sûr, mais également aux populations vietnamiennes et à son adversaire, le Viêt-Minh. Le 19 décembre, réunissant un parterre d'officiers au terme d'un défilé dans les rues de Hanoï qu'il a voulu grandiose, il déclare : « L'ère des flottements est révolue. Je vous garantis, messieurs, que désormais vous serez commandés. » La guerre d'Indochine entre dans un nouveau cycle.

CONCLUSION

« Nous avons été surpris. Pas par le nombre, on le savait. Pas par l'emplacement des adversaires, on le savait aussi. Mais par la valeur des troupes, de l'armement et du commandement [...]. Il résulte [...] que s'il n'y avait pas eu le coup de Cao Bang, il y aurait eu le coup de Langson. Lepage [*sic*] et Charton (qui étaient pour moi de véritables camarades) nous ont rendu un immense service – et quand je dis nous, je veux dire tout le Tonkin et toute l'Indochine, en mettant le pied sur la fourmilière et en la dévoilant prématurément. »

Lettre du capitaine V. de la Légion étrangère [1](#).

Par qui le scandale ?

Au mois d'octobre 1950, le désastre subi en Extrême-Orient par le corps expéditionnaire constitue une catastrophe sans précédent dans l'histoire coloniale de la France. L'événement donne l'occasion aux membres du Mouvement républicain populaire, alors dans l'opposition, d'attaquer sévèrement le gouvernement Pleven sur sa politique indochinoise. Le 22 novembre, lors d'un long débat à l'Assemblée nationale, plusieurs figures politiques – dont celle de Frédéric-Dupont du Parti républicain de la liberté, l'un des plus

fervents partisans de « l'Indochine française² » – interpellent ainsi Jean Letourneau (pourtant également membre du MRP) de manière virulente. Pour donner des gages à son parti comme aux autres mouvements de la droite, mais également les rassurer après la – première – prise de parole, le 19 octobre précédent, de Pierre Mendès France sur l'Indochine évoquant la possibilité d'une négociation avec le Viêt-Minh³, Letourneau annonce la création d'un « conseil d'enquête ». « Tous ceux qui ont assumé une responsabilité quelconque dans les opérations du Tonkin seront amenés à s'expliquer devant » cet organisme, lance le ministre.

Cette annonce « émeut » vivement les plus hautes autorités militaires du pays. En effet, un conseil d'enquête est une procédure disciplinaire instituée pour des fautes graves dans le service ou contre la discipline ; il préjuge donc de la culpabilité des mis en cause. On retrouvera une réflexion identique, cinq ans plus tard, après la défaite de Diên Biên Phu⁴. C'est donc une commission d'enquête qui est mise sur pied⁵, chargée d'examiner les responsabilités militaires du désastre dans la zone frontière. Ses membres bénéficient de l'ensemble de la documentation échangée entre Paris et Hanoï, ainsi que des comptes rendus, ordres et courriers produits en Indochine, émanant notamment des généraux Carpentier et Alessandri, et du colonel Constans. Par ailleurs, une demi-douzaine de rapports sont exploités⁶ par les membres de la commission, ce qui porte à environ quatre-vingts le nombre de « pièces » étudiées. L'enquête est complétée par une dizaine d'auditions des principaux acteurs⁷. La première session a lieu le 8 février 1951 et la « commission d'enquête chargée d'étudier les événements qui se sont déroulés dans la zone frontière du nord-est du Tonkin en septembre et octobre 1950, en vue de rechercher les responsabilités encourues » – son nom officiel –, clôt ses travaux le 26 juin suivant.

Le rapport final de la commission est divisé en trois parties, la première traitant du contexte et mettant en perspective la situation au Tonkin depuis le milieu de l'année 1949. La seconde partie s'intéresse à la période s'étendant du 2 septembre au 11 octobre 1950, quand la troisième et dernière « traite des conditions dans lesquelles a été décidée et réalisée l'évacuation de Langson du 11 au 18 octobre 1950 ». Le document s'achève par une très courte conclusion (une page) établissant, d'après ses membres, les responsabilités. Elles apparaissent pleines de bienveillance à l'égard du général Carpentier : « Sa conduite ne présente rien de répréhensible, peut-on lire, tout au plus aurait-il pu intervenir et modifier son ordre initial après la prise de Dong Khe. » Quant au général Marchand, « il a été inexistant ; son action a été nulle pendant son intérim ». Le colonel Constans, de son côté, aurait « pour le moins manqué d'allant ». On lui reproche de ne pas avoir discuté directement avec le lieutenant-colonel Charton afin de lui expliciter l'esprit de la mission, mais aussi de ne pas avoir suffisamment éclairé Le Page. Toutefois, pour la commission : « Le grand responsable du désastre est le général Alessandri, [sa] réticence aux ordres et à la politique du gouvernement [...] aurait dû lui donner le courage de résilier son commandement s'il avait eu du caractère. [Dès lors] il ne mérite plus de recevoir un commandement de son grade et ne devra pas retourner en Indochine. »

L'historien militaire n'est, selon nous, ni procureur ni juge, tout au plus peut-il se faire avocat, parfois, pour la bonne compréhension et présentation des faits. Il écrit par ailleurs souvent des décennies après les événements, dépouillant et critiquant les archives, comme les livres auxquels il a eu accès. Il doit admettre, enfin, qu'une partie de l'histoire lui échappe et qu'il ne pourra, en définitive, que croiser et synthétiser avec le maximum d'exigence scientifique les matériaux à

sa disposition. Pour ces raisons, il convient de faire preuve de nuance dans les propos tenus et de ne proposer des analyses qu'avec modestie. Cela étant posé, au terme de son étude, il peut livrer ses sentiments et tenter de partager les quelques convictions qui lui sont progressivement apparues au cours de sa rédaction.

Dans le cas du désastre qui secoue la zone frontière aux mois de septembre et octobre 1950, la mansuétude dont font montre les membres de la commission d'enquête à l'égard du général Carpentier paraît étonnante. Celui-ci porte intrinsèquement une part de responsabilité du fait même qu'il était le chef. À ce titre, si les fautes ou manquements de ses subordonnés ne peuvent lui être systématiquement imputés, il ne saurait pour autant être excusé de ses propres erreurs. Au lendemain de Diên Biên Phu, le général Navarre revendiquera pour sa part pleinement les siennes. Le général Carpentier, en accord avec Léon Pignon, prend la décision de surseoir plusieurs fois à l'évacuation de Cao Bang et, quand il le pourrait enfin, n'impose pas suffisamment sa volonté dans l'exécution des directives du Comité de défense nationale. De fait, si l'accueil des nationalistes chinois, fin 1949, peut justifier un report momentané du repli de la garnison, de nouveaux attermoissements deviennent critiquables dès lors que s'éloigne, au début de l'année 1950, la crainte d'une intervention des soldats de l'Armée populaire de libération sur le Tonkin. Lorsque la décision est finalement prise d'évacuer, en septembre 1950, la situation a alors totalement changé : c'est un adversaire nouveau que s'apprêtent à affronter les Français, comme l'ensemble des renseignements le confirment. L'ordre particulier n° 46 n'apparaît dès lors plus adapté à la menace et, étonnamment, il ne contient pas de paragraphe sur l'ennemi – le triptyque « nature/volume/attitude » – chargé d'éclairer au mieux les exécutants dans le cadre de leur mission. Par ailleurs, et le fait est

traité pour le moins de manière désinvolte dans le rapport de la commission, il paraît aberrant, au vu des informations connues sur la puissance du Viêt-Minh dans la région That Khe-Dong Khe, que le commandant en chef n'ait en rien modifié ses directives après la seconde chute de Dong Khe. Enfin, au cours de son mandat, le général Carpentier ne semble pas avoir suffisamment rempli le premier devoir du chef : celui de commander. « Il lui manque, écrit le général Juin, ce je-ne-sais-quoi fait d'instinct et d'imagination, qui permet à un chef de se retrouver assez vite dans une difficile situation de guerre. » Rentré en Europe, le général Carpentier est nommé général d'armée et se voit confier le commandement des forces terrestres alliées Centre-Europe. Atteint par la limite d'âge quatre ans plus tard, il passe en 2^e section du corps des officiers généraux.

Le général Alessandri, sans être pour autant « le grand responsable du désastre » dénoncé dans les conclusions de la commission, porte également une grande part de responsabilité comme commandant des FTNV et de la zone opérationnelle du Tonkin. Son opposition quasi systématique à toute politique contraire à ses propres conceptions quant à la conduite des opérations est aussi à l'origine du retard de l'évacuation de Cao Bang. Fort de son statut de « vieux » colonial et de « héros » de l'épopée de la colonne Alessandri, celui-ci « joue sa partie » en Indochine. Il mène la vie dure au général Blaizot comme à son successeur. À sa décharge, il revenait aux échelons supérieurs, mécontents de son attitude, de le relever de son commandement s'ils le jugeaient nécessaire. Alessandri se voit également reprocher, à son retour au Tonkin en septembre 1950, de s'être « désintéressé de la préparation » du repli, « après en avoir traité superficiellement au cours de ses voyages à Cao Bang et à Langson ». Il apparaît, en effet, qu'il laisse le colonel Constans conduire la bataille seul, sans intervenir davantage à son niveau.

Malgré les recommandations émises, le général Alessandri retourne en Indochine au mois de septembre 1952, où il est nommé au poste d'inspecteur général des Forces armées vietnamiennes et conseiller auprès du gouvernement vietnamien... Il y reste jusqu'en juin 1955, date à laquelle il entre en 2^e section.

Plus complexe est le cas du colonel Constans. On l'a compris, la description qu'en fait Lucien Bodard et qui va durablement forger la « légende noire » de cet officier supérieur ne saurait être retenue. L'intéressé, au terme d'une brillante carrière, est confronté à une manœuvre difficile : c'est lui qui est responsable de l'opération *Thérèse*. Constans a incontestablement commis des fautes dans la conception du plan et ne semble pas avoir suffisamment *orienté* les deux chefs de colonne dans leur mission. Il ne s'est, semble-t-il, pas suffisamment intéressé au renseignement *tactique*. Ainsi, si les états-majors de la ZOT et de la ZFNE connaissent le volume global des bataillons de l'APVN autour de la RC 4, leur implantation exacte reste vague, faute de plans de recherche du renseignement qui ne sont pas assez précisés. Les reproches adressés au colonel Constans intéressent, par ailleurs, une question récurrente à la guerre : la place du chef. La sienne n'est assurément pas de suivre les opérations à bord d'un Morane d'observation, comme il a pu être écrit parfois. Il n'empêche qu'il ne s'est jamais déplacé personnellement, n'a jamais survolé le champ de bataille, ce qui lui aurait sans doute permis d'être davantage dans le « climat », pour reprendre le mot du colonel Lennuyeux, et accessoirement de « gonfler » le moral des combattants. Constans, que ses importantes fonctions retiennent à Langson, se contente de diriger la bataille depuis son PC, envoyant des messages, à Charton notamment. Les directives qu'il donne se révèlent, faute d'une connaissance du terrain et de ses possibilités, inapplicables. Une courbe de niveau sur une carte d'état-major

imparfaite s'avère toute relative en Haute Région tonkinoise. Aussi, les nombreux télégrammes officiels transmis depuis Langson et enjoignant à Charton ou Le Page de « foncer » se heurtent aux réalités des combattants : les ravins, la jungle inextricable, le transport des blessés et les mitrailleuses lourdes des bataillons de l'armée populaire.

Quant à l'évacuation de Langson, sans doute qu'à ce moment-là, l'homme qui a déjà perdu la moitié de son régiment⁸, ne dispose-t-il plus de toute sa lucidité, abasourdi par le désastre et craignant d'en subir un second. Il s'appuie, on l'a dit, sur des renseignements inquiétants, et une partie des décisions prises entre le 11 et le 18 octobre le sont avec l'aval du général Alessandri. Ce n'est qu'*a posteriori* que le danger d'une attaque sur Langson apparaît comme sans fondement et que l'on juge sévèrement l'attitude du colonel Constans. Ce dernier, comme la suite de sa carrière, reste durablement marqué par les événements de la zone frontière. Il quitte l'Indochine le 11 novembre 1950 et, après de longs congés de fin de campagne, est nommé adjoint au général commandant la 2^e division d'infanterie en 1952. À l'été 1955, il rejoint l'Algérie où il est mis à la disposition du gouverneur général, Jacques Soustelle. À la suite de diverses interventions en sa faveur, il accède au généralat en août 1956 et occupe jusqu'en 1962 différents postes en métropole. Cette année-là, et sur sa demande, il est placé en 2^e section.

Les lieutenants-colonels Le Page et Charton ne se voient adresser aucun reproche par la commission d'enquête. Les deux chefs tactiques, s'ils ont pu commettre des erreurs et prendre de mauvaises décisions, ont été « absous » en raison de leur rôle d'exécutants. Plus tard, on relève pourtant que Charton, loin de se porter rapidement sur Dong Khe avec des forces allégées au maximum comme la consigne lui a été répétée au moins à deux reprises, a fait preuve

d'indiscipline, en faisant le choix de constituer une colonne motorisée empruntant une RC 4 défoncée par les coupures du Viêt-Minh et déformée par la saison des pluies. Charton porte donc une responsabilité certaine, aux premiers jours de l'opération *Orage*, dans la lenteur de sa colonne. Une fois engagé sur la piste de Quang Liêt, sa colonne ne maîtrise plus son tempo : le terrain et l'adversaire la canalisent jusqu'à l'ensemble formé par les points cotés de 477, où elle est détruite. À sa libération des camps du Viêt-Minh, en septembre 1954, le – désormais – colonel Charton, fatigué par la captivité, occupe des postes en France et en Allemagne ; il est placé dans le cadre de réserve en 1960.

Le Page est, avec le colonel Constans, l'un des acteurs contre lesquels certains critiques se montrent les plus durs, c'est notamment le cas du capitaine Jeanpierre dans son rapport resté longtemps secret⁹. Le général Gras, on l'a vu, partage largement cette sévérité ; Le Page, selon lui, « avait éparpillé ses bataillons sur le terrain au lieu de les maintenir réunis en un système cohérent qui aurait garanti sa sûreté et, du même coup, celle de la colonne Charton, bien mieux que l'occupation de tel ou tel piton. Ce faisant, il avait offert son groupement désuni à la destruction morceau par morceau ». « Comme un navire que la tempête aurait jeté sur des récifs, encombrés de blessés et hors d'état de manœuvrer », la colonne Le Page finit par échouer dans le cirque de Coc Xa où, pendant deux jours, son chef se laissa enfermer sans réagir. On peut aussi avancer à la décharge du lieutenant-colonel Le Page que le commandement le place dès le début de l'opération *Thérèse* dans une position impossible. Incapable de reprendre Dong Khe en raison de la trop forte opposition de l'adversaire, il se voit obligé de faire des choix de compromis pour mener à bien sa mission. Dès lors, ses décisions ne peuvent que souffrir des carences initiales du plan et se trouver

contrecarrées par les intentions propres de l'état-major de l'APVN. Quant à la « manœuvre » de sa colonne, elle apparaît forcément limitée en raison du milieu physique dans lequel elle évolue, encombrée de surcroît par des dizaines de blessés à brancarder. À son retour de captivité, il retrouve le Maroc où il termine sa carrière, affecté à l'ambassade de France à Rabat. Au début de l'année 1957, atteint par la limite d'âge, il est rayé des cadres de l'armée d'active.

La commission d'enquête sur la bataille de la zone frontière circonscrit ses travaux au seul cadre du mandat que le gouvernement lui a confié : la recherche des responsabilités d'ordre militaire, aux origines du désastre. Si celles-ci ne doivent pas être atténuées, elles ne peuvent paraître suffisantes à expliquer la perte de milliers de combattants du corps expéditionnaire et l'abandon, en l'espace de quinze jours, de la zone la plus sensible de toute l'Indochine, celle permettant au Viêt-Minh de disposer d'un accès direct à la Chine communiste. Afin de bénéficier d'une plus large compréhension de l'événement, il aurait également fallu que la conduite de la guerre, en Indochine, depuis 1947, fasse elle aussi l'objet d'une étude approfondie. Une telle démarche revenait cependant à examiner les responsabilités politiques du conflit et à mettre en lumière les atermoiements, revirements et fautes des gouvernements de la IV^e République dans leur gestion de la « question indochinoise ». Cet examen sera demandé par le général Navarre dans le cadre de la constitution de la commission d'enquête sur Diên Biên Phu, et refusé¹⁰. La crainte était trop grande qu'il ne se transformât en un « procès » des partis et dirigeants qui, depuis Paris, avaient « conduit » la guerre d'Indochine.

En recherchant les causes lointaines de la défaite, il est en effet légitime de s'interroger sur la gestion hasardeuse et changeante de la guerre par les gouvernements successifs entre 1946 et 1950. La

restauration de l'empereur Bao Dai sur son trône met trois ans pour aboutir, au terme d'un long processus marqué d'une défiance réciproque entre Français et nationalistes vietnamiens. La stratégie opérationnelle des Français est pourtant élaborée pour partie en fonction de ce paramètre, puisque la création d'un État vietnamien allié doit permettre son implication dans le conflit, le ralliement des populations et, au final, le transfert du fardeau de ce que constitue la guerre pour la France, son armée et ses finances. Dans cette perspective, la « pacification » de la Cochinchine – puis Sud-Vietnam – apparaît comme une priorité pour Léon Pignon : c'est donc sur ce territoire que le corps expéditionnaire doit produire son effort. Cette volonté politique se heurte pourtant aux impératifs militaires : c'est au Tonkin que la menace de l'armée populaire est la plus à même de porter des coups aux forces françaises, au Tonkin, encore, qu'apparaît à la fin de l'année 1949 le « danger chinois ». Ainsi, la bascule des forces qui s'opère régulièrement entre 1947 et 1950 entre le sud et le nord du Vietnam ne peut, dans un contexte contraint des effectifs, que donner des résultats insatisfaisants. Établir une stratégie opérationnelle cohérente quand les responsables militaires, déjà tiraillés entre les missions de « pacification » et celles de destruction de l'adversaire, se trouvent confrontés au lancinant problème des renforts, de la maintenance et des relèves, se révèle pour le moins ardu. Le « jeu » de l'accroissement et de la diminution des effectifs du CEFEO, au gré des budgets consentis par le gouvernement, ne peut permettre que des plans du moment, qui apparaissent parfois contradictoires dans leurs objectifs.

Pour le Viêt-Minh, la victoire remportée à l'issue de la campagne *Le Hong Phong II* constitue une étape importante sur le chemin de Diên Biên Phu. La première « vraie » bataille de la guerre d'Indochine, mettant aux prises des milliers de combattants, c'est lui

qui la gagne. Il s'en trouve renforcé dans son prestige, qui est à la mesure du doute qui naît chez les populations quant à la capacité du corps expéditionnaire à vaincre son adversaire. Certes, Giap et ses officiers profitent des conseils de leurs camarades chinois comme des fautes du commandement français, mais c'est bien, *in fine*, le combattant viêt-minh, le *bo doi*, qui obtient un éclatant succès. Celui-ci témoigne de la valeur nouvelle de l'APVN qui, les mois suivants la victoire, met sur pied un véritable corps de bataille fort de six divisions d'infanterie et d'une division « lourde » artillerie-génie. Ce développement est toutefois retardé par l'intervention de la RPC dans la péninsule coréenne, à partir de novembre 1950. À ce titre, il serait intéressant de conduire une étude qui mesurerait l'impact qu'a eu l'implication de l'APL en Corée sur le développement de l'armée populaire vietnamienne. Le programme d'aide de la RPC au Viêt-Minh, mis en place au printemps 1950, s'avérait impressionnant et, au vu de celui-ci, il est permis de penser que le Viêt-Minh aurait disposé de sérieuses capacités offensives dès 1952.

Ainsi, à partir de la fin de l'année 1950, hommes et matériels transitent à travers le territoire de l'ancienne zone frontière, un trafic qui alimente les opérations de l'APVN au Nord-Vietnam puis au Laos. Les forces terrestres et aériennes du CEFEO se montrent incapables d'endiguer le flot et, progressivement, perdent l'initiative. La mise en place de l'armée nationale vietnamienne et l'accroissement de l'aide américaine ne compensent que dans une faible mesure la rupture d'équilibre. Sans un effort majeur, effort qu'elle n'était pas prête à faire, la France ne pouvait espérer que gagner du temps, un temps qui jouait en faveur de son adversaire. Le désastre de Cao Bang qui, selon les mots d'un officier français, constituait « certes une catastrophe mais pas une surprise » venait rappeler la réalité que certains responsables politiques et militaires n'avaient pas voulu

apprécier. Les quelques mois qui suivent la nomination du général de Lattre provoquent un espoir qui ne dure pas. C'est, peut-être, au lendemain des succès qu'il remporte au cours du premier semestre 1951 que le gouvernement français aurait dû avoir la lucidité et le courage politique de traiter. Il n'en fut rien et, au mois de septembre 1950, de Lattre écrit au président du Conseil : « Il peut survenir une catastrophe en Indochine, il ne peut pas y surgir de miracle. » Celle-ci surviendra trois ans plus tard dans la vallée de Diên Biên Phu.

Aujourd'hui

L'ancienne zone frontière du nord-est ne retrouve une paix définitive que longtemps après la fin de la guerre d'Indochine. Au cours de la guerre du Vietnam, la zone est en effet bombardée à plusieurs reprises par l'aviation américaine. Ainsi, la cathédrale Saint-Joseph de Langson, édifiée en 1924, est détruite le 15 août 1967 lors d'un raid aérien ; le 5 janvier 1968, le pont sur le Song Ky Cong connaît un sort identique et une partie de la ville subit de très importants dommages. Reconstituée, Langson est de nouveau au cœur des combats lors de la guerre sino-vietnamienne – ou « guerre pédagogique » –, de février et mars 1979. La cathédrale, qui avait été reconstruite à quelques centaines de mètres de l'ancienne, est entièrement rasée, ainsi que l'ancienne résidence où logeait le colonel Constans, quelque trente ans plus tôt. La ville tombe aux mains de l'Armée populaire de libération le 5 mars et les défenseurs vietnamiens trouvent refuge au sud de la ville, certains occupant même, par une certaine ironie de l'Histoire, les fortifications françaises qui protégeaient l'accès à la cité.

L'ancienne RC 4 fut également le théâtre de violents combats. Débouchant par la route de Talung (ex-RP 37), les colonnes blindées et motorisées chinoises obliquèrent, à partir de Dong Khe, qui fut détruite, au nord, en direction de Cao Bang et au sud, en direction de That Khe. Comme les unités du corps expéditionnaire autrefois, mais avec une ampleur beaucoup plus importante, les forces chinoises tombèrent dans de nombreuses embuscades aux endroits mêmes qui avaient endeuillé la « route sanglante ». La capture de Cao Bang donna lieu à de féroces combats où les ruines de la citadelle furent, là aussi, d'une certaine utilité pour les défenseurs. Malgré la vaillance de ces derniers, l'ancien chef-lieu du 2^e territoire militaire tombait en mains chinoises le 25 février 1979.

Depuis cette confrontation avec l'ancien « grand frère », le nord-est du Vietnam est en paix. Il accueille, depuis l'ouverture progressive du pays au début des années 1990, des milliers de touristes, accompagnés d'un guide, la zone frontalière de la Chine restant un secteur toujours sensible. Parmi les visiteurs, des Français, anciens combattants – de moins en moins nombreux –, leurs descendants ou passionnés d'histoire¹¹. Le tourisme de mémoire qui se développe – encore timidement – au Vietnam s'accompagne parfois d'un esprit de pèlerinage. Ainsi, un petit « autel » a été aménagé au lieu-dit « La Source » : encens, prières ou pensées rédigées sur des bouts de papier et autres petits objets sont déposés par les touristes étrangers comme par certains Vietnamiens, en hommage aux morts vietnamiens, français, nord-africains ou légionnaires, dont les corps ont été brûlés au soir des combats sur de vastes bûchers funéraires. Les associations d'anciens combattants français souhaitent, de leur côté, voir enfin avancer le projet de stèle commémorative initié en 2001, et espèrent que les bonnes relations entre Paris et Hanoï permettront, à terme, de le concrétiser.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

SÉLECTIVE

SOURCES

L'essentiel des documents et des témoignages relatifs à la RC 4 et à la bataille de la zone frontière est conservé par le Centre historique des archives (CHA) du Service historique de la Défense (SHD), à Vincennes. La sous-série GR 10 H « Inventaires des archives de l'Indochine » qui couvre la période 1867-1956¹ intéresse l'ensemble des archives du corps expéditionnaire d'Extrême-Orient. Les documents produits par les unités mêmes – dont les précieux *Journaux des marches et des opérations* – sont consultables dans la sous-série GR 7 U². L'ensemble de cette littérature peut être utilement complété par les textes émanant de l'échelon supérieur (cabinet du ministre, du chef d'état-major de l'armée de terre, etc.) en France (séries GR R, GR S, GR Q, ou GR T)³. Enfin, pour disposer d'une vue la plus complète possible sur le sujet, le recours aux archives des fonds privés du SHD paraît nécessaire (par exemple, les séries GR 1K ou GR 1 Kt pour l'armée de terre). Composées de lettres et témoignages versés parfois longtemps après les événements par les

témoins ou leur famille, elles offrent une lecture souvent moins « officielle » des événements.

BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Ouvrages et articles généraux

Académie des sciences d’Outre-mer, *Léon Pignon. 1908-1976. Un homme de cœur au service de l’Outre-mer français*, Académie des sciences d’outre-mer, coll. « Témoignages et documents », 1988.

Bodin Michel, « 1949 en Indochine, un tournant ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2009/4, n° 236, p. 135-154.

—, « Un aspect des relations franco-chinoises, l’aide chinoise au Vietminh », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 1997, n° 187, p. 129-146.

Brocheux Pierre, Hémery Daniel, *Indochine, la colonisation ambiguë, 1858-1954*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l’appui », série « Histoire contemporaine », 1995, 427 p.

Cadeau Ivan, *La Guerre d’Indochine. De l’Indochine française aux adieux à Saïgon. 1940-1956*, Paris, Tallandier, 2015.

—, *Le Génie au combat. Indochine 1945-1956*, Service historique de la Défense, 2013.

Chabrol (commandant), *Opérations militaires au Tonkin*, Paris, Charles-Lavauzelle, 1896.

Constans Louis, *Le Fuyard de Lang Son. Autopsie d’une « légende noire »*. *Tonkin 1949-1950*, Paris, Indo éditions, coll. « Contre-enquête », 2005.

Couget Georges (général), « Le train dans la bataille de la RC 4. Zone frontière du Tonkin : 1947-1950 », *Revue historique des armées*,

n° 3, 1978.

Deroo Éric, Dutrône Christophe, *Le Viêt-Minh*, Paris, Les Indes savantes, 2009.

Desbois Serge, *Le Rendez-vous manqué des colonnes Charton et Le Page*, Paris, Indo éditions, 2015.

Gaddy David W. (présentation et traduction), *Essential Matters. A History of the Cryptographic Branch of the People's Army of Viet Nam, 1945-1975*, Center for Cryptologic History National Security Agency, 2017 (1994).

Goscha Christopher, *Historical Dictionary of the Indochina War (1945-1954). An International and Interdisciplinary Approach*, Nias Press, 2011.

—, *Vietnam. Un État né d'une guerre. 1945-1954*, Paris, Armand Colin, 2011.

—, « L'aide militaire chinoise au Viêt-Minh (1949-1954) », *Revue historique des armées*, n° 220, septembre 2000, p. 15-24.

Gras Yves (général), *Histoire de la guerre d'Indochine*, Paris, Denoël, coll. « L'aventure coloniale de la France », 1992, 609 pages.

Hesse d'Alzon Claude, *La Présence militaire française en Indochine (1939-1945)*, Vincennes, Service historique de l'armée de terre, 1984.

Histoire militaire de l'Indochine française des débuts à nos jours (juillet 1930), t. I, Exposition coloniale internationale de Paris, 1931.

Labrousse Pierre, *La Méthode vietminh. Indochine 1945-1954*, Paris, Lavauzelle, 1996.

Longeret Georges, Laurent Jacques, Bondroit Cyril, *Les Combats de la RC 4. Face au Vietminh et à la Chine. Cao Bang-Lang Son 1947-1950*, Paris, Indo éditions, 2004.

- Michelin Franck, *La guerre du Pacifique a commencé en Indochine. 1940-1941*, Paris, Passés composés, 2019.
- , « La rencontre de deux destins. L'expansion vers le sud du Japon et l'Indochine française en juin 1940 », *Ebisu études japonaises*, n° 30, 2003, p. 5-31.
- Pissardy Jean-Pierre, *Paras d'Indochine 1944-1954*, Société de production littéraire, t. I et II, 1982.
- Planchais Jean, *Une histoire politique de l'armée. 1940-1967. De de Gaulle à de Gaulle*, t. II, Paris, Seuil, 1967, 382 p.
- Rugy Marie de, *Aux confins des empires. Cartes et constructions territoriales dans le nord de la péninsule indochinoise (1885-1914)*, Paris, Éditions de la Sorbonne, coll. « Histoire contemporaine », 2018.
- Salaun Louis, *L'Indochine*, Paris, Imprimerie nationale, 1903.
- Tran Trong Trung, *Le Général Giap. Commandant en chef de l'armée populaire du Vietnam*, Éditions The Gioi, 2014.
- Zeller Guillaume, *Les Cages de la Kempeitai. Les Français sous la terreur japonaise, Indochine, mars-août 1945*, Paris, Tallandier, 2019.
- Zhai Qiang, *China and the Vietnam Wars, 1950-1975*, Chapel Hill, London, University of North Carolina Press, 2000.
- , « Les conseillers militaires chinois et la guerre d'Indochine en 1950 », *Revue historique des armées*, n° 220, septembre 2000, p. 3-14.

Témoignages

- Auriol Vincent, *Journal du septennat 1947-1954. Année 1950*, Paris, Tallandier, 2003.

- Bodard Lucien, *La Guerre d'Indochine*, Paris, Bernard Grasset, 1997, 1168 p.
- Charton Pierre (colonel), *RC 4, la tragédie de Cao Bang*, SPL, 1975.
- Denoix de Saint Marc Hélié, *Mémoires. Les champs de braises*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2002.
- Distinguin Henry, *Une autre Indochine : mémoires retrouvés*, La Pensée universelle éditeurs, 1992.
- Fontanges Guillaume de, *Les ailes te portent. Souvenirs d'un pilote de l'armée de l'air*, Éditions maritimes et d'outre-mer, coll. « Embruns de l'histoire », 1981, 296 p.
- Giap Vo Nguyen, *Mémoires 1946-1954. La résistance encerclée*, Fontenay-sous-Bois, Anako éd., coll. « Grands témoins », t. I, 2004.
- , *Mémoires 1946-1954. Le chemin menant à Diên Biên Phu*, Fontenay-sous-Bois, Anako éd., coll. « Grands témoins », t. II, 2004.
- Grué Bernard, *L'espoir meurt en dernier. Avec la Légion étrangère 1949-1954, guerre et captivité en Indochine*, Paris, Éditions du Rocher, 2014.
- Hery Norbert, *Tù-Binh. 1 446 jours au camp n° 1. Sept. 1950-sept. 1954*, Paris, Lavauzelle, 1994.
- Le Page Marcel (colonel), *Cao Bang. La tragique épopée de la colonne Le Page*, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1981.
- Lombard-Mugnier Anne-Élisabeth, *Lieutenant au 3^e étranger sur la RC 4. 1949-1952*, Nouvelles Éditions latines, 2011, 174 p.
- Pirey Charles-Henry de, *La Route morte, RC 4-1950*, Paris, Indo éditions, 2003.
- Salan Raoul, *Mémoires. Fin d'un d'empire. Le Viêt-Minh mon adversaire, octobre 1946-octobre 1954*, t. II, Paris, Presses de la Cité, 1971.
- Stien Louis, *Les Soldats oubliés. De Cao Bang aux camps de rééducation du Viêt-Minh*, Paris, Albin Michel, coll. « Les Combattants », 1993.

Van Chieu Ngo, *Journal d'un combattant viet-minh*, Paris, Seuil, 1955, 230 p.

Van Viet Dang, *Souvenirs d'un colonel viet-minh. 1945-2005*, Paris, Indo éditions, coll. « Portrait », 2006.

NOTES

Introduction

1. Jean-Pierre Dannaud, *Guerre morte*, Imprimerie Georges Lang, 1954, p. 13.
2. Ferhat Abbas, *Guerre et Révolution d'Algérie. La nuit coloniale*, Paris, Julliard, 1962.
3. Erwan Bergot, *Les 170 jours de Diên Biên Phu*, Paris, Presses de la Cité, coll. « Troupes de choc », 1989.
4. Le lieutenant-colonel puis colonel Langlais est responsable des contre-attaques pendant la bataille.
5. Pierre Langlais (colonel), *Dien-Bien-Phu*, Éditions France-Empire, 1963, p. 264.
6. Sur cet aspect, lire le très intéressant ouvrage de Christian Lentz, *Contested Territory : Diên Biên Phu and the Making of Northwest Vietnam*, New Haven and London, « Yale Agrarian Studies Series », Yale University Press, 2019.
7. Au 12 mars 1954, la garnison du Groupement opérationnel du Nord-Ouest – l'organisme de commandement à Diên Biên Phu – comprend officiellement 10 813 hommes. Entre le 13 mars et le 7 mai 1954, 4 277 combattants sont aérotransportés ou parachutés sur les positions françaises de la vallée.
8. Les citations attribuées se répartissent comme suit : 1 438 citations à l'ordre de l'armée ; 1 520 citations à l'ordre du corps d'armée ; 3 221 citations à l'ordre de la division ; 1 788 citations à l'ordre de la brigade ; 2 912 à l'ordre du régiment.
9. Par ailleurs, 68 attributions au grade de chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur sont concédées à titre posthume ainsi que 1 755 concessions de la médaille militaire.
10. C'est à cette occasion que le colonel de Castries gagne ses deux étoiles de général de brigade, que le lieutenant-colonel Langlais est nommé colonel et le chef de

bataillon Bigeard, lieutenant-colonel.

11. Dans un organisme militaire, la cellule chancellerie est chargée du suivi des dossiers des récompenses. La promotion au grade supérieur dépend, elle, de la direction des ressources humaines de l'armée intéressée et elle s'effectue en fonction de différents paramètres, dont l'âge ou les notations individuelles. Une action exceptionnelle peut également être récompensée par l'accès au grade supérieur.

12. Le 30 mars 1955, le *Journal officiel* publie un tableau spécial de régularisation des grades pour un certain nombre d'officiers ayant été prisonniers du Viêt-Minh.

13. Dans la littérature intéressant la bataille de Cao Bang, le nom du lieutenant-colonel Le Page apparaît souvent écrit en seul mot – « Lepage » –, ce qui constitue une erreur.

14. *Cao Bang, les soldats sacrifiés d'Indochine*, réalisé par Bernard George et Jérôme Santelli, produit par France 5, Cinétévé et TODJO, 2014, 53 minutes, http://www.film-documentaire.fr/4DACTION/w_fiche_film/42509_1, page consultée le 2 décembre 2020.

15. Louis Stien, *Les Soldats oubliés. De Cao Bang aux camps de rééducation du Viêt-Minh*, Paris, Albin Michel, coll. « Les Combattants », 1993, p. 287.

16. Pierre Charton (colonel), *RC 4. La tragédie de Cao Bang*, SPL, 1975.

17. Marcel Le Page (colonel), *Cao Bang. La tragique épopée de la colonne Le Page*, Nouvelles éditions latines, 1981, p. 298.

18. . « All the business of war, and indeed all the business of life, is to endeavour to find out what you don't know by what you do ; that's what I called "guessing what was at the other side of the hill" », in *The Croker Papers : The Correspondence and Diaries of the Late Right Honourable John Wilson Croker, LL. Dm F.R.S, Secretary of the Admiralty from 1809 to 1830* (1884), edited by Louis J. Jennings, vol. III, p. 276.

19. . « Campagne de la zone frontière » et « campagne des frontières » apparaissent également.

20. Les trois régions intéressées par les combats.

21. Le Hong Phong est l'un des premiers « compagnons de route » d'Hô Chi Minh au début des années 1920. Il rejoint tôt le Parti communiste indochinois (PCI) et fait plusieurs voyages à l'étranger pour se former politiquement et militairement. Arrêté par les Français en 1940, il meurt en prison deux ans plus tard.

22. Se reporter à la bibliographie en fin d'ouvrage.

23. Georges Longeret, Jacques Laurent, Cyril Bondroit, *Les Combats de la RC 4. Face au Vietminh et à la Chine. Cao Bang-Lang Son 1947-1950*, Paris, Indo éditions, 2004.

24. Dont celui de Charles-Henry de Pirey, *La Route morte*, RC 4-1950, Indo éditions, 2003.

25. Daniel Sornat, *Les Goumiers marocains dans la bataille (1948-1951) – Tonkin et RC 4*, L'Esprit du Livre, coll. « Histoire et mémoires combattantes », 2009.

26. *Ibid.*, p. 233-234.

27. Lucien Bodard. *La Guerre d'Indochine*, t. I : *L'enlèvement*, Paris, Gallimard, 1963 ; t. II : *L'humiliation*, 1965 ; t. III : *L'aventure*, 1967. L'œuvre a été rééditée quelques années plus tard dans la collection Folio et divisée en deux parties : *L'illusion* et *L'épuisement* (1973). En 2014, le texte intégral du triptyque originel est réuni dans un seul livre et publié par les éditions Grasset. Le récit de Lucien Bodard ne couvre cependant pas l'ensemble du conflit, puisqu'il s'achève avec la mort du général de Lattre de Tassigny.

28. *Lịch sử Bộ Tổng Tham mưu trong kháng chiến chống thực dân Pháp (1945-1954)*, Bộ tổng tham mưu, Ban tổng kết – biên soạn lịch sử, 1991.

29. Viện lịch sử quân sự, *Chiến dịch Tiên Công Biên giới 1950*, Học viện quân sự cao cấp, 1979.

30. *Lịch sử ngành cơ yếu Quân đội nhân dân Việt Nam, 1945-1975*, Nhà xuất bản Quân đội nhân dân, Hà Nội, 1990 (The History of the Cryptographic Branch of the People's Army of Viet Nam, 1945-1975, People's Army Publishing House, Hanoi, 1990).

31. Vo Nguyen Giap, *Mémoires 1946-1954. Le chemin menant à Diên Biên Phu*, Fontenay-sous-Bois, Anako éd., coll. « Grands témoins », t. II, 2004.

32. Dang Van Viet, *Souvenirs d'un colonel Vietminh. 1945-2005*, Paris, Indo éditions, coll. « Portrait », 2006.

33. Yves Gras (général), *Histoire de la guerre d'Indochine*, Paris, Denoël, coll. « L'aventure coloniale de la France », 1992 (1979).

34. Ngo Van Chieu, *Journal d'un combattant Viêt-minh*, Paris, Seuil, 1955.

35. Jacques Despuech. Ce dernier devient célèbre en 1953 lorsque paraît son ouvrage, *Le Trafic des piastres* (éditions des Deux-Rives), qui est à l'origine du scandale éponyme.

36. Nguyen Huy Tuong, *La Campagne de Cao Lang*, Hanoi, Éditions en langues étrangères, 1962.

1

Vie et mort du 2^e territoire militaire

1. P. Famin (commandant), *Au Tonkin et sur la frontière du Kwang-Si*, Paris, Augustin Challamel éditeur, 1895, p. 158.

2. Bernard Brizay, *La France en Chine. Du XVII^e siècle à nos jours*, Perrin, 2013, p. 285.

3. Jules Ferry, « Les fondements de la politique coloniale », discours prononcé le 28 juillet 1885 à l'Assemblée nationale : <http://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/grands-discours-parlementaires/jules-ferry-28-juillet-1885>, page consultée le 20 janvier 2020.

4. Ce terme générique désigne les soldats des troupes coloniales – la « Coloniale » : fantassins (« marsouins ») comme artilleurs (« bigors »).

5. Les premières compagnies de tirailleurs tonkinois qui, quelques années plus tard, donneront naissance aux régiments de tirailleurs tonkinois (RTT), sont formées en 1880.

6. Le delta du Tonkin est considéré comme « pacifié » à la fin de l'année 1889, à l'exception des zones boisées et montagneuses à sa périphérie, tel le massif du Tam Dao ou celui du Dong Trieu qui représentent un refuge aux opposants à la colonisation française. Ces mêmes zones serviront de bases d'attaque à certaines offensives du Viêt-Minh au cours de la guerre d'Indochine.

7. Afin de « pacifier » le delta du fleuve Rouge et de conquérir les régions frontalières, le corps du Tonkin est créé en 1884. Il est alors formé de deux divisions à deux brigades chacune.

8. Un revers local et momentané face aux troupes chinoises conduit les autorités militaires françaises à précipiter le repli de Langson, prise au mois de février précédent, et à abandonner une partie de l'artillerie et du « trésor de guerre », l'ensemble étant jeté dans le Song Ky Cong, le fleuve qui traverse la ville. Cette retraite, suivie par l'envoi de télégrammes alarmistes à Paris, suscite une crise politique appelée « affaire du Tonkin » qui coûte son poste au plus ardent défenseur de l'œuvre coloniale française.

9. Commandant Chabrol, *Opérations militaires au Tonkin*, Paris, Charles-Lavauzelle, 1896.

10. *Histoire militaire de l'Indochine française des débuts à nos jours (juillet 1930)*, t. I, Exposition coloniale internationale de Paris, 1931, p. 137.

11. Le cercle est une subdivision administrative militaire placée sous l'autorité d'un chef de bataillon. Il dépend d'un territoire militaire, commandé par un colonel ou un

lieutenant-colonel, et peut lui-même comprendre de trois à quatre secteurs dirigés par un capitaine. En bas de l'échelle, se trouve le poste ; il en existe un nombre variable par cercle ; ainsi en 1891, celui de Cao Bang a la responsabilité de onze postes.

12. La conquête du Tonkin se heurte à un important mouvement de résistance nationale nommé Can Vuong, que l'on peut traduire par « Loyauté » ou « Fidélité au roi ». Regroupé autour de la personne royale, le Can Vuong a pour objectif la restauration de l'ordre ancien et la sauvegarde des valeurs de la société traditionnelle vietnamienne ; en ce sens, il s'agit d'un mouvement « conservateur » et l'idée d'indépendance qu'il défend ne correspond pas exactement à celle que les partis nationalistes vietnamiens vont promouvoir au XX^e siècle. Dirigé par des élites mandarinales, des notables et des fonctionnaires impériaux, il est à l'origine d'une intense campagne de guérilla dans le delta du fleuve Rouge ainsi que dans la Haute Région tonkinoise. L'influence du Can Vuong décroît à partir de 1891, année pendant laquelle il atteint son apogée.

13. Les gardes autochtones assurent des missions de police et de maintien de l'ordre.

14. En 1911-1912, la révolution chinoise aboutit au renversement de l'Empire et à l'instauration de la République.

15. Le 20 juin 1895 est signée la « Convention complémentaire de la convention de délimitation de la frontière entre la Chine et le Tonkin du 26 juin 1887 » qui rectifie la frontière des territoires situés au-delà du fleuve Rouge.

16. On procédera à d'autres emprunts les années suivantes.

17. Celui-ci relie le nord du Tonkin depuis la frontière de la Chine jusqu'à Mytho, en Cochinchine ; voir Trang Phan T. H., « Paul Doumer : aux origines d'un grand projet, le chemin de fer transindochinois », *Histoire, économie & société*, 2011/3, 30^e année, p. 115-140.

18. Louis Salaun, *L'Indochine*, Paris, Imprimerie nationale, 1903, p. 224.

19. Ivan Cadeau, *Le Génie au combat. Indochine 1945-1956*, Service historique de la Défense, 2013, p. 60-62.

20. Le Tonkin, par exemple, en compte vingt-quatre.

21. Les cinq territoires qui forment l'Indochine française sont, à partir de 1887, réunis dans une « Union indochinoise ».

22. En raison de ces difficultés, un arrêté du 15 juillet 1936 modifie le tracé de la RC 4, qui désormais ne doit plus relier que la section Moncay-Luang Prabang.

23. La Société des mines d'État de Cao Bang exploite ces mines à partir de 1905.

24. De même, le trajet de la RC 6 qui devait, au départ de Hanoï, rejoindre Vientiane en passant par Hoa Binh et Sam Neua, puis en faisant sa jonction avec la RC 4 au sud de Luang Prabang, a été singulièrement raccourci.

25. Claude Hesse d'Alzon, *La Présence militaire française en Indochine (1939-1945)*, Vincennes, Service historique de l'armée de terre, 1984, 393 p.

26. Voir Franck Michelin, *La guerre du Pacifique a commencé en Indochine. 1940-1941*, Passés composés, 2019 ; Ivan Cadeau, *La Guerre d'Indochine. De l'Indochine française aux adieux à Saïgon. 1940-1956*, Tallandier, 2015 ; Claude Hesse d'Alzon, *La Présence militaire française...*, *op. cit.*

27. Masquer une position (ou une unité) consiste à contourner cette dernière sans avoir à l'attaquer, tout en étant en mesure d'agir contre elle et en se couvrant (c'est-à-dire en s'en protégeant). Cette action permet de ne pas épuiser ses forces contre des objectifs secondaires.

28. Traduit généralement en Occident par opération « clair de lune » ou « éclair de lune ».

29. Guillaume Zeller, *Les Cages de la Kempeitai. Les Français sous la terreur japonaise, Indochine, mars-août 1945*, Tallandier, 2019.

30. Le massacre de Dong Dang, le 12 mars 1945, est connu notamment grâce au témoignage de l'un des rares survivants, le marsouin Cron – le « décapité de Dong Dang » –, qui réussit à survivre malgré une atroce blessure au cou.

31. En hommage au général Huntziger, ministre de la Guerre du gouvernement de Vichy mort dans un accident d'avion en septembre 1940.

32. Le Viêt-Minh a, avant cette date, déjà mené quelques attaques de postes.

33. Le 19 mai est la date d'anniversaire d'Hô Chi Minh.

34. La traduction occidentale connaît plusieurs acceptions : « ligue », « parti » ou encore « association ».

35. Pierre Rocheux, *Hô Chi Minh. Du révolutionnaire à l'icône 1954*, Paris, Payot, coll. « Biographie Payot », 2003, p. 111 et p. 129.

36. La sûreté générale indochinoise, créée au mois de juin 1917, a pour mission de garantir l'ordre colonial dans les possessions asiatiques françaises et de combattre tous les mouvements nationalistes. Composée de fonctionnaires français et vietnamiens, elle s'avère un instrument de répression efficace en dépit de méthodes controversées. Voir Pierre Rocheux et Daniel Hémery, *Indochine, la colonisation ambiguë*, La Découverte, 2001, p. 112.

37. À Potsdam sont réunis Staline, Truman et le travailliste Attlee (qui a remplacé Churchill) ; aucun représentant français n'est convié.

38. À ne pas confondre avec la 93^e division indépendante chinoise qui, elle, occupe la majeure partie du Laos.

39. Abréviation de *Việt Nam Cach Menh Dong Minh Hoï*.

40. Il reste également très présent dans la plus grande partie du delta et dans le Nord-Annam.

41. Christopher Goscha, *Historical Dictionary of the Indochina War (1945-1954). An International and Interdisciplinary Approach*, Nias Press, 2011, p. 487.

42. Cet organisme succède au Gouvernement révolutionnaire annamite (GRA – appellation donnée par les autorités françaises) qui à la fin du mois d'août 1945 supplante les comités populaires et instaure un véritable gouvernement d'administration et de gestion du Tonkin sous l'autorité du Việt-Minh.

43. Au terme de mois de négociations particulièrement complexes entre représentants français, vietnamiens et chinois, les accords du 6 mars 1946 signés entre Hô Chi Minh et Jean Sainteny (commissaire de la République pour le Tonkin et l'Annam du Nord) permettent le retour des Français au Tonkin et entérinent le départ des Chinois. L'article 1 stipule par ailleurs que « le gouvernement français reconnaît la République du Vietnam comme un État libre ayant son gouvernement, son parlement, son armée et ses finances, faisant partie de la Fédération indochinoise et de l'Union française ». La convention militaire annexe autorise ainsi 15 000 soldats français à débarquer et à prendre garnison au nord du Vietnam ; toutefois le texte prévoit également que « ces unités seront relevées par cinquième chaque année par l'armée vietnamienne. Cette relève étant donc effectivement réalisée dans un délai de cinq ans », une clause, signée localement, que le gouvernement français n'entend pas respecter.

44. François Guillemot, *Dai Việt. Indépendance et révolution au Việt-Nam. L'échec de la troisième voie (1938-1955)*, Paris, Les Indes savantes, 2012, p. 353.

45. *Ibid.*, p. 354.

46. Sur l'aide apportée par les Français au Việt-Minh dans l'écrasement de ses adversaires nationalistes, voir notamment François Guillemot, *Dai Việt...*, *op. cit.*, p. 354 et suiv.

2

Léa

1. Regroupant les anciens territoires de l'Union indochinoise.

2. À cette date, le Vietnam est toujours divisé en trois entités juridiquement et administrativement distinctes. Avec le retour de la France en Indochine, à l'automne 1945, des administrations décentralisées aident le haut-commissaire de France dans sa mission : les commissariats de la République. Ceux-ci remplacent les anciennes résidences supérieures. Pour le Vietnam, deux ont été créés : le Commissariat de la République pour la Cochinchine et le Sud-Annam qui siège à Saïgon et le Commissariat de la République pour le Tonkin et le Nord-Annam. Une « République autonome de Cochinchine », création française gérée par des élites autochtones ne bénéficiant d'aucun soutien populaire, cohabite par ailleurs, depuis le 1^{er} juin 1946, avec le premier organisme.

3. C'est notamment la thèse défendue par Philippe Devillers dans *Paris-Saïgon-Hanoi : les archives de la guerre (1944-1947)*, Gallimard, coll. « Archives », 1988.

4. Nommé à ce poste le 17 août 1945.

5. Comme le général Leclerc, le général Valluy, porte le titre de commandant supérieur des troupes d'Extrême-Orient (CSTEO), le haut-commissaire, l'amiral d'Argenlieu, cumulant ses fonctions civiles avec celles, militaires, de commandant en chef.

6. Stein Tønnesson, *Vietnam 1946. How the War Began*, Los Angeles and London, University of California Press, 2010.

7. Stein Tønnesson, *1946 : Déclenchement de la guerre d'Indochine, les vêpres tonkinoises du 19 décembre*, Paris, L'Harmattan, coll. « Recherches asiatiques », 1987, p. 244 ; *Vietnam 1946. How the War Began*, op. cit.

8. Littéralement, « autodéfense ».

9. La RC 5 est également doublée par une voie ferrée.

10. *Le Figaro*, 14 mai 1947.

11. Gilles Haberey (colonel), « La bataille décisive, mythe ou réalité ? », *Revue de tactique générale*, n° 2, *La Bataille*, n° 1, 2019.

12. Il est nommé commandant des troupes françaises de Chine et d'Indochine du Nord le 29 octobre 1945, une fonction qui dépasse les seules prérogatives militaires puisque le général Salan joue un rôle très important, avec Jean Sainteny, dans les négociations qui aboutissent aux accords du 6 mars 1946.

13. D'Argenlieu, « l'homme de De Gaulle », n'est plus en phase avec la politique des nouveaux gouvernants, qui lui reprochent, notamment, de mener une politique trop « personnelle » en Indochine.

14. Le général Morlière qui commandait les TFIN au moment de l'attaque du 19 décembre 1946 est relevé de son commandement après les conclusions du rapport

remis par le général Leclerc le 9 janvier 1947 aux lendemains de l'inspection qu'il mène à la demande du gouvernement. Morlière, jugé trop « tiède » et conciliant avec le Viêt-Minh, est remplacé par le colonel Débès, jusque-là commandant du secteur de Haïphong. Celui-ci trouve la mort le 30 mars 1947 dans un accident d'avion, le poste de commandant des TFIN est donc à pourvoir.

15. C'est le cas du général Salan, qui passe une dizaine d'années en Indochine entre 1924 et 1933 ; le lieutenant Salan est même, un temps, adjoint au chef de poste de Nguyen Binh, « terminus » de la RC 4, entre avril et décembre 1924.

16. Raoul Salan, *Mémoires. Fin d'un d'empire. Le Viêt-Minh mon adversaire, octobre 1946-octobre 1954*, Paris, Presses de la Cité, t. II, 1971, p. 53.

17. À l'été 1945, les Français estiment que sur l'ensemble de l'Indochine son adversaire entretient environ 100 000 hommes.

18. Il s'agit à cette date de camions principalement français et japonais récupérés, de la gamme civile ou militaire.

19. Ces trois groupements sont baptisés de l'initiale du patronyme de leur chef : « C », Communal, « S », Sauvagnac et « B », Beaufre.

20. L'Ordnance QF 3.7 inch mountain howitzer, ou canon de montagne de 3,7 pouces (94 mm), est une pièce britannique qui peut éventuellement être démontée en huit fardeaux pour être transportée à dos de mulet. Le 105 mm HM3 est un canon d'accompagnement d'infanterie d'origine américaine d'une portée *pratique* estimée entre 4 et 5 kilomètres. Dans l'historiographie de la guerre d'Indochine, l'obusier de 3,7 pouces est parfois confondu avec le canon français de 37 mm (modèle 1916) – la virgule entre les deux chiffres disparaissant dans les documents. Or, ce dernier est un petit canon d'infanterie d'un calibre et d'un effet de beaucoup inférieur qui ne semble pas avoir été utilisé pendant le conflit. Lorsque les Britanniques quittent l'Indochine, à la fin du mois de mars 1946, des dizaines d'obusiers de 3,7 pouces sont vendus, voire cédés, aux Français, avec une grande quantité de munitions.

21. Dans la terminologie militaire, « courir sur » à un sens particulier ; il s'agit de se porter en un endroit en privilégiant la vitesse (qui prime alors le principe de sûreté). La notion de « raid » qu'il implique interdit une occupation des zones traversées ou un lent rétablissement des itinéraires.

22. Pour le rétablissement de la RC 4 par les sapeurs du groupement « B » comme sur la nature des coupures et les méthodes de rétablissement de la route, voir Ivan Cadeau, *Le Génie au combat. Indochine 1945-1956*, Service historique de la Défense, 2013, p. 188-199.

23. Ce terme anglo-saxon désigne une technique de rétablissement d'itinéraire qui consiste, plutôt que de réparer le point où l'axe est détruit (chaussée ou pont), à créer une déviation – ou bretelle – à proximité, par terrassement. Le but recherché est le plus souvent le gain de temps.

24. C'est à cette occasion qu'un avion de transport Toucan (nom français du Junker 52 allemand) est abattu, sans doute pour la première fois au cours de la guerre d'Indochine.

25. L'ethnie Kinh, plus connue sous son autre nom de Viêt, est largement majoritaire au Vietnam. Sujets de l'empire d'Annam, ce sont eux que les Français appellent « Annamites » pendant la période coloniale.

26. Au XIX^e siècle, et dans une moindre mesure au siècle suivant, une force d'une certaine importance (corps d'armée, division, régiment) agissant en opération est constituée d'une avant-garde (parfois elle-même éclairée par des *détachements de découverte* et des *détachements de sûreté éloignée*) qui la précède et est chargée des missions de découverte, reconnaissance ou prise de contact, et d'une arrière-garde qui doit notamment assurer sa couverture et la sûreté de ses arrières afin d'éviter toute surprise. Le corps principal de cette force est appelé le ou les « gros », dans le sens « gros de la troupe ».

27. L'ouvrage du correspondant de guerre Paul Bonnecarrère, *Par le sang versé. La Légion étrangère en Indochine* (Le Livre de Poche, 1975), et souvent repris à l'appui de cette assertion, en est l'illustration.

3

323 kilomètres

1. David-Robert Briche, *Au-delà de la jungle la liberté. Évadé des bagnes du Vietnam*, Éditions G. de Bussac, 1982, p. 12.

2. Conçu à partir de la Seconde Guerre mondiale, le LST permet aux Alliés de disposer d'un navire pouvant emporter un fort tonnage de matériel sans pour autant requérir d'installations portuaires conséquentes pour les opérations de déchargement. Bénéficiant d'un faible tirant d'eau, il est capable d'effectuer des *beaching* directement sur le rivage.

3. Le LCM est capable de transporter un char moyen de 30 tonnes ou une soixantaine de combattants.

4. Paul Madeleine, « Tien-Yen était la base de ravitaillement des postes de le R.C. 4 », *Le Monde*, 25 octobre 1950.

5. *Idem*.

6. L'herbe à paillote, parfois appelée dans la littérature militaire de la guerre d'Indochine « herbe à éléphant », ne doit pas être confondue avec la plante que les Vietnamiens désignent de nos jours sous le même nom et appréciée pour ses vertus médicinales.

7. La voie ferrée Hanoï-Langson est inaugurée le 8 avril 1902, sa construction justifie celle du pont Doumer (aujourd'hui Long Bien) qui enjambe le fleuve Rouge sur près de 1 700 mètres de long. La voie ferrée s'arrête en réalité à Dong Dang, gare frontière.

8. Claude Hesse d'Alzon, *La Présence militaire française...*, *op. cit.*, p. 223.

9. P Famin (commandant), *Au Tonkin...*, *op. cit.*, p. 138.

10. Claude Hesse d'Alzon, « L'évolution des conceptions stratégiques du commandement français en Indochine entre 1940 et 1945 », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale et des conflits contemporains*, avril 1985, 35^e année, n^o 138, *L'Indochine de 1940 à 1945*, p. 5-20.

11. Marcel Le Page (colonel), *Cao Bang...*, *op. cit.*, p. 23.

12. Ce qui peut se traduire par « local » ou « territorial ».

13. Les régiments de Langson (28), de Cao Bang (74) et celui de Bac Kan (72) sont fusionnés en août 1949 et donnent naissance au régiment 174 dont le premier commandant est le colonel Dang Van Viet ; en mai 1951, ce corps de troupe entre dans la composition de la division 316.

14. Trois sections de la 73/2 appuyées par deux autres du 61^e bataillon du génie (61^e BG) participent en réalité au rétablissement de l'itinéraire.

15. P Famin (commandant), *Au Tonkin...*, *op. cit.*, p. 85.

16. Aujourd'hui Longzhou.

17. Moncay-Tien Yen : 88 kilomètres ; Tien Yen-Dinh Lap : 44 kilomètres ; Dinh Lap-Langson : 55 kilomètres ; Langson-That Khe : 67 kilomètres ; That-Khe-Dong Khe : 24 kilomètres ; Dong Khe-Cao Bang : 45 kilomètres. Ces distances peuvent légèrement varier en fonction des cartes et des époques. Ici, elles correspondent aux distances utilisées par les Français entre 1947 et 1950. De nos jours, les nouvelles routes nationales (*Quốc lộ* – QL) permettent de gagner une vingtaine de kilomètres sur le tracé de l'ancienne RC 4.

18. La RC 3 *bis* constitue un petit embranchement d'une quarantaine de kilomètres entre Na Fac et Cao Bang tandis que la RC 3 continue plein nord de Na Fac sur Nguyen Binh avant d'obliquer vers l'est et de gagner Cao Bang.

19. . « Le Haut-Tonkin, région de Cao Bang », *Annales de géographie*, 1897, t. VI, n^o 30, p. 431-449.

20. Pour pallier le manque d'effectifs et favoriser le recrutement de tirailleurs originaires du Maroc, le 73^e bataillon du génie (73^e BG) prend l'appellation de

73^e bataillon nord-africain du génie (BNAG) en septembre 1947 ; il introduit les sapeurs marocains sur le théâtre d'opérations indochinois et devient le bataillon d'intervention du génie de l'Indochine. Dans les faits, ses compagnies opèrent dans la zone frontière du nord-est. À l'été 1949, il redevient 73^e BG.

21. La société Decauville fabrique jusque dans les années 1970 du matériel ferroviaire.

22. La conquête de l'Algérie, à partir de 1830, reste une exception par la très forte proportion de troupes métropolitaines qu'elle engage. Voir Jacques Frémeaux, *La Conquête de l'Algérie. La dernière campagne d'Abd El-Kader*, Paris, CNRS éditions, coll. « Biblis », p. 23-24.

23. Après la réunification du Vietnam, en 1976, les nouvelles autorités prendront bien garde, dans un premier temps, à ménager les particularismes locaux des différentes minorités.

24. L'ethnie nommée « Méo » par les Français est davantage connue sous son appellation de Hmong.

25. Il existe deux versions du rapport Morichère : l'un manuscrit, l'autre dactylographié et davantage structuré, ce qui peut laisser penser que le premier a pu être rédigé au lendemain de la libération de l'intéressé. Le document manuscrit s'intitule « Les opérations des supplétifs de Cao Bang dans le repli de la garnison de cette ville au nord Tonkin en 1950 » ; le document dactylographié a pour titre « Les opérations du Groupement de supplétifs de Cao Bang dans le repli de cette place au Nord Tonkin en octobre 1950 ». Les différences entre les deux versions sont marginales.

26. Pierre Charton, *RC 4...*, *op. cit.*, p. 61.

4

La palanche vietnamienne

1. « Conclusions de la mission exécutée en Indochine par le général d'armée Revers », 1^{re} partie, p. 4.

2. Contrairement à l'amiral d'Argenlieu, Émile Bollaert n'est pas nommé officiellement commandant en chef, même s'il dispose dans les faits des mêmes prérogatives. Ainsi, jusqu'à la nomination du général Blaizot, il n'y a pas de commandant en chef en titre, en Indochine.

3. Élaborées par le général Valluy, les exigences françaises sont assimilables à une véritable demande de capitulation : le Viêt-Minh doit, en effet et sans contrepartie, cesser les opérations, livrer une grande partie de son armement, autoriser la libre

circulation à travers tout le Vietnam des forces du corps expéditionnaire et libérer tous les prisonniers qu'il a faits.

4. Entrevue de la baie d'Along entre Bollaert et Bao Daï, le 6 décembre 1947, rencontre entre les deux hommes à Genève (janvier 1948), seconde entrevue en baie d'Along, le 5 juin 1948, etc.

5. Dans une déclaration commune, « la France reconnaît solennellement l'indépendance du Vietnam, auquel il appartient de réaliser son unité ». Les prérogatives régaliennes de l'État vietnamien telles que proposées par les Français déplaisent à Bao Daï et aux nationalistes : dans les faits, la diplomatie, la défense, la justice, les douanes, etc., sont étroitement encadrées par la France.

6. Daniel Varga, « Léon Pignon, l'homme-clé de la solution Bao Daï et de l'implication des États-Unis dans la guerre d'Indochine », *Outre-mers*, t. 96, n^o 364-365, 2^e semestre 2009 ; « Le sport dans l'Empire français. Un instrument de domination coloniale ? », p. 277-313.

7. Au sortir de l'École coloniale, il est affecté en Indochine, où il devient successivement chef du secrétariat particulier du résident supérieur au Tonkin (1932), puis chef adjoint de son cabinet (1935). Mobilisé en 1939, il est fait prisonnier au mois de juin 1940 – après une belle conduite au feu. Il est libéré en janvier 1942.

8. Daniel Varga, « Léon Pignon... », art. cit., p. 285.

9. Docteur en droit international et professeur des universités exerçant une certaine influence dans les années de l'après-guerre.

10. Roger Pinto, « Vietnam 1949. Le problème constitutionnel », *Politique étrangère*, 1950, n^o 1, 15^e année, p. 49.

11. *Idem*.

12. Yves Gras (général), *Histoire...*, *op. cit.*, p. 240.

13. Par manque de moyens, le corps expéditionnaire ne reprendra jamais pied dans cette région.

14. Voir José Combes, *La Longue Marche ou l'épopée de la colonne « Alessandri »*. *Tong (Tonkin) : 9 mars 1945 à Tsao-Pa (Chine) janvier 1946*, 1994, Fenixx Réédition Numérique ; Claude Hesse d'Alzon, *La Présence militaire française...*, doc. cit.

15. Après son retour en Indochine, il est nommé au début du mois de janvier 1946 commissaire de la République et commandant des troupes françaises au Cambodge.

16. Le théâtre d'opérations indochinois comprend cinq territoires commandés chacun par un officier général. Si leur dénomination change au cours de la guerre, ils

correspondent peu ou prou aux cinq territoires de l'Indochine : le Laos, le Cambodge et les trois entités géographiques formant le Vietnam.

17. Les deux hommes se sont connus dans le Kunming à l'été 1945 quand Pignon a été nommé adjoint au chef de la Mission militaire française en Chine alors qu'Alessandri faisait partie des rescapés du coup de force japonais.

18. « Conclusions de la mission exécutée en Indochine par le général d'armée Revers », Appendice D, Réorganisation du commandement.

19. Ce conseil, formé du haut-commissaire, du commandant en chef, des commandants de l'armée de l'air et de la marine en Extrême-Orient, ainsi que du secrétaire général et du chef d'état-major particulier du haut-commissaire, délibère sur tous les sujets intéressant la défense et la sécurité de l'Indochine. En fonction de l'ordre du jour de la séance du Conseil de défense, des personnalités civiles ou militaires intéressées par certaines questions peuvent se joindre aux membres permanents.

20. Jean-Claude Devos, Jean Nicot, Philippe Schillinger, *Inventaire des archives de l'Indochine. Sous-série 10 H (1867-1956)*, Château de Vincennes, Service historique de l'armée de terre, t. I, 1990, p. 53.

21. Nicole Bensacq-Tixier, *La France en Chine, de Sun Yat-sen à Mao Zedong, 1918-1953*, Presses universitaires de Rennes, 2014, p. 623-690.

22. Yves Gras (général), *Histoire...*, *op. cit.*, p. 256-257.

23. À cette époque, le substantif « guerre » renvoie à l'armée de terre.

24. Danielle Domergue-Cloarec, « La mission et le rapport Revers », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, octobre 1987, n^o 148, « L'Indochine de 1945 à 1952 », p. 99.

25. Cet argument de la « méconnaissance totale » de l'Indochine, d'autres avant lui l'ont utilisé pour se récuser à certains postes, tel le général Juin, ou le feront après, comme le général Navarre avant d'obtempérer.

26. Georgette Elgey, *La République des illusions 1945-1951*, Paris, Fayard, 1965, p. 468.

27. Ivan Cadeau, *De Lattre*, Perrin, 2017, p. 259-261.

28. Danielle Domergue-Cloarec, « La mission et le rapport Revers », *art. cit.*, p. 114.

29. Georgette Elgey, *La République...*, *op. cit.* ; Paul Marcus, *La République trahie. De l'affaire des généraux à l'affaire des fuites*, Paris, Le Cherche Midi, 2009, 353 p.

5

Repli(s)

1. Hélié Denoix de Saint Marc, *Mémoires. Les champs de braises*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2002.

2. L'ossature du GMNA est formée de trois bataillons d'infanterie : le deuxième bataillon du 6^e régiment de tirailleurs marocains (II/6^e RTM), le second bataillon du 1^{er} régiment de tirailleurs algériens (II/1^{er} RTA) et le quatrième bataillon du 7^e RTA (IV/7^e RTA), une composition qui évolue au cours de la guerre. À la fin de l'année 1950, le GMNA devient groupe mobile n° 1 (GM 1).

3. Opération *Lucien* : retrait de Talung et Phuc Hoa et des postes secondaires ; opération *André* du 3 au 19 août : retrait de Bac Kan et de son dispositif ; opération *Sabre*, du 23 au 27 août : retrait de Nguyen Binh ; opération *Piton* du 31 août au 1^{er} septembre : retrait du poste de Nuoc Hai, au nord-ouest de Cao Bang ; opération *Carreau* : retrait de Tra Linh et des postes secondaires.

4. Hélié Denoix de Saint Marc, *Mémoires...*, *op. cit.*

5. Tra Linh se situe à une trentaine de kilomètres au nord-est de Cao Bang.

6. Léon Pignon, qui attribue les indiscretions au général Valluy, en rend compte à Paul Coste-Floret dès le 20 juin 1949 et lui demande de hâter la décision.

7. Ivan Cadeau, *De Lattre*, *op. cit.*, p. 225-227.

8. La réorganisation du mois de février 1946 transforme la 15^e région en 9^e région militaire.

9. À l'été 1949, en raison de l'aboutissement de la « solution Bao Dai » et de l'accession du Vietnam à l'indépendance (certes limitée), la dénomination des organismes de commandement de l'Indochine change ; les termes à connotation « coloniale » sont supprimés. Ainsi, les Troupes françaises d'Indochine du Nord (TFIN) deviennent Forces terrestres du Vietnam Nord (FTVN), parfois également appelées Forces terrestres du Nord-Vietnam (FTNV). Il en est de même sur l'ensemble des territoires de l'ex-Indochine française.

10. Le Page, *Cao Bang...*, *op. cit.*, p. 202.

11. *Idem.*

12. À cette date, la base de Khe Tu reçoit environ 3 600 tonnes par mois, dont plus des deux tiers sont dédiés à la partie sud du dispositif, Langson-Moncay.

13. Pour le seul mois d'octobre 1949, l'état-major de la zone frontière enregistre soixante-six attaques de postes, d'une importance plus ou moins grande.

14. Cité in Georges Longeret, *Les Combats de la RC 4...*, op. cit., p. 215.

15. Le patronyme de cet officier s'écrit en un seul mot, il n'a donc rien à voir avec le lieutenant-colonel commandant la colonne.

16. Désormais, le convoi est fractionné en rames de 10 véhicules, dont les départs sont espacés toutes les quinze minutes. Et il faut attendre la création de « couloirs de sécurité » pour engager les rames dans des secteurs dangereux. La protection est par ailleurs renforcée.

17. Le secteur de Cao Bang est officiellement dissous le 28 octobre 1949.

18. En Indochine, la structure d'un bataillon d'infanterie « classique » repose sur une organisation quaternaire : quatre compagnies de combat numérotées de 1 à 4, et une compagnie de commandement du bataillon (CCB).

19. Le 23 décembre 1949, Léon Pignon avise officiellement le général Huang Chieh, qui commande le 1^{er} corps d'armée de la république de Chine et qui est la plus haute autorité recueillie, que ses troupes resteront internées en Indochine.

20. Le 1^{er} novembre 1949.

21. Les opérations de transfert des nationalistes chinois et de leurs familles vers le sud ont lieu entre les mois de mars et septembre 1950.

22. Voir Jules Vaudevire, *L'Internement et le Rapatriement des troupes chinoises du Guomindang. 1950-1953*, Master 2 « Histoire militaire et étude de défense », sous la direction du commandant Ivan Cadeau et du professeur Pierre Journoud, Université Paul-Valéry Montpellier III, 2018.

23. En remplacement du colonel Vicaire.

24. Entré au VNQDD en 1929, Vu Hong Khanh passe de nombreuses années en Chine avant la Seconde Guerre mondiale, où il suit notamment une instruction militaire. Après l'échec des partis nationalistes en 1945-1946 et le déclenchement de la guerre d'Indochine, il s'enfuit en Chine où il se brouille avec les autres leaders du mouvement.

6

Un « incident local » : la première chute de Dong Khe

1. C'est le général Carpentier qui souligne.

2. L'opération *Foudre* s'achève le 29 juin 1950.

3. Pour mémoire, les 1^{re} et 2^e compagnies ainsi que la compagnie de commandement du bataillon sont alors en charge de la défense de Cao Bang.

4. État-major du quartier de Dong Khe : 9 ; 3^e compagnie du BM/8^e RTM : 149 ; 4^e compagnie du BM/8^e RTM : 145 ; 146^e CLSM : 80 ; artilleurs : 8. Effectifs totaux : 391.

5. Réglementairement, une section d'artillerie comprend deux pièces ; une batterie (deux sections), quatre.

6. . « B » pour Bourges car les pièces sont issues de l'Atelier de construction de Bourges (ABS), une société d'État dont GIAT industries puis l'entreprise Nexter sont les héritières.

7. Le TED est un document qui fixe la composition *théorique* en effectifs et en matériels d'une formation. Il arrive souvent que le TED ne soit pas *réalisé* en raison de la pénurie des effectifs, de matériels manquants ou encore non remplacés.

8. « Type 41 » signifie que le modèle a été adopté par l'armée impériale la 41^e année du règne de l'empereur Meiji – grand-père d'Hiro-Hito –, ce qui correspond à l'année 1909 dans le calendrier grégorien. Ce canon emprunte aux technologies françaises et allemandes et a notamment été construit au Japon sous licence du canon de montagne de 75 mm modèle 1908, fabriqué par Krupp.

9. En réalité, l'armée populaire utilise des mortiers d'origine soviétique de calibre 82 mm. Ces derniers sont une copie du mortier français de 81 mm modèle 27/31 mais qui a l'avantage, en dépit d'une perte de précision, de pouvoir tirer des obus de 81 mm dont la plupart des pays disposent à l'époque, alors que l'inverse est impossible. Nous choisissons de conserver l'appellation « mortiers de 81 mm » de façon générique.

10. Un tabor est une formation marocaine spécialisée dans le combat en montagne. Il représente l'effectif d'un bataillon et est formé de plusieurs compagnies (goums). Pendant la campagne d'Italie en 1943-1944, pour des raisons administratives mais aussi opérationnelles, des tabors ont déjà été regroupés dans des GTM ; ces derniers s'illustrent particulièrement lors de la rupture de la ligne *Gustav* (opération *Diadème*), en mai 1944.

11. Les groupements aériens tactiques (GATAC) sont le fruit de la réorganisation du commandement de l'armée de l'air en Indochine intervenue au printemps 1950. Ce changement vise à répondre de la manière la mieux adaptée à la nouvelle forme de guerre née du renforcement du potentiel militaire viêt-minh. Il en existe trois : Nord, Centre et Sud.

12. Le SNCAC NC 700 « Martinet » est un avion de transport de fret léger ou de passagers, dérivé d'un appareil allemand.

13. Au début du mois d'octobre 1950, ce dernier change d'appellation et devient le 23^e GAOA.

14. Philippe Roudier, « Les groupes aériens d'observation d'artillerie en Indochine », *Revue historique des armées*, n^o 261, « La reconnaissance – fonction opérationnelle », 2010.

15. En l'absence d'une aviation de bombardement digne de ce nom en Indochine, comme en France d'ailleurs, les bombes sont lancées à partir de Toucan ; une rampe spécialement aménagée est, à cette occasion, sortie du côté gauche de la carlingue.

16. Le Morane 500 « Criquet » est un avion de liaison et d'observation construit d'après les plans du Fieseler Storch allemand ; utilisé abondamment dans la première phase de la guerre d'Indochine, son emploi devient plus délicat dès lors que l'armée populaire vietnamienne développe une DCA de plus en plus efficace.

17. Les armées françaises ont pris l'habitude d'employer l'acronyme anglo-saxon de « CAS », pour *Close Air Support*.

18. Dans le jargon militaire, le « terrien » est un militaire appartenant à l'armée de terre.

19. Afin de faciliter la manœuvre des panneaux, le commandement de l'air incite les unités à se servir de cadres en bois, une mesure qui peut être envisagée pour les postes, plus difficilement pour les unités en opération.

20. De manière générale, les unités sont responsables de la confection de leurs panneaux.

21. Le calibre américain .30 équivaut à un calibre 7,62 mm dans l'armée française.

22. État-major de la Base aéroportée-Nord (BAPN) : six ; état-major de la ZOT : un ; parachutistes du 3^e BCCP : 430 ; section du génie de la BAPN : 16 ; section d'entretien et de pliage des parachutes : 16.

23. Le 3^e BCCP est encore à cette date à trois compagnies de combat – dénommées alors réglementairement « groupements de commandos » –, plus la compagnie indochinoise de parachutistes (CIP). Les CIP sont formées de volontaires autochtones issus des régiments d'infanterie coloniaux (RIC) ou des régiments d'artillerie coloniaux (RAC) brevetés parachutistes en Indochine en raison de la crise des effectifs européens et du besoin en troupes aéroportées d'engagements d'autochtones. Les CIP se recrutent sur le territoire où elles doivent être employées. Ainsi, si un bataillon parachutiste est rapatrié ou change de territoire, sa CIP est affectée au bataillon qui le relève et prend son numéro à cette occasion.

24. La question des pertes de l'adversaire est difficile à évaluer au cours de la guerre d'Indochine, ce dernier emportant le plus souvent ses morts. L'état-major français

en est réduit à faire des estimations – qui parfois s'avèrent largement surestimées. Dans le cas de Dong Khe, les pertes ont dû être bien supérieures à 300, elles ne prennent pas en compte les corps ramenés et ceux causés, dans les pitons autour du poste, par l'action de l'aviation.

25. Environ 150 000 nouveaux francs.

26. Il convient d'envisager la désertion probable d'un certain nombre de supplétifs de la 146^e CLSM.

27. Appartenant à la 4^e compagnie du BM/8^e RTM, ce sous-officier est détaché à l'encadrement des supplétifs vietnamiens de la 146^e CLSM.

28. Guillaumes de Fontanges, *Les ailes te portent. Souvenirs d'un pilote de l'armée de l'air*, Éditions maritimes & d'outre-mer, coll. « Embruns de l'histoire », 1981. L'auteur – surnommé « le baron » – est une « figure » de l'armée de l'air en Indochine – plus particulièrement de l'aviation de transport ; son intrépidité est à l'origine d'une renommée certaine au sein des forces terrestres stationnées au Tonkin.

29. Un centimètre sur la carte représente 60 mètres sur le terrain.

30. Ivan Cadeau, *La Guerre d'Indochine. De l'Indochine française aux adieux à Saïgon. 1940-1956*, Paris, Tallandier, 2015, p. 275-276.

7

L'ordre particulier n° 46

1. Raoul Salan (général), *Mémoires. Fin d'un d'empire. Le Viêt-minh mon adversaire, octobre 1946-octobre 1954*, Paris, Presses de la Cité, t. II, 1971, p. 181.

2. Daniel Sornat, *Les Goumiers marocains...*, *op. cit.*, p. 111.

3. Le groupement *Lumière* comprend les 8^e et 10^e tabors, le II/5^e REI, une compagnie de supplétifs de Cao Bang, des éléments d'artillerie et du génie ainsi qu'une section muletière.

4. Le chef de bataillon Forget ne prend son commandement qu'à la fin du mois d'août 1950.

5. Acheté en 1937 par l'empereur Bao Dai.

6. Ce ministère est créé le 11 juillet 1950.

7. En 1946, le temps de séjour d'un militaire en Indochine est fixé réglementairement à vingt-quatre mois. Entre 1947 et 1949, en raison de la pénurie des effectifs et de la politique de « jonglage » du premier bureau de l'état-major du commandant en chef qui essaie de maintenir l'équilibre entre les départs, les relèves, les renforts et la maintenance, la durée du séjour s'avère, dans les faits, supérieure de plusieurs mois. Certains officiers supérieurs voient même leur déploiement en Indochine atteindre les vingt-neuf ou trente mois. Dans la seconde phase de la guerre d'Indochine, la gestion des effectifs s'améliore progressivement, en partie grâce à la diminution de la part de Français, remplacés par des autochtones dans le cadre de la politique de « jaunissement » du corps expéditionnaire ; voir Ivan Cadeau, « De la politique de "jaunissement" des effectifs du Corps expéditionnaire français d'Extrême-Orient à la création de l'armée nationale vietnamienne pendant la guerre d'Indochine », BRENUS 4.0, mai 2019 : https://www.penseemiliterre.fr/de-la-politique-de-jaunissement-des-effectifs-du-corps-expeditionnaire-francais-d-extreme-orient-1-2_114101_1013077.html.

8. Le général Marchand est nommé au mois d'octobre 1949 à l'encadrement des Forces terrestres d'Indochine et adjoint au général commandant les FTVN.

9. Il rencontre notamment le président du Conseil, René Pleven, l'éphémère ministre de la Défense, Jules Moch, ou encore le ministre chargé des Relations avec les États associés, Jean Letourneau.

10. Le courrier est écrit quinze jours après l'opération *Chromite* – le débarquement d'Inchon. Séoul est libérée et les troupes américano-onusiennes commencent à franchir le 38^e parallèle pour porter – croit-on – l'estocade finale au régime nord-coréen. L'espoir d'une victoire totale du « monde libre » en Corée s'évanouit en définitive à la fin de l'année 1950, quand, en novembre, la Chine communiste intervient dans le conflit, envoyant de 300 000 à 400 000 volontaires sauver l'armée de Kim-Il Sung.

11. Une IPS est un document par lequel le commandant en chef oriente ses grands subordonnés sur sa conception de la situation et sur ses intentions. Les grandes lignes de la stratégie ou de la manœuvre d'un chef sont donc comprises dans une IPS, les échelons subordonnés sont chargés de la traduire et de la mettre en œuvre par des ordres ou, le cas échéant, par la prise de mesures.

12. Daniel Sornat, *Les Goumiers...*, op. cit., p. 131.

13. Le sous-chef d'état-major « opérations » est chargé de traduire en ordres les intentions de l'autorité décisionnaire et d'assurer la planification des opérations décidées.

14. À cette date, l'état-major du commandant en chef a pour nom « état-major des Forces armées d'Extrême-Orient ».

15. Le ministre chargé des Relations avec les États associés et son état-major particulier reçoivent chacun un exemplaire ; le haut-commissaire, un, de même que

l'état-major de la présidence du Conseil, celui du ministre de la Défense nationale et le secrétaire d'État aux Forces armées « Guerre ». Le général Juin, résident général de France au Maroc et le général Koenig, vice-président du Conseil supérieur de la guerre sont également destinataires. Enfin, trois copies sont gardées pour archives à l'attention du commandant en chef, de son chef d'état-major et de son chef de cabinet.

8

Le parti rouge

1. Liu Shaoqi rejoint le Parti communiste chinois en 1921. Après avoir occupé différentes fonctions politiques et militaires, il est nommé secrétaire général du parti (1945), et est l'un des six vice-présidents de la République populaire chinoise en 1949. Dans les faits, il est considéré comme le « n° 2 » du régime.

2. Qiang Zhai, « Les conseillers militaires chinois et la guerre d'Indochine en 1950 », *Revue historique des armées*, n° 220, septembre 2000, p. 8.

3. Avant la Seconde Guerre mondiale et au sein de l'armée française, le « parti bleu » représente l'adversaire, aussi bien en opération que lors des exercices effectués par les officiers d'état-major. La couleur rouge est, quant à elle, réservée aux unités « amies », appartenant au corps de bataille français ou à celui de ses alliés potentiels. Ainsi, au cours de l'entre-deux-guerres et lors de la campagne de France, les grandes unités allemandes apparaissent-elles en bleu sur les plans et les cartes. À partir de 1943, avec la recreation d'un outil militaire forgé sur le modèle américain, le code des couleurs s'inverse. L'ennemi est devenu le parti rouge.

4. L'organisation militaire territoriale du théâtre d'opérations indochinois est divisée en territoires, zones, secteurs, sous-secteurs et parfois en quartiers. Les trois premiers niveaux possèdent un 2^e bureau à leur échelon de responsabilité, les autres échelons tout comme les bataillons d'intervention disposent, eux, d'un officier-renseignement.

5. *Les Enseignements de la guerre d'Indochine (1945-1954)*, édition présentée par Ivan Cadeau, Service historique de la Défense, t. I, 2010, p. 31.

6. Se reporter au chapitre qui est consacré à ce thème dans Michel Yakovleff (colonel), *Tactique théorique*, Paris, Economica, coll. « Doctrines et stratégies », 2006.

7. *Les Enseignements de la guerre d'Indochine...*, *op. cit.*, p. 65.

8. Sylvain Pons, « Les visages d'un ennemi : la fabrication du Viêt-Minh, 1945-1946 », *Relations internationales*, 2007/2, n° 130, p. 29-46.

9. En 1951, et notamment en raison des victoires françaises de « l'année de Lattre » et des « doutes » nés chez certains de ses partisans, le Viêt-Minh disparaît officiellement pour se fondre dans un mouvement plus large, le Lien Viêt. Ce dernier, qui existe dans les faits depuis le printemps 1946, regroupe des organisations indépendantistes non communistes. Cette disparition constitue une simple manœuvre politicienne : le pouvoir reste aux mains des dirigeants du Viêt-Minh qui poursuivent la même politique.

10. La brigade est historiquement une unité située organiquement entre la division et le régiment. D'une manière schématique, la brigade regroupe deux régiments et la division peut être articulée en deux brigades. En fonction des pays et des époques, les caractéristiques de la brigade évoluent. Dans les années 1950, et en Indochine, la brigade renvoie à une force comprise entre 5 000 et 6 000 combattants. Actuellement, les effectifs sont davantage compris entre 6 000 et 8 000 hommes.

11. Officier parachutiste au 2^e BEP au cours des années 1952-1953.

12. Albert Merglen, *La Naissance des mercenaires*, Paris, Arthaud, 1970.

13. Ivan Cadeau, *La Guerre d'Indochine...*, *op. cit.*

14. À l'origine, 31 hommes et 3 femmes auraient constitué cette « armée », organisée en trois groupes de volume sensiblement égal. Voir Thierry Derbent, *Giap et Clausewitz*, Bruxelles, Éditions Aden, 2006, p. 16.

15. Malgré les recherches effectuées, il ne nous a pas été possible de déterminer avec exactitude la date à laquelle apparaît cette appellation. Ce qui est certain, en revanche, c'est qu'avant 1950, c'est bien l'armée nationale du Vietnam qu'affrontent les soldats du corps expéditionnaire.

16. Michel Bodin, « L'aide de la Chine au Viêt-Minh (1947-1954) : un aspect des relations franco-chinoises », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n^o 187 (juillet 1997), p. 129-146.

17. Un trafic maritime, moins important en termes de volume, est également développé.

18. Cette reconnaissance est suivie par celle de l'Union soviétique, à la fin du mois de janvier 1950.

19. Officiellement, « l'armée rouge chinoise » naît le 1^{er} août 1927, date à laquelle des unités de l'armée du Guomindang se soulèvent et rallient le Parti communiste chinois. Elle prend par la suite différentes appellations jusqu'aux années 1945-1947 qui voient s'imposer celle d'« Armée populaire de libération ».

20. L'article 1 de la loi stipule que « tous les citoyens vietnamiens de sexe masculin ont un service militaire de 18 à 45 ans » ; sa durée est de deux ans.

21. Pierre Journoud, « La pensée stratégique vietnamienne », *Diploweb.com : la revue géopolitique*, 4 septembre 2016, page consultée le 28 mai 2020.

22. Selon la légende, l'empereur Lê Loi sort victorieux de la confrontation, grâce à une épée « magique » qu'un pêcheur lui aurait remise. Une décennie après le départ des Chinois, une tortue d'or réclame la restitution de l'arme et l'emporte avec elle dans le lac qui porte son nom, au cœur de Hanoï : Ho Hoan Kiem – le « lac de l'épée restituée » ; le colonisateur français le nommera plus simplement le « petit lac », par opposition au « grand lac » – le « lac de l'Ouest » pour les Vietnamiens.

23. La bataille de Bach Dang est une victoire vietnamienne qui repose sur l'emploi combiné d'une tactique fluviale et terrestre.

24. Le Yen The est une région de la province de Bac Giang, située au nord du delta du Tonkin. Elle est le siège de « l'insurrection du Yen The » menée entre 1887 et 1913 par Hoang Hoa Tham, plus connu au Vietnam sous son nom de guerre de De Tham (« maréchal Tham »). Voir Claude Gendre, *Le Dê Thám (1858-1913). Un résistant vietnamien à la colonisation française*, Paris, L'Harmattan, 2007.

25. Ainsi la campagne Lê Loi (fin 1949-début 1950), qui a pour objectif de faire la liaison entre les forces viêt-minh du Tonkin et celles du sud du Vietnam, les campagnes *Le Hong Phong I* (février-avril 1950) en pays thaï, *Le Hong Phong II* (septembre-octobre 1950), qui conduit à la bataille des frontières, les campagnes *Hoang Hoa Tham I* (janvier 1951) marquée par la victoire française de Vinh Yen, ou encore *Hoang Hoa Tham II* (mars 1951), qui prend fin avec le coup d'arrêt infligé par le général de Lattre à Mao Khe.

26. Heinz Schütte, « Les Doktors germaniques dans le Viet Minh », *Aséanie*, 15, 2005, p. 61-85.

27. Christopher E. Goscha, « Alliés tardifs : les apports techniques des déserteurs japonais au Viêt-Minh durant les premières années de la guerre franco-vietnamienne », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, Paris, Presses universitaires de France, 2001/2, n° 202-203, p. 81-109.

28. Vo Nguyen Giap, *Mémoires 1946-1954. Le Chemin menant à Diên Biên Phu*, Fontenay-sous-Bois, Anako éd., coll. « Grands témoins », t. II, 2004, p. 12.

29. Jean Ferrandi, *Les Officiers français face au Viêt-Minh. 1945-1954*, Paris, Fayard, 1966, p. 137.

30. Christopher Goscha, *Vietnam. Un État né de la guerre, 1945-1954*, Paris, Armand Colin, 2011.

31. Le terme de « fusilier-voltigeur » est celui qui est réglementairement employé pendant une grande partie du XX^e siècle pour désigner le type de fantassin le plus commun. En France, il a depuis été remplacé par la fonction de « grenadier-voltigeur » – GV.

32. En 1949, le nombre de FM ne dépassait pas 10 par bataillon d'infanterie.

33. *Sung Khong Liât* (SKZ) signifie « canon sans recul ». Il existe environ une demi-douzaine de versions de cette arme, conçue et fabriquée de manière artisanale par le Viêt-Minh.

34. La date de création de cette grande unité varie selon les sources, l'année 1949 semble être la plus crédible ; quant à la date, il s'agit du 30 août – d'où son nom. La seconde division mise sur pied est la division 304, implantée dans le Thanh Hoa.

9

Le Hong Phong II

1. Le chiffre de 5 000 hommes évoqué par le général Giap dans le deuxième tome de ses *Mémoires*, paraît ne pas devoir être retenu.

2. Les légionnaires sont renforcés par un détachement d'artilleurs appartenant au troisième groupe de marche du 69^e RAA chargé de mettre en œuvre les deux canons de la garnison : un canon français de 75 mm et un obusier de 3,7 pouces.

3. Yves Gras (général), *Histoire...*, *op. cit.*, p. 285.

4. Pour un récit détaillé de ces deux combats, voir Ivan Cadeau, *La Guerre d'Indochine...*, *op. cit.*, p. 258-265.

5. Implanté sur la rive gauche du fleuve Rouge, Pho Lu est un carrefour de pistes qui permettent de gagner la Chine. La voie ferrée qui relie Hanoï au Yunnan *via* Vietri et Yen Bai, abandonnée depuis le début des hostilités, passe également à proximité.

6. À cette date, le poste de Pho Lu a déjà été attaqué à deux reprises. En février 1949, il est une première fois conquis par le Viêt-Minh avant d'être réoccupé par les Français quelques semaines plus tard. En décembre 1949, dans le cadre de la campagne *Lê Loï*, Pho Lu est de nouveau attaqué mais, cette fois-ci, le Viêt-Minh subit un échec.

7. Michel David, Louis-Marie Regnier, *Les Bataillons thaïs en Indochine*, Le Pays de Dinan, 2010, 190 p.

8. Largués sur une *Drop Zone* (DZ) située sur la rive sud du fleuve Rouge – donc opposée à celle du poste –, les parachutistes doivent opérer un franchissement dans une zone guéable avant de dégager les défenseurs.

9. Le 1^{er} octobre 1950, le 3^e bataillon colonial de commandos parachutistes change d'appellation et devient 3^e groupement colonial de commandos parachutistes

(3^e GCCP). Dans la plupart des ouvrages, cependant, son ancienne dénomination continue d'être utilisée.

10. Un « commando » est fort d'environ 50 parachutistes. Réunis par trois, ils forment un « groupement de commandos » à l'effectif de près de 150 hommes. Toutefois, en raison des pertes au combat, des convalescents et des absents (stages divers), les bataillons parachutistes connaissent les mêmes problèmes d'effectifs que ceux de l'ensemble des unités du corps expéditionnaire.

11. Situé à quelques dizaines de kilomètres au nord-est de Pho Lu.

12. Pa Kha est à son tour évacuée à la fin du mois de septembre 1950 face à la pression des unités viêt-minh.

13. Le capitaine Dubois, chef du GC 1, trouve la mort dans les combats de Pho Lu. Son adjoint, le lieutenant Planet, prend le commandement des parachutistes. Pour sauver ses hommes, celui-ci décide d'abandonner le corps des morts afin de pouvoir transporter et sauver les blessés. Il est l'un des officiers ciblés par les propos du colonel Chavatte. Largué à That Khe avec le 3^e GCCP en octobre 1950, il est fait prisonnier.

14. Christopher E. Goscha, « Laide militaire chinoise au Viêt-Minh (1949-1954) », *Revue historique des armées*, n^o 220, septembre 2000, p. 15-24.

15. *Ibid.*, p. 18.

16. Qiang Zhai, « Les conseillers militaires chinois... », art. cit., p. 4. ; se reporter également à son ouvrage *China and the Vietnam Wars, 1950-1975*, Chapel Hill et Londres, University of North Carolina Press, 2000.

17. Qiang Zhai, « Les conseillers militaires chinois... », art. cit., p. 6.

18. Voir le chapitre qui lui est consacré dans Arnaud Blin, *Les Grands Capitaines, d'Alexandre le Grand à Giap*, Perrin, 2018.

19. Et à laquelle le régiment 209 est désormais intégré.

20. Vo Nguyen Giap, *Mémoires...*, t. II, *op. cit.*, p. 14.

21. *Histoire de l'état-major général...*, *op. cit.*, p. 352.

22. Qiang Zhai, « Les conseillers militaires chinois... », art. cit., p. 10.

23. 6 heures pour le Viêt-Minh.

10

Déception

1. Bernard Grué, *Avec la Légion étrangère 1949-1954, guerre et captivité en Indochine*, Paris, Éditions du Rocher, 2014, p. 102.

2. Légionnaires : 8 officiers (dont un médecin), 19 sous-officiers, 229 militaires du rang ; artilleurs : 2 sous-officiers, 3 canonniers ; supplétifs : 1 sous-officier, 38 militaires du rang.

3. Au mois de mai 1950, deux canons de 105 mm et deux de 57 mm armaient la garnison. Sans doute que les pièces récupérées sur ces canons comme les dommages causés pendant les combats n'ont pas permis au commandement de les remettre tous en état. Dans cette perspective, deux canons auraient été « cannibalisés » pour en rendre au moins deux opérationnels.

4. Bernard Grué, *Avec la Légion étrangère...*, *op. cit.*, p. 88-104.

5. *Ibid.*, p. 94.

6. Qiang Zhai, *China and the Vietnam Wars, 1950-1975*, Chapel Hill et Londres, University of North Carolina Press, 2000, p. 30.

7. *Histoire de l'état-major...*, *op. cit.*, p. 365.

8. Le 3^e REI est alors détenteur de la fourragère double aux couleurs de la Légion d'honneur et de la croix de guerre 1914-1918 (récompensant ses neuf citations à l'ordre de l'armée pendant la Première Guerre mondiale), avec une olive aux couleurs de la croix de guerre 1939-1945 (récompensant ses trois citations pendant la Seconde Guerre mondiale).

9. Qiang Zhai, *China and the Vietnam Wars...*, *op. cit.*, p. 31.

10. Les deux sections thôs sont à l'effectif de 54 parachutistes et la section nung comprend 21 combattants ; avec les cadres européens, l'ensemble représente 78 hommes.

11. Marcel Le Page (colonel), *Cao Bang...*, *op. cit.*, p. 115-116.

12. Le chef de bataillon Forget, commandant le III/3^e REI, justifie le repli de ses troupes sur Cao Bang après la réception d'un message radio (qui se révèle erroné) annonçant le largage du 1^{er} BEP sur Dong Khe. Le lieutenant-colonel Charton explique, lui, que le repli a été motivé par l'annonce de la chute de Dong Khe – ce qui constitue également une erreur puisque le 17 septembre la garnison résistait encore.

13. . « Seuls pourront être mis en place au dernier moment [...] des dispositifs de destruction à retardement qui devront jouer au plus tôt 6 heures après le départ des derniers éléments de la garnison » (note du général Carpentier au général Alessandri, en date du 20 septembre 1950).

14. Elle est officialisée le lendemain.

15. Sans doute le colonel Constans a-t-il choisi ce nom en hommage à celui de la 110^e promotion de l'École spéciale militaire de Saint-Cyr : « Promotion du Chevalier Bayard », 1923-1925. Le lieutenant-colonel Charton fait également partie de cette promotion.

16. Au cours de la même journée, le général Carpentier se rend également avec le haut-commissaire à Lao Kay où la situation militaire de cette ville-frontière est préoccupante et est étroitement liée à des questions politiques, concernant notamment la minorité thaïe alliée de la France.

17. Pierre Charton (colonel), *RC 4...*, *op. cit.*, p. 58.

18. Lucien Bodard, « Pire que Diên Biên Phu », *Candida*. Le premier article date du 3 décembre 1964.

19. . « Les sept bataillons parachutistes du corps expéditionnaire se trouvaient ainsi, fin septembre, éparpillés aux quatre coins de l'Indochine : le 1^{er} BEP à That Khe avec le groupement Le Page, le 2^e BEP à Pa Kha, le 10^e BPCP en renfort à Phat Diem, le 3^e BCCP au Laos d'où il ne rentrera à Hanoï que le 5 octobre [...], le 6^e BCCP au Centre-Annam, le 1^{er} BCCP en Cochinchine et enfin le 7^e BCCP ramenés à Hanoï le 28 septembre pour prendre Thaï Nguyen », Yves Gras (général), *Histoire de la Guerre...*, *op. cit.*, p. 331.

20. Il s'agit du III/3^e RTA, du 6^e GSMP, du 32^e BMTS et du II/6^e RIC.

21. Rémy Héméz, *Opérations de déception. Repenser la ruse au XXI^e siècle*, Focus stratégique 81, Ifri, juin 2018, https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/hemez_operations_deception_2018.pdf, page consultée le 24 novembre 2020.

22. L'école de pilotage de Thaï Nguyen est créée au mois de juin 1950 ; la première, celle de Soi Trinh mise sur pied à l'été 1949, n'aurait été identifiée par les services français qu'au mois de mai de l'année suivante. Voir Service historique de l'armée de l'air, *Regards sur l'aviation militaire française en Indochine 1940-1954*, coll. « Recueil d'articles et état des sources », Vincennes, 2004, p. 164-166.

23. Que l'on pourrait éventuellement traduire par « Nguyen le vertueux ». Siegfried Wenzel serait retourné en république démocratique d'Allemagne (RDA) en 1955 et aurait occupé un poste au sein des forces aériennes ; il meurt en 1968.

24. À la faveur de la révolution d'août 1945, le Viêt-Minh récupère deux avions appartenant à l'empereur Bao Dai (le « conseiller » Vinh Thuy) : un De Havilland Tiger Moth (biplan) et un Morane-Saulnier MS-343 (monoplan). Démontés, ces deux appareils sont convoyés par voie fluviale de l'Annam jusqu'au Tonkin, puis stockés plusieurs mois. Réparés, ils auraient été en mesure de s'envoler mais se seraient abîmés à l'atterrissage. Selon l'histoire officielle vietnamienne, les cellules des deux avions auraient ensuite été utilisées dans le cadre de la formation des stagiaires.

25. Créées au mois d'août 1947 à partir des flottilles amphibies d'Indochine Nord (FAIN) et Sud (FAIS), les divisions navales d'assaut, plus communément désignées sous leur abréviation de « Dinassauts », sont des groupements opérationnels, destinés à opérer sur les fleuves et les canaux des deux deltas du Vietnam. Leur composition évolue en fonction des missions reçues, mais également de l'arrivée de matériels nouveaux.

26. La 3^e CIP est la compagnie autochtone du 3^e groupement colonial de commandos parachutistes (3^e GCCP) – la nouvelle appellation, depuis ce même 1^{er} octobre 1950, du 3^e bataillon colonial de commandos parachutistes. Pour aller plus loin sur l'organisation des troupes aéroportées en Indochine, voir Jean-Pierre Pissardy, *Paras d'Indochine 1944-1954*, SPL, t. 2, 1982.

27. Exactement 551, dont PC : 22, section génie : 22, 3^e CIP : 135 et 7^e BCCP : 372.

28. Les troupes du corps expéditionnaire déplorent de leur côté six tués et une trentaine de blessés.

11

Tiznit

1. Marcel Le Page (colonel), *Cao Bang...*, *op. cit.*, p. 128.

2. *Ibid.*, p. 117.

3. « Adjudant-major » est à l'époque une fonction qui correspond sensiblement à celle d'adjoint au chef de bataillon. L'adjudant-major s'occupe de tout ce qui a trait aux tâches administratives, à la discipline et à l'instruction de la troupe. « Adjudant » et « major » sont, en revanche, des grades de sous-officiers supérieurs.

4. Le *straffing* est le mitraillage par l'aviation de troupes au sol.

5. Marcel Le Page (colonel), *Cao Bang...*, *op. cit.*, p. 125.

6. Un ordre préparatoire permet de se préparer intellectuellement à effectuer un « mouvement » qui peut être alors appelé « ordre exécutoire ».

7. Marcel Le Page (colonel), *Cao Bang...*, *op. cit.*, p. 130.

8. Pierre Charton (colonel), *RC 4...*, *op. cit.*, p. 210.

9. Marcel Le Page (colonel), *Cao Bang...*, *op. cit.*, p. 195.

10. Serge Desbois, *Le Rendez-vous manqué des colonnes Charton et Le Page*, Indo éditions, 2015, p. 118.

11. Georges Longeret, *Les Combats de la RC 4...*, *op. cit.*, p. 373.

12. Sur les opérations de restitution des blessés, se reporter au chapitre 14.

13. Entre 1943 et 1945, un tabor comprend trois goums de combat à environ 200 hommes par goup, plus un goup de commandement et d'engins (GCE), fort de 300 hommes.

14. Le GCA remplace le GCE créé au cours de la Seconde Guerre mondiale. C'est au sein du GCA que se trouvent les échelons administration et soutien du tabor ainsi que l'armement lourd (mitrailleuses et mortiers). Pour cette raison, le GCA est également parfois appelé « goup d'accompagnement et d'appui » du tabor.

15. Un goup de combat est composé de 176 combattants marocains : 14 *moqqademics*, 29 *maounines* et 133 goupiers.

16. Outre l'officier commandant le tabor et son adjoint, l'encadrement du bataillon comprend l'officier de renseignement et l'officier de détails (chargé des questions administratives et notamment de la solde). Celui de chaque goup est fort de deux officiers et d'une dizaine de sous-officiers, à l'exception du GCAT, plus étoffé, avec une quinzaine de sous-officiers.

17. Journal des marches et opérations.

18. La SPA désigne l'appel qui, dans une formation regroupée, permet de comptabiliser les présents et les absents.

19. Il est à souligner que quatre transmetteurs détachés auprès du tabor sont comptabilisés parmi les pertes. Afin de ne pas alourdir la démonstration, nous choisissons de les intégrer au bataillon.

20. Quatre transmetteurs détachés auprès du 1^{er} tabor peuvent également être comptabilisés dans cet effectif théorique.

21. Dans son ouvrage, Daniel Sornat propose le chiffre de 660 sans préciser davantage la source utilisée.

22. Un bataillon de tirailleurs est formé de quatre compagnies de combat et d'une compagnie de commandement de bataillon (CCB).

23. Affecté à cette date à l'état-major opérationnelle de la ZOT, le capitaine Aussarès effectue trois missions dans la zone frontière du Nord-Est. La première le 16 septembre 1950, où il doit participer à la mise en défense de That Khe ; à ce titre, il commande les deux sections de parachutistes thôis et la section nung qui sautent sur la place. La seconde mission (17 septembre-3 octobre 1950) le désigne comme officier de liaison entre le chef du 1^{er} BEP et le commandant du sous-secteur de That Khe. Lors de la troisième, du 7 au 20 octobre 1950, il agit directement pour le compte du colonel Constans, à qui il rend compte de la situation et du repli de la ZFNE.

24. Louis Stien, *Les Soldats oubliés*, op. cit., p. 39. Ces artilleurs appartiennent au 3^e groupe du régiment d'artillerie coloniale du Maroc (RACM).

25. Les mulets « sont tués sur place [sans doute le 4 octobre 1950] d'une balle dans la tête, car ne disposant pas de bât cacolet pour le transport des blessés, ces pauvres bêtes gênaient la progression », peut-on lire dans *La Koumia, bulletin de liaison de l'Association des anciens des goums marocains et des affaires indigènes en France*, 41^e année, n^o 151, 4^e trimestre 1998, p. 33.

26. . « Tringlot » est un terme d'argot militaire qui désigne un soldat appartenant à l'arme du train – anciennement « train des équipages ».

27. . « Exactement » 2 511 : 1^{er} BEP (516), BM/8^e RTM (600), 1^{er} tabor (579), 11^e tabor (616), EMGTME0 (200) plus la soixantaine d'hommes appartenant aux détachements du génie, d'artillerie et du train, soit un total de 2 571.

28. Un certain nombre a dû s'enfuir au cours de l'opération au vu de la physionomie défavorable des combats, quand d'autres ont pu être faits prisonniers par les troupes du Viêt-Minh avant d'être, sans doute, « réutilisés » après quelques séances d'endoctrinement politique.

29. Le « cavalier » désigne ici l'officier issu de l'arme blindée et cavalerie. Dans la bouche d'un fantassin ou d'un parachutiste, par exemple, il peut être prononcé de manière neutre, simplement pour le désigner, de manière « taquine » dans le cadre des rivalités ou « querelles de boutons » entre officiers d'armes différentes ou, parfois, de manière péjorative, comme c'est le cas ici. Certains officiers parachutistes estimèrent, en effet, après la défaite de Diên Biên Phu, que la mission n'aurait pas dû être confiée à un « cavalier » qui, par sa culture d'arme et sa formation tactique, n'était pas, à leurs yeux, le plus à même de répondre aux défis que présentait la défense du camp retranché.

30. Lucien Bodard, « Cette cruelle guerre d'Indochine : le “trou” de Coc-Xa », *Historia*, n^o 228, novembre 1965.

31. Marcel Le Page, « Réponse du colonel Le Page à Lucien Bodard », *Historia*, n° 456, décembre 1984, in Raphaël Delpard, *Combattants français en Indochine 1945-1954*, De Borée éditions, 2004, p. 283.

32. Yves Gras (général), *Histoire de la guerre...*, *op. cit.*, p. 335.

33. Jean Martin, *Lexique de la colonisation française*, Paris, Dalloz, 1988, p. 8.

12

Thérèse

1. Celui de Louis Stien ou ceux des colonels Le Page et Charton, notamment.

2. Vuong Thua Vu, « Grandir au fil des combats. Mémoires », in Tran Trong Trung, *Le Général Giap, commandant en chef de l'armée populaire du Vietnam*, Hanoi, Éditions The Gioi, p. 345-346.

3. Peloton qui assure, en interne, la formation des caporaux chargés ensuite d'encadrer une équipe de légionnaires. Il comprend généralement des éléments de valeur puisqu'ils ont été choisis par le commandement pour remplir leurs futures fonctions.

4. Les conditions météorologiques sont très défavorables entre le 28 septembre et le 3 octobre 1950. Une amélioration apparaît à partir du 4 tandis que les journées des 5 et 6 octobre offrent d'excellentes conditions avant que le temps ne se dégrade de nouveau les 7 et 8. Au cours des deux journées suivantes, le beau temps revient.

5. Sont retranchés de ce total les deux goums du 11^e tabor.

6. En hommage à sainte Thérèse qui est fêtée le 1^{er} octobre.

7. Le Page, *Cao Bang...*, *op. cit.*, p. 141.

8. Yves Gras (général), *Histoire...*, *op. cit.*, p. 337.

9. Celles-ci ne seront pas d'une grande utilité. « Les deux pièces peuvent tirer sur la citadelle de Dong Khe au nord et sur le Na Moc, au sud, mais [ne peuvent tirer] sur le Na Keo sur le flanc duquel ils se trouvent », témoignage du chef de bataillon Delcros.

10. Mis en difficulté, ce goup reçoit l'ordre, le 4 octobre, de se replier sur le 8^e goup sur 703. Les deux y restent jusqu'à leur intégration dans le groupement Labaume le 7 octobre 1950.

11. Cet officier ne participe pas à la bataille de la zone frontière.

12. Daniel Sornat, *Les Goumiers marocains...*, *op. cit.*, p. 162.

13. Le cirque de Coc Xa est en réalité composé de deux petites dépressions reliées entre elles.

13

Orage

1. Pierre Charton (colonel), *RC 4...*, *op. cit.*, p. 210.

2. Curieusement, le général Alessandri ne rendra compte de sa désobéissance au commandant en chef que le 9 octobre, la réaction de celui-ci ne nous est pas connue.

3. Le lieutenant Clerget commande la quarantaine de sapeurs de la section de la 73/3 détachée à Cao Bang.

4. À la fin du mois de septembre 1950, le bataillon de formations indochinoises comprend environ 900 supplétifs autochtones ; en l'espace de quelques jours, 200 désertent, un événement qui interroge. Quant aux autres, écrit le capitaine Morichère, « vraisemblablement se doutent-ils qu'on ne restera plus bien longtemps à Cao Bang ».

5. Tran Trong Trung, *Le Général Giap...*, *op. cit.*, p. 348.

6. Georges Longeret, *Les Combats de la RC 4...*, *op. cit.*, p. 373.

7. Pierre Charton (colonel), *RC 4...*, *op. cit.*, p. 64.

8. Charton mentionne par erreur dans ses souvenirs une « pièce de 37 ».

9. En Indochine, le Toucan est souvent désigné sous son appellation allemande de Junker.

10. Dix-sept sont comptés exactement par un pilote de Morane survolant la colonne le 3 octobre.

11. Une section de légionnaires a toutefois atteint le kilomètre 18.

12. Pierre Charton (colonel), *RC 4...*, *op. cit.*, p. 67.

13. En 1917, la révolte qui a pour origine une mutinerie dans la prison de Thái Nguyen constitue le soulèvement anticolonial le plus important depuis l'épisode de la conquête.

14. Michel Bodin, « La guerre de montagne au Tonkin, 1914-1918 », in François Cochet et Jean-Noël Grandhomme (dir.), *Guerre des Vosges et guerres de montagne*, Bernard Giovanangeli, 2016.

15. Al-Fatiha est la sourate d'ouverture du Coran. Elle peut être lue (psalmodiée) ou chantée.

16. Le 7 octobre quand le BEP est regroupé au sein de la colonne Charton, il ne reste plus que 9 officiers, 12 sous-officiers et 109 légionnaires, sur les quelque 516 parachutistes au départ de That Khe. Beaucoup d'autres tomberont au cours de la journée et de celles qui suivront.

14

La fin de la RC 4-nord

1. 41 Est, 41 Ouest et 45. Postes ainsi appelés en référence aux PK à proximité desquels ils sont implantés.

2. Les événements du groupement Rose, commandé par le capitaine Labaume, commandant le II/3^e REI, sont connus grâce aux témoignages de quelques survivants qui ont participé à la retraite de That Khe, et notamment de ce dernier. De manière curieuse, à l'issue du repli, il n'est demandé aucun rapport au capitaine Labaume et c'est seulement plusieurs mois après, en avril 1951 et en réponse à une demande de la commission d'enquête instituée au mois de novembre 1950, que l'intéressé livre « de mémoire » et à l'aide du journal de marche de l'unité sa version des faits.

3. Certaines sources mentionnent des effectifs moindres, de l'ordre de 245 combattants.

4. Cette compagnie de marche constitue les renforts « normaux » du 1^{er} BEP et est mise en route sur l'Indochine avant la destruction du bataillon.

5. Le groupement comprend en réalité 402 parachutistes, mais compte deux refus de saut et deux tués du fait de leur parachute en torche.

6. Ultérieurement, rapporte le capitaine Labaume, les pièces sont ramenées à leur position initiale, mais la situation ayant évolué depuis, unités amies et adverses étant étroitement imbriquées, il ne leur est plus possible d'intervenir.

7. Le chef de bataillon Vaillant, chef du 3^e bureau de l'état-major de la ZFNE, est arrivé le 9 octobre dans l'après-midi pour en informer Bedo. Il joue un rôle très important dans l'évacuation de That Khe et est reconnu pour sa compétence dans cette fonction.

8. Ou « parachutables ».

9. Marc Flament, *Médecins au combat*, Paris, Pygmalion, 1986.

10. Chaque Nordhuyn fera une rotation, les Toucan en feront huit.

11. Le Nordhuyn Norseman est un avion utilitaire d'origine canadienne réputé pour sa solidité et son aptitude à se poser sur des terrains accidentés. L'armée de l'air en utilise quelques exemplaires en Indochine.

12. Guillaume de Fontanges, *Les ailes te portent...*, *op. cit.*

13. Le personnel de l'ACA de That Khe rejoint sans encombre Na Cham le 12 octobre dans l'après-midi et est aérotransporté sur Hanoï le lendemain.

14. Sur la présence des dominicains dans la zone frontière pendant la guerre d'Indochine, voir Luc Garcia, *Quand les missionnaires rencontraient les Vietnamiens (1920-1960)*, Paris, Karthala, 2008, p. 169-177.

15. Il est tenu par des éléments de la 4^e compagnie du I/3^e REI, dont les survivants regagnent That Khe.

16. Une section de légionnaires de la 4^e compagnie du I/3^e REI, une cinquantaine de parachutistes thôs et 70 supplétifs, appuyés par un canon de 105 mm modèle 1935, celui-ci est rapidement détruit au début de l'action.

17. Celui-ci a remplacé l'ancien pont « en dur » au printemps 1949, détruit lors d'une première attaque.

18. Le bateau M2 est une embarcation en contreplaqué ou métallique de 4 mètres de long sur 1,80 mètre de large pour un poids de 185 kilos. Son tirant d'eau est de 50 cm.

19. Ces éléments de la 4^e compagnie du I/3^e REI étaient dispersés entre Pont-Bascou (ces derniers se replient avec le 3^e BCCP), le poste de Ban Me – qui a été enlevé et dont les survivants ont réussi à rejoindre That Khe, et ceux qui postent sur le Song Ky Cong. Avec les effectifs récupérés, le chef de bataillon Bedo dispose d'une soixantaine d'hommes qui sont répartis dans deux sections de marche.

20. Le scout-car est un véhicule à roues d'origine américaine dont le gabarit se situe entre celui de la Jeep et celui du half-track. Il est utilisé principalement pour des missions de reconnaissance, mais est décliné en différentes versions.

21. La place de That Khe disposait de quatre pièces de 105 mm, réparties en deux canons de 105 mm HM2 et deux autres de 105 mm modèle 1935.

22. Pour certains, les sapeurs sont partis d'eux-mêmes quand d'autres avancent que leur départ était planifié dans la manœuvre initiale.

23. Commande le GC 3.

24. Le capitaine Cazaux reste une figure des parachutistes coloniaux. Fait prisonnier, il décédera en captivité non sans avoir laissé une très forte impression par

son courage et sa droiture aux hommes qui l'ont côtoyé.

25. Henry Distinguin, *Une autre Indochine : mémoires retrouvés*, La Pensée universelle éditeurs, 1992.

26. Marcel Le Page (colonel), *Cao Bang...*, *op. cit.*, p. 195.

27. Pierre Charton (colonel), *RC 4...*, *op. cit.*, p. 210.

28. Établissement de communication et de production audiovisuelle de la Défense, *L'année 1950 en Indochine. Le désastre de Cao Bang*, 2010, p. 25, http://archives.ecpad.fr/wp-content/uploads/2010/08/indochine_1950.pdf

29. Serge Desbois, *Le Rendez-vous manqué...*, *op. cit.*, p. 118.

30. Julien Mary, « Réparer l'histoire ». *Les combattants de l'Union française prisonniers de la République démocratique du Vietnam de 1945 à nos jours*, Université Paul-Valéry-Montpellier 3, 2017 ; Nicolas Séradin, *Les Anciens Prisonniers français de la guerre d'Indochine face à leur passé : stratégies mémorielles et écriture de l'histoire*, Université Rennes 2, 2015 ; Laure Monin-Cournil, *Diên Biên Phu. Des tranchées au prétoire, 1953-1958*, Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne, 2014.

31. Département d'histoire militaire, *Campagne d'attaque de la Zone frontière*, Institut d'études supérieures, 1979.

15 Épilogue

1. Henry Distinguin, *Une autre Indochine...*, *op. cit.*

2. Yves Gras (général), *Histoire...*, *op. cit.*, p. 349.

3. Louis Constans, *Le Fuyard de Lang Son. Autopsie d'une « légende noire ». Tonkin, 1949-1959*, Indo éditions, coll. « Contre-enquête », 2005.

4. *Ibid.*, p. 152.

5. Grille d'appréciation de la valeur du renseignement en Indochine, la lettre qualifie la valeur de la source et le chiffre celle de l'information : *Source* : A = Sûre (officiers, documents authentiques) ; B = Très bonne (agent sûr et bien placé) ; C = Bonne (donne souvent des renseignements exacts) ; D = Inégale (ayant donné du vrai et du faux) ; E = Douteux ; X = Inconnue. *Information* : 1 = Très vraisemblable ; 2 = Probable ; 3 = Possible ; 4 = Nécessité de recouper ; 5 = Improbable, donné à titre d'indication ; 0 = Aucun avis ne peut être donné.

6. Autonome à cette date, le régiment 98 entre dans la composition de la 316^e division lorsqu'elle est créée au printemps 1951.

7. Le général Garbay qui, rappelons-le, avait été désigné pour remplacer Alessandri, est arrivé au mois de septembre. Il le seconde.

8. Du fait de l'afflux de réfugiés, la population de Langson a considérablement augmenté, et l'on compte 5 400 civils qui quittent la ville ce jour-là.

9. En réalité, les troupes à pied pourront bénéficier, à partir de Dinh Lap, des camions des groupes de transport (GT) 515 et 516, toujours présents.

10. Signe de la « pauvreté » du corps expéditionnaire, le génie de la zone frontière ne dispose pas d'explosifs munis de dispositifs à retardement. Les éléments du génie présents sont tout de même chargés de préparer les installations les plus efficaces ; ainsi, dans chaque alvéole du dépôt de munitions de la citadelle, des fûts d'essence et des mines AT 75 sont disposés. Des pneumatiques usagés sont également entassés sur les caisses d'obus et de cartouches afin de faciliter la combustion. Avec les moyens de transport dont dispose la zone frontière, il avait été calculé que l'évacuation de la totalité des dépôts de toute nature existant à Langson aurait nécessité une vingtaine de jours – un temps dont le commandement ne croyait pas pouvoir disposer.

11. Il est prévu que des tracts soient largués au préalable, invitant la population de la ville à « se retirer dans les campagnes ».

12. Yves Gras (général), *Histoire...*, op. cit., p. 351.

13. La décision est arrêtée le 10 octobre 1950.

14. À une centaine de kilomètres au sud-ouest de Langson.

15. Henry Distinguin, *Une autre Indochine...*, op. cit.

16. Au mois de juillet 1953, une opération baptisée *Hirondelle* qui a comme objectifs les dépôts viêt-minh des grottes de Ky Lua voit revenir les Français à Langson l'espace de quelques heures.

17. Dinh Lap, abandonnée, est réoccupée les jours suivants sur ordre du général Juin.

18. Philippe Gras, *L'Armée de l'air en Indochine (1945-1954). L'impossible mission*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 270.

19. Ce bilan fait notamment état de 8 222 fusils, 380 fusils-mitrailleurs et de 160 mitrailleuses.

20. Aux 1 100 tonnes de munitions stockées dans les dépôts, 400 autres tonnes sont reversées par les différentes unités dans les derniers jours qui précèdent le départ.

21. Entre 25 % et 40 %, selon les estimations les plus optimistes de l'état-major de ZOT.

22. Quant aux quelque 400 obus de 155 mm laissés sur place, le Viêt-Minh, ne disposant pas de pièce de ce calibre, a dû récupérer leur explosif ou, plutôt, les utiliser comme mines sur les routes du delta du Tonkin, comme ses troupes le faisaient fréquemment.

23. La mine Hawkins n° 75, d'origine britannique, est d'abord une mine antichar qui entre en service en 1942. Elle peut toutefois être employée comme grenade ou comme charge de démolition.

24. Situé à une cinquantaine de kilomètres au sud de That Khe, ce bourg et ses environs représentent avant la bataille le centre le plus important de la zone frontalière, abritant de nombreux organismes et dépôts.

25. Sous le climat tropical de l'Indochine, le vin, pour se conserver, doit être d'excellente qualité et fortement alcoolisé, ce qui en fait un produit cher. Son conditionnement en bouteille se révèle par ailleurs trop onéreux, mais aussi trop fragile et trop encombrant pour les troupes. Dans ces conditions, la solution du « vin gélifié » ou « vinogel » a paru constituer une bonne solution, tant du point de vue de la conservation que du transport. Toutefois, ce vin déshydraté ne rencontrera qu'un succès mitigé auprès des consommateurs.

26. David-Robert Briche, *Au-delà de la jungle la liberté. Évadé des bagnes du Viêt-minh*, G. de Bussac, 1982, p. 156.

27. Au début des hostilités, quelques visites de camps où sont internés des prisonniers français sont toutefois autorisées ; voir Véronique Harouel-Bureloup, « L'action du CICR en Indochine », Grotius International : <https://grotius.fr/laction-du-cicr-en-indochine/#.XKoiy6TgrIV>.

28. Ses premiers membres vietnamiens sont issus de la Croix-Rouge française telle qu'elle existait avant la Seconde Guerre mondiale. L'embryon de la Croix-Rouge « viêt-minh » apparaît dès l'été 1945, mais l'organisme officiel ne l'est que l'année suivante.

29. Sur l'histoire de cette délégation et, plus généralement, sur l'activité du Viêt-Minh dans les pays frontaliers de l'Indochine, voir Christopher E. Goscha, *Thailand and the Southeast Asian Networks of the Vietnamese Revolution, 1885-1954*, Surrey, 1999.

30. Il enseigne également à l'École de médecine d'Indochine.

31. En 1951, le général de Lattre de Tassigny, alors haut-commissaire de France et commandant en chef en Indochine, lui retire sa confiance, le jugeant trop proche du Viêt-Minh ; il obtient la désignation d'un autre délégué le temps de son mandat. En 1954, Huard est de nouveau sollicité au lendemain de la défaite de Diên Biên Phu pour la récupération d'une partie des blessés de la garnison : il s'occupe des modalités pratiques du tri et du rapatriement de plus de 850 blessés. Au-delà de son action

pendant la guerre et de son hostilité au conflit, Pierre Huard fut un spécialiste et un historien reconnu de la chirurgie et de la médecine tropicale, et s'intéressera aux pratiques médicales chinoises et japonaises. Il est l'auteur de nombreux articles sur ces questions.

32. Dans le cadre de l'accord d'évacuation des blessés, une zone neutralisée est définie entre les deux commandements ; celle-ci comprend la RC 4 de Langson (inclus) à Cao Bang (inclus). Par ailleurs, la zone comprise entre la frontière de Chine et la RC 4 et une bande de 6 kilomètres de large à l'ouest de cette dernière fait également l'objet d'une neutralisation.

33. Celui-ci diffère du chiffre de 203 calculé par addition du total des blessés évacués au cours des trois journées. Celui-ci est en réalité inexact, car il ne prend pas en compte les blessés individuels, chargés à bord des Morane de liaison, comme c'est le cas, par exemple, lors de la journée du 18 octobre ni les dix blessés qu'emmène avec lui le Toucan immobilisé à That Khe.

34. L'évacuation doit commencer à la mi-novembre 1950 et être achevée pour la fin du mois de janvier 1951. Elle ne connaît qu'un début d'exécution, puisque le général de Lattre y met un terme dès son arrivée en Indochine.

35. Hoa Binh signifie « paix » en vietnamien.

36. Les Français réoccupent la capitale du pays muong l'espace de quelques semaines dans le cadre de l'opération *Lotus*, à la fin de l'année 1951.

37. Le 27 octobre 1950.

38. Ivan Cadeau, *De Lattre...*, op. cit., p. 291-294.

39. Les généraux Guillaume et Koenig auxquels le poste est proposé, se refusent.

40. Jean Dutailly (lieutenant-colonel), « L'arrivée du général de Lattre en Indochine (17 décembre 1950-18 janvier 1951) », *Revue historique des armées*, n° 138, 1980, p. 217-238.

Conclusion

1. Éric Deroo, Pierre Vallaud, *Indochine française. 1856-1956. Guerres, mythes et passions*, Perrin, 2003, p. 148. L'auteur de cette lettre est sans doute le capitaine Vaillant, chef du 3^e bureau de la zone frontière.

2. En mars 1954, le député s'élève contre tout cessez-le-feu en Indochine et contre toute politique d'abandon.

3. Lors de son discours, celui-ci a en effet exposé la seule alternative possible à ses yeux : consentir un effort important pour espérer remporter une victoire militaire (à laquelle il ne croit pas), ou privilégier un accord politique en traitant « évidemment avec ceux qui nous combattent », c'est-à-dire le Viêt-Minh.

4. Ivan Cadeau, « Punir les lampistes ? Les commissions d'enquête des batailles de Cao Bang et de Diên Biên Phu », *Inflexions*, n^o 45, 3/2020 ; Ivan Cadeau, « Enterrer la guerre d'Indochine : l'exemple de la Commission d'enquête sur Diên Biên Phu », in Jean-François Klein, Dominique Barjot (dir.), *De l'Indochine coloniale au Viêt Nam actuel*, Éditions Magellan & Cie, 2014.

5. Elle est composée du général d'armée (cr) Buisson (président), du général de corps d'armée Magnan et du général de division Dromard.

6. Ceux du colonel Lennuyeux, des chefs de bataillon Lambert, de Chergé, Bedo, Delcros, et du capitaine Labaume.

7. Les généraux Carpentier, Alessandri, Garbay, Marchand ; le colonel Constans ; le lieutenant-colonel Jacquot (commandant du secteur de Langson) ; les chefs de bataillon Delcros et Fournier ; le capitaine Jeanpierre.

8. Pour rappel, le colonel Constans est toujours chef de corps du 3^e REI.

9. Le « Rapport Jeanpierre » comme il sera appelé ultérieurement, connaît un sort singulier. Le lieutenant-colonel de Rocquigny, commandant le Groupement léger aéroporté (GLAP), auquel le document est adressé, juge sa première version « d'une facture peu française [et] mal tapé » et le renvoie au capitaine Jeanpierre « pour être refait ». Mais, au-delà de ces remarques à caractère formel, le chef du GLAP estime que le rapport est « si dur » et exprime « de telles critiques » qu'il interdit à l'ancien adjudant-major du 1^{er} BEP « de le montrer » à qui que ce soit. Pour ces mêmes raisons, la diffusion du rapport reste circonscrite au niveau du commandement des Forces aéroportées en Indochine (FAPI) à quatre exemplaires seulement, aucun autre ne doit être imprimé et le brouillon original est détruit. Ainsi au moment de s'embarquer pour l'Algérie, à la fin du mois de novembre 1950, Rocquigny précise par courrier à Jeanpierre « qu'au cours des conversations que vous pouvez avoir soit avec le colonel inspecteur de la Légion ou avec le colonel commandant le dépôt de Bel Abbès, vous devez répondre aux questions en disant que vous avez fait un rapport et l'avez remis au lieutenant-colonel commandant le GLAP ».

10. Ivan Cadeau, « Enterrer la guerre d'Indochine... », art. cit.

11. Le site « Indochine : arrêt sur images », notamment, propose de très riches clichés des lieux des combats des colonnes Le Page et Charton et permet au lecteur de les « visualiser » un peu mieux : <http://indochine-images.blogspot.com/>

Sources et bibliographie sélective

1. Jean-Claude Devos, Jean Nicot, Philippe Schillinger, *Inventaire des archives de l'Indochine. Sous-série 10 H (1867-1956)*, Château de Vincennes, Service historique de l'armée de terre, t. II, 1987 ; t. I, 1990.
2. Philippe Schillinger, Asuncion Levy, Michel Serge Hardy, *Inventaire des archives de commandement et journaux des marches et opérations des formations de l'armée de terre, 1946-1964 (sous-série GR 7 U)*, Service historique de la Défense, Département Interarmées, Ministériel et Interministériel, 2008.
3. Le site Internet du Service historique de la Défense propose la consultation des <https://www.servicehistorique.sga.defense.gouv.fr/>

REMERCIEMENTS

Nous tenons à adresser nos plus sincères remerciements à Nguyen Quoc Thanh, pour l'aide apportée et le temps consacré à la traduction des documents en langue vietnamienne.

Merci vivement à Christopher Goscha et à Michel Bodin pour leurs conseils éclairés et les informations qu'ils ont bien voulu partager avec nous. Échanger avec ces deux éminents spécialistes sur l'Indochine reste toujours un plaisir.

Nous exprimons également notre gratitude envers Marie-Danielle Demélas pour ses conseils – toujours avisés – et la relecture de certains chapitres.

Nous remercions les Éditions Perrin pour la confiance dont elles veulent bien nous témoigner depuis quelques années désormais, et tout particulièrement Christophe Parry pour sa bienveillance et son écoute.

Une pensée affectueuse, enfin, pour Éliane et mon fils Lucien.

CARTES

Indochine française
Le Tonkin
La RC 4 et ses postes entre Tiên Yên et Cao Bang
Cadre général des combats des colonnes Le Page et Charton et du
groupement Rose
Progression des groupements Le Page, Charton et Rose

INDEX

- Abbas, Ferhat 18
- Alessandri, Marcel (général) 22, 93-94, 96-97, 103, 106, 110-116, 120, 122, 124-127, 134, 136, 138, 143, 148-151, 153-155, 183, 185, 187-188, 207, 209-211, 248, 256-258, 278, 286, 300-302, 305, 317, 320-321, 323-324, 326, N2, N7, N13, N14, N17
- Auriol, Vincent 99, 149-150, 317
- Bao Dai 85-90, 92, 97, 99, 101, 126, 147, 150, 328, N4, N5, N5, N6, N9, N24
- Battet, Robert (amiral) 94, 96-97
- Beaufre, André (colonel) 61-62, 64, 73, N19
- Bedo (chef de bataillon) 206, 222, 278, 282, 286-289, 293, 295, N7, N19
- Bergot, Erwan 18
- Bidault, Georges 117, 123
- Blaizot, Roger (général) 91-96, 98-99, 105-107, 109-110, 112-113, 324, N2
- Bodard, Lucien 27, 209, 232, 298, 324, N18, N27, N30, N31
- Bodet, Pierre Louis (général) 94, 96-97
- Bollaert, Émile 59, 85-88, 90-92, 95, N2, N4
- Bonfils, Charles-Henri 96-97
- Boyer de Latour, Pierre (général) 92, 106
- Briche, David-Robert (lieutenant) 67, 81, 308, N1, N26
- Cao Van Khanh (colonel) 254
- Carpentier, Marcel (général) 22, 79, 95, 110-113, 115-116, 120, 122-123, 126-127, 139, 144, 147, 151-154, 159-160, 207-211, 213, 215, 219-220, 257-258, 265, 277, 285, 300-303, 315-317, 320-323, N1, N7, N13, N16
- Catroux, Georges (général) 46
- Cazaux, Paul (Cazaux) 279, 290-291, N24

Charton, Pierre (lieutenant-colonel) 22-24, 29-30, 46, 82, 143, 147, 156-157, 159, 170, 207-209, 211, 223-225, 227, 238, 244-245, 250, 252-254, 256-260, 262-277, 282, 285, 287-288, 293-294, 296, 299-301, 309, 319, 321, 325-327, N1, N7, N8, N8, N10, N12, N12, N15, N16, N16, N17, N26, N27

Chen Geng (général) 177, 191-192, 196, 200, 202, 204

Chergé, de (chef de bataillon) 232, 259, 263, 266, 268, 280, 288

Constans, Jean (colonel) 22, 75, 119-120, 122, 129, 137-138, 146-147, 153, 204-205, 207-208, 211, 218, 220-221, 235, 244-245, 256-259, 263-264, 266-267, 275, 278-279, 285-286, 298-305, 317, 320-321, 324-327, N3, N7, N8, N15, N23

Coste-Floret, Paul 58, 87, 100, 116, N6

Dang Van Viet (colonel) 30, 114, 141, 193, N13, N32

Darlan, François (amiral) 100

Delcros (chef de bataillon) 237, 246-250, 252, 280, N9

Denoix de Saint Marc, Hélié (lieutenant) 105, 108, N1, N4

Digo, Yves 96-97

Distinguin, Henry (médecin-capitaine) 292, 297, 303-304, N1, N15, N25

Doumer, Paul 43, N7, N17

Faugeas (chef de bataillon) 273

Ferry, Jules 38-40, N3

Fontanges, Guillaume, de (lieutenant) 139, 284, 312, N12, N28

Gambiez, Fernand (colonel) 214-215

Garbay, Pierre (général) 148, 299, N7

Giap Vo Nguyen 30, 53, 60, 141, 161, 170, 175, 183, 186-187, 191-193, 195-196, 201, 213, 216, 240-241, 247, 253, N1, N2, N5, N14, N18, N20, N28, N31

Hoang Hoa Tham 173

Hoang Van Thai (général) 161, 194-196, 202-203, 286

Hô Chi Minh 31, 49-50, 52-53, 56, 58, 61, 64, 85-86, 161, 170-172, 174, 176-177, 181, 191, 193-194, 197, 216, N21, N33, N35, N43

Huard, Pierre 311-313, N31

Jeanpierre, Pierre-Paul (capitaine) 218-220, 222, 230-234, 241-242, 247-248, 251, 272, 280, 294, 327, N7, N9

Juin, Alphonse (général) 110-111, 301, 316-317, N15, N17, N25

Koenig, Marie-Pierre (général) N15, N39

Konoe, Fumimaro 46

Labaume (capitaine) 206, 275-276, 279-283, 285, N2, N6, N10

Lambert (chef de bataillon) 153, 155, 158, 207, 258-259

Langlais, Pierre (colonel) 19, N4, N5, N10

Lattre de Tassigny, Jean de (général) 22, 100, 106, 111, 125, 144, 149, 181, 317, 331, N7, N9, N25, N27, N31, N34, N38, N40

Leclerc, Philippe (général) 92, N5, N14

Le Hong Phong N21

Lennuyeux, René (lieutenant-colonel puis colonel) 153, 155, 157-159, 221, 225, 263, 325, N6

Le Page, Marcel (lieutenant-colonel) 22-24, 26, 29-30, 46, 71, 73, 112, 114, 130, 140, 146, 170, 205-208, 211, 214, 217-225, 227, 229-236, 238-254, 256-257, 260, 263-264, 266-267, 270-275, 277, 279, 282-283, 285, 287-288, 293-294, 296, 299, 301, 309, 321, 325-327, N1, N1, N5, N7, N7, N9, N10, N10, N11, N11, N13, N17, N19, N26, N31

Letourneau, Jean 116, 147, 278, 301, 316-317, 320, N9

Le Trong Tan (colonel) 193

Loth (lieutenant) 280-281, 289-292

Mao Zedong 117, 165, 172, 176-177, N21, N25

Marchand, René (général) 148, 152, 159, 204, 207, 209, 317, 321, N7, N8

Mecquenem, Roland de (chef de bataillon) 169

Mendès France, Pierre 320

Merglen, Albert (chef de bataillon) 169, N12

Morichère, Pierre (capitaine) 81, 158, 261-262, 264-265, 269, 271, N4, N25

Morlière, Louis (général) N14

Navarre, Henri (général) 322, 328, N25

Ngo Van Chieu 31, N34

Nguyen Huy Tuong 31

Nguyen Trai 173

Pédoussaut, Pierre (médecin-capitaine) 247, 249

Pignon, Léon 87-89, 94, 96-97, 103, 110, 113, 116, 127, 148, 150-151, 209, 211, 302-303, 316-317, 322, 329, N6, N6, N8, N17, N19

Pleven, René 20, 319, N9

Queuille, Henri 99, 110

Ramadier, Paul 85, 100

Revers, Georges (général) 84, 99-105, 110-112, 317, N1, N18, N24, N28

Romain-Desfossés, Jacques (colonel) 188, 248-249

Rouchette (médecin-commandant) [283-285](#)
Sainteny, Jean [88](#), [N12](#), [N43](#)
Salan, Raoul (général) [59-60](#), [63](#), [90-91](#), [144](#), [N1](#), [N12](#), [N15](#), [N16](#)
Segretain, Pierre (chef de bataillon) [242](#), [247](#), [249](#), [311](#)
Stien, Louis [23](#), [73-74](#), [N1](#), [N15](#), [N24](#)
Tchang Kai-chek (général) [96](#), [118](#), [172](#)
Thierry d'Argenlieu, Georges (amiral) [56](#), [59](#), [85](#), [95](#), [N2](#), [N5](#), [N13](#)
Thomas-Duris (lieutenant-colonel) [248](#)
Tran Hung Dao (général) [173](#)
Valluy, Jean Étienne (général) [56](#), [59](#), [64](#), [90-91](#), [112](#), [N3](#), [N5](#), [N6](#)
Vu Hong Khanh [120](#), [N24](#)
Vuong Thua Vu (général) [193](#), [240](#), [N2](#)

Suivez toute l'actualité des Éditions Perrin sur
www.editions-perrin.fr

PERRIN

Nous suivre sur

